



**PROCES-VERBAL**  
**CONSEIL MUNICIPAL**

**SEANCE DU**  
**mercredi 07 octobre 2020**

# **Convocation du Conseil Municipal**

**du**

**07/10/2020**

—

\_\_\_\_\_

Le conseil municipal d'AURAY (56) est convoqué, pour une session qui s'ouvrira le 07/10/2020 à 18 HEURES 00 à la Mairie ; une convocation comportant l'ordre du jour est adressée individuellement à chaque conseiller.

Fait à AURAY, le

Madame le Maire,

Claire MASSON

## ORDRE DU JOUR

~~~~~

- 1- DGS - APPROBATION DU PROCÈS VERBAL DE LA SÉANCE DE CONSEIL MUNICIPAL DU 9 SEPTEMBRE 2020 P.6
- 2- DGS - COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX (CCSPL) - DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL - NOMINATION DES REPRÉSENTANTS DES ASSOCIATIONS LOCALES - APPROBATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA CCSPL P.7
- 3- DGS - PROJET D'ABSORPTION DE LA SEML "ESPACE AMENAGEMENT ET DEVELOPPEMENT DU MORBIHAN" (EADM) PAR L'OPH DU MORBIHAN "BRETAGNE SUD HABITAT" (BSH) P.10
- 4- DGS - DESIGNATION DES REPRESENTANTS AU SEIN DE LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE AURAY CARNAC QUIBERON TOURISME P.38
- 5- DF - GARANTIE D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT DE 1 750 000 EUROS AUPRES DU CREDIT AGRICOLE DU MORBIHAN, AU PROFIT D'ESPACIL HABITAT- REALISATION DE 16 LOGEMENTS COLLECTIFS EN LOCATION-ACCESSION, RESIDENCE "L'ASTROBALE", 86 RUE AMIRAL COUDE P.44
- 6- DF - GARANTIES D'EMPRUNT AU PROFIT DE BRETAGNE SUD HABITAT AUPRÈS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS -REHABILITATION DE 56 LOGTS, RES A. COUDE TRANCHES 3 ET 4 P.56
- 7- DF - MARCHE PUBLIC 20031 DE SERVICES D'ASSURANCES P.80
- 8- DF - CRISE SANITAIRE – DISPOSITIF D'AIDES AUX ENTREPRISES ; COMMERCE ET ASSOCIATIONS ALRENNES - COMPLEMENT- GRATUITE DE L'EXTENSION DES TERRASSES POUR L'ANNEE 2020 P.83
- 9- DAC - CENTRE CULTUREL ATHENA - DECENTRALISATION DU FESTIVAL MÉLISCÈNES 2021 - APPROBATION DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LES COMMUNES - AUTORISATION A DONNER A MADAME LE MAIRE DE LES SIGNER P.84
- 10- DAC - ARCHIVES - PATRIMOINE - APPROBATION D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA FONDATION DU PATRIMOINE P.88
- 11- DSTS - COMMUNAUTÉ DE COMMUNES AURAY QUIBERON TERRE ATLANTIQUE - RAPPORTS ANNUELS D'ACTIVITÉ 2018 : ÉLIMINATION DES DÉCHETS, PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE, ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF P.93



## SEANCE ORDINAIRE DU

07/10/2020

**Le mercredi 7 octobre 2020 à 18 HEURES 00**, le conseil municipal de la commune d'AURAY (Morbihan), légalement convoqué le mardi 29 septembre 2020, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, dans la salle des délibérations sous la présidence de Madame Claire MASSON, Maire.

La séance a été publique.

### **Etaient Présents à la présente délibération :**

Madame Claire MASSON, Monsieur Pierrick KERGOSIEN, Madame Marie LE CROM, Monsieur Jean-François GUILLEMET, Madame Adeline FERNANDEZ, Monsieur Tangi CHEVAL, Madame Myriam DEVINGT, Monsieur Benoît LE ROL, Madame Marie DUBOIS, Monsieur Julien BASTIDE, Madame Chantal SIMON, Madame Françoise FIOR, Madame Nathalie GUEMY, Monsieur Jean-Pierre SAUVAGEOT, Monsieur Gurban NICOL, Monsieur Stéphane RENAULT, Monsieur Edouard LASBLEY, Madame Claire PARENT MER, Monsieur Thomas BERROD, Madame Aurore HAREL, Madame Adeline AGENEAU, Monsieur Jean-Baptiste LE GUENNEC, Madame Charlotte NORMAND, Monsieur Patrick GEINDRE, Monsieur Jean-Yves MAHEO, Madame Isabelle GUIBERT-FAICHAUD, Madame Françoise NAEL, Monsieur Bertrand VERGNE, Madame Marie-Paule LE PEVEDIC, Monsieur Benoît GUYOT, Madame Emmanuelle HERVIO, Monsieur Jean-Michel LASSALLE

### **Absents excusés :**

Monsieur Pierre LE SCOUARNEC (procuration donnée à Madame Aurore HAREL)

**Secrétaire de séance : Madame Isabelle GUIBERT-FAICHAUD**

**1- DGS - APPROBATION DU PROCÈS VERBAL DE LA SÉANCE DE CONSEIL MUNICIPAL DU 9 SEPTEMBRE 2020**

Madame Claire MASSON, Maire, expose à l'assemblée :

Considérant qu'un exemplaire du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 9 septembre 2020 a été transmis avec la convocation à chaque membre avant la séance.

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (33 voix pour),

Le conseil municipal :

- **APPROUVE** le procès-verbal de la séance du 9 septembre 2020.

|                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Envoyé à la Sous-Préfecture le 13/10/2020<br>Compte-rendu affiché le 13/10/2020<br>Reçu par la Sous-Préfecture le 13/10/2020 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

## **2- DGS - COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX (CCSPL) - DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL - NOMINATION DES REPRÉSENTANTS DES ASSOCIATIONS LOCALES - APPROBATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA CCSPL**

Madame Claire MASSON, Maire, expose à l'assemblée :

L'article L1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) dispose que « les communes de plus de 10 000 habitants (...) créent une Commission Consultative des Services Publics Locaux pour l'ensemble des services publics qu'elles confient à un tiers par convention de délégation de service public ou qu'ils exploitent en régie dotée de l'autonomie financière ».

Cette commission comprend en plus du Maire (président) ou de son représentant :

- des membres du conseil municipal désignés dans le respect du principe de la représentation proportionnelle ;
- des représentants d'associations locales, nommés par le conseil municipal.

En fonction de l'ordre du jour, sur proposition du président, la commission peut également inviter à participer à ses travaux toute personne qualifiée, avec voix consultative.

La commission examine :

- le rapport annuel d'activités établi par le délégataire de service public (art. L1411-3 CGCT) ;
- les rapports sur les prix et la qualité du service public d'eau potable, sur les services d'assainissement (art. L 2224-5 CGCT) ;
- un bilan d'activité des services exploités en régie dotée de l'autonomie financière ;
- le rapport annuel d'activité établi par le cocontractant d'un contrat de partenariat.(art. L1414-14 CGCT).

La commission examine et donne un avis consultatif sur tout projet :

- de délégation de service public (supérieure aux seuils prévus par l'art. L 1411-12 CGCT), avant que le Conseil municipal ne se prononce sur le principe de cette délégation dans les conditions prévues à l'article L.1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- de création d'une régie dotée de l'autonomie financière, avant la décision portant création de régie.
- de partenariat avant que le conseil municipal ne se prononce dans les conditions prévues à l'article L1414-2 CGCT.

Le conseil municipal est appelé à créer la CCSPL composée en plus de son président de :

- 6 membres titulaires, 6 membres suppléants représentant le conseil municipal désigné par lui dans le respect du principe de la représentation proportionnelle
- 5 membres titulaires et 5 membres suppléants représentant des associations locales nommées par le conseil municipal.

Mme le Maire propose les candidats suivants :

**Représentants du conseil municipal :**

| <b>Titulaires</b>       | <b>Suppléants</b>             |
|-------------------------|-------------------------------|
| M. Tangi CHEVAL         | M. Gervan NICOL               |
| Mme Marie DUBOIS        | Mme Nathalie GUEMY            |
| M. Julien BASTIDE       | M. Jean-Pierre SAUVAGEOT      |
| Mme Charlotte NORMAND   | Mme Claire PARENT MER         |
| M. Jean-Yves MAHEO      | Mme Isabelle GUIBERT-FAICHAUD |
| M. Jean-Michel LASSALLE | M. Benoît GUYOT               |

**Représentants des associations locale :**

- Confédération Syndicale des familles du Pays d'Auray
- UFC Que Choisir
- Eau et Rivières de Bretagne
- Bretagne Vivante
- Association des usagers de l'eau du Morbihan

A reçu un avis favorable en Commission Finances du 03/09/2020,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (33 voix pour),

Le conseil municipal :

- **CRÉE** la commission consultative des services publics locaux permanente de la ville d'Auray,
- **FIXE** le nombre de membres issus du conseil municipal à 6 titulaires et 5 suppléants,
- **APPROUVE** le principe du vote à main levée,
- **DESIGNE** les représentants du conseil municipal suivants :

| <b>Titulaires</b>       | <b>Suppléants</b>             |
|-------------------------|-------------------------------|
| M. Tangi CHEVAL         | M. Gervan NICOL               |
| Mme Marie DUBOIS        | Mme Nathalie GUEMY            |
| M. Julien BASTIDE       | M. Jean-Pierre SAUVAGEOT      |
| Mme Charlotte NORMAND   | Mme Claire PARENT MER         |
| M. Jean-Yves MAHEO      | Mme Isabelle GUIBERT-FAICHAUD |
| M. Jean-Michel LASSALLE | M. Benoît GUYOT               |

- **DESIGNE** les associations locales suivantes :

- Confédération Syndicale des familles du Pays d'Auray
- UFC Que Choisir
- Eau et Rivières de Bretagne

Conseil municipal de la ville d'Auray du 7 octobre 2020

- Bretagne Vivante
- Association des usagers de l'eau du Morbihan
- **DONNE** tout pouvoir à Mme le Maire pour signer tout document et accomplir toute formalité nécessaire à la mise en œuvre de cette décision.

Envoyé à la Sous-Préfecture le 13/10/2020

Compte-rendu affiché le 13/10/2020

Reçu par la Sous-Préfecture le 13/10/2020

### **3- DGS - PROJET D'ABSORPTION DE LA SEML "ESPACE AMENAGEMENT ET DEVELOPPEMENT DU MORBIHAN" (EADM) PAR L'OPH DU MORBIHAN "BRETAGNE SUD HABITAT" (BSH)**

Monsieur Julien BASTIDE, 9ème adjoint, expose à l'assemblée :

Le projet de rapprochement entre l'OPH BSH et la Société d'économie mixte locale (SEML) Espace Aménagement et Développement du Morbihan (EADM) intervient dans le contexte de la loi ELAN (loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique) laquelle a engagé une réforme profonde de l'organisation du secteur du logement social avec pour objectifs une diminution globale du nombre d'opérateurs et des économies d'échelle dans un contexte financier contraint.

La SEML EADM, au service des collectivités locales du Morbihan depuis 2006, intervient dans des activités d'intérêt général et plus globalement dans tout ce qui peut contribuer à l'amélioration du cadre de vie et au développement local.

BSH est l'Office Public de l'Habitat du Morbihan, rattaché au Conseil départemental. Premier bailleur social du département, BSH innove et propose, en lien avec les collectivités locales, un accompagnement des Morbihannais, tout au long de leur chemin de vie : logements locatifs, réalisation de crèches et d'équipements variés, parcours résidentiels et habitat spécifique (FJT, EHPAD...).

La loi ELAN n'a pas seulement pour ambition de réformer le secteur du logement social, elle offre de nouvelles opportunités d'élargir le champ des activités des OPH. Ainsi, BSH pourra se positionner en tant que partenaire naturel des collectivités en matière d'équipements publics et dynamiser ses compétences dans les métiers de l'aménagement (ZAC, Lotissements...) et de l'assistance à maîtrise d'ouvrage, se dotant ainsi de nouveaux leviers de croissance.

Dans un département du MORBIHAN qui recense 744 813 habitants et dont l'évolution démographique connaît une croissance régulière, la somme des politiques locales déclinées dans les programmes locaux de l'habitat (PLH) laisse présager un potentiel de marché de près de 1100 logements locatifs sociaux mis en service chaque année.

Le projet de rapprochement doit permettre de renforcer la capacité de chacun des acteurs à produire des logements en réponse à la diversité des besoins exprimés à l'échelle de notre territoire.

Le secteur du logement social cherche à développer des nouvelles compétences telles que l'aménagement et le développement qui sont autant de leviers de croissance nécessaires à l'accomplissement de ses missions d'intérêt général.

Les secteurs d'activité traditionnels des SEM d'aménagement ne permettent plus, malgré les efforts de prospection auprès des diverses collectivités sur le territoire morbihannais, d'asseoir un modèle économique viable et pérenne.

C'est dans ce contexte que les Conseils d'administration d'EADM et de BSH, par délibérations respectives en date du 12 décembre 2019, ont approuvé le projet d'absorption d'EADM par BSH, en amorçant une transition vers le logement social avec une volonté de développer les activités dans le champ des opérations d'aménagement et de l'assistance à maîtrise d'ouvrage, de l'élargir à l'habitat spécifique mais également d'intervenir plus fortement sur les sujets de renouvellement urbain liés entre autres à la régénération du parc social.

Le projet de rapprochement a pour objectifs :

- de permettre le développement des missions d'intérêt général au service du logement social,
- de répondre aux exigences de regroupement de la loi ELAN afin de gagner en efficacité et de satisfaire dans des délais plus contraints à la demande de logements sociaux sur le territoire,
- de préserver les « intérêts » des collectivités, des actionnaires et des financeurs tant d'EADM que de BSH,
- de poursuivre les activités opérationnelles en cours et à venir d'EADM, tant en construction qu'en aménagement, au service des collectivités territoriales,
- de s'appuyer, pour les opérations engagées et à venir, sur les savoir-faire des personnels de la SEML EADM intégralement transférés dans le cadre ce rapprochement.

La procédure d'absorption d'EADM par BSH

La reprise d'EADM par BSH interviendrait dans le cadre d'une procédure de Transmission Universelle de Patrimoine (TUP), prévue à l'article 1844-5 du Code civil et à l'article L.411-2-1, III, du Code de la construction et de l'habitation relatif à l'absorption d'une SEML agréée par un OPH.

Préalablement à la mise en œuvre de la TUP, la SEML EADM a été agréée pour l'exercice d'une activité de construction et de gestion de logements sociaux conformément à l'article L.481-1 du Code de la construction et de l'habitation par arrêté en date du 14 mai 2020 du Ministre de la Cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Il résulte des termes de l'article L.1844-5 du Code civil les dispositions suivantes :

« La réunion de toutes les parts sociales en une seule main n'entraîne pas la dissolution de plein droit de la Société. Tout intéressé peut demander cette dissolution si la situation n'a pas été régularisée dans le délai d'un an. [...].

En cas de dissolution, celle-ci entraîne la transmission universelle du patrimoine de la société à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation. »

Ces dispositions sont complétées par les dispositions de l'article 8 du décret n°78-704 du 3 juillet 1978 lesquelles mentionnent la possibilité pour l'actionnaire entre les mains duquel sont réunies toutes les actions de dissoudre, à tout moment la société par déclaration au greffe du tribunal de commerce et des sociétés, en vue de la mention de la dissolution au registre du commerce et des sociétés.

Il résulte, par ailleurs, des termes de l'article L.411-2-1, III, du Code de la construction et de l'habitation les dispositions suivantes :

« Une société d'économie mixte agréée en application du même article L. 481-1 dont les parts sociales sont réunies dans une seule main peut être dissoute uniquement si l'actionnaire unique est un organisme mentionné aux deuxième à quatrième alinéas de l'article L. 411-2 ou à l'article L. 481-1. Cette opération ne peut être réalisée qu'à la condition qu'elle n'entraîne aucun dépassement de l'objet social de l'organisme bénéficiaire. Les logements transmis font l'objet de conventions conclues en application de l'article L. 351-2 dans un délai d'un an. »

Dès lors que BSH sera devenu l'unique propriétaire de l'ensemble des actions d'EADM, l'OPH procédera par décision unilatérale à la dissolution de la SEML sans liquidation par confusion de patrimoine.

Par l'effet de la TUP, l'ensemble des contrats d'EADM ne présentant pas un caractère intuitu personae, les contrats de travail passés avec le personnel d'EADM ainsi que les biens composant son patrimoine seront automatiquement transférés à l'associé unique (BSH). Le transfert des biens immobiliers donnera lieu à l'accomplissement de la publicité foncière pour être opposable aux tiers.

En revanche, les conventions intuitu personae, notamment les conventions passées avec des collectivités après mise en concurrence, les cautionnements et autres garanties d'emprunt ne seront pas transférées automatiquement, leur transfert à BSH nécessitant l'accord préalable du contractant.

#### Les modalités des cessions d'actions

Il est rappelé que le capital social d'EADM est fixé à 3 251 550 euros, divisé en 2 803 060 actions de 1,16 euros de valeur nominale chacune.

La Ville d'Auray détient 1 500 actions d'EADM.

La mise en œuvre de la TUP suppose que BSH se rende propriétaire de l'ensemble des actions formant le capital d'EADM.

Pour ce faire, il est prévu d'engager conjointement les actionnaires d'EADM, cédants, à vendre chacun en ce qui les concerne leurs actions d'EADM, et BSH, acquéreur, à acquérir l'ensemble desdites actions dans le cadre d'un protocole d'accord précisant les modalités financières de cession des actions EADM.

Conformément à l'article 16 des statuts d'EADM, le Conseil d'administration de la Société, par délibération en date du +++, devra agréer les cessions d'actions projetées entre les actionnaires d'EADM et BSH en vue de la réalisation de la procédure de TUP.

Il est proposé de convenir du prix de l'action EADM sur la base des principes suivants :

- Une partie fixe payable à la cession des actions fixée à 0,16 euros au minimum par action.

Ce prix minimum garanti est établi sur la base des éléments suivants :

- Un compte de résultat arrêté au 30 juin 2020 par la direction générale d'EADM,
- Un état estimatif de l'appréciation du risque à terminaison sur les opérations d'aménagement transférées à BSH par EADM arbitré par la direction générale d'EADM le 8 septembre 2020;

- Un éventuel complément de prix à échéance de cinq ans lequel sera déterminé en fonction d'une éventuelle variation du montant des résultats (estimé ou réel) de chacune des opérations de concession prises en compte pour la détermination de la partie fixe du prix de l'action.

Ce montant dûment justifié sera arrêté par le Conseil d'administration de BSH dans les trois mois au plus de l'échéance des cinq ans suivant la date de réalisation de la TUP. En cas de désaccord entre les parties, sur la détermination du montant du complément du prix, il sera déterminé par expert conformément à la faculté offerte par l'article 1592 du Code civil.

La réalisation effective des cessions d'actions d'EADM par les actionnaires de la Société à BSH sera soumise aux conditions suspensives suivantes :

- cession par l'ensemble des actionnaires d'EADM, chacun en ce qui le concerne, des actions détenues au capital d'EADM au bénéfice de BSH permettant à BSH de devenir l'unique actionnaire d'EADM en vue de sa dissolution par TUP ;
- obtention par EADM de l'agrément ministériel lui permettant d'exercer une activité de construction et de gestion de logements sociaux conformément à l'article L.481-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- obtention par EADM de l'accord de tout contractant, et plus particulièrement les collectivités actionnaires et non actionnaires, lié à la Société dans le cadre d'un contrat intuitu personae (non directement transféré dans le cadre de la transmission universelle de patrimoine) au transfert de la convention passée avec EADM à BSH et, le cas échéant, des garanties d'emprunt ou de toute autre convention accessoire y afférent.

La vente des actions devrait intervenir au plus tard le 20 novembre 2020.

En conséquence et dans le cadre du projet de rapprochement de la SEML EADM et de l'OPH BSH, conseil municipal est invité à

- approuver le projet d'absorption de la SEML « Espace, Aménagement et Développement du Morbihan » (EADM), par l'OPH du Morbihan « Bretagne Sud Habitat » (BSH) dans le cadre d'une procédure de transmission universelle de patrimoine (TUP) prévue aux dispositions des articles 1844-5 du Code civil et L.411-2-1, III, du Code de la construction et de l'habitation ;

- approuver le projet de protocole d'accord à intervenir entre l'ensemble des actionnaires d'EADM et BSH ayant pour objet d'engager conjointement les actionnaires d'EADM, vendeurs et BSH, acquéreur, en vue de la vente et de l'acquisition de l'ensemble des actions formant le capital d'EADM à BSH, selon les modalités et sous les conditions stipulées au dit protocole ;

- approuver, en conséquence, la cession des 1 500 actions de la Société EADM détenues par la Ville d'Auray à l'OPH BSH en contrepartie d'un prix comprenant :

- d'une part, une partie fixe d'un montant unitaire au minimum de 0,16 euros par action, soit 240 euros au minimum pour 1 500 actions, payable à la réalisation effective de la cession d'actions ;
- d'autre part, un éventuel complément de prix établi à échéance de cinq ans suivant l'opération de TUP en fonction de la variation du montant des résultats (estimé ou réel) des opérations de concession d'aménagement transférées à

BSH ;

tous les frais résultant du transfert d'actions étant à la charge de BSH, acquéreur ;

La réalisation de cette cession d'actions est soumise aux conditions suspensives suivantes :

- cession par l'ensemble des actionnaires d'EADM, chacun en ce qui le concerne, des actions détenues au capital d'EADM au bénéfice de BSH permettant à BSH de devenir l'unique actionnaire d'EADM en vue de sa dissolution par TUP ;

- obtention par EADM de l'accord de tout contractant, et plus particulièrement les collectivités actionnaires et non actionnaires, lié à la Société dans le cadre d'un contrat intuitu personae (non directement transféré dans le cadre de la transmission universelle de patrimoine) au transfert de la convention passée avec EADM à BSH et, le cas échéant, des garanties d'emprunt ou de toute autre convention accessoire y afférent,

- autoriser Madame le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution des présentes délibérations et signer tout document relatif à ce dossier et notamment, signer le protocole d'accord relatif au projet d'absorption de la SAEMML « EADM » par l'OPH « BSH » dans le cadre d'une opération de transmission universelle de patrimoine, signer l'ordre de mouvement de titres d'EADM au profit de l'OPH BSH, le notifier à la Société émettrice et au cessionnaire.

Vu l'article 1844-5 du Code civil,

Vu l'article L.411-2-1, III, du Code de la construction et de l'habitation,

Vu le compte de résultat arrêté le 30 juin 2020 par la direction générale d'EADM ;

Vu l'état estimatif de l'appréciation du risque à terminaison sur les opérations d'aménagement transférées à BSH par EADM arbitré par la direction générale d'EADM le 8 septembre 2020;

Vu le projet de protocole d'accord relatif au projet d'absorption de la SAEMML « EADM » par l'OPH « BSH » dans le cadre d'une opération de transmission universelle de patrimoine ;

A reçu un avis favorable en Commission Finances du 28/09/2020,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (33 voix pour),

Le conseil municipal :

- **APPROUVE** le projet d'absorption de la SEML « Espace, Aménagement et Développement du Morbihan" (EADM), par l'OPH du Morbihan « Bretagne Sud Habitat » (BSH) dans le cadre d'une procédure de transmission universelle de patrimoine (TUP) prévue aux dispositions des articles 1844-5 du Code civil et L.411-2-1, III, du Code de la construction et de l'habitation;

- **APPROUVE** en conséquence, la cession des 1 500 actions de la Société EADM détenues par la Ville d'Auray à l'OPH BSH en contrepartie d'un prix comprenant :

- d'une part, une partie fixe d'un montant unitaire de 0,16 euros au minimum par action, soit 240 euros au minimum pour 1 500 actions, payable à la réalisation effective de la cession d'actions ;

- d'autre part, un éventuel complément de prix établi à échéance de cinq ans suivant l'opération de TUP en fonction de la variation du montant des résultats (estimé ou réel) des opérations de concession d'aménagement transférées à BSH ;

- tous les frais résultant du transfert d'actions étant à la charge de BSH, acquéreur ;

La réalisation de cette cession d'actions est soumise aux conditions suspensives suivantes :

- cession par l'ensemble des actionnaires d'EADM, chacun en ce qui le concerne, des actions détenues au capital d'EADM au bénéfice de BSH permettant à BSH de devenir l'unique actionnaire d'EADM en vue de sa dissolution par TUP ;

- obtention par EADM de l'accord de tout contractant, et plus particulièrement les collectivités actionnaires et non actionnaires, lié à la Société dans le cadre d'un contrat intuitu personae (non directement transféré dans le cadre de la transmission universelle de patrimoine) au transfert de la convention passée avec EADM à BSH et, le cas échéant, des garanties d'emprunt ou de toute autre convention accessoire y afférent ;

- **AUTORISE** Madame le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution des présentes délibérations tout document relatif à ce dossier, et notamment, signer le protocole d'accord relatif au projet d'absorption de la SAEML « EADM » par l'OPH « BSH » dans le cadre d'une opération de transmission universelle de patrimoine, signer l'ordre de mouvement de titres d'EADM au profit de l'OPH BSH, le notifier à la Société émettrice et au cessionnaire.

## **PROTOCOLE D'ACCORD**

**relatif au projet d'absorption de la SAEML « EADM »  
par l'OPH « BSH » dans le cadre d'une opération de  
transmission universelle de patrimoine**

Version du 09 septembre 2020

### **Entre**

- **L'Acquéreur,**
  - **L'OPH BSH**

**d'une part**

### **Et**

- **Les Vendeurs,**
  - **Le Département du Morbihan**
  - **La Communauté d'agglomération Golfe du Morbihan-Vannes Agglomération**
  - **La Communauté de communes de Pontivy**
  - **La Communauté de communes de L'Oust A Brocéliande Communauté**
  - **La Communauté de communes Arc Sud Bretagne**
  - **La Communauté de communes Ploërmel Communauté**
  - **La Communauté de communes Blavet, Bellevue, Océan**
  - **La Communauté de communes Centre Morbihan Communauté**
  - **La Communauté de communes de Questembert**
  - **La Commune de Saint-Avé**
  - **La Commune de Saint-Nolff**
  - **La Commune de Baden**
  - **La Commune du Palais**

- La Commune de Quiberon
- La Commune de Guidel
- La Commune de Pénestin
- La Commune d'Arradon
- La Commune de Carnac
- La Commune de St-Jacut-Les-Pins
- La Commune de Theix-Noyal
- La Commune de Lorient
- La Commune de Crédin
- La Commune de Surzur
- La Commune de Questembert
- La Commune d'Allaire
- La Commune d'Elven
- La Commune de Vannes
- La Commune de Plescop
- La Commune de Plouharnel
- La Commune d'Auray
- La Commune de Gourhel
- La Commune de Pontivy
- La Commune de St-Vincent sur Oust
- La Commune de Sulniac
- La Commune de Treffléan
- La Commune de Pont-Scorff
- La Commune de Monterblanc
- La Chambre de commerce et d'industrie du Morbihan
- La Caisse d'Epargne de Bretagne
- Le Crédit Mutuel Arkéa
- La Crédit Agricole du Morbihan
- Dexia Crédit Local
- La Caisse des dépôts et consignations

d'autre part

En présence de

- La SAEML « EADM »

## PROTOCOLE D'ACCORD

### Entre les soussignés

#### L'Office Public de l'Habitat du Morbihan dénommé « Bretagne Sud Habitat » (BSH),

Etablissement public à caractère industriel et commercial dont le siège est à VANNES CEDEX (56008), 6 avenue Edgar Degas BP 291, identifié au SIREN sous le numéro 275 600 047 et immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de VANNES

Représenté par son Directeur général **Erwan ROBERT**, habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil d'administration en date du 15 octobre 2020,

Ci-après dénommée "BSH" ou "l'Acquéreur"

D'une part

Et

#### Le Département du Morbihan

Domicilié 2 rue de Saint Tropez – CS 82400 – 56009 VANNES CEDEX, SIRET n° 225 600 014 00016

Représenté par **Monsieur François GOULARD**, Président du Conseil départemental, habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil départemental, en date du +++,

+++ Autres actionnaires à compléter +++

Ci-après dénommés "les Vendeurs" ou "les Actionnaires"

D'autre part

En présence de :

**La Société "Espace, Aménagement et Développement du Morbihan" (EADM)**, société anonyme d'économie mixte locale au capital de 3 251 550 euros, ayant son siège Hôtel du Département, rue Saint-Tropez, 56000 VANNES immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Vannes sous le numéro +++ ;

représentée par ++, +++ , représentant lui-même le Département du Morbihan, Président Directeur Général,

la SEML EADM, dont les actions font l'objet du présent protocole de cession, intervient à l'acte.

Ci-après dénommée "EADM".

D'autre part

Ci-après dénommées ensemble "les Parties"

## SOMMAIRE

++

Document de travail

## Il a été préalablement exposé ce qui suit :

1. BSH est l'Office Public de l'Habitat du Morbihan, rattaché au Conseil départemental. Premier bailleur social du département, il est présent sur 206 Communes.

Fort d'un siècle d'expérience, BSH innove et propose, en lien avec ses parties prenantes au premier rang desquelles se trouvent les collectivités locales, un accompagnement des Morbihannais, tout au long de leur chemin de vie : logements locatifs, réalisation de crèches et d'équipements variés, parcours résidentiels et habitat spécifique (FJT, EHPAD...).

2. Les Vendeurs sont ensemble actionnaires de la Société "Espace, Aménagement et Développement du Morbihan » (EADM), société anonyme d'économie mixte locale au capital de 3 251 550 euros, divisé en 2 803 060 actions de 1,16 euros de valeur nominale chacune dont ils détiennent la totalité des Titres.

La SEM EADM, acteur au service des collectivités locales du Morbihan depuis 2006, intervient dans des activités d'intérêt général et plus globalement dans tout ce qui peut contribuer à l'amélioration du cadre de vie et au développement local.

L'équipe a accompagné plus de 140 communes et EPCI du Morbihan dans le cadre de leurs opérations d'aménagement et de renouvellement urbain et de constructions d'équipements publics. EADM conseille également les collectivités sur la modification et la réalisation des documents d'urbanisme (PLU, PADD, etc.).

A ce jour EADM est concessionnaire de plus de 30 opérations d'aménagement de logements en procédure ZAC ou lotissements sur le territoire départemental dont les programmes varient d'une cinquantaine à plus de 1000 logements.

EADM est également mandataire de plus d'une quinzaine de constructions : collèges, archives départementales, internat, centre médico-social, groupes scolaires, médiathèques, mairies, cellules commerciales, salle polyvalente, mais également d'aménagements urbains et d'activités portuaires Elle intervient également en assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre de faisabilités bâtimementaires.

3. Le projet de rapprochement entre l'OPH BSH et la SEM EADM intervient dans le contexte de la loi ELAN (loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique).

La loi ELAN engage une réforme profonde de l'organisation du secteur du logement social avec pour objectifs une diminution globale du nombre d'opérateurs et des économies d'échelle dans un contexte financier contraint.

La loi ELAN n'a pas seulement pour ambition de réformer le secteur du logement social, elle offre de nouvelles opportunités d'élargir le champ des activités des OPH. Ainsi, BSH pourra se positionner en tant que partenaire naturel des collectivités en matière d'équipements publics et dynamiser ses compétences dans les métiers de l'aménagement (ZAC, Lotissements...) et de l'assistance à maîtrise d'ouvrage, se dotant ainsi de nouveaux leviers de croissance.

Dans un département du MORBIHAN qui compte 744 813 habitants et dont l'évolution démographique connaît une croissance régulière, la somme des politiques locales déclinées

dans les PLH laisse présager un potentiel de marché de près de 1100 logements locatifs sociaux mis en service chaque année.

Il s'agit de renforcer la capacité de chacun des acteurs à produire des logements en réponse à la diversité des besoins exprimés à l'échelle de notre territoire.

Le secteur du logement social cherche à développer des nouvelles compétences telles que l'aménagement et le développement qui sont autant de leviers de croissance nécessaires à l'accomplissement de ses missions d'intérêt général.

Les secteurs d'activité traditionnels des SEM d'aménagement ne permettent plus, malgré les efforts de prospection auprès des diverses collectivités sur le territoire morbihannais, d'asseoir un modèle économique viable et pérenne.

Le rapprochement avec BSH permettrait d'amorcer une transition vers le logement social avec une volonté de développer les activités dans le champ des opérations et de l'AMO, de l'élargir vers l'habitat spécifique mais également d'intervenir plus fortement sur les sujets de renouvellement urbain lié entre autre à la régénération du parc social.

Le projet de rapprochement a pour objectifs :

1. de permettre le développement des missions d'intérêt général au service du logement social,
2. de répondre aux exigences de regroupement de la loi ELAN afin de gagner en efficacité et de satisfaire dans des délais plus contraints à la demande de logements sociaux sur le territoire,
3. de préserver les « intérêts » des collectivités, des actionnaires et des financeurs tant d'EADM que de BSH,
4. de poursuivre les activités opérationnelles en cours et à venir d'EADM, tant en construction qu'en aménagement, au service des collectivités territoriales,
5. de s'appuyer, pour les opérations engagées et à venir, sur les savoir-faire des personnels de la SEML EADM intégralement transférés dans le cadre ce rapprochement.

**4.** La reprise d'EADM par BSH interviendrait dans le cadre d'une procédure de Transmission Universelle de Patrimoine (TUP), prévue à l'article 1844-5 du Code civil et à l'article L.411-2-1, III, relatif à l'absorption d'une SEML agréée par un OPH.

L'opération d'absorption consiste pour l'OPH à acquérir l'ensemble des actions de la SEML en vue de procéder à sa dissolution sans liquidation par confusion de patrimoine conformément à l'article L.1844-5 du Code Civil.

Cette dissolution entraînerait la transmission universelle du patrimoine d'EADM au profit de son actionnaire unique, BSH, sans qu'il y ait lieu de procéder à la liquidation de la SEML.

L'absorption de la SEM EADM par voie de TUP constitue une opportunité d'accélérer le processus de mutation de notre modèle économique, en s'appuyant sur un réel savoir-faire et un capital humain transféré à BSH.

S'agissant d'un projet d'absorption par un organisme d'habitations à loyer modéré, cette procédure suppose pour EADM d'obtenir l'agrément prévu par les dispositions de l'article L.481-1 du Code de la construction et de l'habitation pour les sociétés d'économie mixte de construction et de gestion de logements sociaux.

5. C'est ainsi que le conseil d'administration d'EADM par délibérations en date du 12 décembre 2019 et du 6 mars 2020, a approuvé les décisions suivantes :

- l'orientation d'une opération de reprise d'EADM par BSH, et en conséquence, l'engagement par la direction générale de tous actes permettant la mise en œuvre de ce projet de reprise et, notamment, le dépôt auprès des Services de l'Etat d'un dossier de demande d'agrément de la SEML EADM pour la construction et la gestion de logements sociaux, conformément aux dispositions de l'article L.481-1 du Code de la construction et de l'habitation, en vue de sa dissolution par confusion de patrimoine avec l'OPH BSH.
- Le projet de modification statutaire de la société en vue de l'obtention de l'agrément prévu à l'article L.481-1 du Code de la construction et de l'habitation et la mise au point d'un protocole d'accord permettant de fédérer les actionnaires d'EADM et l'OPH BSH au projet de transmission universelle de patrimoine.

6. C'est ainsi que le conseil d'administration de BSH par délibération en date du 12 décembre 2019 a approuvé les décisions suivantes :

- Principe de l'offre de reprise par voie de TUP du patrimoine d'EADM à BSH,
- Pouvoir au Directeur général de BSH pour réaliser l'ensemble des actes nécessaires à la préparation et à la mise en œuvre du projet de reprise d'EADM par BSH.

7. Par arrêté en date du 14 mai 2020, le ministre chargé du logement après avis favorable du Comité régional de l'habitat et de l'hébergement émis en date du 3 mars 2020 a agréé EADM pour exercer une activité de construction et de gestion de logements sociaux.

Par arrêté en date du 14 mai 2020, le ministre chargé du logement après avis favorable du Comité régional de l'habitat et de l'hébergement en date du 3 mars 2020 a, ensuite, agréé le projet de dissolution d'EADM sans liquidation en vue de la transmission de son patrimoine à BSH.

8. Dans le cadre du projet d'absorption d'EADM par BSH, dans l'intérêt du logement social, les Vendeurs et l'Acquéreur, sont convenus de procéder à l'acquisition de l'ensemble des actions formant le capital social d'EADM par BSH en vue de sa dissolution sans liquidation par confusion de patrimoine conformément aux dispositions de l'article L.411-2-1 du Code de la construction et de l'habitation selon les modalités et sous les conditions faisant l'objet du présent protocole.

Cela exposé, les parties sont convenues de ce qui suit :

Document de travail

**Il a été préalablement déclaré ce qui suit :**

**DECLARATIONS des Vendeurs**, étant précisé que leur attention particulière a été requise concernant la teneur des déclarations ci-dessous énoncées.

Les Vendeurs, ensemble et chacun en ce qui le concerne, déclarent :

- que EADM a été régulièrement constituée et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Vannes ;
- que les actions cédées sont entièrement libérées ;
- que les actions cédées sont libres de tout nantissement, saisie ou autre mesure quelconque pouvant faire obstacle à la cession, anéantir ou réduire les droits de l'Acquéreur ;
- que EADM n'a souscrit aucun engagement de caution, d'aval, de garantie ou tout autre engagement hors bilan pour l'exécution d'engagements de toutes personnes physiques ou morales.

**DECLARATIONS des Parties :**

Les Parties déclarent que le présent Protocole a été librement négocié entre elles, chacune ayant pu avoir accès à un conseil et faire valoir ses observations dans le cadre du présent contrat. Le protocole d'accord reflète, par conséquent, l'accord des Parties au terme de leurs pourparlers et constitue, en tant que tel, un contrat de gré à gré au sens de l'article 1110, alinéa 1<sup>er</sup> du Code civil.

## Il a, ensuite, été arrêté et convenu ce qui suit :

### Article 1 Objet du protocole

La présente convention a pour objet de fixer les conditions et les modalités de cession des actions (ci-après "les Titres") détenus par les actionnaires d'EADM à BSH et plus particulièrement :

- d'engager conjointement chacun des actionnaires d'EADM, Vendeurs et BSH, Acquéreur à vendre et à acquérir l'ensemble des actions formant le capital d'EADM, selon les modalités et sous les conditions stipulées au présent protocole ;
- de fixer le prix d'acquisition des actions comprenant une partie fixe et un éventuel complément de prix.

### Article 2 Cession des actions

**Sous réserve de la réalisation définitive de l'ensemble des conditions suspensives stipulées à l'article 10** du présent protocole, les Vendeurs s'engagent irrévocablement à céder, le Jour de la Cession, tel que défini à l'article 3 ci-après, à l'Acquéreur, qui accepte et qui s'engage irrévocablement à les acquérir sous les garanties ordinaires de droit et de fait, **les Titres composant l'intégralité du capital social de la Société EADM** qui leur appartiennent à savoir :

|                                                                     |                   |
|---------------------------------------------------------------------|-------------------|
| - Département du Morbihan                                           | 2 170 810 actions |
| - Communauté d'agglomération Golfe du Morbihan-Vannes Agglomération | 17 500 actions    |
| - Communauté de communes de Pontivy                                 | 2 500 actions     |
| - Communauté de communes de l'Oust à Brocéliande Communauté         | 1 750 actions     |
| - Communauté de communes Arc Sud Bretagne                           | 1 750 actions     |
| - Communauté de communes Ploërmel Communauté                        | 6 000 actions     |
| - Communauté de communes Blavet, Bellevue, Océan                    | 5 000 actions     |
| - Communauté de communes Centre Morbihan Communauté                 | 2 500 actions     |
| - Communauté de communes de Questembert                             | 7 500 actions     |
| - Commune de Saint-Avé                                              | 1 500 actions     |
| - Commune de Saint-Nolff                                            | 1 000 actions     |
| - Commune de Baden                                                  | 1 000 actions     |
| - Commune du Palais                                                 | 750 actions       |
| - Commune de Quiberon                                               | 1 250 actions     |
| - Commune de Guidel                                                 | 1 250 actions     |
| - Commune de Pénestin                                               | 500 actions       |
| - Commune d'Arradon                                                 | 1 250 actions     |
| - Commune de Carnac                                                 | 3 000 actions     |
| - Commune de St-Jacut-Les-Pins                                      | 500 actions       |
| - Commune de Theix-Noyal                                            | 1 250 actions     |

|                                                  |                 |
|--------------------------------------------------|-----------------|
| - Commune de Lorient                             | 2 500 actions   |
| - Commune de Crédin                              | 500 actions     |
| - Commune de Surzur                              | 750 actions     |
| - Commune de Questembert                         | 1 250 actions   |
| - Commune d'Allaire                              | 1 000 actions   |
| - Commune d'Elven                                | 1 000 actions   |
| - Commune de Vannes                              | 2 500 actions   |
| - Commune de Plescop                             | 1 000 actions   |
| - Commune de Plouharnel                          | 500 actions     |
| - Commune d'Auray                                | 1 500 actions   |
| - Commune de Gourhel                             | 500 actions     |
| - Commune de Pontivy                             | 1 500 actions   |
| - Commune de St-Vincent sur Oust                 | 500 actions     |
| - Commune de Sulniac                             | 750 actions     |
| - Commune de Treffléan                           | 750 actions     |
| - Commune de Pont-Scorff                         | 1 000 actions   |
| - Commune de Monterblanc                         | 1 000 actions   |
| - Chambre de commerce et d'industrie du Morbihan | 48 000 actions  |
| - Caisse d'Epargne de Bretagne                   | 115 000 actions |
| - Crédit Mutuel Arkéa                            | 115 000 actions |
| - Crédit Agricole du Morbihan                    | 115 000 actions |
| - Dexia Crédit Local                             | 48 000 actions  |
| - Caisse des dépôts et consignations             | 115 000 actions |

soit un total de **2 803 060** actions représentant la totalité du capital social.

Les Titres seront cédés le jour de la cession avec tous les droits et obligations qui leur sont attachés.

### Article 3 Jour estimé de la cession – Calendrier prévisionnel de l'opération

La vente des Titres devra intervenir le Jour de la Cession, c'est-à-dire dans un délai maximum de **30 jours** à compter de la réalisation de l'ensemble des conditions suspensives stipulées au présent protocole de cession à l'article 10 ci-après, et en tout état de cause **au plus tard le 20 novembre 2020**.

La vente des titres sera formalisée par un ordre de mouvement de titres établi par chaque actionnaire cédant.

A cet effet, il est projeté le calendrier prévisionnel de l'opération d'absorption d'EADM par BSH dans le cadre de la procédure de transmission universelle de patrimoine lequel est annexé au présent protocole (ANNEXE 1).

## Article 4 Base d'évaluation du prix de l'action EADM

### 4.1- Méthode d'évaluation retenue

Il est préalablement rappelé que le capital social d'EADM est fixé à 3 251 550 euros divisé en 2 803 060 actions de 1,16 euros de valeur nominale chacune.

Les Parties conviennent d'un commun accord de retenir pour la détermination de la partie fixe constituant le prix de l'action EADM les éléments suivants :

1. Le montant des fonds propres de la Société EADM tel qu'il ressort des comptes intermédiaires au 30 juin 2020 attestés par le Commissaire aux comptes d'EADM et arrêtés par son Conseil d'administration, par délibération en date du ++, annexés aux présentes (ANNEXE 2),

**ressortant à 1 518 187 euros ;**

2. Le montant précisé au point 4. correspondant au risque de perte financière estimée pour les opérations d'EADM en concession, toutes opérations confondues, qui seront transmises à BSH dans le cadre de l'opération, arbitré par BSH et EADM sur la base de l'étude de la Société SEMAPHORES, "Revue de la situation des opérations" actualisée, en date du 15 septembre 2020, par les deux organismes (annexée aux présentes) (ANNEXE 3),

**ressortant à 1 070 000 euros ;**

**Soit un montant net** constitué entre la différence entre le montant des capitaux propres et le risque estimé sur opérations de concessions **ressortant à 448 187 euros.**

### 4.2- Montant du risque estimé sur les opérations de concessions EADM

Pour l'appréciation du montant du résultat financier relatif aux opérations de concessions EADM qui seront transférées à BSH, les Parties conviennent de retenir la somme des résultats estimés en plus ou en moins pour chacune des opérations figurant dans le tableau ci-dessous (les opérations bénéficiaires venant en compensation des opérations déficitaires) comme suit :

| Opérations                                                 | Montant estimé |
|------------------------------------------------------------|----------------|
| SAINT AVE – ZAC de Beausoleil                              | 0              |
| ELVEN – ZAC Centre-bourg                                   | 0              |
| BILLIERS – ZAC du Los Mer                                  | 0              |
| ST GILDAS DE RHUYS – Lotissement Le Clos d'Arzhig          | -27            |
| AMBON – ZAC du Ponant                                      | 0              |
| LAUZACH – ZAC d'Ar Graell                                  | 0              |
| GOURHEL – Lotissements de la Longue Raye et des Perchettes | 0              |
| LE BONO – ZAC de Mané Mourin Lavarion                      | 0              |
| ST NOLFF – ZAC de la Cité du Pré Vert                      | +250           |
| MARZAN – ZAC de Kertuy Kerrolay                            | -350           |

|                                                      |                 |
|------------------------------------------------------|-----------------|
| THEIX-NOYALO – Lotissement la Grée du Loc            | -70             |
| ST VINCENT/OUST – Lotissement de St Vincent Sur Oust | -200            |
| LA VRAIE CROIX – ZAC des Hameaux Verts               | -150            |
| SENE – ZAC Cœur du Poulfanc                          | 0               |
| ARZAL – Aménagement du Centre-bourg Kergourd         | 0               |
| LOQUELTAS – Aménagement du Bourg Le Hameau St Gildas | +60             |
| SARZEAU – Habitat Centre-Ville Francheville          | 0               |
| PLUMERGAT – Création d'une ZAC Sud du Bourg          | -50             |
| MUZILLAC – ZA de la Lande Baule                      | 0               |
| BAUD – ZAC des Oiseaux                               | -100            |
| MONTERBLANC – Secteur Kerentrec'h et Pont Morio      | 0               |
| PLOEMEL – ZAC de la Gare                             | 0               |
| PLESCOP – ZAC Park Nevez                             | 0               |
| PLOERMEL – ZAC de la Noé-Verte                       | 0               |
| CARNAC – Parc Bellan et Parc Bellevue                | -433            |
| <b>TOTAL</b>                                         | <b>-1070 K€</b> |

#### 4.3 – Procédure de transfert des conventions passées avec EADM à BSH

La liste des conventions transférables au sens du présent article a été établie entre EADM et BSH. Elle est jointe en ANNEXE 3.

La cession (ou transfert) des conventions conclues par EADM en cours d'exécution à la date de la TUP au profit de BSH a pour fondement juridique l'article R 3135-6 du code de la commande publique pour les concessions d'aménagement et l'article R 2194-6 pour les mandats ou les conventions d'assistance à maîtrise d'ouvrage.

Ces dispositions du code de la commande publique autorisent la cession d'un contrat administratif sans remise en concurrence **à la suite d'opérations de restructuration du titulaire initial à la condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles** et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

**Dans tous les cas, la cession demeure soumise à l'autorisation préalable de la collectivité contractante qui doit se prononcer par délibération et l'avenant formalisant le transfert ne doit pas apporter de modification substantielle au contrat.**

La procédure de transfert des conventions en cours est à distinguer selon la nature du contrat.

##### a) Pour les concessions d'aménagement

La procédure de cession implique la connaissance, au moment du transfert, de l'état d'avancement de l'opération tant sur les plans technique, foncier, contractuels [marchés de maîtrise d'œuvre et de travaux] que sur le plan financier

En conséquence, la procédure de transfert se déroulera en plusieurs étapes :

- Réalisation par EADM de l'état des lieux de l'avancement opérationnel avec l'inventaire du foncier acquis et vendu, la liste des contrats en cours, un état de la situation financière de chaque contrat : il s'agit d'identifier et de chiffrer les actifs de l'opération qui seront repris par BSH pour l'exécution de la concession,
- Préparation et signature d'un avenant à la concession tripartite (Collectivité concédante, EADM, BSH) ayant pour objet d'arrêter les modalités du transfert des actifs de l'opération, le calendrier de la procédure et les modalités de détermination du solde d'exploitation à la date du transfert,
- Mise en œuvre du transfert avec la signature des avenants de transfert des marchés d'études, de maîtrise d'œuvre et de travaux, ainsi que des actes relatifs au transfert des avant-contrats pour les acquisitions foncières et des baux.

Le déroulement des principales étapes est rappelé dans le tableau ci-dessous :

|                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Etape 1-</b></p> | <p><b>Inventaire des contrats en cours</b></p> <p><b>1. Etat détaillé du foncier (acquisitions):</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Inventaire des acquisitions réalisées,</li> </ul> <p><b>2. Etat de la commercialisation (cessions, baux)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ état des baux signés et préparation des avenants de transfert</li> <li>▪ état des promesses ou compromis de vente en cours et date de levée des conditions suspensives</li> </ul> <p><b>3. Engagements financiers avec le concédant</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Arrêter le montant définitif de la participation de la collectivité</li> <li>▪ Prévoir le remboursement des avances remboursables</li> </ul> <p><b>4. Autres contrats :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Autres participations et subventions (prévoir le transfert des conventions pour les subventions non versées)</li> <li>▪ contrats de prêts mobilisés sur l'opération et coût du remboursement</li> <li>▪ Etat des marchés à solder et des marchés à transférer [avenant de transfert</li> </ul> <p><b>Détermination du solde d'exploitation</b></p> |
| <p><b>Etape 2</b></p>  | <p><b>Préparation du projet d'avenant</b> définissant les modalités du transfert, le calendrier et déterminant le contenu du solde d'exploitation</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Etape 3</b></p>  | <p><b>Délibération préalable de la collectivité contractante :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ autorisant la cession du contrat de concession</li> <li>▪ autorisant le Président de l'exécutif à signer l'avenant de cession ainsi que tous les actes consécutifs à la mise en œuvre de cette décision notamment l'acte de cession de l'assiette foncière des ouvrages achevés</li> <li>▪ autorisant la cession du foncier acquis et non vendu et des marchés en cours à BSH</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

|                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|----------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Etape 4</b> | <b>Transmission au contrôle de légalité de la délibération</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Etape 5</b> | <b>Délibérations du CA des sociétés</b> autorisant le Directeur général à signer l'avenant de transfert, approuvant l'arrêté des comptes de l'opération et autorisant la signature de tous les actes de mise en œuvre de cette décision                                                                                                          |
| <b>Etape 6</b> | <b>Signature de l'avenant tripartite de cession du contrat</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Etape 7</b> | <b>Transmission au contrôle de légalité de l'avenant</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Etape 8</b> | <b>Notification de l'avenant par la collectivité concédante</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Etape 9</b> | <b>Signature des documents de mise en œuvre de la cession des engagements juridiques et financiers de la concession</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ avenants de transfert des marchés et contrats à transférer</li> <li>▪ signature de l'acte de cession des équipements à la collectivité et signature de l'acte de TUP</li> </ul> |

**b) Pour les contrats de mandat de réalisation (LOI MOP)**

Pour le transfert de ces opérations, un avenant tripartite de transfert de la convention de mandat sera signé entre la Collectivité, EADM et BSH, après autorisation de la cession du contrat par délibération de la collectivité contractante.

Dans le cadre de la procédure de transfert, EADM devra établir un état détaillé des marchés et contrats en cours comprenant un état d'avancement du marché et du reste à réaliser. [PV contradictoire réalisé par le Maître d'œuvre], un état des paiements réalisés, du dépôt de garantie ou de l'avance forfaitaire. Cet état sera annexé à l'avenant de transfert qui sera contractualisé avec le titulaire du marché.

En outre, EADM devra établir un état financier indiquant le montant des sommes engagées par le mandataire, le montant de la rémunération du mandataire et le montant des sommes remboursées par le mandant.

Un point sur les éventuels contentieux devra également être établi pour permettre la substitution de la société cessionnaire dans le suivi des procédures,

Enfin, les assurances-construction souscrites pour l'opération devront également faire l'objet d'un avenant de transfert à la société cessionnaire.

Le déroulement des principales étapes est rappelé dans le tableau ci-dessous

|                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|-----------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Etape 1-</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ <b>Etablissement d'un projet d'avenant de cession</b></li> <li>▶ <b>Préparation d'un état détaillé des relations contractuelles</b> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. <b>Avec le mandant :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Appels de fonds versés</li> </ul> </li> </ol> </li> </ul> |
|-----------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

|                 |                                                                                                                                                                                                                                       |
|-----------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                 | <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Montant des Avances</li></ul> <p>2. <b>Autres contrats :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Liste et état d'avancement des marchés en cours d'exécution</li></ul>                |
| <b>Etape 2-</b> | <b>Délibération préalable de chaque collectivité contractante:</b> <ul style="list-style-type: none"><li>▪ autorisant la cession du contrat</li><li>▪ autorisant le Président de l'exécutif à signer l'avenant de transfert</li></ul> |
| <b>Etape 3-</b> | <b>Transmission au contrôle de légalité</b> de la délibération                                                                                                                                                                        |
| <b>Etape 4-</b> | <b>Délibérations du CA d'EADM et de BSH</b> autorisant la signature des avenants et transmission au contrôle de légalité                                                                                                              |
| <b>Etape 5-</b> | <b>Signature de l'avenant tripartite</b> de transfert                                                                                                                                                                                 |
| <b>Etape 6-</b> | <b>Transmission au contrôle de légalité</b> de l'avenant                                                                                                                                                                              |
| <b>Etape 7-</b> | <b>Signature des documents de mise en œuvre</b> de la cession des engagements juridiques et financiers du mandat <ul style="list-style-type: none"><li>▪ avenants aux marchés</li></ul>                                               |
| <b>Etape 8-</b> | <b>Notification de l'avenant</b> par la collectivité à BSH                                                                                                                                                                            |

### c) **Le transfert des autres contrats [AMO, études, assistance]**

Le transfert des autres contrats tels que les AMO et autres prestations de services se matérialisera par la signature d'un avenant tripartite, après autorisation préalable de la collectivité contractante.

## **Article 5 Prix – Partie fixe et complément de prix**

### **5.1 Mode de détermination du prix – Elément du prix**

Le prix global des Titres EADM est constitué d'une partie fixe à laquelle s'ajoute une partie qui sera déterminée en fonction d'une éventuelle variation du montant des résultats (estimé ou réel) de chacune des opérations de concession identifiées dans le tableau établi au point 4.2 ci-avant, arrêté CINQ ANS après la date d'effet de l'opération de transmission universelle de patrimoine d'EADM à BSH.

#### **5.1.1 Partie Fixe**

**La Partie Fixe** établie selon la méthode d'évaluation stipulée au point 4.1 est fixée à **+++ euros** et sera payable comptant par l'Acquéreur aux Vendeurs le Jour de la Cession par virement bancaire ou par chèque selon les instructions transmises par chaque Vendeur.

#### **5.2.2 Le Complément de prix (déterminable en fonction des résultats futurs des opérations)**

Le complément de prix éventuel sera déterminé par comparaison de l'appréciation du montant du résultat financier relatif aux opérations de concessions EADM tel qu'il ressort du tableau établi au point 4.2 (TOTAL 1) et du tableau qui sera établi à échéance de cinq ans pour les mêmes opérations et selon les règles suivantes (TOTAL 2) :

- ✓ pour les opérations non encore clôturées, l'estimation en plus ou en moins du résultat sera établie sur la base des méthodes d'évaluation les plus pertinentes en matière d'opérations d'aménagement à date ;
- ✓ pour les opérations clôturées, le montant retenu sera le montant ressortant du bilan de clôture de l'opération approuvé par la Collectivité concédante.

Ce montant dûment justifié sera arrêté par le Conseil d'administration de BSH dans les trois mois au plus de l'échéance des CINQ ANS suivant la date de réalisation de la TUP.

En cas de désaccord entre les parties, sur la détermination du montant du complément du prix, sera déterminé par expert conformément à la faculté offerte par l'article 1592 du Code civil.

Si les parties ne s'entendent pas sur l'identité de l'expert, elles conviennent de faire procéder à la désignation judiciaire d'un expert par saisine de la partie la plus diligente du président du tribunal judiciaire ou du tribunal de commerce compétent, statuant selon la procédure accélérée au fond et sans recours possible.

L'expert ainsi désigné sera tenu d'appliquer, la formule de détermination du prix établie par les Parties au présent protocole autant qu'il le pourra.

#### **5.2 Engagements de l'Acquéreur pour la poursuite des conventions de concession – Suivi de l'avancement des opérations**

L'Acquéreur s'engage à accomplir ses meilleures diligences pour parvenir à la conclusion la plus favorable des opérations de concession considérées.

Il s'engage à affecter a-minima-des moyens équivalents à ceux affectés par EADM pour la poursuite desdites opérations.

BSH s'engage à communiquer aux Vendeurs un point annuel sur le suivi des opérations d'aménagement concernées par le complément de prix, mentionnant les concessions clôturées et comprenant le bilan de clôture desdites concessions.

#### **Article 6. – Garantie du paiement du complément de prix**

Les Vendeurs dispensent BSH de constituer une garantie en paiement du complément de prix compte tenu de son statut particulier.

## **Article 7. – Paiement du prix**

### **7.1 Paiement de la partie fixe**

Le règlement de la partie fixe du prix des actions sera payé comptant par l'Acquéreur à chacun des Vendeurs le jour le Jour de la Cession déterminé à l'article 3 des présentes par chèques ou virements bancaires à la convenance des vendeurs.

D'un commun accord entre les Parties, les frais et droits d'enregistrement des cessions d'actions et ceux qui en seront la suite seront à la charge de l'Acquéreur qui s'y oblige.

### **7.2 Paiement du complément de prix**

Dans l'éventualité d'un complément de prix dans les conditions déterminées à l'article 5.1, ce complément sera réglé par l'Acquéreur aux Vendeurs, dans le mois suivant la tenue du Conseil d'administration lequel aura arrêté le montant dudit complément, par chèques ou virements bancaires à la convenance des vendeurs.

Les frais et droits d'enregistrement applicables à cet éventuel complément de prix seront à la charge de l'Acquéreur qui s'y oblige.

### **7.3 Garantie du paiement du complément de prix**

Compte tenu du statut particulier d'établissement public local à caractère industriel et commercial de BSH, les Vendeurs dispensent expressément BSH de constituer une garantie en paiement de l'éventuel complément de prix.

## **Article 8 Engagements des Vendeurs jusqu'au Jour de la Cession**

1) Le Département du Morbihan, seul actionnaire détenant plus de 50% des actions formant le capital d'EADM s'engage à respecter l'obligation d'information des salariés en cas de cession de la majorité des Titres d'une société donnant accès à la majorité du capital et ce au plus tard deux mois avant la date de la cession conformément aux dispositions des articles L.23-10-1 et suivants du Code de commerce.

Il est rappelé, conformément à ces dispositions, que le Département du Morbihan doit notifier au Directeur général d'EADM le projet de cession d'actions le concernant afin que celui-ci sans délai aux salariés cette information, en leur indiquant qu'ils peuvent lui présenter une offre d'achat.

L'information des salariés peut être effectuée par tout moyen précisé à l'article D23-10-2 du Code de commerce, de nature à rendre certaine la date de sa réception par ces derniers.

- 2) À compter des présentes, les Vendeurs s'engagent par ailleurs :
- a) à ce qu'aucune modification ne soit apportée au capital de la Société et aucune option, aucun nantissement, privilège ou droit de priorité d'aucune sorte ne soient concédés sur les Titres ;
  - b) à ne mener aucune autre négociation avec un autre acquéreur éventuel pour une prise de participation minoritaire ou une prise de contrôle de la Société.

### **Article 09 Remboursement des comptes courants d'associés**

Les Vendeurs déclarent, chacun en ce qui les concerne, qu'il n'est effectué aucun apport en compte courant d'associé dans les comptes de la Société EADM, ce que confirme la Société intervenant à l'acte.

À compter des présentes, les Vendeurs s'engagent par ailleurs, à ne constituer aucune avance en compte courant d'associé au bénéfice d'EADM.

### **Article 10 Conditions suspensives**

Il est préalablement rappelé que la cause des cessions de Titres d'EADM par les Vendeurs à l'Acquéreur est la mise en œuvre d'une procédure d'absorption d'EADM par BSH dans le cadre d'une transmission universelle de patrimoine conditionnée à la réunion de l'ensemble des Titres d'EADM entre les mains de BSH.

Il est expressément convenu entre les Parties que la réalisation de la cession des Titres de la Société EADM est soumise aux conditions suspensives suivantes :

1. Obtention par EADM de l'agrément en vue d'exercer une activité de construction et de gestion de logements sociaux conformément à l'article L.481-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
2. Obtention par EADM de l'accord des collectivités contractantes de la Société mais non actionnaires au transfert de la convention passée avec EADM à BSH et, le cas échéant, des garanties d'emprunt y afférent ;
3. Plus généralement Obtention par EADM de l'accord de tout contractant lié à la Société dans le cadre d'un contrat *intuitu personae* (non directement transféré dans le cadre de la transmission universelle de patrimoine) au transfert de ladite convention à BSH ;

Ces conditions suspensives devront être réalisées au plus tard le 20 novembre 2020.

Les conditions suspensives sont stipulées au bénéfice de chacun des Vendeurs et de l'Acquéreur chacun d'entre eux pouvant se prévaloir de la défaillance d'une ou plusieurs des conditions.

D'un commun accord entre les Vendeurs et l'Acquéreur, il est convenu que la non-réalisation d'une ou plusieurs des conditions suspensives dans le délai sont imparti ne rend pas caduc de fait le principe des cessions, sauf à l'un des Vendeurs de s'en prévaloir.

L'Acquéreur déclare par ailleurs s'être assuré dès avant ce jour, du financement complet et sans réserve de la présente acquisition, et renonce en conséquence à toute condition suspensive à ce sujet.

#### **Article 11 Indivisibilité des accords**

Il est expressément convenu entre les Parties, comme formant une condition déterminante de leur accord, que la cession des Titres et les divers engagements faisant l'objet du présent protocole font partie d'une opération globale ayant pour objet la prise de contrôle de la société par l'Acquéreur, que l'ensemble des cessions et des opérations qui résultent du présent protocole est indissociable et qu'aucune exécution partielle ou résolution partielle ne saurait avoir lieu.

#### **Article 12 Frais, honoraires et commissions**

Les frais, honoraires et commissions éventuellement dus au titre des opérations faisant l'objet du présent contrat seront pris en charge par chacune des Parties, en ce qui concerne l'intervention des avocats, experts-comptables ou conseils qu'elles auront instruits, de même

#### **Article 13 Frais, honoraires et commissions**

Les frais, honoraires et commissions éventuellement dus au titre des opérations faisant l'objet du présent contrat seront pris en charge par chacune des Parties, en ce qui concerne l'intervention des avocats, experts-comptables ou conseils qu'elles auront instruits, de même que des banques, établissements financiers ou intermédiaires auxquels elles auront fait appel.

Il est toutefois expressément convenu que les droits d'enregistrement relatifs aux actes de cession de parts sociales seront supportés par l'Acquéreur.

#### **Article 14 Election de domicile**

Les Parties déclarent faire élection de domicile en leur domicile et siège social indiqués en tête des présentes.

Toute notification faite en exécution des présentes sera réputée valablement effectuée au domicile des Parties.

#### **Article 15 Enregistrement du protocole d'accord**

Les Parties conviennent de ne pas soumettre la présente convention à la formalité de l'enregistrement.

#### Article 16 Domaine contractuel

Il est expressément convenu que l'exposé préalable et les annexes des présentes font partie intégrante de l'accord des Parties.

#### Article 17 – Durée du protocole

Le présent protocole prend effet à compter de sa signature pour s'achever à la date des actes de cession, devant intervenir au plus tard le 20 novembre 2020 comme stipulé à l'article 3.

Les Parties entendent exclure toute reconduction tacite de la validité du présent protocole ; en conséquence, toute prorogation devra faire l'objet d'un avenant.

#### Article 18 Annexes

- Annexes :
  - ANNEXE ++ Calendrier prévisionnel de l'opération d'absorption d'EADM par BSH dans le cadre de la procédure de transmission universelle de patrimoine lequel est annexé au présent protocole
  - ANNEXE ++ Comptes intermédiaires au 30 juin 2020 arrêté par le conseil d'administration d'EADM en date du ++,
  - ANNEX .++ Etude "Revue de la situation des opérations", actualisée en date du 15 septembre 2020,
  - ANNEXE ++ Liste des conventions de concession transférables établie entre EADM et BSH.

Fait à VANNES, le

En autant d'exemplaires originaux que de Parties,

Envoyé à la Sous-Préfecture le 13/10/2020  
Compte-rendu affiché le 13/10/2020  
Reçu par la Sous-Préfecture le 13/10/2020

#### **4- DGS - DESIGNATION DES REPRESENTANTS AU SEIN DE LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE AURAY CARNAC QUIBERON TOURISME**

Madame Claire MASSON, Maire, expose à l'assemblée :

La ville d'Auray est actionnaire de la Société Publique Locale (SPL) Auray Carnac Quiberon Tourisme, société publique locale régie notamment par l'article L. 1531-1 du Code général des collectivités territoriales, immatriculée au RCS depuis le 6 janvier 2017.

La SPL est administrée par un conseil d'administration comprenant dix-huit sièges répartis comme suit :

- 12 sièges pour Auray Quiberon Terre Atlantique,
- 2 sièges pour la commune de Quiberon,
- 2 sièges pour la commune de Carnac,
- 1 siège réservé à un représentant commun de l'assemblée spéciale conformément à l'article L. 1524-5 du CGCT,
- 1 siège réservé à un représentant des professions et activités intéressées par le tourisme sur le territoire.

Compte tenu du montant du capital qu'elle détient, la ville d'Auray ne dispose pas d'un représentant direct au conseil d'administration.

Elle a donc désigné un délégué au sein de l'assemblée spéciale. Cette assemblée spéciale désignera ensuite, conformément aux articles L. 1524-5 et R. 1524-2 du CGCT, son représentant commun au conseil d'administration de la SPL.

La délibération doit préciser si le délégué désigné par la Ville peut accepter d'autres fonctions que celles de représentant au sein de l'assemblée spéciale, telles que la fonction de Président de cette assemblée spéciale, de représentant commun de l'assemblée spéciale au sein du conseil d'administration, ou de Président du conseil d'administration.

Il convient de compléter la délibération par laquelle la Ville a désigné son représentant à l'assemblée spéciale de la SPL.

Vu les dispositions du Code général des collectivités territoriales, et en particulier des articles L 1531-1, L. 1524-5 et R. 1524-2,

Vu les dispositions du Code de commerce,

Vu les statuts et le règlement de l'assemblée spéciale de la SPL Auray Carnac Quiberon Tourisme,

Vu la délibération du 15 juillet 2020 qui a désigné Mme Chantal SIMON comme déléguée de la commune à l'assemblée spéciale de la SPL,

A reçu un avis favorable en Bureau municipal du 16/09/2020,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (33 voix pour),

Le conseil municipal :

- **AUTORISE** Mme Chantal SIMON à accepter toutes les fonctions, dans le cadre de cette représentation, qui pourraient lui être confiées au sein de la SPL Auray Carnac Quiberon Tourisme (présidence de l'assemblée spéciale, représentant commun de l'assemblée spéciale au conseil d'administration, présidence ou vice-présidence du Conseil d'administration, membre titulaire ou suppléant et présidence ou vice-présidence de comités d'études ou de commissions, etc.),

- **AUTORISE** Mme le Maire à prendre toutes les mesures et à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

## SPL Auray Carnac Quiberon Tourisme

### ASSEMBLEE SPECIALE

#### REGLEMENT

#### Article 1<sup>er</sup> – Objet

En complément des dispositions légales et statutaires, le présent règlement a pour objet de préciser la composition, le rôle et le fonctionnement de l'assemblée spéciale de la société publique locale (SPL) Auray Carnac Quiberon Tourisme telle que prévue au troisième alinéa de l'article L. 1524-5 du Code général des collectivités territoriales, ainsi libellé :

*« Si le nombre des membres du conseil d'administration ou d'un conseil de surveillance prévu aux articles L. 225-17 et L. 225-69 du Code de commerce ne suffit pas à assurer, en raison de leur nombre, la représentation directe des collectivités territoriales ou de leurs groupements ayant une participation réduite au capital, ils sont réunis en assemblée spéciale, un siège au moins leur étant réservé. L'assemblée spéciale désigne parmi les élus de ces collectivités ou groupements le ou les représentants communs qui siégeront au conseil d'administration ou de surveillance ».*

#### Article 2 – Composition

**2.1** L'assemblée spéciale réunit l'ensemble des actionnaires de la SPL Auray Carnac Quiberon Tourisme qui, en raison du niveau de leur participation au capital social, ne disposent pas d'une représentation directe au sein du conseil d'administration.

L'assemblée spéciale comprend un délégué de chaque collectivité territoriale ou groupement actionnaire ne disposant pas d'un représentant direct au conseil d'administration.

**2.2** Au jour de l'approbation du présent règlement, l'assemblée spéciale est composée de 22 délégués, chacun représentant une des Communes suivantes :

- Auray
- Belz
- Brech
- Camors
- Crach
- Erdeven
- Etel
- Hoedic
- Ile d'Houat
- Landaul
- Landévant
- Locmariaquer
- Locoal-Mendon
- Ploemel
- Plouharnel

- Plumergat
- Pluneret
- Pluvigner
- Sainte-Anne d'Auray
- Saint-Philibert
- Saint-Pierre Quiberon
- Trinité-sur-Mer

### **Article 3 – Représentation des actionnaires**

Chaque délégué représentant un actionnaire composant l'assemblée spéciale est désigné par l'assemblée délibérante de la collectivité territoriale ou groupement actionnaire. Le délégué a nécessairement la qualité d'élu de la collectivité ou du groupement actionnaire qu'il représente.

Le mandat de délégué prend fin dans les conditions prévues à l'article R. 1524-5 du Code général des collectivités territoriales, ainsi libellé :

*« Le mandat des représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements à l'assemblée spéciale prend fin soit qu'ils perdent leur qualité d'élus, soit que l'assemblée délibérante de la collectivité ou du groupement actionnaire les relève de leur fonction ».*

Tout mandat qui pourrait être confié par l'assemblée spéciale à un délégué, et notamment celui de président ou de représentant commun au conseil d'administration, prend fin lorsque le délégué perd sa qualité d'élu ou lorsque l'assemblée spéciale le relève de son mandat.

### **Article 4– Rôle de l'assemblée spéciale**

4.1 L'assemblée spéciale désigne en son sein son président et son représentant commun au conseil d'administration, lequel est au nombre de un (1) au jour de l'approbation du présent règlement.

Le président de l'assemblée spéciale et le représentant commun au conseil d'administration sont élus pour la durée de leur mandat de délégué à l'assemblée spéciale.

L'assemblée spéciale peut, à tout moment mettre fin au mandat du président et du représentant commun.

4.2 Outre la désignation du représentant commun au conseil d'administration de la SPL Auray Carnac Quiberon Tourisme l'assemblée spéciale a pour rôle :

- de procéder à l'examen de l'ensemble des questions inscrites à l'ordre du jour de chaque conseil d'administration,
- de définir le mandat donné au représentant commun pour le vote des décisions de chaque conseil d'administration,
- de faire inscrire à l'ordre du jour du conseil d'administration de la SPL tout point qu'elle juge nécessaire,

- de définir les orientations stratégiques propres aux collectivités territoriales et groupements membres de l'assemblée spéciale de façon à ce que ces orientations stratégiques puissent être exposées au cours des conseils d'administration de la SPL Auray Carnac Quiberon Tourisme,
- de modifier le présent règlement.

4.3 Chaque délégué reçoit du président ou du représentant commun au conseil d'administration toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut se faire communiquer tous les documents qu'il estime utiles.

Le représentant commun s'engage vis-à-vis de chaque délégué à exercer les droits qu'ils détiennent en leur qualité d'administrateur pour obtenir les informations et documents demandés.

Le représentant commun est strictement tenu de voter les décisions du conseil d'administration conformément aux décisions prises préalablement par l'assemblée spéciale.

#### **Article 5 – Fonctionnement – Quorum - Majorité**

5.1 L'assemblée spéciale se réunit préalablement à chaque conseil d'administration et aussi souvent que l'intérêt de ses membres l'exige.

Elle est convoquée par son président à son initiative, soit à la demande du représentant élu par elle au conseil d'administration, soit à la demande d'un tiers au moins des membres ou des membres détenant au moins le tiers des actions des collectivités territoriales et de leurs groupements membres de l'assemblée spéciale.

La convocation est faite sur un ordre du jour que son auteur arrête et qui correspond le cas échéant, *a minima*, à celui adressé par le président du conseil d'administration pour la convocation dudit conseil. Il est rappelé qu'aux termes de l'article 16 des statuts, l'ordre du jour du conseil d'administration est adressé par le président du conseil d'administration à chaque délégué à l'assemblée spéciale.

Dans le cas où l'ordre du jour de l'assemblée spéciale comprend des points autres que ceux de l'ordre du jour du conseil d'administration, ces points sont adressés par le président de l'assemblée spéciale à chaque délégué cinq jours au moins avant la réunion. Le président est tenu d'inscrire à l'ordre du jour les demandes qui lui sont adressées, par le tiers au moins des membres de l'assemblée spéciale.

La convocation de l'assemblée spéciale est faite par tous moyens et même verbalement.

La réunion se tient au siège de la SPL Auray Carnac Quiberon Tourisme ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

5.2 Sur première convocation, l'assemblée spéciale délibère valablement lorsque les actionnaires membres de cette assemblée, présents ou représentés, détiennent au moins un quart des actions détenues par les actionnaires membres de cette assemblée.

Si ce quorum n'est pas réuni, une deuxième convocation de l'assemblée spéciale sera alors effectuée, avec le même ordre du jour. Aucun quorum ne sera requis lors de cette deuxième réunion.

Tout délégué peut donner par écrit pouvoir à l'un des autres actionnaires membres de l'assemblée spéciale, afin de le représenter à ladite assemblée. Chaque délégué ne peut représenter qu'un seul actionnaire.

5.3 Les décisions de l'assemblée spéciale sont adoptées à la majorité des voix exprimées, chaque actionnaire ayant un nombre de voix égal au nombre des actions qu'il détient et le cas échéant qu'il représente.

Toutefois, les décisions suivantes, lorsqu'elles sont soumises au conseil d'administration de la SPL Auray Carnac Quiberon Tourisme, doivent être préalablement adoptées par l'assemblée spéciale à la majorité des deux tiers des voix exprimées par les membres présents ou représentés :

- la cession d'actions à un nouvel actionnaire,
- le mode d'exercice de la direction générale,
- la désignation, le renouvellement du mandat et la révocation du président, directeur et des directeurs généraux délégués,
- l'utilisation des fonds propres de la SPL Auray Carnac Quiberon Tourisme
- les opérations immobilières en propre,
- la fixation des tarifs des prestations cadres offertes par la SPL Auray Carnac Quiberon Tourisme à ses actionnaires,
- l'adoption du budget prévisionnel de la SPL.

A défaut d'un vote à la majorité des deux-tiers, le représentant commun au conseil d'administration de la SPL est tenu de voter contre cette décision lors dudit conseil.

5.4 Les délibérations de l'assemblée spéciale sont constatées par des procès-verbaux établis et signés par le président de séance et par, au moins, un autre délégué.

Il est tenu un registre de présence qui est signé par les délégués participant à la séance de l'assemblée spéciale.

**Article 6 – Rôle du président de l'assemblée spéciale**

Le président organise et dirige les travaux de l'assemblée. Il rend compte des délibérations adoptées lors du précédent conseil d'administration de la SPL Auray Carnac Quiberon Tourisme.

En l'absence du président, l'assemblée spéciale désigne celui des délégués qui présidera la réunion.

Le président consigne sur un registre les différentes délibérations prises par l'assemblée spéciale.

Fait à .....,  
Le

Signataires :

Envoyé à la Sous-Préfecture le 13/10/2020  
Compte-rendu affiché le 13/10/2020  
Reçu par la Sous-Préfecture le 13/10/2020

**5- DF - GARANTIE D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT DE 1 750 000 EUROS  
AUPRES DU CREDIT AGRICOLE DU MORBIHAN, AU PROFIT D'ESPACIL  
HABITAT- REALISATION DE 16 LOGEMENTS COLLECTIFS EN LOCATION-  
ACCESSION,  
RESIDENCE "L'ASTROBALE", 86 RUE AMIRAL COUDE**

Monsieur Tangi CHEVAL, 5ème adjoint, expose à l'assemblée :

La SA d'HLM Espacil Habitat a sollicité, par courrier en date du 24 août 2020, la garantie de la Ville d'Auray à hauteur de 50% d'un prêt pour un montant total de 1 750 000 euros auprès du Crédit Agricole du Morbihan.

Ce prêt est destiné à financer la réalisation de l'opération neuve « L'Astrobale » de 16 logements collectifs en location-accession, situés 86 rue Amiral Coudé à Auray.  
La garantie des 50% restant sera sollicitée auprès d'AQTA.

Cette opération a été validée par une convention signée entre l'état et Espacil Habitat le 20 juillet 2020 qui figure en annexe.

La décision de réservation d'agrément avec le plan de financement complet de l'opération figure également en annexe.

Vu les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code général des collectivités territoriales;

Vu l'article 2298 du Code civil;

Vu l'engagement de la Caisse Régionale du Crédit Agricole du Morbihan à consentir à ESPACIL HABITAT un Prêt Social de Location Accession (PLSA),

A reçu un avis favorable en Commission Finances du 28/09/2020,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (33 voix pour),

Le conseil municipal :

- **GARANTIT** l'emprunt contracté par la SA d'HLM Espacil Habitat auprès du Crédit Agricole du Morbihan afin de financer la construction de logements à Auray en location accession.

- **ACCORDE** la garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un emprunt total de 1 750 000 euros (prêt PLSA)

Ledit engagement est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

- **ACCORDE** sa garantie aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple du Crédit Agricole Mutuel du Morbihan, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

- **S'ENGAGE** pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.



PREFET DU MORBIHAN

**Convention conclue entre l'Etat et les personnes morales sollicitant une décision d'agrément, en vue de la réalisation de logements neufs faisant l'objet d'un contrat de location-accession, en application des articles R.331-76-5-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation (CCH)**

Le Préfet du Morbihan agissant au nom de l'Etat,

D'une part,

Et ESPACIL HABITAT, Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré, ayant son siège social à RENNES (35000) – 1 rue du Scorff, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de RENNES sous le numéro 302 494 398, représentée par Madame Sophie DONZEL agissant en qualité de Directrice Générale ayant été nommée à cette fonction par délibération du Conseil d'Administration de la société ESPACIL HABITAT en date du 24 avril 2019 avec effet au 1er juillet 2019 qui sera dénommé « **le vendeur** »

D'autre part,

sont convenus de ce qui suit :

**I - Dispositions générales**

La présente convention est conclue en application des dispositions du II de l'article R.331-76-5-1 qui subordonne l'octroi de l'agrément à la passation d'une convention entre l'Etat et le vendeur en vue de la construction ou de l'acquisition, au moyen d'un prêt mentionné au I de l'article R.331-76-5-1, de logements neufs faisant l'objet d'un contrat de location-accession.

L'opération concernée est réalisée sous le régime de contrats de location-accession répondant aux conditions de la loi n°84-595 du 12 juillet 1984 définissant la location-accession à la propriété et à celles de la présente convention. Est qualifié de location-accession le contrat par lequel le vendeur s'engage envers un accédant à lui transférer, après une période de jouissance à titre onéreux, qualifiée de phase locative, la propriété d'un logement moyennant le paiement fractionné du prix de vente et le versement d'une redevance jusqu'à la date de levée de l'option.

**Art. 1<sup>er</sup> - Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir, dans le cadre de l'opération de location-accession projetée 86 rue de l'Amiral Coudé 56400 AURAY, les engagements réciproques de l'Etat et du vendeur. L'Etat s'engage à faire bénéficier le vendeur d'avantages fiscaux, sous réserve du respect par celui-ci des dispositions législatives ou réglementaires applicables. Le vendeur donne son adhésion à l'occasion de la réalisation de l'opération à des engagements définis par les dispositions des II et III ci-dessous.

Conseil municipal de la ville d'Auray du 7 octobre 2020

## ***Art. 2 - Nature de l'opération***

L'opération porte sur un programme de construction de 16 logements neufs situés 86 rue de l'Amiral Coudé à AURAY,

- 1 logement de type 4 d'une surface utile de : 94.75 m<sup>2</sup>
- 1 logement de type 3 d'une surface utile de : 67.33 m<sup>2</sup>
- 1 logement de type 2 d'une surface utile de : 50.33 m<sup>2</sup>
- 1 logement de type 2 d'une surface utile de : 51.27 m<sup>2</sup>
- 1 logement de type 4 d'une surface utile de : 97.94 m<sup>2</sup>
- 1 logement de type 3 d'une surface utile de : 70.71 m<sup>2</sup>
- 1 logement de type 2 d'une surface utile de : 53.69 m<sup>2</sup>
- 1 logement de type 2 d'une surface utile de : 55.54 m<sup>2</sup>
- 1 logement de type 3 d'une surface utile de : 73.20 m<sup>2</sup>
- 1 logement de type 4 d'une surface utile de : 97.94 m<sup>2</sup>
- 1 logement de type 3 d'une surface utile de : 70.71 m<sup>2</sup>
- 1 logement de type 2 d'une surface utile de : 53.69 m<sup>2</sup>
- 1 logement de type 2 d'une surface utile de : 55.54 m<sup>2</sup>
- 1 logement de type 3 d'une surface utile de : 73.20 m<sup>2</sup>
- 1 logement de type 3 d'une surface utile de : 74.26 m<sup>2</sup>
- 1 logement de type 4 d'une surface utile de : 101.74 m<sup>2</sup>

La surface utile totale des 16 logements est de 1 141.84 m<sup>2</sup>

## **II - Engagements du vendeur en phase locative**

### ***Art. 3 - Conditions de ressources des locataires-accédants***

Le vendeur s'engage à réserver les logements à des ménages dont les ressources annuelles n'excèdent pas, à la date de signature du contrat préliminaire ou, à défaut, du contrat de location-accession, les plafonds de ressources mentionnés à l'article R.331-66 du Code de la construction et de l'habitation.

### ***Art. 4 - Conditions relatives à la partie de la redevance correspondant à la jouissance du logement***

Le vendeur s'engage à ce que la fraction de la redevance correspondant au droit de l'accédant à la jouissance du logement n'excède pas les plafonds de loyer prévus à l'annexe I de l'arrêté du 26 mars 2004.

Pour l'opération relevant de la présente convention, il s'agit de 8,68 € / m<sup>2</sup> de surface utile / mois. (Valeur 2020 zone B2)

## **III - Engagements du vendeur en phase d'accession**

### ***Art. 5 - Conditions de prix des logements***

Les contrats de location-accession peuvent prévoir une ou plusieurs dates de levée d'option et définir, dans ce cas, les prix de vente correspondants. Le prix de vente doit être minoré de 1% par an, en application du II de l'article R.331-76-5-1.

Les prix de vente des logements avant minoration ne peuvent excéder les plafonds de prix maxima, définis en €/m<sup>2</sup>, à l'annexe II de l'arrêté du 26 mars 2004.

Conseil municipal de la ville d'Auray du 7 octobre 2020

Pour la présente opération, les prix de vente des logements avant minoration se décomposent de la manière suivante :

- \* Logement n°1 type 4 (surface utile de : 94.75 m<sup>2</sup>) : 187 100 € TTC
- \* Logement n°2 type 3 (surface utile de : 67.33 m<sup>2</sup>) : 145 500 € TTC
- \* Logement n°3 type 2 (surface utile de : 50.33 m<sup>2</sup>) : 103 400 € TTC
- \* Logement n°4 type 2 (surface utile de : 51.27 m<sup>2</sup>) : 105 600 € TTC
- \* Logement n°5 type 4 (surface utile de : 97.94 m<sup>2</sup>) : 183 400 € TTC
- \* Logement n°6 type 3 (surface utile de : 70.71 m<sup>2</sup>) : 142 700 € TTC
- \* Logement n°7 type 2 (surface utile de : 53.69 m<sup>2</sup>) : 101 400 € TTC
- \* Logement n°8 type 2 (surface utile de : 55.54 m<sup>2</sup>) : 106 300 € TTC
- \* Logement n°9 type 3 (surface utile de : 73.20 m<sup>2</sup>) : 139 400 € TTC
- \* Logement n°10 type 4 (surface utile de : 97.94 m<sup>2</sup>) : 183 400 € TTC
- \* Logement n°11 type 3 (surface utile de : 70.71 m<sup>2</sup>) : 142 700 € TTC
- \* Logement n°12 type 2 (surface utile de : 53.69 m<sup>2</sup>) : 101 400 € TTC
- \* Logement n°13 type 2 (surface utile de : 55.54 m<sup>2</sup>) : 106 300 € TTC
- \* Logement n°14 type 3 (surface utile de : 73.20 m<sup>2</sup>) : 139 400 € TTC
- \* Logement n°15 type 3 (surface utile de : 74.26 m<sup>2</sup>) : 157 200 € TTC
- \* Logement n°16 type 4 (surface utile de : 101.74 m<sup>2</sup>) : 199 800 € TTC

soit un prix moyen, par m<sup>2</sup> de surface utile, de 1 966.12 € TTC.

Ces prix de vente ne peuvent pas être indexés sur l'indice du coût de la construction.

#### ***Art. 6 – Offre de financement d'un établissement de crédit***

Le vendeur certifie qu'il dispose de l'engagement d'un établissement de crédit prévu au II de l'article R.331-76-5-1.

#### ***Art. 7 - Dispositif de sécurisation de l'accédant pendant la phase d'accession***

Le vendeur s'engage à faire bénéficier l'accédant des garanties de rachat du logement et de relogement prévues au II de l'article R.331-76-5-1 ; en outre, il s'engage à proposer au locataire-accédant, en cas de non-levée d'option, un logement locatif correspondant à ses besoins et à ses possibilités.

#### **IV - Dispositions de contrôle et d'application**

##### ***Art. 8 - Suivi de l'opération***

Le vendeur s'engage à fournir à tout moment à la demande du représentant de l'Etat toutes les informations et documents nécessaires à l'exercice de ce suivi.

##### ***Art. 9 - Contrôle***

Les opérations sont soumises au contrôle de la mission interministérielle d'inspection du logement social.

##### ***Art. 10 – Conséquences de l'inexécution des obligations***

Si le vendeur ne respecte pas les conditions prévues par la réglementation, il s'expose à devoir restituer tout ou partie des avantages dont il aura bénéficié pour la réalisation de l'opération.

**Art. 11 - Date d'effet de la convention**

La présente convention prend effet à compter de la date de signature par les deux parties.

Fait à Lanester, le 20 juillet 2020

**Le Préfet du Morbihan,  
Par délégation le directeur départemental  
des territoires et de la mer,  
Le responsable de l'unité  
Financement du logement,**

  
**Julien LE MOIGNE**

**La Directrice Générale,  
ESPACIL HABITAT,**

  
**Sophie DONZEL**

Préfecture du Morbihan  
Direction départementale  
des territoires et de la mer  
Service urbanisme et habitat  
Financement du logement

### DECISION DE RESERVATION D'AGREMENT POUR L'OBTENTION D'UN PRET LOCATION-ACCESSION

Numero d'operation :  
2020DD0560006

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...  
S.A. ESPACIL HABITAT

N° SIREN du maître d'ouvrage

302484398

1 r du scorff  
CS 54221

Famille d'organisme

Entreprises HLM

35700 Rennes

Désignataire  
DDTM Morbihan

N° de décision

2020DD0560003

Nature de l'opération

Nouvel

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Commune (Insee)

56007 Auray

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2020

Opération : Auray\_AmiralCoudé TRI\_EH56\_I6RSI\_A\_VTFA\_Coil  
86 rue de l'Amiral Coudé  
56400 Auray

1 allée du Général La Trassac  
BP 628  
56019 VANNIERES Cedex  
téléphone :  
02 97 68 12 00

Le Préfet,

Vu le Code de la Construction et de l'habitation et notamment son article R.331-76-5-1,

Vu le Code Général des Impôts et notamment ses articles 257 et 278 sexies,

Vu la loi n° 84-595 du 12 juillet 1984 définissant la location-accession à la propriété immobilière,

Vu la demande d'agrément présentée par le bénéficiaire en date du 29/07/2020 et notamment le plan prévisionnel de financement,

Vu la convention passée entre l'Etat et le bénéficiaire en date du 20/07/2020,

DECIDE :

ARTICLE 1.

Il est accordé une réservation d'agrément pour l'opération précitée, portant sur la réalisation de 16 logement(s) en location-accession dont 0 individuel(s) et 16 collectif(s), au bénéficiaire désigné : S.A. ESPACIL HABITAT (n° SIREN : 302494398).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PSLA (Accession) auprès de : Crédit Agricole

ARTICLE 2.

L'agrément réservé deviendra définitif à la présentation par le vendeur des documents mentionnés au II de l'article R.331-76-5-1 du code de la construction et de l'habitation.

ARTICLE 3.

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 4.

Le(d) directeur(trice) départemental(e) des territoires (et de la mer) et le(d) directeur(trice) départemental(e) des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à VANNES

le : 20/07/2020

Le Préfet du Département,  
Par délégué, le Directeur Départemental  
Des Territoires et de la Mer  
Le responsable de l'unité,

LE MOIGNE Julien

ANNEXE A LA DECISION D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PSLA (Accession)

| Financements                           | Montants      | Quoties | Taux  | CIDC |
|----------------------------------------|---------------|---------|-------|------|
| I - Partie Subventions                 |               |         |       |      |
| Subvention Etat                        | 0,08          | 0,03%   |       |      |
| Autres                                 | 32 000,00€    | 1,48%   |       |      |
| Sous-total Subventions                 | 32 000,00€    | 1,48%   |       |      |
| II - Partie Prêts                      |               |         |       |      |
| Crédit Agricole - PLS (ou PLI ou PSLA) | 1 750 000,00€ | 81,18%  | 1,12% |      |
| Sous-total Prêts                       | 1 750 000,00€ | 81,18%  |       |      |
| III - Partie Fonds Propres             |               |         |       |      |
| Fonds propres                          | 373 714,51€   | 17,34%  |       |      |
| Sous-total Fonds Propres               | 373 714,51€   | 17,34%  |       |      |
| Total du Financement (I + II + III)    | 2 155 714,51€ | 100,00% |       |      |
| Coût de l'opération / dépense          | 2 155 714,51€ |         |       |      |

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

Aide : PSLA

Logements « Collectif »  
Logements « Individuel »

Nombre de logements  
16

Surface utile  
1 141,80m<sup>2</sup>

Totaux pour le financement des logements « PSLA »

16

1 141,80m<sup>2</sup>

Prix de revient TTC au m<sup>2</sup> de surface utile (PR/SU)

1 887,93 €/m<sup>2</sup>

Change fondée prévisionnelle

487 793,91 €

Coût des travaux prévisionnel

1 219 354,93 €

Loyer principal maximum de la convention PSLA

9,05 €/m<sup>2</sup>

Loyer principal pratiqué de la convention PSLA

8,68 €/m<sup>2</sup>



MORBIHAN

BANQUE ET ASSURANCES

Le bon sens a de l'avenir

ESPACIL HABITAT

1 rue du Scorff

35000 Rennes

Vannes, le 24/07/2020

Références :

*Objet : Engagement de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Morbihan au titre de l'article R.331-76-5-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation.*

A l'attention de Monsieur André-Yves LAMBERT

Monsieur,

Le 15/07/2020, ESPACIL HABITAT a effectué une demande de Prêt Social de Location Accession (PLSA), dans les conditions prévues par les articles R.331-63 à R.331-77-2 de la construction et de l'habitation, en vue du financement du programme immobilier décrit ci-dessous :

- Nom du programme : « L'ASTROLABE » 86 rue Amiral Coudé
- Localisation : 56400 Auray
- Nombre de logements : 16 logements individuels
- Type de logement : 4 T4 6 T3 6 T2 ( shab total : 1002.74 m2)
- Date prévisionnelle de lancement : 1<sup>er</sup> Trimestre 2021
- Date prévisionnelle d'achèvement : 4<sup>ème</sup> trimestre 2022
- Montant global du programme immobilier : 2 038 677 HT

Sous réserve de la signature d'une convention entre ESPACIL HABITAT et l'Etat conformément aux prescriptions de l'article R.331-76-5-1.II du Code de la construction et de l'habitation ;

Sous réserve de la délivrance de l'agrément préalable à ESPACIL HABITAT par le représentant de l'Etat dans le département (ou de son délégataire), conformément aux prescriptions de l'article R.331-76-5-1 II du Code de la construction et de l'habitation ;

Sous réserve de l'obtention du permis de construire définitif et purgé de tout recours des tiers du programme de logements objet du présent financement et de la production d'une attestation de non-recours signée de l'autorité ayant signé ledit permis ;

Sous réserve qu'aucune modification n'intervienne dans le programme immobilier susvisé ou dans la situation financière d'ESPACIL HABITAT;

Sous réserve de la signature du contrat de Prêt Social de Location-Accession (PLSA) avant la date du 30/06/2021;

www.ca-morbihan.fr

69

15/07/2020

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Morbihan s'engage à consentir à ESPACIL HABITAT un Prêt Social de Location Accession (PSLA) dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

- **Montant du prêt : 1 750 000 €**

- **Durée du prêt : 384 mois**

- Dont durée de la période de préfinancement : 24 mois

- Dont durée de la période d'amortissement : 360 mois

- **Taux d'intérêt annuel variable : Euribor 3 mois moyenné + 1.12 %  
(Euribor 3 mois moyenné flooré à 0)**

Validité de taux : 3 mois

Les conditions de taux seront renouvelées trimestriellement

Valeur de l'index ce jour : Euribor 3 mois moyenné Juin 2020 : -0.378%

- **Taux d'intérêt plancher : 0.742% à ce jour**

Le taux d'intérêt plancher est la valeur minimale du taux d'intérêt, peu importe l'évolution de l'index de référence.

La valeur de l'index de base n'est donnée qu'à titre indicatif et peut varier à la hausse comme à la baisse entre le jour de l'édition du contrat et le jour de la réalisation du prêt.

- **Taux Effectif global : 0.7441%**

- Frais de dossier : 0.15% du montant emprunté

- Garantie : cautions d'Auray Quiberon Terre Atlantique à hauteur de 50% et de la Commune d'Auray à hauteur de 50%.

**-Condition de réalisation du financement** : Le prêt social de location accession ne pourra être débloqué qu'à la condition que la totalité des locataires accédant sélectionnés aient été rencontrés par un représentant du Crédit agricole du Morbihan afin de vérifier la capacité financière à lever l'option d'achat. Les dossiers feront ensuite l'objet d'un suivi formalisé jusqu'à la levée d'option, avec ESPACIL HABITAT.

Pour satisfaire aux dispositions de l'article R.331-76-5-1 II du Code de la construction et de l'habitation, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Morbihan s'engage, dans le cadre du programme immobilier susvisé, à proposer à chaque accédant, qui en fera la demande, suite à la levée de l'option d'acquisition prévue au contrat de location-accession, un ou plusieurs prêts conventionnés qui permettent de financer le transfert de propriété.

*Les sommes provenant du décaissement de ces prêts conventionnés seront affectées au remboursement anticipé partiel du PSLA.*

Pour ce faire, pour lui permettre de respecter son engagement, ESPACIL HABITAT fournira à la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Morbihan toutes informations nécessaires à l'instruction du dossier concernant chaque locataire futur accédant, et notamment n° de lot, prix de revient HT et TTC du lot, loyer mensuel, fraction d'épargne, nom prénom et coordonnées téléphoniques du locataire, composition du foyer.

La charge totale de remboursement mensuelle du ou des prêts octroyés à l'accédant (y compris le prêt du 1% Logement si l'accédant en bénéficie) n'excèdera pas, au moment de la

levée d'option, le montant de la redevance versée au titre du mois précédant le transfert de propriété.

En application de l'article 24 de la loi n° 84-595 du 12 juillet 1984 définissant la location-accession à la propriété immobilière, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Morbihan pourra refuser l'octroi du ou des prêts qui lui sont demandés par les accédants en vue de financer le transfert de propriété, pour des motifs sérieux et légitimes, tels que l'insolvabilité de l'accédant. Le ou les prêts demandés par l'accédant pour financer le transfert de propriété seront, notamment, refusés par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Morbihan si le taux d'endettement de l'accédant apparaît supérieur à un taux d'effort de 30%.

A ce titre, il appartient à ESPACIL HABITAT de faire figurer dans les contrats de location-accession une clause informant le locataire accédant des conditions dans lesquelles un ou plusieurs prêts, ayant pour objet de financer le transfert de propriété en cas de levée d'option, pourra ou non lui être accordé par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Morbihan.

Si à la date du 30/06/2021, ESPACIL HABITAT n'a pas justifié auprès de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Morbihan de l'obtention de l'agrément préalable du représentant de l'état dans le département (ou de son délégataire), par la remise d'une copie certifiée conforme de la décision d'agrément, le présent engagement deviendra caduc de plein droit, sauf accord exprès de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Morbihan de proroger cette date.

Il appartient, par ailleurs, à ESPACIL HABITAT de communiquer à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Morbihan une copie certifiée conforme de la convention signée avec l'Etat et de la liste des logements bénéficiant à titre définitif de l'agrément du représentant de l'Etat dans le département (ou de son délégataire) dès qu'elle lui a été notifiée (1).

Le présent engagement deviendra caduc de plein droit, pour les logements ne bénéficiant pas de l'agrément définitif.

Veillez, agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de nos sentiments distingués.

Chargé d'Affaires Collectivités locales  
et Logement social

Gilles DOUILLARD



**CREDIT AGRICOLE du MORBIHAN**  
Centre d'Affaires Immobilier  
& Aménagement Local  
Avenue de Keranguen  
56956 VANNES Cédex 9

(1) – L'article R.331-76-5-1 II du Code de la construction et de l'habitation indique que : « [...] Le vendeur transmet au représentant de l'Etat dans le département, dans un délai maximum de 18 mois à compter de la déclaration d'achèvement des travaux, les contrats de location-accession signés ainsi que les justificatifs des conditions de ressources des accédants. Au vu des documents communiqués, le représentant de l'Etat notifie au vendeur la liste des logements bénéficiant à titre définitif de l'agrément. Les dispositions de la convention ne sont pas applicables aux logements n'ayant pu faire l'objet d'un contrat de location-accession à l'expiration du délai prévu à l'alinéa précédent (il est fait référence à un délai maximum de 18 mois à compter de la déclaration d'achèvement de la déclaration des travaux). Ces logements peuvent dans ce cas faire l'objet d'une mise en location dans les conditions fixées au II de l'article R.331-17. Cette mise en location est subordonnée à la passation de l'une des conventions mentionnées aux articles R.353-1 et R.353-58 et R.353-90 du Code de la construction et de l'habitation ».

Envoyé à la Sous-Préfecture le 13/10/2020  
Compte-rendu affiché le 13/10/2020  
Reçu par la Sous-Préfecture le 13/10/2020

**6- DF - GARANTIES D'EMPRUNT AU PROFIT DE BRETAGNE SUD HABITAT  
AUPRÈS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS  
-REHABILITATION DE 56 LOGTS, RES A. COUDE TRANCHES 3 ET 4**

Monsieur Tangi CHEVAL, 5ème adjoint, expose à l'assemblée :

Par courrier en date du 11 Août 2020, Bretagne Sud Habitat (BSH) sollicite la ville d'Auray pour accorder sa garantie à 50% pour 1 ligne de prêt dans le cadre de la réhabilitation de 56 logements, résidence A. COUDE à Auray située rue du Capitaine Gauvin, tranche 3 et 4.

Le Bureau de BSH, réuni le 25 mars 2019, a approuvé les conditions suivantes :

L'opération porte sur 56 logements collectifs.

Dans le cadre de sa politique de renouvellement de composants, Bretagne Sud Habitat a engagé une étude de maîtrise d'œuvre pour réaliser le changement de système de chauffage et améliorer les performances énergétiques de la résidence Amiral Coudé à Auray.

Cette étude a mis en avant l'importance de réaliser une isolation thermique par l'extérieur, afin d'atteindre un gain énergétique significatif pour les locataires. Des mises en conformité électrique sont également nécessaires pour la bonne réalisation des travaux (colonnes montantes électriques, réseaux électriques enterrés,...)

Coût de revient et plan de financement prévisionnels de l'opération de la tranche 2, soit 56 logements « réhabilitation des colonnes montantes électriques, individualisation du système de chauffage, isolation des combles, isolation des planchers haut des caves, remplacement des portes palières, reprise de l'étanchéité des menuiseries extérieures, remplacement du système de VMC»:

| Coût de revient              | Montant TTC en euros |
|------------------------------|----------------------|
| Travaux                      | 515 245              |
| Honoraires                   | 25 190               |
| Conduite d'opération interne | 16 488               |
| Autres frais                 | 8 250                |
| Aléas(3%)                    | 15 598               |
| <b>Total</b>                 | <b>580 771</b>       |

| Plan de financement                        | Montant évalué en euros |
|--------------------------------------------|-------------------------|
| Prêt CDC PAM                               | 320 000                 |
| Subvention Auray Quiberon Terre Atlantique | 56 000                  |
| Subvention du Conseil Départemental        | 140 000                 |
| Fonds propres BSH                          | 64 771                  |
| <b>TOTAL</b>                               | <b>580 771</b>          |

BSH sollicite la garantie de la ville à 50% pour les prêts de la CDC soit pour 50% de 320 000 euros d'emprunts.

Les autres 50% sont sollicités auprès d'AQTA.

Vu les articles L. 2252-1 et L.2252-2 du code général des collectivités territoriales.

Vu l'article 2298 du code civil.

Vu le contrat de Prêt N° 110953 en annexe signé entre: OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU MORBIHAN ci-après l'emprunteur, et la Caisse des dépôts et Consignations

A reçu un avis favorable en Commission Finances du 28/09/2020,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (33 voix pour),

Le conseil municipal :

- **GARANTIT** l'emprunt contracté par BSH auprès de la Caisse des Dépôts et Consignation afin de financer la réhabilitation de 56 logements à Auray.

- **ACCORDE** la garantie à hauteur de 50,00 % pour le remboursement d'un emprunt d'un montant total de 320 000 euros.

Contrat de prêt N° 110953 constitué de 1 Ligne(s) du Prêt. Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

- **ACCORDE** sa garantie aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

- **S'ENGAGE** pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.



BANQUE des  
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Philippe, BESSON  
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS  
Cacheté électroniquement le 07/07/2020 14:22:49

ERWAN ROBERT  
DIRECTEUR GENERAL  
OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DU MORBIHAN  
Signé électroniquement le 17/07/2020 17 28 :50

*CONTRAT DE PRÊT*

**N° 110953**

Entre

**OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DU MORBIHAN - n° 000284616**

Et

**LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS**



BANQUE des  
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

*CONTRAT DE PRÊT*

Entre

**OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DU MORBIHAN**, SIREN n°: 275600047, sis(e) BRETAGNE SUD HABITAT 6 AVENUE EDGAR DEGAS BP 291 56008 VANNES CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DU MORBIHAN** » ou « **l'Emprunteur** »,

**DE PREMIÈRE PART,**

et :

**LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS**, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

**DE DEUXIÈME PART,**

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »



SOMMAIRE

|                                                                   |                                                                   |      |
|-------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|------|
| ARTICLE 1                                                         | OBJET DU PRÊT                                                     | P.4  |
| ARTICLE 2                                                         | PRÊT                                                              | P.4  |
| ARTICLE 3                                                         | DURÉE TOTALE                                                      | P.4  |
| ARTICLE 4                                                         | TAUX EFFECTIF GLOBAL                                              | P.4  |
| ARTICLE 5                                                         | DÉFINITIONS                                                       | P.4  |
| ARTICLE 6                                                         | CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT | P.7  |
| ARTICLE 7                                                         | CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT       | P.8  |
| ARTICLE 8                                                         | MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT                        | P.8  |
| ARTICLE 9                                                         | CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT              | P.10 |
| ARTICLE 10                                                        | DÉTERMINATION DES TAUX                                            | P.11 |
| ARTICLE 11                                                        | CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS                                   | P.12 |
| ARTICLE 12                                                        | AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL                         | P.13 |
| ARTICLE 13                                                        | RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES                                           | P.13 |
| ARTICLE 14                                                        | COMMISSIONS                                                       | P.13 |
| ARTICLE 15                                                        | DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR                       | P.14 |
| ARTICLE 16                                                        | GARANTIES                                                         | P.16 |
| ARTICLE 17                                                        | REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES          | P.17 |
| ARTICLE 18                                                        | RÉTARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES                          | P.20 |
| ARTICLE 19                                                        | NON RENONCIATION                                                  | P.20 |
| ARTICLE 20                                                        | DROITS ET FRAIS                                                   | P.20 |
| ARTICLE 21                                                        | NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL                    | P.20 |
| ARTICLE 22                                                        | ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE                 | P.21 |
| ANNEXE                                                            | CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE            |      |
| L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT |                                                                   |      |



BANQUE des  
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## **ARTICLE 1** OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération , Parc social public, Réhabilitation de 55 logements situés Résidence Amiral Coudé 56400 AURAY.

## **ARTICLE 2** PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de trois-cent-vingt mille euros (320 000,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PAM, d'un montant de trois-cent-vingt mille euros (320 000,00 euros) ;

## **ARTICLE 3** DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

## **ARTICLE 4** TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

## **ARTICLE 5** DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notariation ou enregistrement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ; qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Le « **Droit Environnemental** » désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Amélioration / Réhabilitation** » (PAM) est destiné à financer l'amélioration ou la réhabilitation des logements à usage locatif social et intermédiaire sociaux.

Conseil municipal de la ville d'Auray du 7 octobre 2020

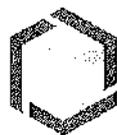
CTR D'AFF Sud 19 rue Châtillon - CS 36518 - 35065 Rennes cedex - Tél : 02 23 35 55 55

bretagne@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr



@BanqueDesTerr



## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisabilité** » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

## **ARTICLE 6** CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- soit électroniquement via le site [www.banquedesterritoires.fr](http://www.banquedesterritoires.fr) si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **19/09/2020** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

**ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT**

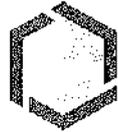
Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
  - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

**ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT**

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.



BANQUE des  
TERRITOIRES



#### CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : [www.banquedesterritoires.fr](http://www.banquedesterritoires.fr) en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT**

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

| Offre CDC                                      |                                          |  |  |  |
|------------------------------------------------|------------------------------------------|--|--|--|
| Caractéristiques de la Ligne du Prêt           | PAM                                      |  |  |  |
| Enveloppe                                      | -                                        |  |  |  |
| Identifiant de la Ligne du Prêt                | 5339189                                  |  |  |  |
| Montant de la Ligne du Prêt                    | 320 000 €                                |  |  |  |
| Commission d'instruction                       | 0 €                                      |  |  |  |
| Durée de la période                            | Annuelle                                 |  |  |  |
| Taux de période                                | 1,1 %                                    |  |  |  |
| TEG de la Ligne du Prêt                        | 1,1 %                                    |  |  |  |
| Phase d'amortissement                          |                                          |  |  |  |
| Durée                                          | 25 ans                                   |  |  |  |
| Index                                          | Livret A                                 |  |  |  |
| Marge fixe sur Index                           | 0,6 %                                    |  |  |  |
| Taux d'intérêt <sup>2</sup>                    | 1,1 %                                    |  |  |  |
| Périodicité                                    | Annuelle                                 |  |  |  |
| Profil d'amortissement                         | Échéance prioritaire (intérêts différés) |  |  |  |
| Condition de remboursement anticipé volontaire | Indemnité actuarielle                    |  |  |  |
| Modalité de révision                           | DR                                       |  |  |  |
| Taux de progressivité des échéances            | - 0,8 %                                  |  |  |  |
| Mode de calcul des intérêts                    | Equivalent                               |  |  |  |
| Base de calcul des intérêts                    | 30 / 360                                 |  |  |  |

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 0,5 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.



BANQUE des  
TERRITOIRES



#### CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

## **ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX**

### **MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE**

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

### **MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE**



BANQUE des  
TERRITOIRES



## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule :  $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule :  $P' = (1+I')(1+P)/(1+I) - 1$

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

## **ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS**

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».



BANQUE des  
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## **ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL**

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

## **ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES**

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

## **ARTICLE 14 COMMISSIONS**

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## **ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR**

### **DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :**

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

### **ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :**

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;





BANQUE des  
TERRITOIRES



#### CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout événement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout événement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- réaliser les opérations de réhabilitation au moyen des fonds de chaque Ligne du Prêt PAM et dans le respect des caractéristiques figurant au tableau « **Détail des opérations de réhabilitation** » transmis au Prêteur lors de la demande de Prêt.

**ARTICLE 16 GARANTIES**

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

| Type de Garantie      | Dénomination du garant / Désignation de la Garantie       | Quotité Garantie (en %) |
|-----------------------|-----------------------------------------------------------|-------------------------|
| Collectivités locales | COMMUNE DE AURAY                                          | 50,00                   |
| Collectivités locales | COMMUNAUTE DE COMMUNES AURAY QUIBERON<br>TERRE ATLANTIQUE | 50,00                   |

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.



## **ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES**

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

### **17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES**

#### **17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires**

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires**

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

**17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES**

**17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire**

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.



BANQUE des  
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

### 17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

### 17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## **ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES**

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

## **ARTICLE 19 NON RENONCIATION**

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

## **ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS**

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

## **ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL**

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site [www.banquedesterritoires.fr](http://www.banquedesterritoires.fr) par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site [www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles](http://www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles).



BANQUE des  
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## **ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE**

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Envoyé à la Sous-Préfecture le 13/10/2020  
Compte-rendu affiché le 13/10/2020  
Reçu par la Sous-Préfecture le 13/10/2020

## **7- DF - MARCHE PUBLIC 20031 DE SERVICES D'ASSURANCES**

Monsieur Tangi CHEVAL, 5ème adjoint, expose à l'assemblée :

La ville doit être couverte pour les différents risques liés à ses activités (responsabilité civile), pour les dommages sur ses biens mobiliers (dommages aux biens) et pour les risques juridiques qu'elle encourt, ses élus et ses agents (protection juridique).

Le marché actuel arrive à échéance le 31 décembre 2020, il convient donc de le renouveler.

Une consultation a été lancée, afin d'assurer le besoin de la collectivité pour les cinq prochaines années, dans le cadre de 3 lots distincts :

- lot n° 1 : Dommage aux biens;
- lot n° 2 : Responsabilité civile ;
- lot n° 3 : Protection juridique

Le marché a été passé sans montant minimum annuel, ni montant maximum annuel, la consultation a donc été passée selon la procédure d'appel d'offre ouvert.

**Concernant le lot n° 1 dommage aux biens**, suite aux mesures de publicité, 3 compagnies ont remis une offre sur la plate forme dématérialisée des marchés publics, Megalis Bretagne, dans les délais de la consultation.

Au vu des critères d'analyse des offres, le classement des offres est le suivant :

| <b>Compagnie</b>         | <b>Nature et étendue des garanties/50</b> | <b>Tarification/40</b> | <b>Modalités et procédure de gestion des dossiers de sinistre/10</b> | <b>TOTAL/100</b> |
|--------------------------|-------------------------------------------|------------------------|----------------------------------------------------------------------|------------------|
| Groupama Loire Bretagne  | 35                                        | 40                     | 8                                                                    | 83               |
| SMACL                    | 45                                        | 31,66                  | 8                                                                    | 84,66            |
| Cabinet PILLIOT pour VHV | Offre irrégulière                         |                        |                                                                      |                  |

La compagnie SMACL présente l'offre économiquement la plus avantageuse, en retenant par ailleurs une franchise à 2000€ par sinistre. La commission d'appel d'offre réunie le 22 septembre 2020 a donc attribué le marché à cette compagnie d'assurance.

**Concernant le lot n° 2 responsabilité civile**, suite aux mesures de publicité, 2 compagnies ont remis une offre sur la plate forme dématérialisée des marchés publics, Megalis Bretagne, dans les délais de la consultation.

Au vue des critères d'analyse des offres, le classement des offres est le suivant :

| <b>Compagnie</b>        | <b>Nature et étendue des garanties/50</b> | <b>Tarification/40</b> | <b>Modalités et procédure de gestion des dossiers de sinistre/10</b> | <b>TOTAL/100</b> |
|-------------------------|-------------------------------------------|------------------------|----------------------------------------------------------------------|------------------|
| Cabinet PNAS pour AREAS | 45                                        | 31,51                  | 9                                                                    | 85,51            |
| SMACL                   | 42,50                                     | 40                     | 8,50                                                                 | 91               |

La compagnie SMACL présente l'offre économiquement la plus avantageuse, en retenant par ailleurs une franchise à 0€, et les variantes imposées « responsabilité civile atteinte à l'environnement », « protection juridique personne morale » et « multirisque garage » sont retenue. La commission d'appel d'offre réunie le 22 septembre 2020 a donc attribué le marché à cette compagnie d'assurance.

**Concernant le lot n°3 protection juridique**, suite aux mesures de publicité, 4 compagnies ont remis une offre sur la plate forme dématérialisée des marchés publics, Megalis Bretagne, dans les délais de la consultation.

Au vue des critères d'analyse des offres, le classement des offres est le suivant :

| <b>Compagnie</b>               | <b>Nature et étendue des garanties/50</b> | <b>Tarification/40</b> | <b>Modalités et procédure de gestion des dossiers de sinistre/10</b> | <b>TOTAL/100</b> |
|--------------------------------|-------------------------------------------|------------------------|----------------------------------------------------------------------|------------------|
| Cabinet 2 C courtage pour CFDP | 45                                        | 25,05                  | 9                                                                    | 79,05            |
| Cabinet PILLIOT pour MALJ      | Offre irrégulière                         |                        |                                                                      |                  |
| Cabinet PNAS pour PROTEXIA     | 40                                        | 40                     | 9,75                                                                 | 89,75            |
| SMACL                          | 40                                        | 34,90                  | 8,75                                                                 | 83,65            |

L'offre du cabinet PNAS pour la compagnie PROTEXIA est l'offre économiquement la plus avantageuse. La commission d'appel d'offre réunie le 22 septembre 2020 a donc attribué le marché à ce cabinet de courtage.

L'offre du cabinet PILLIOT pour les lots n° 1 et 3 est déclarée irrégulière par la commission d'appel d'offre du 22 septembre 2020, en raison de l'absence d'une pièce substantielle à l'analyse.

Vu les articles L 1414-1 et suivants du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles L2123-1, R 2123-1, L 2125-1 1°, R 2162-1 à R 2162-14 du code de la commande publique ;

Vu la commission d'appel d'offre du 22 septembre 2020 ;

A reçu un avis favorable en Commission Finances du 28/09/2020,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (33 voix pour),

Le conseil municipal :

- **AUTORISE** le Maire à signer les marchés de services d'assurance comme attribué par la commission d'appel d'offre du 22 septembre 2020, et tous documents afférents à ces dossiers, soit :

- Lot n° 1- dommage aux biens : auprès de la compagnie SMACL, avec une franchise de 2000€ par sinistre ;

- Lot n° 2 – responsabilité civile : auprès de la compagnie SMACL, sans franchise, et en retenant les garanties « responsabilité civile atteintes à l'environnement », « protection juridique personne morale » et « multirisque garage » ;

- Lot n° 3 – protection juridique : auprès du cabinet de courtage PNAS, représentant la compagnie PROTEXIA.

- **PREND ACTE** de l'irrégularité de l'offre déposée par le cabinet PILLIOT pour les lots n°1 et 3.

|                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Envoyé à la Sous-Préfecture le 13/10/2020<br>Compte-rendu affiché le 13/10/2020<br>Reçu par la Sous-Préfecture le 13/10/2020 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

**8- DF - CRISE SANITAIRE – DISPOSITIF D'AIDES AUX ENTREPRISES ;  
COMMERCES ET ASSOCIATIONS ALREENNES - COMPLEMENT-  
GRATUITE DE L'EXTENSION DES TERRASSES POUR L'ANNEE 2020**

Monsieur Tangi CHEVAL, 5ème adjoint, expose à l'assemblée :

Afin de compléter les aides accordées aux entreprises, commerces et associations prises par délibération en date du 9 juin et 15 juillet dernier, il convient de se prononcer sur la prolongation de la gratuité des extensions de terrasses accordées aux commerces sans utilisation de chauffage extérieur jusqu'au 31 décembre 2020.

A reçu un avis favorable en Commission Finances du 28/09/2020,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (33 voix pour),

Le conseil municipal :

- **DÉCIDE** d'accorder la gratuité du paiement de la redevance d'occupation du domaine public pour les « extensions de terrasses » sans utilisation de chauffage extérieur jusqu'au 31 décembre 2020;

Envoyé à la Sous-Préfecture le 13/10/2020

Compte-rendu affiché le 13/10/2020

Reçu par la Sous-Préfecture le 13/10/2020

**9- DAC - CENTRE CULTUREL ATHENA - DECENTRALISATION DU FESTIVAL MÉLISCÈNES 2021 - APPROBATION DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LES COMMUNES - AUTORISATION A DONNER A MADAME LE MAIRE DE LES SIGNER**

Monsieur Jean-François GUILLEMET, 3ème adjoint, expose à l'assemblée :

Dans le cadre de la décentralisation de la 20<sup>ème</sup> édition du Festival Méliscènes qui se déroulera du 10 au 23 mars 2021, dix communes du territoire intercommunal Auray Quiberon Terre Atlantique participeront en accueillant des propositions artistiques autour de la marionnette, du théâtre d'objets et des formes animées : Locoal – Mendon (partenaire depuis 2010), Landévant, Ploemel, Pluneret, Pluvigner (partenaire depuis 2013), Plumergat (partenaire depuis 2015), la Trinité–sur-Mer (partenaire depuis 2016), Brec'h (partenaire depuis 2018) et Belz (partenaire pour l'édition 2019), Crac'h (depuis 2020).

Le projet de convention de partenariat (joint en annexe) a pour objet de préciser les modalités de coopération entre la Ville d'Auray et les villes qui accueilleront des spectacles du Festival Méliscènes en mars prochain.

Afin de participer aux frais d'ingénieries technique et administrative engagés par la Ville d'Auray, un forfait sera facturé aux communes partenaires, à savoir :

| CHARGES                                                                                                       | COÛT FORFAITAIRE |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|
| Frais de personnel technique<br>une journée et demie de travail d'un technicien,<br>intermittent du spectacle | 375 €            |
| Frais de personnel administratif<br>une journée et demie de travail d'un agent<br>administratif               | 175 €            |
| <b>TOTAL</b>                                                                                                  | <b>550 €</b>     |

La commune de Locoal-Mendon étant autonome sur le plan technique, le forfait technique ne lui sera pas appliqué.

A reçu un avis favorable en Commission culture, patrimoine du 24/09/2020,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (33 voix pour),

Le conseil municipal :

- **APPROUVE** la convention de partenariat relative à la décentralisation du Festival Méliscènes 2021.

- **AUTORISE** le Maire à signer les conventions avec les communes partenaires ainsi que tout document relatif à ce dossier.



**Convention de partenariat  
relative à la participation de la commune de ...  
au 20<sup>ème</sup> Festival Méliscènes**

Entre d'une part :

La Ville d'Auray – 100 place de la République – BP 10610 - 56406 AURAY CEDEX  
Représentée par Mme Claire MASSON en sa qualité de Maire et signataire,  
agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du 7 octobre 2020

Et d'autre part :

La Ville de ..... - Adresse – CP VILLE  
Représentée par Mme / M. .... , en sa qualité de Maire et signataire,  
agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du

Il est convenu ce qui suit :

**Préambule**

Depuis 2001, la Ville d'Auray développe au cœur du projet artistique et culturel du Centre Culturel Athéna, une programmation de spectacles de théâtre d'objets et de marionnettes, au travers notamment du Festival MELISCENES qui se déroule chaque année au mois de mars.

La qualité et l'exigence des propositions artistiques professionnelles programmées reçoivent depuis 2009, le soutien du Ministère de la Culture / Direction Régionale des Affaires Culturelles au titre du dispositif « Scène de territoire pour les marionnettes et le théâtre d'objet ».

Pour permettre le rayonnement de son Festival, la Ville d'Auray a sollicité les communes situées sur le territoire d'Auray Quiberon Terre Atlantique pour accueillir un ou plusieurs spectacle(s) du Festival permettant ainsi l'élargissement de la proposition artistique.

**Article 1 – Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de mise en œuvre du partenariat en régissant les accords entre la Ville d'Auray et la Ville de..... pour l'accueil de spectacle(s) du Festival Méliscènes 2020 qui se déroulera du 10 au 23 mars 2021.

Parmi les propositions artistiques proposées, la Ville de..... a décidé d'accueillir le(les) spectacle(s) suivant(s) :

Nom de la compagnie :

Nom du spectacle :

le Mars 2021 pour représentation(s) à h et à h

Lieu de la représentation : .....

Adresse du lieu de représentation : .....

Jauge : .....

Age d'accès : .....

Afin de faciliter les renseignements auprès du public et de simplifier les billetteries gérées par les communes partenaires, le prix de la place de spectacle pour les représentations tout-public est fixé à 6€ (tarif unique) et pratiqué sur l'ensemble des communes partenaires.

Conseil municipal de la ville d'Auray du 7 octobre 2020

## Article 2 – Apports de la Ville d'Auray

Dans le cadre de ce partenariat, la Ville d'Auray s'engage à :

- Communiquer dans l'ensemble des supports de communication du Festival sur les représentations organisées par la Ville de ..... et à fournir une partie de ces supports pour une distribution sur le territoire de la commune (les quantités de supports de communication seront précisées en fonction des besoins spécifiques de chacune des communes).  
Ces supports se déclineront de la façon suivante :
  - plaquettes
  - flyers
  - affiches 80x120 ou 120x176
  - pack internet (sur cd)
  - billetterie (carnet(s) à souches)
  - affiches de chaque spectacle (fournies par les compagnies)
- Accompagner la mise en œuvre technique du spectacle en recrutant, spécifiquement pour la décentralisation du spectacle, un technicien intermittent du spectacle et en mettant à disposition pour l'accueil des artistes et des publics, un agent de la Ville d'Auray.
- Relayer tout au long des journées de réservations des places, l'information sur ces représentations auprès des publics qui fréquentent le Festival.

## Article 3 – Moyens mis à disposition par la Ville de .....

Pour permettre le bon déroulement du spectacle accueilli, la Ville de ..... s'engage à mettre à disposition de la compagnie, la salle..... dont elle déclare connaître toutes les caractéristiques et les capacités pour accueillir le spectacle sus-nommé dans de bonnes conditions.

La Ville de... se chargera de la promotion du spectacle, de la billetterie du ou des spectacle(s) programmé(s) sur son territoire et veillera au respect des jauges d'accueil et des âges d'accès au spectacle indiqués par la compagnie.

Par ailleurs, elle s'engage à respecter et/ou à faire respecter :

- la législation et la réglementation en vigueur relatives à la sécurité de l'établissement, du personnel et du public,
- les mesures et les règles sanitaires applicables dans le cadre de la crise sanitaire liée à la Covid – 19.

## Article 4 – Engagement financier de la Ville de ...

Pour permettre la mise en œuvre du projet, la Ville de ..... s'engage à respecter le contrat de cession relatif au spectacle accueilli. Ce contrat sera rédigé par la compagnie et signé en direct avec la Ville de ..... qui se chargera d'en effectuer le règlement directement auprès de celle-ci.

Ce contrat sera également une pièce constitutive du dossier que la Ville de ..... pourra adresser au Conseil Départemental du Morbihan pour solliciter une aide financière au titre de la diffusion du spectacle vivant dans le cadre du dispositif "circulation des oeuvres".

## Article 5 – Contribution financière

Comme convenu entre les deux communes signataires de la présente convention, la Ville de..... s'engage à régler à la Ville d'Auray, les sommes mentionnées dans le tableau ci-dessous et dont le détail figure en annexe à cette convention.



Conseil municipal de la ville d'Auray du 7 octobre 2020

Direction de l'Action Culturelle

Centre Culturel Athéna

Espace Athéna - Place du Gohlérez - 56400 Auray

dac@ville-auray.fr • 02 97 56 18 00 • www.auray.fr

Merci d'adresser toute correspondance à M. le Maire - 100 place de la République - BP 10610 - 56406 Auray Cedex

| CHARGES                          | COÛT FORFAITAIRE |
|----------------------------------|------------------|
| Frais de personnel technique     | 375.00 €         |
| Frais de personnel administratif | 175.00 €         |
| <b>TOTAL</b>                     | <b>550.00 €</b>  |

Les frais de communication d'un montant prévisionnel de 180,00€ relatifs à la mise à disposition de supports de communication du Festival (cf. article 2) seront réglés à l'Imprimeur qui adressera directement une facture à la Ville de ...

Un titre de recettes concernant le remboursement des frais engagés par la Ville d'Auray sera adressé à la Ville de..... à la fin du Festival.

#### Article 6 – Assurances

La Ville de ... déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à l'exploitation du spectacle dans le lieu mis à sa disposition.

#### Article 7 – Durée de la convention

La présente convention est établie pour la durée du Festival MELISCENES 2021, elle prendra effet à la signature de ladite convention

#### Article 8 – Bilan d'exécution et évaluation de la convention

L'évaluation de la convention, sur le plan qualitatif et quantitatif sera effectuée au cours d'une réunion qui se tiendra au maximum dans les deux mois suivant la fin de la manifestation.

Cette évaluation devra permettre de porter un regard sur les résultats et d'envisager, si les partenaires le décident, de l'éventuelle reconduction du partenariat.

#### Article 9 - Litiges

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des Tribunaux de Lorient après épuisement des voies amiables (conciliations, arbitrages, ...).

Fait à Auray, le  
en trois exemplaires,

Pour la Ville d'Auray  
Madame le Maire,  
Claire MASSON

Pour la Ville de.....  
Le Maire,  
M. ....



Envoyé à la Sous-Préfecture le 13/10/2020  
Compte-rendu affiché le 13/10/2020  
Reçu par la Sous-Préfecture le 13/10/2020

## **10- DAC - ARCHIVES - PATRIMOINE - APPROBATION D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA FONDATION DU PATRIMOINE**

Monsieur Jean-François GUILLEMET, 3ème adjoint, expose à l'assemblée :

Depuis de nombreuses années, la Ville d'Auray mène une politique de préservation et de valorisation de son patrimoine notamment bâti.

Afin d'encourager les propriétaires privés à conserver l'architecture typique de la Ville d'Auray et les aider par des mesures financières et fiscales à supporter le coût des travaux, la Ville d'Auray et la Fondation du Patrimoine sont partenaires depuis 2010.

La Fondation du Patrimoine attribue aux dossiers de travaux de restauration un label ouvrant droit à une déduction d'impôt de 50 % du montant des travaux labellisés.

Elle apporte également au minimum une subvention de 2 % du montant des travaux TTC. Afin de permettre à la Fondation du Patrimoine d'apporter cette aide, la Ville d'Auray verse une enveloppe d'un montant de 2.000€ pour financer les projets retenus.

A l'épuisement de cette somme, il conviendra d'établir une nouvelle convention fixant les modalités du partenariat.

A reçu un avis favorable en Commission culture, patrimoine du 24/09/2020,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (33 voix pour),

Le conseil municipal :

- **APPROUVE** les dispositions de la convention de partenariat entre la Ville d'Auray et la Fondation du Patrimoine.

- **AUTORISE** Madame le Maire à signer la convention ainsi que tout document relatif à ce dossier.

FONDATION



Délégation régionale de **BRETAGNE**

## CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

- La Fondation du patrimoine Bretagne, sise « 7 boulevard Solferino, BP 90714, 35007 Rennes Cedex » représentée par son délégué départemental du Morbihan, Dominique DE PONSAY.

Et :

- La Ville d'Auray, sise « 100 place de la République, 56400 Auray », représentée par son Maire, Madame Claire MASSON.

## Préambule :

La présente convention a pour objet de définir le rôle de chacune des parties dans la restauration et la mise en valeur du patrimoine de proximité ni inscrit, ni classé au titre des Monuments Historiques, situé dans la Ville d'Auray comprenant moins de 20 000 habitants, étant entendu que la Fondation du patrimoine Bretagne assurera la coordination et l'instruction des dossiers.

- Considérant la mission de la Fondation du patrimoine définie par la loi n° 96-550 du 2 juillet 1996, et les articles L143-1 à L143-14 du Code du Patrimoine.
- Considérant les compétences de la Ville d'Auray pour la mise en oeuvre d'une politique d'amélioration de la qualité de l'habitat.
- Considérant l'intérêt de la préservation du patrimoine dans le cadre de l'exécution de ces compétences.

## Il a été convenu ce qui suit :

### Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de partenariat entre les deux parties signataires.

### Article 2 : Objectif du partenariat

Les deux parties ont l'objectif commun d'encourager les propriétaires privés à conserver l'architecture traditionnelle et typique de la Ville d'Auray comprenant moins de 20 000 habitants et de les aider, par des dispositions financières et fiscales, à supporter le coût lié aux opérations qu'ils engagent.

### Article 3 : Modalités de partenariat

La Fondation du patrimoine Bretagne mènera des interventions dans la Ville d'Auray comprenant moins de 20 000 habitants grâce aux financements dont elle dispose.

#### 3.1 : Moyens engagés par la Fondation du patrimoine

La Fondation du patrimoine Bretagne attribue aux dossiers de travaux de restauration un Label qui autorise la déduction du montant desdits travaux du revenu imposable ou foncier dans les conditions définies en annexe.

La Fondation du patrimoine doit légalement apporter au minimum une subvention de 2 % du montant des travaux toutes taxes comprises.

#### 3.2 : Moyens engagés par la Ville d'Auray :

- La Ville d'Auray apporte, par le biais de la Fondation du patrimoine une aide aux propriétaires privés qui restaurent conformément aux préconisations de la Fondation du patrimoine Bretagne et de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine, un élément du patrimoine bâti habitable ou non habitable, situé dans la Ville d'Auray comprenant moins de 20 000 habitants, dans les conditions prévues par l'annexe.

- La Ville d'Auray s'engage à prendre en charge pour les labels avec incidence fiscale un minimum de 2 % du montant total des travaux labellisés par la Fondation du patrimoine Bretagne. Cette somme sera versée à la Fondation du patrimoine Bretagne et constituera la subvention due légalement par cette dernière lors de l'attribution du label. Ce montant est fixé à 2.000 € par an.

La Fondation du patrimoine Bretagne et la Ville d'Auray peuvent convenir, d'un commun accord, d'attribuer aux propriétaires privés labellisés un pourcentage de subvention plus important leur permettant éventuellement d'atteindre 20% de subventions et ouvrant ainsi la possibilité aux propriétaires privés de déduire de leur revenu imposable 100% des travaux labellisés par la Fondation du patrimoine. Le plafond de cette intervention exceptionnelle sera défini au cas par cas.

Par ailleurs, la Fondation du patrimoine Bretagne et la Ville d'Auray peuvent aussi convenir, d'un commun accord, d'utiliser, le cas échéant, en fin d'année ou de convention, le reliquat de l'enveloppe de 2.000 €/an en attribuant aux propriétaires privés labellisés un pourcentage de subvention plus important leur permettant éventuellement d'atteindre 20% de subventions et ouvrant ainsi la possibilité aux propriétaires privés de déduire de leur revenu imposable 100% des travaux labellisés par la Fondation du patrimoine. La modification des subventions octroyées aux propriétaires concernés fera l'objet d'un avenant à la décision d'octroi du label de la Fondation du patrimoine.

- La Ville d'Auray pourra participer au financement des labels sans incidence fiscale : Les propriétaires peu ou non imposables (impôt inférieur à 1.300€/an) et pouvant bénéficier d'un label sans incidence fiscale de la Fondation du patrimoine accompagné d'une subvention pourront également obtenir tout ou partie de la subvention de 2.000 €/an définie précédemment. Ce principe de couplage de subvention et le montant attribué seront définis au cas par cas et d'un commun accord avec la Ville d'Auray. Cette subvention complémentaire sera versée à la Fondation du patrimoine Bretagne sous la forme d'une subvention générique et sera attribuée au propriétaire par cette dernière selon les procédures et modalités de paiements qui sont les siennes.

### **3.3 : Modalités de paiement**

L'aide financière sera versée par la Ville d'Auray à la Fondation du patrimoine Bretagne, au fur et à mesure des labels octroyés sur présentation des décisions d'octroi de label dans la limite globale prévue à l'article 3.2.

L'aide sera portée au crédit du compte de la Fondation du patrimoine Bretagne, ouvert ci-dessous :

- Banque : **Société Générale**
- N° de compte : **00037294820**
- Code Banque : **30003**
- Code guichet : **03010**
- Clé RIB : **94**

### **3.4 : Rôle des intervenants**

L'instruction technique des dossiers pour l'obtention du label est assurée par la Fondation du patrimoine de Bretagne en lien avec la Ville d'Auray.

La Ville d'Auray est chargée de faire la promotion de ce partenariat et de ce dispositif afin de garantir la réussite qualitative et quantitative de celui-ci.

La Ville d'Auray est chargée d'informer la Fondation du patrimoine de Bretagne des projets susceptibles d'obtenir le label dont elle aurait connaissance.

## **Article 4 : Concertation et Communication**

- La Ville d'Auray et la Fondation du patrimoine de Bretagne s'engagent :

- ✓ à échanger les informations et les connaissances dont elles disposent dans un souci d'efficacité ;
- ✓ à coordonner leur politique respective de communication, de sensibilisation et de conseils dans les domaines précités (article 2) ;
- ✓ à éditer un document de communication sur le partenariat établi par la présente convention. Le document sera réalisé par la Fondation du patrimoine Bretagne selon sa charte graphique, mais le contenu textuel sera rédigé conjointement avec la Ville d'Auray.

La Fondation du patrimoine Bretagne s'engage à tenir à la disposition de la Ville d'Auray tous les justificatifs exigés en matière de comptabilité publique, rendant compte de l'utilisation de la subvention perçue.

#### **Article 5 : Suivi du partenariat**

L'application de la présente convention fera l'objet au moins d'une réunion annuelle de bilan et de concertation entre les partenaires.

#### **Article 6 : Durée de la convention**

La présente convention est conclue jusqu'au 31 décembre 2021.

#### **Article 7 : Modification**

Elle pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée, avec un préavis minimal de trois mois et pourra être modifiée que par voie d'avenant ayant reçu l'accord des deux parties.

#### **Article 8 : Résiliation**

En cas d'inexécution, par l'une ou l'autre des parties, de l'une des obligations prévues à la présente convention, celle-ci est résiliée de plein droit, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec avis de réception restée sans réponse pendant un délai de 15 jours.

#### **Article 09 : Litiges**

Tout litige survenant dans la mise en œuvre de la présente convention sera, à défaut d'accord amiable entre les parties, soumis au tribunal administratif territorialement compétent.

**Fait en deux exemplaires originaux à : AURAY**

**Le :**

Le délégué départemental  
du Morbihan pour la  
Fondation du patrimoine  
Bretagne

Dominique DE PONSAY

La Maire de la Ville d'Auray

Claire MASSON

Envoyé à la Sous-Préfecture le 13/10/2020  
Compte-rendu affiché le 13/10/2020  
Reçu par la Sous-Préfecture le 13/10/2020

**11- DSTS - COMMUNAUTÉ DE COMMUNES AURAY QUIBERON TERRE ATLANTIQUE - RAPPORTS ANNUELS D'ACTIVITÉ 2018 : ÉLIMINATION DES DÉCHETS, PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE, ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF**

Madame Claire MASSON, Maire, expose à l'assemblée :

L'article L 5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales fait obligation à tout établissement de coopération intercommunale d'adresser chaque année au Maire de chaque Commune membre, un rapport retraçant l'activité de l'établissement.

La Communauté de communes AQTA a transmis, après en avoir délibéré les 12 juillet 2019 et 27 septembre 2019, les rapports d'activités 2018 relatifs à :

- l'élimination des déchets,
- la production et la distribution d'eau potable,
- l'assainissement collectif,
- l'assainissement non collectif,

Les différents rapports sont joints à la présente délibération. Ils font état des éléments suivants concernant la Ville d'AURAY.

**Rapport annuel 2018 sur le prix et la qualité du service public de la gestion des déchets ménagers et assimilés :**

Le scénario de collecte est le suivant :

- collecte des ordures ménagères en porte-à-porte (conteneurisation individuelle et quelques bacs collectifs) et sur quelques éco-stations,
- collecte sélective des emballages ménagers en porte-à-porte (sacs jaunes ou conteneurisation collective),
- collecte en point d'apport volontaire pour le verre, les papiers et quelques emballages légers.

**– Parc des bacs individuels d'ordures ménagères distribués :**

Le parc de bacs sur le territoire d'AQTA est estimé à 53 600 contenants. Pour l'année 2018, la distribution des bacs individuels d'ordures ménagères a été la suivante :

- bacs de 140 litres : 681 bacs, (695 en 2017)
- bacs de 240 litres : 194 bacs. (242 en 2017)

**– Parc des colonnes de collecte sélective sur Auray:**

|                             | 2016 | 2017 | 2018 |
|-----------------------------|------|------|------|
| Verre                       | 40   | 42   | 39   |
| Emballages                  | 0    | 0    | 5    |
| Journaux, revues, magazines | 18   | 22   | 21   |

Parallèlement, AQTA a acheté des sacs jaunes pour 75 132 € TTC en 2018.

– Parc des composteurs sur Auray :

|             | 2016 | 2017 | 2018 |
|-------------|------|------|------|
| Composteurs | 1319 | 1409 | 1409 |

– Parc des colonnes enterrées

14 colonnes ont été installées sur Auray en 2016, 2017 et 2018 (8 colonnes à OM, 4 à emballages, 1 colonne à verre et 1 colonne à papier dans le quartier du Gumenen).

- Evolution du tonnage collecté :

|                               | 2012   | 2013   | 2014   | 2015   | 2016   | 2017   | 2018   | évolution 2012/2018 |
|-------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|---------------------|
| Papiers                       | 2391   | 2291   | 2174   | 2124   | 2036   | 2008   | 1934   | - 19 %              |
| Emballages légers             | 2094   | 2165   | 2343   | 2373   | 2522   | 2674   | 2832   | + 35 %              |
| Verre                         | 5567   | 5561   | 5699   | 5868   | 5978   | 6172   | 6383   | + 15 %              |
| Ordures ménagères résiduelles | 23 798 | 23 360 | 23 605 | 23 508 | 23 199 | 23 421 | 23 333 | - 2%                |
| TOTAL :                       | 33 850 | 33 377 | 33 821 | 33 873 | 33 735 | 34 275 | 34 482 | + 2 %               |

– Evolution du ratio de collecte sur l'ensemble de la communauté de communes d'AQTA (en Kg/hab/an) :

|                    | 2013  | 2014  | 2015  | 2016  | 2017  | 2018  | Evolution 2017/2018 |
|--------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|---------------------|
| Ordures ménagères  | 213,9 | 215,5 | 214,3 | 209,3 | 209,3 | 206,9 | - 1,1 %             |
| Collecte sélective | 91,70 | 93,30 | 94,50 | 95,1  | 97    | 99    | + 2%                |

– Déchèteries – Evolution du ratio sur l'ensemble de la communauté de communes d'AQTA (en Kg/hab/an) :

|             | 2012 | 2013 | 2014 | 2015  | 2016  | 2017 | 2018  |
|-------------|------|------|------|-------|-------|------|-------|
| Déchèteries | 441  | 407  | 455  | 431,9 | 452,1 | 458  | 459,4 |

Il est estimé que les dépôts des professionnels représentent entre 17 et 30 % du gisement global.

Globalement, on note une augmentation des dépôts globaux de 42 374 t en 2010 à 51 800 t en 2018.

Leur répartition en % du tonnage en 2018 est :

Tout-venant : 21,8 %

Déchets verts : 35,5 %

Gravats : 27,8 %

Pneus : 0,1 %

DEA (déchets éléments ameublement) : 2 %  
 DDS (déchets diffus spécifiques) : 0,6 %  
 D3E (déchets équipements électriques et électroniques) : 1,7 %  
 Ferraille et batteries : 2,6 %  
 Cartons : 3,4 %  
 Bois : 4,9 %

– Indicateurs financiers

- La TEOM (Taxe d'enlèvement des Ordures Ménagères) et la REOM (redevance d'enlèvement des ordures ménagères) restent identiques entre 2017 et 2018.
- La redevance spéciale ordures ménagères pour le commerce, l'artisanat ou les activités de services reste également identique entre 2017 et 2018.
- Les charges financières et d'exploitation ont augmenté de 3,8 % entre 2017 et 2018 (de 13 918 644 € à 14 446 708 €).
- Les recettes ont progressé de 3 % entre 2017 et 2018 (de 15 530 210 € à 15 994 332 €).

**Rapport annuel 2018 du service de distribution de l'eau potable :**

Evolution du volume distribué en m3 :

|              | 2014      | 2015      | 2016      | 2017      | 2018      | Evolution<br>2017/2018 |
|--------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------------------|
| volume en m3 | 5 308 041 | 5 186 934 | 5 460 423 | 5 862 912 | 5 711 972 | - 2,5 %                |

Evolution du volume consommé en m3 :

|              | 2014      | 2015      | 2016      | 2017      | 2018      | Evolution<br>2017/2018 |
|--------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------------------|
| volume en m3 | 4 683 852 | 4 599 122 | 4 846 196 | 5 159 516 | 5 126 427 | - 0,6 %                |

Soit un rendement du réseau de 89,7 % en 2018.  
Le volume consommé sur Auray a été de 611 004 m<sup>3</sup>.

Nombre d'abonnés :

Le nombre d'abonnés a progressé entre 2017 et 2018 de 68 910 à 69 892 (+1,4 %) dont 9 167 sur Auray (+ 1,6 % par rapport à 2017)

Linéaire de réseau AEP :

Le linéaire total a progressé de 1619 km à 1620 km dont 77,4 km sur Auray.  
Les travaux de renouvellement / renforcement du réseau ont été de 6,8 km en 2018 (dont 135 m sur Auray) soit un taux de renouvellement de 0,4 %.

Contrôle de la qualité de l'eau :

En 2018, 100 % des prélèvements sont conformes aux limites de qualité vis-à-vis des paramètres microbiologiques et 100 % vis-à-vis des paramètres physico-chimiques.

Indicateurs financiers :

Entre 2017 et 2018, le prix du m<sup>3</sup> a baissé.

Pour un tarif bleu ordinaire, la part fixe ou abonnement annuel pour un compteur Ø15/20 est de 67,06 € (71,49 € en 2017). La part proportionnelle par m<sup>3</sup> consommé est de 0 à 500 m<sup>3</sup> de 1,4370 €/m<sup>3</sup> (1,5319 €/m<sup>3</sup> en 2017).

Sur l'ensemble du territoire d'AQTA :

|                            | 2016        | 2017        | 2018        | Evolution entre 2017 et 2018 |
|----------------------------|-------------|-------------|-------------|------------------------------|
| Dépenses de fonctionnement | 2 139 561€  | 2 493 381€  | 1 844 317 € | - 26 %                       |
| Recettes de fonctionnement | 6 344 399 € | 9 951 844 € | 8 820 937 € | - 11,4 %                     |
| Travaux                    | 1 050 685 € | 1 134 495 € | 3 683 188 € | + 224,6 %                    |
| Dette                      | 8 587 188 € | 6 925 475 € | 5 322 847 € | - 23,1 %                     |

**Rapport annuel 2018 du service d'assainissement collectif :**

Le nombre d'abonnés a progressé entre 2017 et 2018 de 55 488 à 56 455 (+ 1,7%) dont 8 838 à 8 981 abonnés sur Auray (+1,6%).

Les travaux de réhabilitation/ renouvellement / restructuration de réseau ont été réalisés sur 5 535 m en 2018 contre 7 520 m en 2017 (- 35,8%). Sur Auray, ils ont été de 330 m. Les travaux d'extension de réseau ont été de 5 165 m en 2018 contre 4 254 m en 2017 (+17,6%). Sur Auray, ils ont été de 310 m.

En 2018, 2433 contrôles de branchements ont été réalisés dont 391 sur Auray. 62 % étaient conformes, 7 % conformes avec réserves, 28 % non conformes, 2 % non concernés et 1 % non renseigné .

Indicateurs financiers :

Le montant de la facture assainissement a augmenté entre 2017 et 2018 (340,38 € à 374,51 € pour 120 m<sup>3</sup> d'eau)

Sur l'ensemble du territoire d'AQTA :

|                            | 2016        | 2017         | 2018         | Evolution entre 2017 et 2018 |
|----------------------------|-------------|--------------|--------------|------------------------------|
| Charges totales du service | 3 506 444 € | 4 589 281 €  | 4 937 929 €  | + 7,5 %                      |
| Recettes de fonctionnement | 6 696 011 € | 7 805 051 €  | 8 922 323 €  | + 14,3 %                     |
| Dépenses investissement    |             | 11 269 639 € | 13 495 682 € | + 19,7 %                     |
| Dont Travaux               | 4 537 453 € | 4 049 860 €  | 5 264 554 €  | + 30 %                       |
| Recettes investissement    |             | 7 435 743 €  | 9 172 005 €  | + 23,3 %                     |

## Rapport annuel 2018 du service d'assainissement non collectif :

|                         | 2015   | 2016   | 2017   | 2018   | Evolution entre 2017 et 2018 |
|-------------------------|--------|--------|--------|--------|------------------------------|
| Nombre installation ANC | 12 207 | 11 285 | 11 194 | 11 597 | - 3,6%                       |

Le nombre d'installations sur Auray est de 71 (72 en 2017).

### Visites de fonctionnement (tous les 6 ans):

6 067 visites de bon fonctionnement réalisées depuis 2012 dont 13 % sont conformes.

|           | 2014      | 2015      | 2016    | 2017    | 2018    |
|-----------|-----------|-----------|---------|---------|---------|
| Conformes | 220 (25%) | 144 (17%) | 53 (7%) | 61 (7%) | 60 (5%) |

27 installations ont été contrôlées sur Auray en 2018. 3 étaient conformes, 17 non conformes, 7 présentaient des défauts d'entretien

### Tarifs :

Les différents tarifs de redevances sont restés stables entre 2017 et 2018.

|                         | 2017      | 2018      | Evolution entre 2017 et 2018 |
|-------------------------|-----------|-----------|------------------------------|
| Dépenses investissement | 27 290 €  | 43 278 €  | +58,6 %                      |
| Recettes investissement | 31 065 €  | 56 791 €  | + 82,8 %                     |
| Charges fonctionnement  | 486 604 € | 438 629 € | - 9,8 %                      |
| Recettes fonctionnement | 685 619 € | 546 664 € | -20,3 %                      |

Vu l'avis favorable de la commission consultative des services publics locaux du 10 mars 2020.

A reçu un avis favorable en Bureau municipal du 16/09/2020,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (0 voix pour),

Le conseil municipal :

- **PREND** acte des informations présentées ci-dessus.

# Rapport annuel 2018 sur le Prix et la Qualité du Service public de la gestion des Déchets Ménagers et Assimilés

*Ce rapport d'activité est établi par la Communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique en application de l'article L.2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales et du décret N° 2000-404 du 11 mai 2000 du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement.*

# Sommaire

|                                                                             |                                    |
|-----------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|
| <b>LE CONTEXTE INSTITUTIONNEL</b>                                           | <b>4</b>                           |
| 1 LA COLLECTE                                                               | 5                                  |
| 1.1 Définition de la compétence                                             | 5                                  |
| 1.2 Les principaux contrats conclus par la Communauté de communes           | 5                                  |
| <b>2 LE TRAITEMENT</b>                                                      | <b>6</b>                           |
| 2.1 Définition de la compétence                                             | 6                                  |
| 2.2 Les principaux contrats conclus ou repris par la Communauté de communes | 6                                  |
| <b>LES INDICATEURS TECHNIQUES</b>                                           | <b>7</b>                           |
| 1 Les indicateurs relatifs à la collecte des déchets                        | 7                                  |
| 1.1 Les communes concernées par la collecte                                 | 7                                  |
| 1.2 La population concernée par le service                                  | 8                                  |
| 1.3 Les équipements de pré-collecte                                         | 8                                  |
| 1.4 La fréquence de collecte des ordures ménagères et du tri sélectif       | 11                                 |
| 1.5 Collectes sélectives proposées                                          | 17                                 |
| 1.6 Les tonnages                                                            | 18                                 |
| 1.7 Les déchèteries                                                         | 22                                 |
| 2 Les indicateurs relatifs au traitement                                    | 26                                 |
| 2.1 Localisation des unités de traitement                                   | 27                                 |
| 2.2 Parcours et exutoires des déchets                                       | 27                                 |
| 2.3 Tonnages traités dans l'année                                           | 28                                 |
| 2.4 Le contrôle des rejets et des sous-produits issus de l'incinération.    | 28                                 |
| 3 Les actions de tri et prévention des déchets du service                   | <b>Erreur ! Signet non défini.</b> |
| 3.1 Objectifs de sensibilisation                                            | 37                                 |
| 3.2 Animations scolaires                                                    | 37                                 |
| 3.3 Visites du centre de tri                                                | 39                                 |
| 3.4 Manifestations                                                          | 40                                 |
| 3.5 Formations adultes                                                      | 43                                 |
| 3.6 Accompagnement des campings au tri et au compostage                     | 44                                 |
| <b>LES INDICATEURS FINANCIERS</b>                                           | <b>46</b>                          |
| 1.1. Le financement du service                                              | 46                                 |
| 1.2. Evolution des tarifs                                                   | 46                                 |
| 1.3 Le coût du service                                                      | 50                                 |

|                                                                                           |       |    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|-------|----|
| 1.3.1. Montant annuel des dépenses                                                        | _____ |    |
| • Les charges financières                                                                 | _____ | 50 |
| • Les charges d'exploitation :                                                            | _____ | 50 |
| 1.3.2. Montant annuel des recettes                                                        | _____ | 52 |
| <b>LES EVENEMENTS PRINCIPAUX AU COURS DE L'ANNEE 2018 ET LES PERSPECTIVES D'EVOLUTION</b> | _____ | 54 |
| <b>LEXIQUE</b>                                                                            | _____ | 55 |

## LE CONTEXTE INSTITUTIONNEL

La compétence relative à la gestion des déchets ménagers a été confiée au Syndicat Mixte de la Région Auray Belz Quiberon par un arrêté Préfectoral en date du 11 avril 1968. Ce syndicat a intégré la Communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique le 1<sup>er</sup> janvier 2014 qui a repris cette compétence.

A ce titre, celle-ci exerce la double compétence collecte et traitement. Les communes concernées sont les suivantes :

AURAY – BELZ – BREC'H – CAMORS – CARNAC – CRAC'H – ERDEVEN – ETEL – HOEDIC – HOUAT – LA TRINITE-SUR-MER – LANDAUL – LANDEVANT – LOCMARIAQUER – LOCOAL-MENDON – PLOEMEL – PLOUHARNEL – PLUMERGAT – PLUNERET – PLUVIGNER – QUIBERON – SAINT-PHILIBERT – SAINT-PIERRE QUIBERON – SAINTE-ANNE D'AURAY.



## 1 LA COLLECTE

### 1.1 Définition de la compétence

La compétence collecte exercée par la Communauté de communes englobe, conformément à la Loi n° 99-586 du 12 juillet 1999, l'ensemble des opérations de collecte :

- collecte des ordures ménagères non recyclables,
- collecte sélective du verre,
- collecte sélective des emballages ménagers,
- collecte sélective des papiers.

Cette compétence comprend également les opérations de gestion et d'exploitation des déchèteries.

### 1.2 Les principaux contrats conclus par la Communauté de communes

| Prise d'effet | Date de fin théorique                                                                                | Titulaire  | Prestation                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|---------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 01/12/2012    | 15/02/2018                                                                                           | Grandjouan | Collecte en points d'apport volontaire des déchets ménagers, du verre, des journaux/revues/magazines et des emballages légers et transport du verre, des journaux/revues/magazines et des emballages légers jusqu'à l'exutoire de la filière de recyclage.                                     |
| 16/02/2018    | 15/02/2020<br>(nouveau marché d'une durée de 24 mois à compter du 16/02/2018, notifié le 09/01/2018) | Grandjouan | Collecte en points d'apport volontaire des déchets ménagers, du verre, des journaux/revues/magazines et des emballages légers et transport du verre, des journaux/revues/magazines et des emballages légers jusqu'à l'exutoire de la filière de recyclage, incluant les prestations de lavage. |
| 22/12/2012    | 31/12/2019<br>(reconduction deux fois douze mois à compter du 02/01/2018, notifiée le 25/04/2017)    | Grandjouan | Collectes résiduelle et sélective des déchets ménagers et assimilés en porte à porte                                                                                                                                                                                                           |
| 14/12/2017    | 13/12/2018                                                                                           | Grandjouan | Transport maritime des déchets produits sur Houat et Hoëdic intégrant une prestation de transport terrestre et de collecte sur Houat.                                                                                                                                                          |
| 14/12/2018    | 31/12/2019                                                                                           | Grandjouan |                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| 01/07/2016    | 31/12/2018<br>(reconduit deux fois trois mois à compter du 01/07/2018, notifiée le 08/02/2018)       | Grandjouan | Gestion et exploitation des déchèteries de Belz, Carnac, Crac'h, Quiberon et Sainte-Anne d'Auray, marché intégrant la reprise des cartons.                                                                                                                                                     |
| 01/07/2016    | 31/12/2018<br>(reconduit deux fois trois mois à compter du 01/07/2018, notifiée le 08/02/2018)       | Grandjouan | Gestion et exploitation de la déchèterie de Pluvigner, marché intégrant la reprise des cartons.                                                                                                                                                                                                |

## 2 LE TRAITEMENT

### 2.1 Définition de la compétence

La compétence traitement des déchets est entendue comme toutes les opérations qui concourent à leur valorisation et en second lieu à leur élimination.

### 2.2 Les principaux contrats conclus ou repris par la Communauté de communes

| Prise d'effet | Date de fin théorique                                                                        | Titulaire                        | Prestation                                                                                                                                                                                               |
|---------------|----------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 01/07/2016    | 30/06/2018                                                                                   | SUEZ                             | Transport et tri des emballages légers issus de la collecte sélective                                                                                                                                    |
| 01/07/2018    | 30/09/2019                                                                                   | VEOLIA                           | Transport des emballages légers issus de la collecte sélective et des refus de tri                                                                                                                       |
| 01/07/2018    | 31/12/2020                                                                                   | SYSEM                            | Convention de coopération pour le tri des emballages légers issus de la collecte sélective                                                                                                               |
| 01/04/2017    | 31/03/2018                                                                                   | Celluloses de la Loire           | Reprise des papiers issus des apports volontaires en colonnes d'apport volontaire (redevance versée à la Communauté de communes)                                                                         |
| 01/04/2018    | 31/03/2019                                                                                   | Celluloses de la Loire           |                                                                                                                                                                                                          |
| 23/12/2013    | 31/07/2027                                                                                   | CNIM                             | Exploitation de l'usine de traitement des déchets ménagers et assimilés de Plouharnel                                                                                                                    |
| 01/06/2014    | 31/12/2018<br>(reconduction pour douze mois à compter du 01/01/2018, notifiée le 13/09/2017) | SECHE                            | Traitement du tout-venant issu des apports volontaires en déchèteries de Belz, Carnac, Crac'h, Pluvigner, Quiberon et Ste-Anne d'Auray                                                                   |
| 01/06/2014    | 31/12/2018<br>(reconduction pour douze mois à compter du 01/01/2018, notifiée le 13/09/2017) | GRANDJOUAN                       | Traitement du bois issu des apports volontaires en déchèteries de Belz, Carnac, Crac'h, Pluvigner, Quiberon et Ste-Anne d'Auray                                                                          |
| 01/10/2014    | 31/12/2020                                                                                   | SAUR                             | Traitement des déchets verts issus des apports volontaires en déchèteries de Crac'h, Pluvigner et Ste-Anne d'Auray                                                                                       |
| 01/10/2014    | 31/12/2020                                                                                   | JAN                              | Traitement des déchets verts issus des apports volontaires en déchèteries de Belz, Carnac et Quiberon                                                                                                    |
| 01/11/2017    | 31/12/2018                                                                                   | Derichebourg<br>AFM<br>Recyclage | Reprise des ferrailles et batteries issues des apports volontaires dans les 6 déchèteries (Belz, Carnac, Crac'h, Quiberon, Ste-Anne d'Auray et Pluvigner) (redevance versée à la Communauté de communes) |

Le verre est collecté dans le cadre du contrat de collecte des points d'appui volontaire, puis via la plateforme de transit de l'usine de Plouharnel.

Le transport et le retraitement du verre sont des opérations directement prises en charge par un prestataire désigné par le repreneur dans le cadre du contrat avec l'éco-organisme CITEO (né de la fusion Eco-Emballages et Eco-Folio).

## LES INDICATEURS TECHNIQUES

### 1 Les indicateurs relatifs à la collecte des déchets

#### 1.1 Les communes concernées par la collecte

Au 1<sup>er</sup> janvier 2018 la collecte des déchets ménagers et assimilés (collecte des ordures ménagères et collecte sélective des emballages légers, du verre et des journaux-revues-magazines) a concerné les communes de :

AURAY – BELZ – BREC'H – CAMORS – CARNAC – CRAC'H – ERDEVEN – ETEL – HOEDIC – HOUAT – LA TRINITE-SUR-MER – LANDAUL – LANDEVANT – LOCMARIAQUER – LOCOAL-MENDON – PLOEMEL – PLOUHARNEL – PLUMERGAT – PLUNERET – PLUVIGNER – QUIBERON – SAINT-PHILIBERT – SAINT-PIERRE QUIBERON – SAINTE-ANNE D'AURAY.

#### EVOLUTION DE LA POPULATION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES

##### POPULATION DGF RETENUE

| <u>COMMUNES</u> | <u>ANNEE 2017</u> | <u>ANNEE 2018</u> |
|-----------------|-------------------|-------------------|
| <i>Auray</i>    | 14 273            | 14 675            |
| <i>Belz</i>     | 4 232             | 4 313             |
| <i>Brec'h</i>   | 7 095             | 7 059             |
| <i>Camors</i>   | 3 191             | 3 211             |
| <i>Carnac</i>   | 10 424            | 10 934            |
| <i>Crac'h</i>   | 3 870             | 3 897             |
| <i>Erdeven</i>  | 5 348             | 5 437             |
| <i>Etel</i>     | 2 941             | 3 003             |
| <i>Hoëdic</i>   | 309               | 297               |
| <i>Houat</i>    | 439               | 447               |
| <i>Landaul</i>  | 2 431             | 2 447             |

|                                       |                |                |
|---------------------------------------|----------------|----------------|
| <i>Landévant</i>                      | 3 727          |                |
| <i>La Trinite-sur-Mer</i>             | 3 442          | 3 468          |
| <i>Locmariaquer</i>                   | 2 738          | 2 724          |
| <i>Locoal-Mendon</i>                  | 3 632          | 3 649          |
| <i>Ploëmel</i>                        | 3 168          | 3 189          |
| <i>Plouharnel</i>                     | 2 626          | 2 611          |
| <i>Plumergat</i>                      | 4 081          | 4 168          |
| <i>Pluneret</i>                       | 5 602          | 5 665          |
| <i>Pluvigner</i>                      | 7 758          | 7 783          |
| <i>Quiberon</i>                       | 10 473         | 10 470         |
| <i>Ste-Anne d'Auray</i>               | 2 739          | 2 757          |
| <i>St-Philibert</i>                   | 2 901          | 2 828          |
| <i>St-Pierre Quiberon</i>             | 4 486          | 4 471          |
| <b>TOTAL</b>                          | <b>111 926</b> | <b>112 762</b> |
| <b>Variation 2017/2018 : + 0.75 %</b> |                |                |

## 1.2 La population concernée par le service

La collecte des déchets ménagers et la collecte sélective concernent l'ensemble des 24 communes de la Communauté de communes, soit **112 762 habitants (population DGF 2018 - recensement INSEE 2015)**.

## 1.3 Les équipements de pré-collecte

- Scénario de collecte :

**Sur le continent**, le scénario de collecte a été le suivant en 2018 :

- collecte des ordures ménagères en porte à porte (conteneurisation individuelle et quelques bacs collectifs) et sur quelques éco-stations,
- collecte sélective des emballages légers en porte à porte (sacs jaunes ou conteneurisation collective),
- collecte en point d'apport volontaire pour le verre, les papiers, quelques emballages légers.



Envoyé en préfecture le 17/07/2019

Reçu en préfecture le 17/07/2019

Affiché le

ID : 056-200043123-20190712-2019DC092-DE



**Sur les îles (Houat et Hoëdic),** les déchets sont collectés puis rapatriés sur barge par la société GRANDJOUAN. La prestation comprend le transport maritime, la collecte en bacs 750 L d'ordures ménagères sur les îles, le rapatriement des apports en colonnes des collectes sélectives.

Une fois sur le continent, les OM et les déchets des collectes sélectives sont ensuite acheminés sur le site de Plouharnel ou directement à l'exutoire, pour être éliminés ou valorisés comme les déchets du continent. Les déchets relevant des déchèteries sont acheminés vers les déchèteries les plus proches. Par ailleurs, une collecte du carton a été mise en œuvre sur les deux îles.



- **Le parc de contenants :**

Le parc de conteneurs dont dispose la Communauté de communes est le suivant :

**1 – PARC DES BACS**



Le parc de bacs sur l'ensemble du territoire est estimé à environ 53 500 contenants.

Pour l'année 2018, la distribution des bacs individuels d'ordures ménagères a été la suivante :

- Bacs 140 L : 681 bacs,
- Bacs 240 L : 194 bacs.

## 2 – Parc des colonnes d’apport volontaire

### 2.1 – Parc de colonnes aériennes

Le parc total de colonnes aériennes d’apport volontaire se compose de :

- 633 colonnes à verre,
- 247 colonnes à papiers,
- 48 colonnes d’emballages légers.

Sur les communes continentales du territoire, une campagne de renouvellement du parc des colonnes aériennes a débuté en 2016.

Dans une logique d’optimisation du parc de ses colonnes d’apport volontaire en verre et papiers, la Communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique souhaite pouvoir revoir certaines implantations.

Par ailleurs, certaines colonnes sont situées sur des emplacements dangereux pour la collecte, et mal adaptés pour les usagers lors des dépôts. Des actions sont en cours pour modifier ces points.

### 2.2 – Parc de colonnes enterrées

Des colonnes enterrées ont été mises en place sur le territoire de la Communauté de communes et sont situées sur les emplacements suivants :

- Auray – quartier du Gumenen : 14 colonnes enterrées (8 colonnes à ordures ménagères, 4 colonnes à emballages, 1 colonne à verre et 1 colonne à papier).
- Camors – bourg : 2 colonnes enterrées à Camors (1 colonne à verre, 1 colonne à papier).
- Carnac – Place Poul Person : 8 colonnes enterrées (2 colonnes à ordures ménagères, 2 colonnes à verre, 2 colonnes à papier, 2 colonnes à emballages).
- Quiberon – place du Varquez et parking du Sémaphore : 8 colonnes enterrées à Quiberon (4 colonnes à ordures ménagères, 2 colonnes à verre, 2 colonnes à emballages).
- Trinité sur Mer : 4 colonnes enterrées (2 colonnes à ordures ménagères, 1 colonne à verre, 1 colonne à papier).

A la demande de la commune, le site de Square Illertissen (Carnac) a été supprimé en mars 2018, il était constitué de 2 colonnes enterrées à ordures ménagères.



Colonnes enterrées, Carnac



Colonnes enterrées, Gumenen à Auray



Colonnes enterrées, Camors



Colonnes enterrées, Quiberon

### 3 – Sacs jaunes

Parallèlement, les emballages légers sont collectés en porte à porte dans des sacs jaunes (sauf sur les îles).

En 2018, la Communauté de communes a acheté **des sacs jaunes pour 75 132 € TTC.**

A titre indicatif, les achats en sacs jaunes depuis 2010 ont été les suivants (en € TTC) :

| 2010     | 2011     | 2012     | 2013     | 2014     | 2015      | 2016     | 2017      | 2018     |
|----------|----------|----------|----------|----------|-----------|----------|-----------|----------|
| 69 004 € | 94 601 € | 92 910 € | 49 872 € | 86 597 € | 103 857 € | 56 409 € | 100 861 € | 75 132 € |

Les variations interannuelles tiennent essentiellement aux effets de stocks et de dates de commande et ne reflètent pas l'évolution de la consommation réelle en sacs jaunes. Pour comparer les éléments, le compte se fait sur une période de 2 ou 3 ans.

### 4 – Parc des composteurs en 2018

En 2018, la Communauté de communes a décidé de poursuivre les opérations de mise à disposition gratuite de composteurs individuels. Le nombre global de composteurs en place sur le territoire s'élève à **16 363 composteurs**, avec 542 composteurs distribués en 2018, comparativement à 698 composteurs distribués en 2017 et 560 composteurs distribués en 2016.

#### 1.4 La fréquence de collecte des ordures ménagères et du tri sélectif

La mise en place de la collecte sélective, ainsi que la conteneurisation individuelle, a permis d'engager une réflexion sur une optimisation et une rationalisation des fréquences de tournées. Le schéma retenu à l'issue de cette démarche a conduit à une diminution de la fréquence des tournées, qui permet une meilleure maîtrise des coûts du service.

Fréquence des collectes en porte à porte en 2018 :

| <b>COLLECTE DES PARTICULIERS ET DES PROFESSIONNELS ASSUJETTIS A LA TEOM</b> |                                                         |                                                        |                           |                      |
|-----------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|---------------------------|----------------------|
| <b>Commune</b>                                                              | <b>Ordures Ménagères</b>                                |                                                        | <b>Collecte Sélective</b> |                      |
|                                                                             | <b>Septembre à Juin</b>                                 | <b>Juillet, Août</b>                                   | <b>Septembre à Juin</b>   | <b>Juillet, Août</b> |
| <b>Auray</b>                                                                | C1                                                      |                                                        | C1                        |                      |
| <b>Belz</b>                                                                 | C1                                                      | C2                                                     | C1                        | C2 pour les 750 L    |
| <b>Brec'h</b>                                                               | C1                                                      |                                                        | C1                        |                      |
| <b>Camors</b>                                                               | C1                                                      |                                                        | C1                        |                      |
| <b>Carnac</b>                                                               | C1                                                      | C2 y compris les trois premières semaines de septembre | C1                        | C2 pour les 750 L    |
|                                                                             | C2 pendant les vacances de Pâques et ponts de mai, juin |                                                        |                           |                      |
| <b>Crac'h</b>                                                               | C1                                                      | C2                                                     | C1                        | C2 pour les 750 L    |
| <b>Erdeven</b>                                                              | C1                                                      | C2 y compris les deux premières semaines de septembre  | C1                        | C2 pour les 750 L    |
|                                                                             | C2 pendant les vacances de Pâques                       |                                                        |                           |                      |
| <b>Etel</b>                                                                 | C1                                                      | C2                                                     | C1                        | C2 pour les 750 L    |
| <b>Landaul</b>                                                              | C1                                                      |                                                        | C1                        |                      |
| <b>Landévant</b>                                                            | C1                                                      |                                                        | C1                        |                      |
| <b>La Trinité sur Mer</b>                                                   | C1                                                      | C2 y compris les deux premières semaines de septembre  | C1                        | C2 pour les 750 L    |
|                                                                             | C2 pendant les vacances de Pâques et ponts de mai, juin |                                                        |                           |                      |

**COLLECTE DES PARTICULIERS ET DES PROFESSIONNELS ASSUJET**

| Commune               | Ordures Ménagères                                       |                                                        | Collecte Sélective |                   |
|-----------------------|---------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|--------------------|-------------------|
|                       | Septembre à Juin                                        | Juillet, Août                                          | Septembre à Juin   | Juillet, Août     |
| Locmariaquer          | C1                                                      | C2                                                     | C1                 | C2 pour les 750 L |
| Locoal-Mendon         | C1                                                      | C1                                                     | C1                 |                   |
| Ploëmel               | C1                                                      |                                                        | C1                 |                   |
| Plouharnel            | C1                                                      | C2 y compris les deux premières semaines de septembre  | C1                 | C2 pour les 750 L |
| Plumergat             | C1                                                      |                                                        | C1                 |                   |
| Pluneret              | C1                                                      |                                                        | C1                 |                   |
| Pluvigner             | C1                                                      |                                                        | C1                 |                   |
| Quiberon              | C1                                                      | C2 y compris les trois premières semaines de septembre | C1                 | C2 pour les 750 L |
|                       | C2 pendant les vacances de Pâques et ponts de mai, juin |                                                        |                    |                   |
| Saint Philibert       | C1                                                      | C2                                                     | C1                 | C2 pour les 750 L |
| Saint Pierre Quiberon | C1                                                      | C2 y compris les deux premières semaines de septembre  | C1                 | C2 pour les 750 L |
|                       | C2 pendant les vacances de Pâques et ponts de mai, juin |                                                        |                    |                   |
| Sainte Anne d'Auray   | C1                                                      |                                                        | C1                 |                   |

**COLLECTE DES PROFESSIONNELS SOUMIS A LA REDEVANCE**

| Commune            |                          | Ordures Ménagères                                                                                       |               | Collecte Sélective |               |
|--------------------|--------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|--------------------|---------------|
|                    |                          | Septembre à Juin                                                                                        | Juillet, Août | Septembre à Juin   | Juillet, Août |
| Auray              | Toute la commune         | C2                                                                                                      | C3            | C1                 |               |
|                    | Gros producteurs         | C3                                                                                                      | C3            |                    |               |
|                    | Etablissements scolaires | C3                                                                                                      |               |                    |               |
|                    | St Goustan<br>Les Halles | C3                                                                                                      | C5            |                    |               |
| Belz               | C2                       | C2 jusqu'à mi-septembre<br>C4 pour les campings                                                         | C1            | C2 pour les 750 L  |               |
| Brec'h             | C2                       |                                                                                                         | C1            |                    |               |
| Camors             | C2                       |                                                                                                         | C1            |                    |               |
| Carnac             | C2                       | C3 des vacances de Pâques à fin juin<br>C7 y compris les trois premières semaines de septembre          | C1            | C2 pour les 750 L  |               |
| Crac'h             | C2                       | C3 y compris la dernière semaine de juin                                                                | C1            | C2 pour les 750 L  |               |
| Erdeven            | C2                       | C2<br>C4 pour les restaurants<br>C6 pour les campings                                                   | C1            | C2 pour les 750 L  |               |
| Etel               | C2                       | C3                                                                                                      | C1            | C2 pour les 750 L  |               |
| Landaul            | C2                       |                                                                                                         | C1            |                    |               |
| Landévant          | C2                       |                                                                                                         | C1            |                    |               |
| La Trinité-sur-Mer | C2                       | C3 des vacances de Pâques à fin juin et les trois premières semaines de septembre<br>C7 juillet et août | C1            | C2 pour les 750 L  |               |

**COLLECTE DES PROFESSIONNELS SOUMIS A LA REDEVANCE SPECIALE (suite)**

| Commune                   | Ordures Ménagères                       |                                                                                                | Collecte Sélective |                   |
|---------------------------|-----------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-------------------|
|                           | Septembre à Juin                        | Juillet, Août                                                                                  | Septembre à Juin   | Juillet, Août     |
| <i>Locmariaquer</i>       | C2                                      | C3 y compris la dernière semaine de juin<br>C4 pour les campings                               | C1                 | C2 pour les 750 L |
| <i>Locoal-Mendon</i>      | C2                                      |                                                                                                | C1                 |                   |
| <i>Ploëmel</i>            | C2                                      | C2 jusqu'à mi-septembre<br>C4 pour les campings                                                | C1                 |                   |
| <i>Plouharnel</i>         | C2                                      | C5                                                                                             | C1                 | C2 pour les 750 L |
| <i>Plumergat</i>          | C1                                      |                                                                                                | C1                 |                   |
| <i>Pluneret</i>           | C1<br>C2 pour le collège de Kerfontaine |                                                                                                | C1                 |                   |
| <i>Pluvigner</i>          | C2                                      |                                                                                                | C1                 |                   |
| <i>Quiberon</i>           | C2                                      | C3 des vacances de Pâques à fin juin<br>C7 y compris les trois premières semaines de septembre | C1                 | C2 pour les 750 L |
| <i>St-Philibert</i>       | C2                                      | C3 y compris la dernière semaine de juin                                                       | C1                 | C2 pour les 750 L |
| <i>St-Pierre Quiberon</i> | C2                                      | C6                                                                                             | C1                 | C2 pour les 750 L |
| <i>St-Anne d'Auray</i>    | C2                                      |                                                                                                | C1                 |                   |

### COLLECTE DES POINTS DE REGROUPEMENTS (Eco-stations)

| Commune                   | Ordures Ménagères et Collecte Sélective |                                                        |
|---------------------------|-----------------------------------------|--------------------------------------------------------|
|                           | Septembre à Juin                        | Juillet, Août                                          |
| <i>Carnac</i>             | C2                                      | C7 y compris les trois premières semaines de septembre |
| <i>Erdeven</i>            | C2                                      | C6 y compris les deux premières semaines de septembre  |
| <i>Etel</i>               | C2                                      | C4                                                     |
| <i>La Trinité-sur-Mer</i> | C2                                      | C7 y compris les deux premières semaines de septembre  |
| <i>Locmariaquer</i>       | C2                                      | C4                                                     |
| <i>Quiberon</i>           | C2                                      | C7 y compris les trois premières semaines de septembre |
| <i>St- Philibert</i>      | C2                                      | C3                                                     |

### COLLECTE DE HOUAT & HOËDIC

#### Ordures Ménagères et Collecte Sélective et autres déchets relevant des déchèteries

|         |       |                            |               |            |           |          |
|---------|-------|----------------------------|---------------|------------|-----------|----------|
| janvier | avril | du 1 <sup>er</sup> Juillet | du 16 juillet | du 21 août | septembre | octobre  |
| février | mai   | au 15 juillet              | au 20 août    | au 31 août |           | novembre |
| mars    | juin  |                            |               |            |           | décembre |
| C1      | C2    | C3                         | C4            | C3         | C2        | C1       |

**Légende :**

| TABLEAU DE FREQUENCE DE LA COLLECTE |                                    |
|-------------------------------------|------------------------------------|
| C1                                  | Collecte <b>1 fois par semaine</b> |
| C2                                  | Collecte <b>2 fois par semaine</b> |
| C3                                  | Collecte <b>3 fois par semaine</b> |
| C4                                  | Collecte <b>4 fois par semaine</b> |
| C5                                  | Collecte <b>5 fois par semaine</b> |
| C6                                  | Collecte <b>6 fois par semaine</b> |
| C7                                  | Collecte <b>7 fois par semaine</b> |

**1.5 Collectes sélectives proposées**

La Communauté de communes opère la collecte sélective en tri-flux :

1<sup>er</sup> flux : le verre, en apport volontaire sur toutes les communes,

2<sup>ème</sup> flux : les journaux-revues-magazines, en apport volontaire sur toutes les communes,

3<sup>ème</sup> flux : les emballages légers ménagers (flaconnages plastiques, emballages en carton, acier, aluminium), en apport volontaire, en éco-stations ou en porte à porte sur l'ensemble des communes.

Le mode de collecte sélective des déchets à recycler est le suivant :

- 1) **Verre** : colonnes 2 à 4 m<sup>3</sup> en point d'apport volontaire
- 2) **Papiers** : colonnes 4 m<sup>3</sup> en point d'apport volontaire
- 3) **Emballages légers (flaconnages plastiques, emballages en carton, acier, aluminium)** : sacs plastiques jaunes collectés en porte à porte, bacs jaunes d'une contenance de 340-360 litres et 750 litres pour les résidences, ainsi que des colonnes d'apport volontaire (2 m<sup>3</sup> et 4 m<sup>3</sup>) en déchèteries et dans quelques points d'apport volontaire (56 colonnes réparties sur les îles et sur quelques communes continentales).

## 1.6 Les tonnages

Envoyé en préfecture le 17/07/2019  
Reçu en préfecture le 17/07/2019  
Affiché le  
ID : 056-200043123-20190712-2019DC092-DE

Les tonnages des ordures ménagères, du verre, des papiers et des emballages collectés au cours de l'année 2018 sur les différentes communes de la Communauté de communes sont les suivants :

### PAPIERS

|              | <u>Mois</u> | <u>Tonnages</u> | <u>Moyenne</u> |
|--------------|-------------|-----------------|----------------|
| <b>2018</b>  | Janvier     | 185.74          | 161.23         |
|              | Février     | 137.68          |                |
|              | Mars        | 150.48          |                |
|              | Avril       | 166.72          |                |
|              | Mai         | 172.24          |                |
|              | Juin        | 142.38          |                |
|              | Juillet     | 166.86          |                |
|              | Août        | 170.78          |                |
|              | Septembre   | 160.24          |                |
|              | Octobre     | 194.00          |                |
|              | Novembre    | 137.02          |                |
|              | Décembre    | 150.66          |                |
| <b>Total</b> |             | <b>1 934.80</b> |                |

### VERRE

|              | <u>Mois</u> | <u>Tonnages</u> | <u>Moyenne</u> |
|--------------|-------------|-----------------|----------------|
| <b>2018</b>  | Janvier     | 453.10          | 531.99         |
|              | Février     | 333.30          |                |
|              | Mars        | 407.90          |                |
|              | Avril       | 531.26          |                |
|              | Mai         | 642.72          |                |
|              | Juin        | 483.30          |                |
|              | Juillet     | 737.94          |                |
|              | Août        | 989.86          |                |
|              | Septembre   | 538.32          |                |
|              | Octobre     | 444.24          |                |
|              | Novembre    | 450.92          |                |
|              | Décembre    | 371.02          |                |
| <b>Total</b> |             | <b>6 383.88</b> |                |

**EMBALLAGES LEGERS**

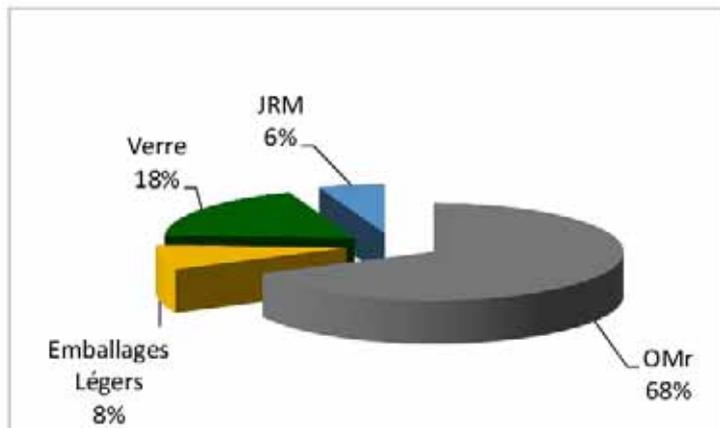
**ORD**

|              | <u>Mois</u>     | <u>Tonnages</u> | <u>Moyenne</u> |
|--------------|-----------------|-----------------|----------------|
| <b>2018</b>  | Janvier         | 207.54          | 236.01         |
|              | Février         | 164.37          |                |
|              | Mars            | 203.32          |                |
|              | Avril           | 202.23          |                |
|              | Mai             | 247.94          |                |
|              | Juin            | 244.94          |                |
|              | Juillet         | 319.92          |                |
|              | Août            | 380.42          |                |
|              | Septembre       | 247.62          |                |
|              | Octobre         | 203.34          |                |
|              | Novembre        | 198.26          |                |
|              | Décembre        | 212.26          |                |
| <b>Total</b> | <b>2 832.16</b> |                 |                |

|              | <u>Mois</u>      | <u>Tonnages</u> | <u>Moyenne</u> |
|--------------|------------------|-----------------|----------------|
| <b>2018</b>  | Janvier          | 1 768.86        | 1 944.43       |
|              | Février          | 1 391.18        |                |
|              | Mars             | 1 530.80        |                |
|              | Avril            | 1 831.95        |                |
|              | Mai              | 2 171.70        |                |
|              | Juin             | 1 865.08        |                |
|              | Juillet          | 2 630.84        |                |
|              | Août             | 3 306.10        |                |
|              | Septembre        | 1 871.27        |                |
|              | Octobre          | 1 780.30        |                |
|              | Novembre         | 1 581.78        |                |
|              | Décembre         | 1 603.30        |                |
| <b>Total</b> | <b>23 333.19</b> |                 |                |

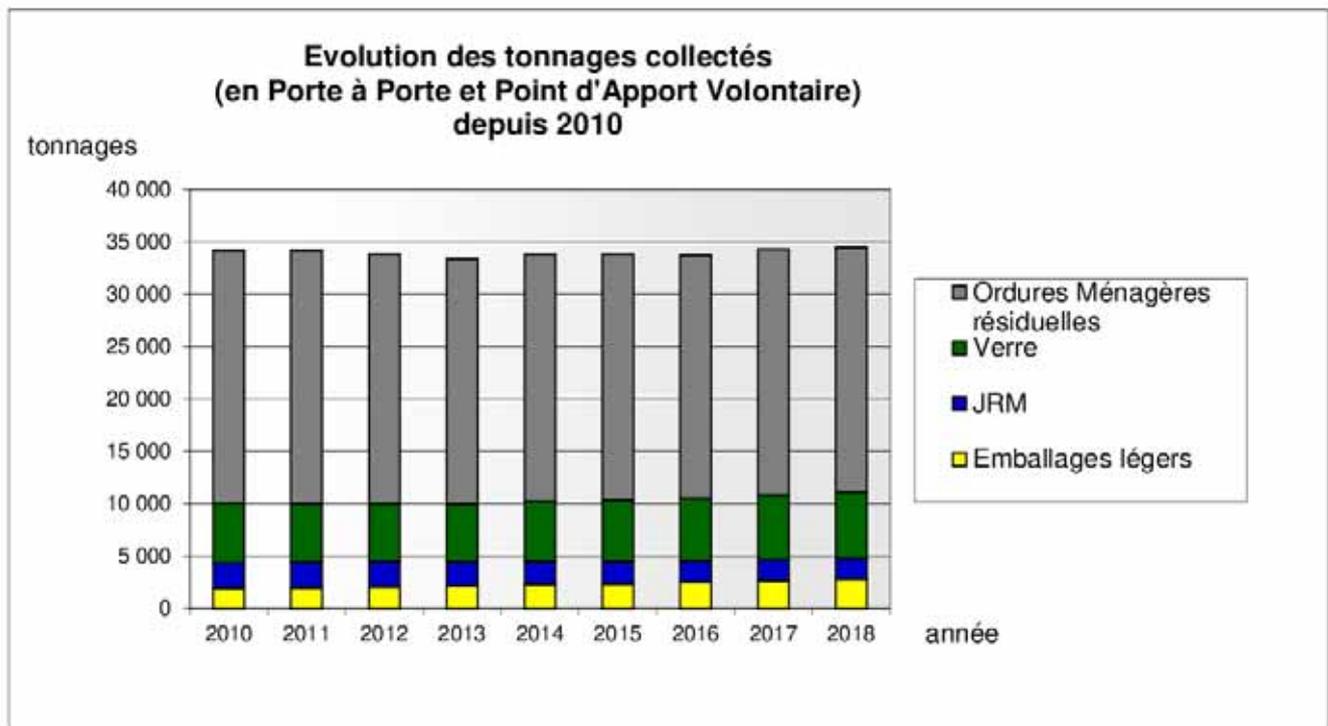
En 2018, le taux de refus de tri sur les emballages légers a été de 16%. Les refus de tri sont les éléments retrouvés dans les sacs et bacs jaunes et ne répondant pas aux consignes de tri (textiles, plastiques non recyclables, déchets fermentescibles, verre, etc.).

**Répartition des tonnages de déchets collectés (en Porte à Porte et Point d'Apport Volontaire) en 2018**



## Evolution des tonnages collectés depuis 2010

|                                     | 2010   | 2011   | 2012   | 2013   | 2014   | 2015   | 2016   | 2017   | 2018   | Evolution<br>2017/2018 |
|-------------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|------------------------|
| Papiers                             | 2 395  | 2 430  | 2 391  | 2 291  | 2 174  | 2 124  | 2 036  | 2008   | 1 935  | -3.6%                  |
| Emballages légers                   | 1 965  | 2 007  | 2 094  | 2 165  | 2 343  | 2 373  | 2 522  | 2674   | 2 832  | +5.9%                  |
| Verre                               | 5 714  | 5 595  | 5 567  | 5 561  | 5 699  | 5 868  | 5 978  | 6172   | 6 384  | +3.4%                  |
| Ordures<br>Ménagères<br>résiduelles | 24 135 | 24 173 | 23 798 | 23 360 | 23 605 | 23 508 | 23 199 | 23 421 | 23 333 | -0.4%                  |



## Tonnages des ordures ménagères résiduelles collectées au cours de l'année 2018

Afin d'optimiser les circuits de collecte, les limites communales ont été supprimées en 2012. Les tonnages collectés ne concernent plus une seule commune mais un secteur regroupant plusieurs communes. Les tonnages collectés ne peuvent donc plus être inscrits commune par commune, mais globalement sur le territoire.

Le tonnage global d'ordures ménagères résiduelles collectées en **2018** sur le territoire de la Communauté de communes est de **23 333 tonnes**, soit une baisse de 88 tonnes par rapport à 2017.

### ➤ Autres apports d'ordures ménagères :

Il s'agit des déchets de propreté, apportés directement par les communes sur l'usine d'incinération d'ordures ménagères de Plouharnel. Ce sont les dépôts sauvages, les sacs vacances propres, les déchets de marché, etc.

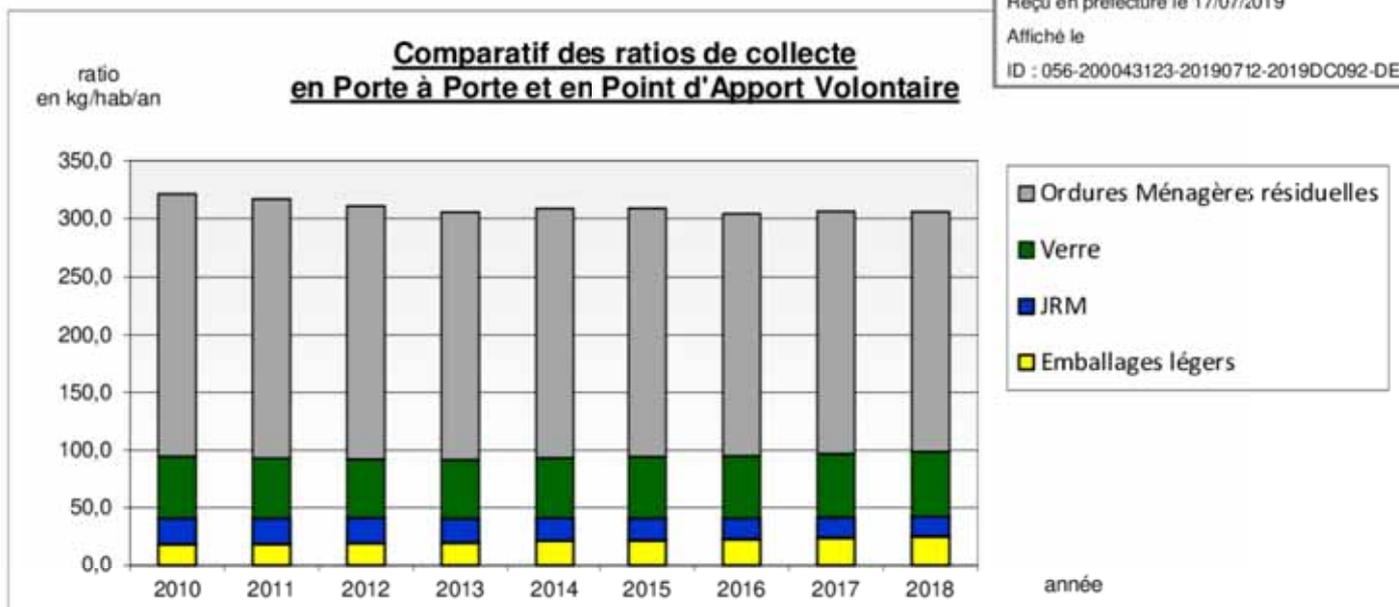
Les tonnages relatifs à ces déchets ont été les suivants :

| année    | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | Evolution<br>2017/2018 |
|----------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------------------------|
| tonnages | 340  | 459  | 480  | 513  | 530  | 484  | 607  | 590  | 614  | + 4,07 %               |

### ➤ EVOLUTION DU RATIO DE COLLECTE

| Ratios en<br>kg/hab*/an             | 2010         | 2011         | 2012         | 2013         | 2014         | 2015         | 2016         | 2017         | 2018         | Evolution en %<br>2017-2018 |
|-------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-----------------------------|
| Emballages                          | 18,5         | 18,6         | 19,2         | 19,8         | 21,4         | 21,6         | 22,8         | 23,9         | 25,1         | + 5.1 %                     |
| Papiers                             | 22,5         | 22,5         | 22,0         | 20,97        | 19,8         | 19,4         | 18,4         | 17,9         | 17,2         | - 4.3 %                     |
| Verre                               | 53,7         | 51,8         | 51,1         | 50,9         | 52,0         | 53,5         | 53,9         | 55,1         | 56,6         | + 2.7 %                     |
| <b>Total collecte<br/>sélective</b> | <b>94,7</b>  | <b>92,9</b>  | <b>92,3</b>  | <b>91,7</b>  | <b>93,3</b>  | <b>94,5</b>  | <b>95,1</b>  | <b>97,0</b>  | <b>98,9</b>  | <b>+ 2.0 %</b>              |
| <b>OMr</b>                          | <b>226,8</b> | <b>224,0</b> | <b>218,5</b> | <b>213,9</b> | <b>215,5</b> | <b>214,3</b> | <b>209,3</b> | <b>209,3</b> | <b>206,9</b> | <b>- 1.1 %</b>              |
| <b>Total collecte</b>               | <b>321,5</b> | <b>316,9</b> | <b>310,8</b> | <b>305,6</b> | <b>308,8</b> | <b>308,7</b> | <b>304,4</b> | <b>306,3</b> | <b>305,8</b> | <b>- 0.1 %</b>              |

\* la population prise en compte est la population DGF



### 1.7 Les déchèteries

Ce sont des lieux ouverts au public, particuliers et professionnels (sous certaines conditions), pour le dépôt des déchets qui, du fait de leur encombrement ou de leur nature, ne sont pas pris en charge dans le cadre de la collecte des ordures ménagères.

Stockés sur les sites déclarés et contrôlés, ces déchets sont ensuite valorisés par des filières adaptées ou éliminés en installation de stockage.

Six déchèteries sont implantées sur le territoire de la Communauté de communes de sorte qu'elles ne soient pas éloignées de plus de quinze minutes des habitations. Les déchèteries sont situées sur Belz, Carnac, Crac'h, Pluvigner, Quiberon et Ste-Anne d'Auray.

Le récépissé de déclaration contrôlée et d'enregistrement de ces équipements fixe les conditions d'exploitation et identifie les produits qui y sont admis.

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2016, l'exploitation de l'ensemble des déchèteries du territoire est assurée par la société Grandjouan.

Pour les déchèteries de la Communauté de communes, les produits admis sont les suivants :

- Tout venant - gravats - déchets verts – ferraille et batteries - carton - bois
- DDS (*Déchets Diffus Spécifiques* tels que : peintures, colle, vernis, solvants, huile en bidons, détergents, produits d'entretien, insecticides, pesticides, acides, produits de laboratoire, aérosols, carburants, huile végétale en fût ... )
- DEEE (*Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques* tels que : les gros électroménagers froid (réfrigérateurs, congélateurs, climatiseurs...), les gros électroménagers hors froid (lave-linge, lave-vaisselle, les fours...), les écrans (télévisions, écrans d'ordinateur...) ainsi que les petits appareils électroménagers (aspirateurs, grille-pains, sèche-cheveux, four micro-ondes...))
- Pneus de véhicules légers, non jantés, (uniquement sur Crac'h et Belz)

En 2015 et 2016, des bennes Eco-Mobilier ont été déployées sur les déchèteries. Ce déploiement a également été effectué à la déchèterie de Pluvigner. Ces bennes permettent de collecter et valoriser les déchets d'équipements et d'ameublement.

En 2018, les horaires d'ouverture au public étaient les suivants :

|                                                     | <u>Période</u>       | <u>Horaires</u>       | <u>Jours de fermeture</u>                                                                                          |
|-----------------------------------------------------|----------------------|-----------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Belz (Kerdonnerch)<br>☎ 02 97 55 37 82              | Toute l'année        | 9h-18h                | Fermée le dimanche                                                                                                 |
| Carnac (Z.A. de Montauban)<br>☎ 02 97 52 91 48      | Du 01/10<br>au 31/03 | 9h-12h<br>14h-17h30   | Fermée le mardi et le dimanche                                                                                     |
|                                                     | Du 01/04<br>au 30/09 | 8h30-12h<br>13h30-18h | Fermée le dimanche ( <i>sauf les dimanches de juillet et d'août durant lesquels elle est ouverte de 9h à 12h</i> ) |
| Crac'h (Le Sclégen)<br>☎ 02 97 50 75 33             | Toute l'année        | 9h-18h                | Fermée le dimanche                                                                                                 |
| Pluvigner (Bréventec)<br>☎ 02 97 24 99 22           | Toute l'année        | 8h30-12h<br>14h-18h30 | Fermée le jeudi et le dimanche                                                                                     |
| Quiberon (Le Manio)<br>☎ 02 97 30 50 70             | Du 01/10<br>au 30/04 | 8h-12h<br>15h-18h     | Fermée le dimanche                                                                                                 |
|                                                     | Du 01/05<br>au 30/09 | 8h-12h<br>14h-18h     | Fermée le dimanche ( <i>sauf les dimanches de juillet et d'août durant lesquels elle est ouverte de 9h à 12h</i> ) |
| Sainte-Anne d'Auray (Lescrezan)<br>☎ 02 97 57 61 98 | Toute l'année        | 9h-12h<br>13h30-17h30 | Fermée le mardi et dimanche                                                                                        |

Les horaires et jours d'ouverture sont harmonisés sur tous les sites au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

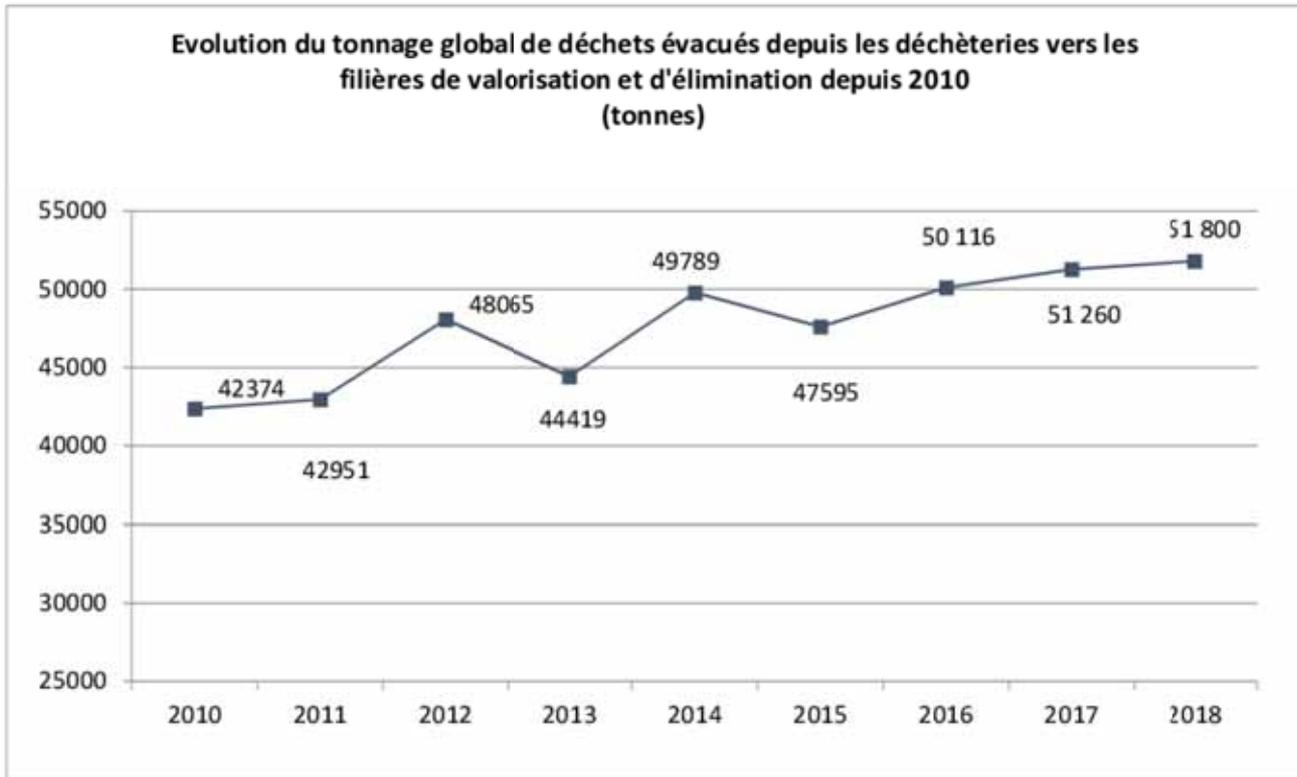
### Tonnages annuels des différents déchets évacués des déchèteries

|                     | Déchets Verts | Bois    | Carton  | Ferraille + batteries | D3E    | DEA    | DDS   | Pneus | Divers** | Gravats  | Tout Venant | TOTAL tonnages |
|---------------------|---------------|---------|---------|-----------------------|--------|--------|-------|-------|----------|----------|-------------|----------------|
| Total 2018          | 18 366,2      | 2 517,3 | 1 764,2 | 1 334,6               | 876,9  | 1026,8 | 292,7 | 34,4  | 8,3      | 14 305,7 | 11 272,7    | 51 800,0       |
| Ratio kg/hab/an*    | 162,9         | 22,3    | 15,6    | 11,8                  | 7,8    | 9,1    | 2,6   | 0,3   | 0,1      | 126,9    | 100,0       | 459,4          |
| Evolution 2017/2018 | 1,9%          | 10,8%   | 6,7%    | 5,3%                  | -10,3% | 12,8%  | 17,6% | 6,8%  | -26,5%   | -4,8%    | 4,0%        | 1,1%           |
| Total 2017          | 18 022,2      | 2 271,8 | 1 652,7 | 1 267,4               | 978,0  | 910,3  | 248,8 | 32,2  | 11,3     | 15 027,2 | 10 838,9    | 51 260,0       |
| Total 2016          | 17 195,2      | 3 375,7 | 1 503,1 | 1 348,6               | 964,1  | 629,0  | 254,8 |       |          | 15250,2  | 9 594,9     | 50 115,7       |
| Total 2015          | 17 473,5      | 3 303,4 | 1 422,7 | 1 075,7               | 612,0  | 209,5  | 224,9 |       |          | 14 010,4 | 9 262,9     | 47 595,0       |
| Total 2014          | 17 431,1      | 3 081,4 | 1 295,4 | 831,4                 | 556,6  |        | 181,5 |       |          | 12 815,5 | 13 595,2*** | 49 788,2       |
| Total 2013          | 16 749,8      | 2 507,7 | 1 361,4 | 883,5                 | 470,2  |        | 185,7 |       |          | 13 303,6 | 8 957,3     | 44 419,2       |
| Total 2012          | 17 787,1      | 3 074,9 | 1 402,7 | 866,5                 | 412,0  |        | 173,1 |       |          | 15 875,2 | 8 473,5     | 48 065,0       |
| Total 2011          | 15 728,4      | 2 893,0 | 1 356,1 | 646,5                 | 440,3  |        | 158,2 |       |          | 13 465,3 | 8 262,7     | 42 950,5       |
| Total 2010          | 16 702,5      | 2 312,7 | 1 293,0 | 360,4                 | 333,2  |        | 124,1 |       |          | 12 973,0 | 8 275,4     | 42 374,3       |

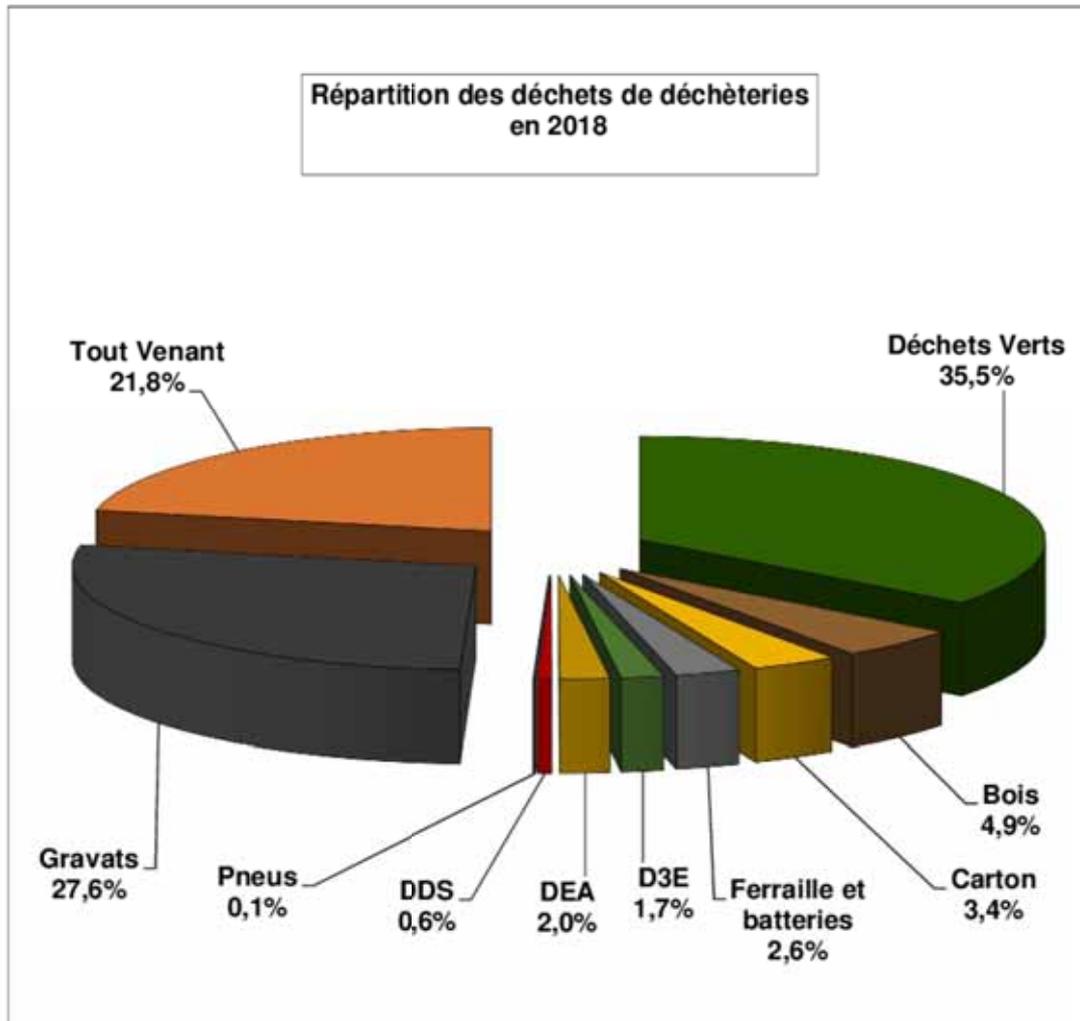
\* ratio calculé sur la pop. DGF

\*\* La colonne « Divers » correspond aux tonnages de piles, lampes, ....

\*\*\*Le tonnage Tout-Venant 2014 est supérieur aux années précédentes (environ 5 000 T), ce tonnage supplémentaire est lié aux travaux sur les déchèteries.



La tendance à la hausse des tonnages globaux sur les déchèteries nécessite notamment sur les gravats et le tout-venant.



## 2 Les indicateurs relatifs au traitement

Le traitement des ordures ménagères collectées sur le territoire de la Communauté de communes (collecte et déchèteries) se répartit de la manière suivante en 2018 :

### EVOLUTION DE LA PART DES DIFFERENTS TYPES DE FILIERES DE TRAITEMENT SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES

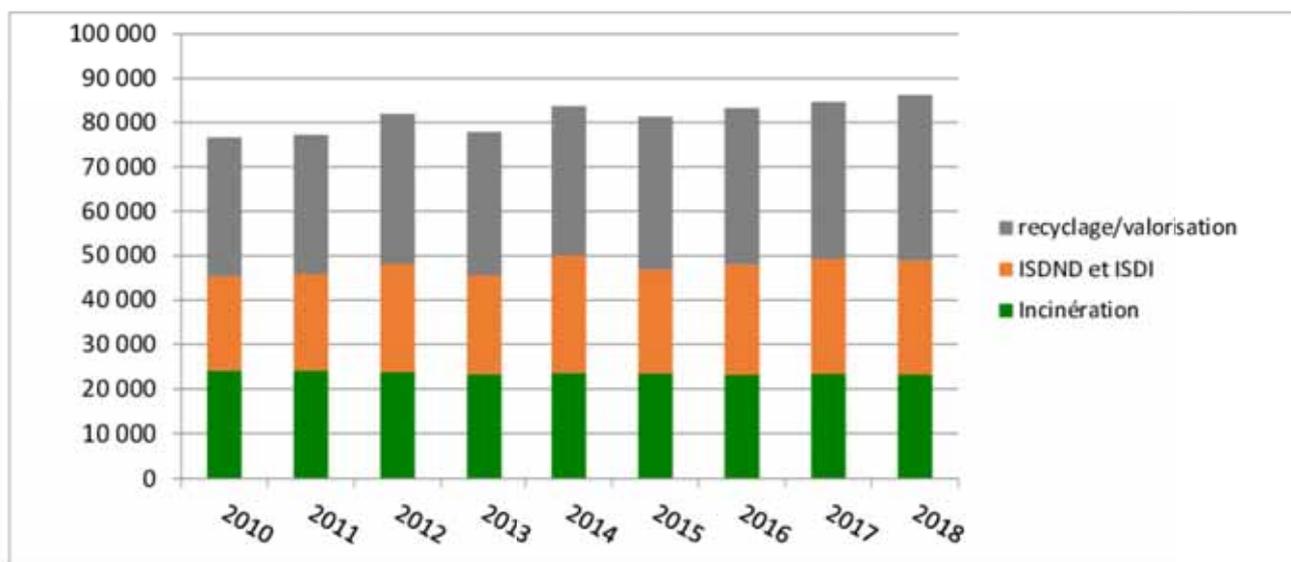
|                                               | 2010          | 2011          | 2012          | 2013          | 2014          | 2015          | 2016          | 2017          | 2018          |
|-----------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| <b>Incineration <sup>(1)</sup></b>            | 24 135        | 24 173        | 23 798        | 23 360        | 23 605        | 23 508        | 23 199        | 23 421        | 23 333        |
| <b>ISDI et ISDND<sup>(2)</sup></b>            | 21 248        | 21 728        | 24 349        | 22 261        | 26 411        | 23 273        | 24 845        | 25 866        | 25 578        |
| <b>Recyclage / valorisation<sup>(3)</sup></b> | 31 200        | 31 254        | 33 768        | 32 175        | 33 594        | 34 478        | 35 178        | 35 338        | 37 372        |
| <b>Total</b>                                  | <b>76 583</b> | <b>77 155</b> | <b>81 915</b> | <b>77 796</b> | <b>83 610</b> | <b>81 259</b> | <b>83 222</b> | <b>84 625</b> | <b>86 283</b> |

<sup>(1)</sup> : Ordures ménagères

<sup>(2)</sup> : Gravats et tout-venant des déchèteries

<sup>(3)</sup> : Collecte sélective (verre, papiers, emballages légers) et recyclables des déchèteries (ferrailles, batteries, déchets verts, bois, cartons, Déchets Diffus Spécifiques, D3E)

### EVOLUTION DE LA PART DES DIFFERENTS TYPES DE FILIERES DE TRAITEMENT SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES

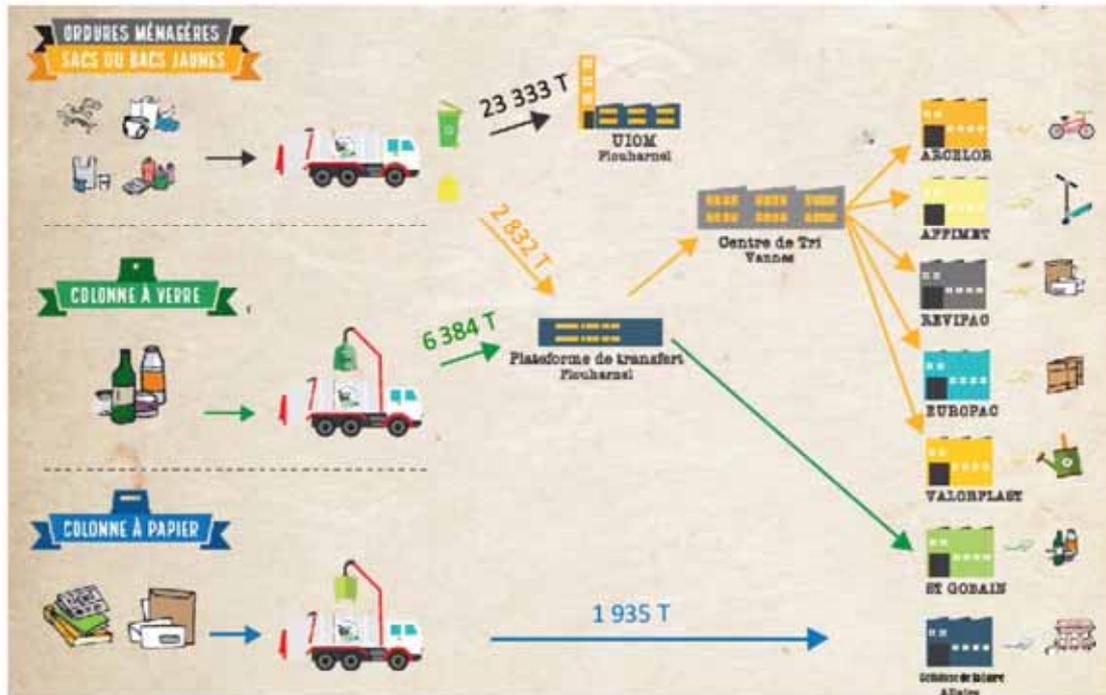


## 2.1 Localisation des unités de traitement

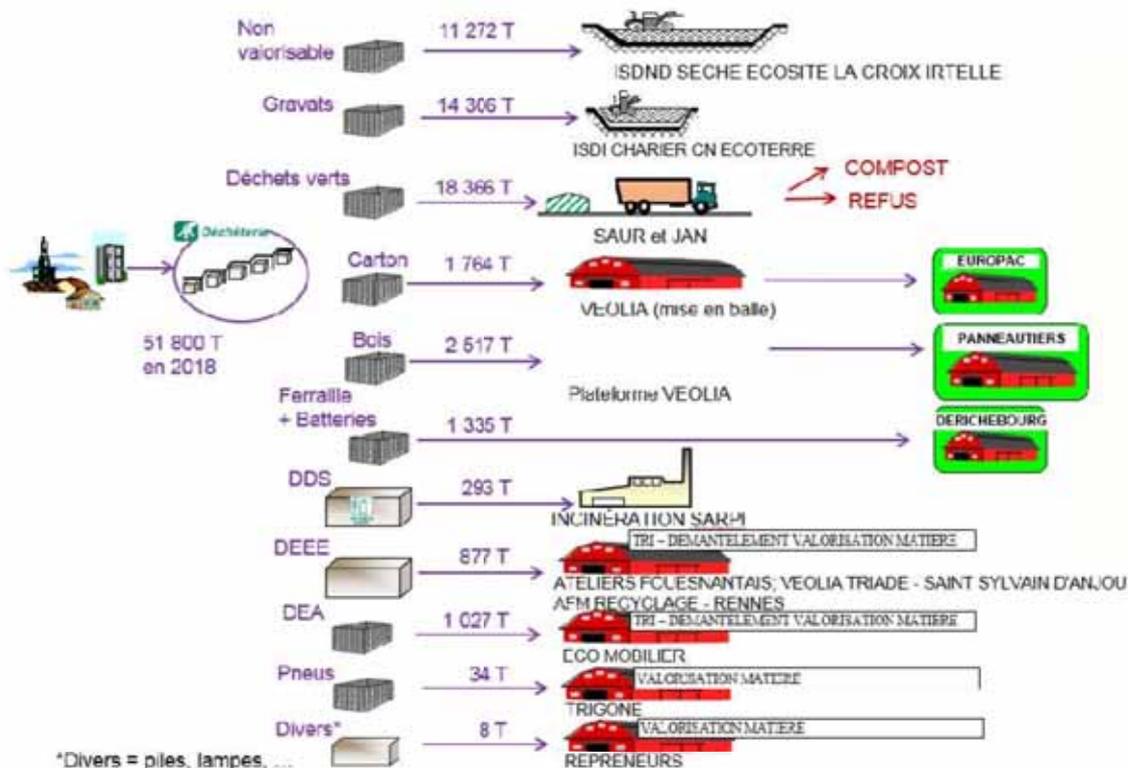
- Ordures ménagères incinérées : UIOM de Plouharnel (Morbihan)
- Tout-venant issu des déchèteries : ISDND de La Croix Irteille - Séché à la Vraie Croix (Morbihan)
- Gravats : ISDI de Charier CM à Theix (Morbihan).

## 2.2 Parcours et exutoires des déchets

- Les déchets collectés en Porte à Porte et en Points d'Apport Volontaire



- Les déchets collectés en Déchèteries



\*Divers = piles, lampes, ...

## 2.3 Tonnages traités dans l'année

En 2018, **26 515 tonnes** ont été incinérées à l'usine de Plouharnel dont **23 333 tonnes** d'ordures ménagères collectées sur le territoire de la Communauté de communes.

En 2018, les quantités de résidus d'exploitation ont été :

- 5 397 T de mâchefers, soit 205.9 kg de mâchefers/T de déchets incinérés,
- 383 T de ferrailles, soit 16,2 kg de ferrailles/T de déchets incinérés,
- 726 T de REFIOM, soit 27,6 kg de REFIOM/T de déchets incinérés.

Le nombre d'heures théoriques de disponibilité des installations d'incinération est de 8 760 heures par an. Le taux de charge de l'usine a été de 85.01 % avec **7 447 heures** de marche dans l'année (taux de charge de 92.45 % en 2017).

L'installation dispose des principaux équipements suivants :

- deux fosses de réception des déchets d'une capacité totale de 700 m<sup>3</sup>,
- deux grappins de 4 tonnes,
- un four de 4,2 tonnes heure,
- un traitement des fumées comprenant deux tours de refroidissement des gaz, un réacteur à chaux, une injection de charbon actif et un filtre à manches.

Pour écrêter les pointes estivales et gérer les déchets pendant les arrêts techniques programmés, le site est équipé d'une presse à balles de 10 tonnes par heure. Les balles formées sont stockées sur site avant d'être incinérées au cours de l'année.

Les principaux éléments à retenir sur l'année 2018 :

- incinération de déchets extérieurs à la Communauté de communes mais en provenance du Morbihan,
- bonne disponibilité du four (85.01%),
- retournement du plan de grille,
- réfection du réfractaire du four,
- travaux d'entretien des tours de refroidissement,
- chaudronnerie et calorifugeage,
- remplacement de la borne et du logiciel du pont bascule.

## 2.4 Le contrôle des rejets et des sous-produits issus de l'incinération.

Les valeurs limites des rejets sont déterminées par un arrêté ministériel en date du 20 septembre 2002 (modifié par l'arrêté du 03 août 2010).

- **Rejets gazeux à l'atmosphère**

Les rejets sont contrôlés en continu, à l'exception des paramètres dioxines et furannes, les mesures relevées sont transmises mensuellement à l'inspection des installations classées.

S'agissant des dioxines et des furanes, outre l'obligation de les mesurer en semi-continu depuis juillet 2014, celles-ci font l'objet d'un contrôle deux fois par an (arrêté ministériel du 20 septembre 2002).

De surcroît, l'ensemble des paramètres fait l'objet de deux analyses de concentrations par an, confiées à un organisme agréé.

Enfin, l'arrêté du 20 septembre 2002 impose aux exploitants de réaliser une campagne annuelle d'analyses de l'état de l'environnement de l'installation (analyses des métaux, des dioxines et furannes et des PCB-DL dans les sols, les lichens et les laits). Ces analyses annuelles sont assurées par la société Aair Lichens

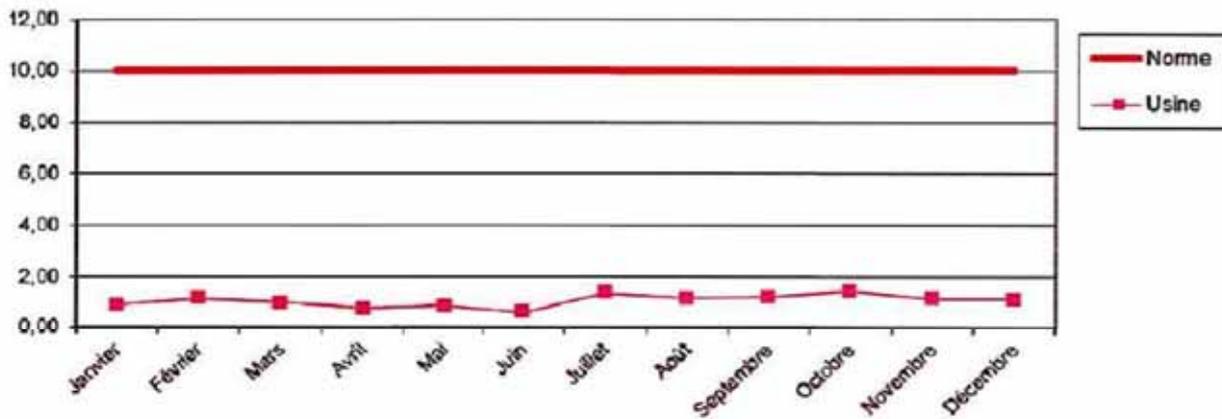
- **Les mesures journalières**

Les rejets atmosphériques contrôlés en continu  
 Rappel des valeurs réglementaires

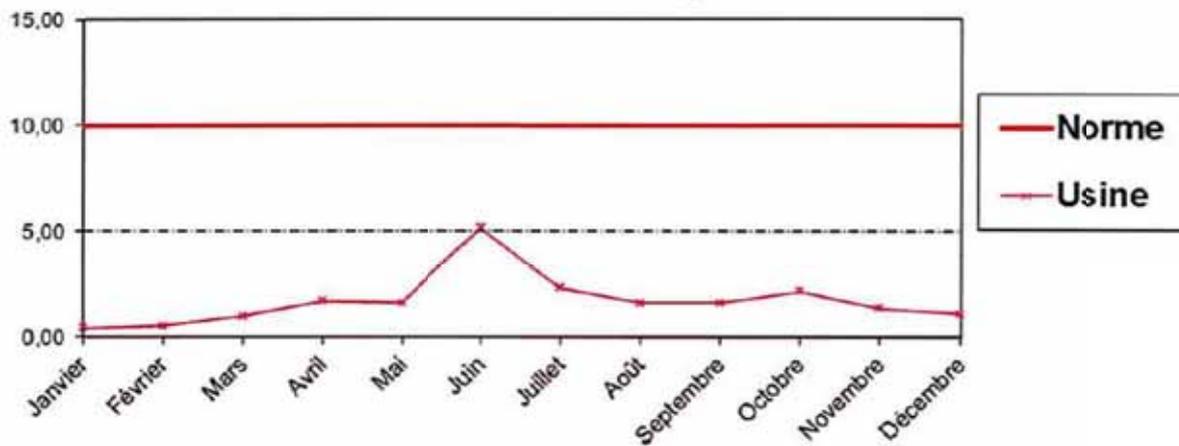
| Paramètres                                                                                                                                                                                                                                 | Valeur en moyenne journalière | Valeur en moyenne sur une demi-heure |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|
| Poussières totales                                                                                                                                                                                                                         | 10 mg/m <sup>3</sup>          | 30 mg/m <sup>3</sup>                 |
| Substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT)                                                                                                                                              | 10 mg/m <sup>3</sup>          | 20 mg/m <sup>3</sup>                 |
| Chlorure d'hydrogène (HCl)                                                                                                                                                                                                                 | 10 mg/m <sup>3</sup>          | 60 mg/m <sup>3</sup>                 |
| Fluorure d'hydrogène (HF)                                                                                                                                                                                                                  | 1 mg/m <sup>3</sup>           | 4 mg/m <sup>3</sup>                  |
| Dioxyde de soufre (SO <sub>2</sub> )                                                                                                                                                                                                       | 50 mg/m <sup>3</sup>          | 200 mg/m <sup>3</sup>                |
| Monoxyde d'azote (NO) et dioxyde d'azote (NO <sub>2</sub> ) exprimés en dioxyde d'azote pour les installations existantes dont la capacité nominale est supérieure à 6 tonnes par heure ou pour les nouvelles installations d'incinération | 200 mg/m <sup>3</sup>         | 400 mg/m <sup>3</sup>                |
| Monoxyde d'azote (NO) et dioxyde d'azote (NO <sub>2</sub> ) exprimés en dioxyde d'azote pour les installations d'incinération existantes dont la capacité nominale est inférieure ou égale à 6 tonnes par heure                            | 400 mg/m <sup>3</sup>         |                                      |
| CO                                                                                                                                                                                                                                         | 50 mg/m <sup>3</sup>          | 100 mg/m <sup>3</sup>                |

Les graphiques qui suivent traduisent des moyennes séquencées en mensualités sur l'année 2018. Ils ne sont pas le reflet de l'auto – contrôle séquencé en moyenne sur une demi-heure et sur 24 heures. Le contrôle par les services de l'Etat du respect des valeurs réglementaires est effectué à partir des bilans journaliers consultables au siège de la Communauté de communes.

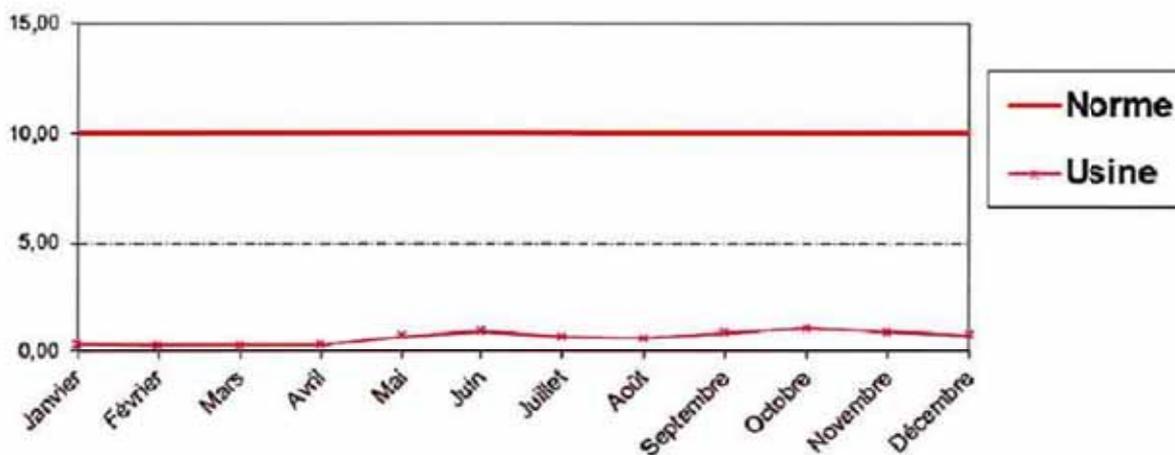
### Teneur en COT Norme < 10 mg/nM3



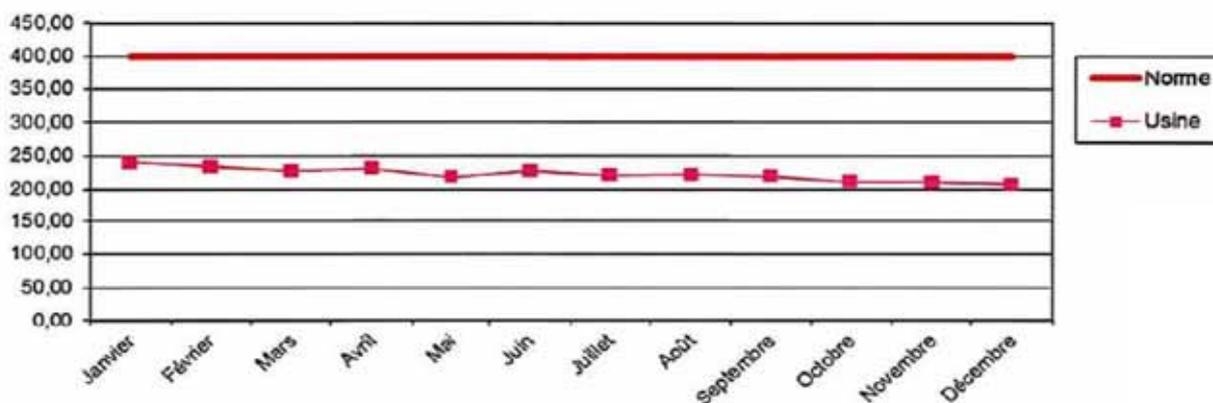
### Teneur en HCl Norme < 10 mg/Nm3



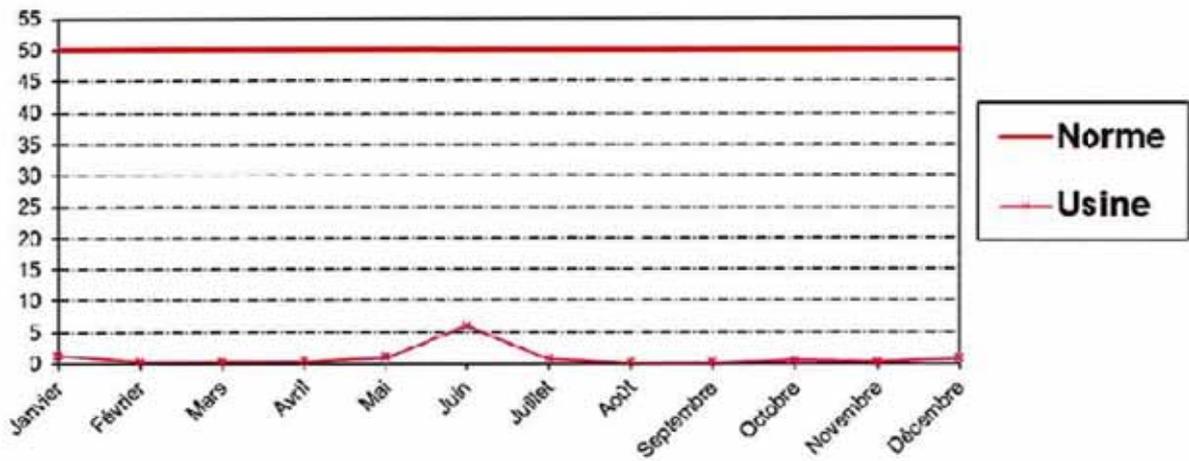
## Teneur en poussières Norme < 10 mg/Nm3



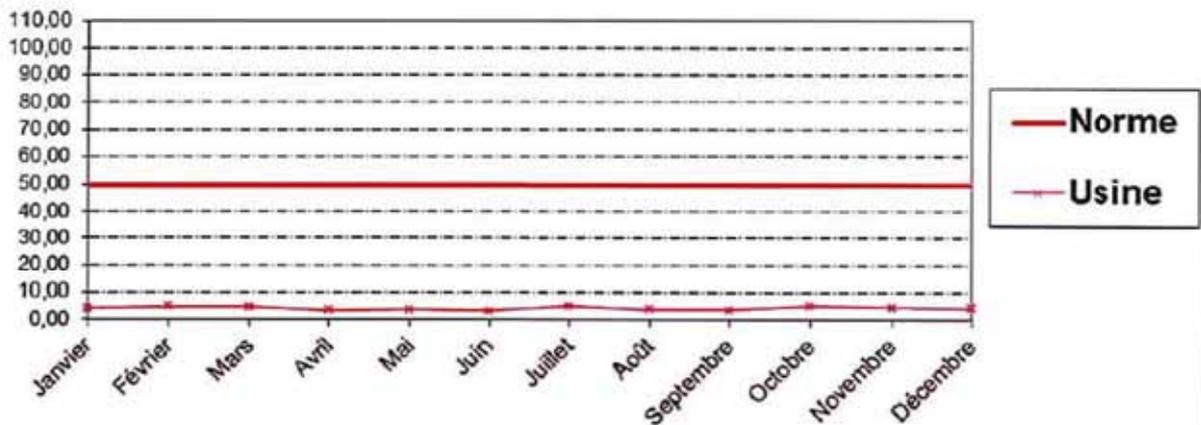
## Teneur en Oxydes d'azote ( NOX ) Norme < 400 mg/nM3



### Teneur en SO2 Norme < 50 mg/Nm3



### Teneur en CO Norme < 50 mg/Nm3



o Les mesures semestrielles réalisées par l'APAVE et IRH

Les deux analyses réglementaires effectuées montrent la conformité des rejets avec la réglementation.

| Détermination sur gaz sec           | Unité                                  | Résultats du 1 <sup>er</sup> semestre 2018 rapportés à 11% d'O <sub>2</sub> | Résultats du 2 <sup>ème</sup> semestre 2018 rapportés à 11% d'O <sub>2</sub> | Valeurs réglementaires AP du 31/07/2008 |
|-------------------------------------|----------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| Débit des fumées                    | Nm <sup>3</sup> /h                     | 24 533                                                                      | 18 488                                                                       |                                         |
| Teneur en poussières                | mg/Nm <sup>3</sup>                     | 2.9                                                                         | 1.51                                                                         | 30                                      |
| Teneur en HCl                       | mg/Nm <sup>3</sup>                     | 2.2                                                                         | 3.6                                                                          | 60                                      |
| Teneur en HF                        | mg/Nm <sup>3</sup>                     | 0.08                                                                        | 0.00                                                                         | 4                                       |
| Teneur en SO <sub>2</sub>           | mg/Nm <sup>3</sup>                     | 2.8                                                                         | 0.16                                                                         | 200                                     |
| Teneur en COT                       | mg éq C/Nm <sup>3</sup>                | 4.0                                                                         | 1,43                                                                         | 20                                      |
| Teneur en CO                        | mg/Nm <sup>3</sup>                     | 4.0                                                                         | 2.07                                                                         | 100                                     |
| Teneur en NO <sub>x</sub>           | mg éq NO <sub>2</sub> /Nm <sup>3</sup> | 284.0                                                                       | 281.1                                                                        | 400                                     |
| Teneur en Hg                        | mg/Nm <sup>3</sup>                     | 0.003                                                                       | 0,0005                                                                       | 0,05                                    |
| Teneur en As+Co+Cr+Cu+Mn+Ni+Pb+Sb+V | mg/Nm <sup>3</sup>                     | 0.031                                                                       | 0.0075                                                                       | 0,5                                     |
| Teneur en Cd+Ti                     | mg/Nm <sup>3</sup>                     | 0.05                                                                        | 0,00000                                                                      | 0,05                                    |
| Dioxines et furannes                | ng I-TEQ / Nm <sup>3</sup>             | 0.0012                                                                      | 0.0025                                                                       | 0,1                                     |

o La campagne annuelle de mesures environnementales

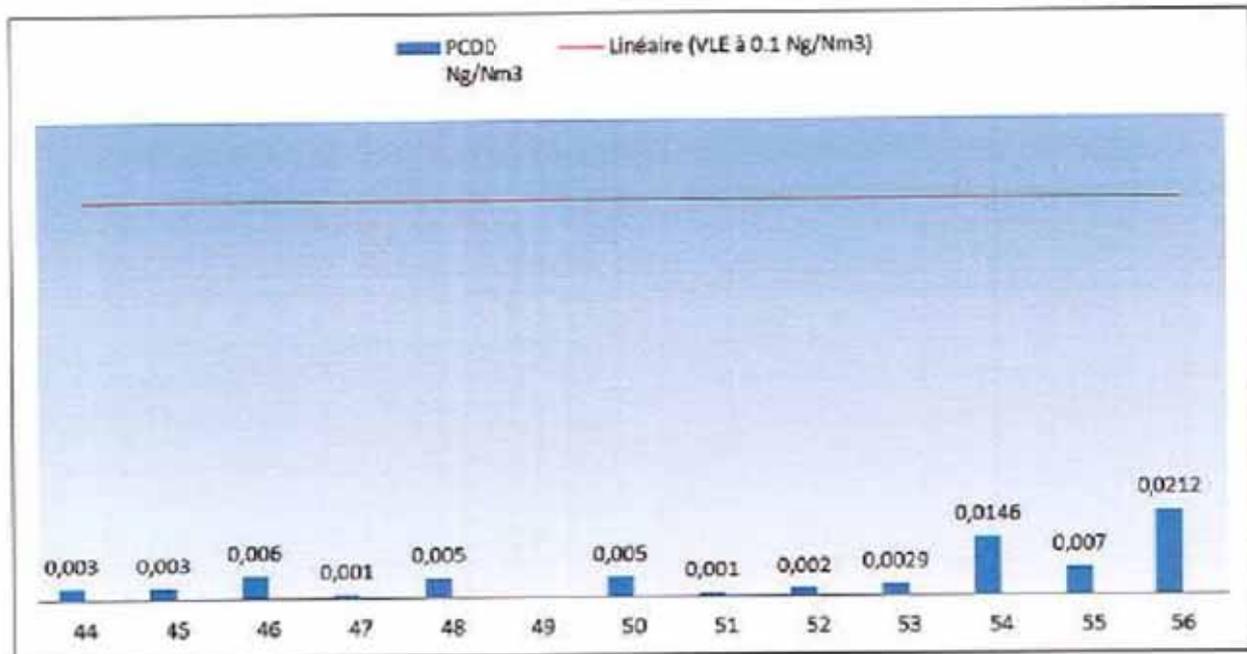
Cette campagne a été réalisée en avril 2018 par la société AAIR LICHENS dont le siège social est basé à Carquefou et a donné lieu à un rapport qui est consultable au siège de la Communauté de communes.

o Les mesures en semi-continu des dioxines et furannes

Un historique des résultats est présenté dans le graphe ci-après, l'intégralité des résultats est consultable au siège de la Communauté de communes.

## Historique des concentrations mensuelles en dioxines et furanes – 2018

Les résultats des analyses sont conformes à la réglementation.



En abscisse, l'échelle représente l'échelle temps. Treize cartouches ont été analysées dans l'année, une cartouche représentant 4 semaines de prélèvement.

- **Contrôle de la qualité des eaux souterraines**

Dans le cadre du contrôle de la qualité des eaux souterraines au niveau de l'UIOM, une campagne de mesures, confiée à la société Lithologic a été mise en œuvre en juin et juillet 2018.

Les résultats obtenus sont conformes à la réglementation en vigueur. L'intégralité des rapports est consultable au siège de la Communauté de communes.

- **Rejets aqueux**

- **Contrôle semestriel**

Les rejets aqueux en continu dans le milieu naturel doivent être surveillés dans des conditions définies à l'article 29 de l'arrêté du 20 septembre 2002. La Communauté de communes a choisi l'option zéro rejet, en stockant l'ensemble des eaux (eaux de pluie et eaux de process) avant de les réutiliser pour le refroidissement de fumées et des mâchefers.

Dans le cas d'un arrêt d'usine et d'une insuffisance de stockage, le trop plein est déversé en station d'épuration, ce qui s'est produit deux fois en 2018.

Afin de s'assurer de la compatibilité des rejets éventuels en station avec la réglementation, une mesure (un seul rejet) a été effectuée en 2018 par le Centre d'Analyses Environnementales.

---

Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de la gestion des déchets ménagers et assimilés

EXERCICE 2018  
Conseil municipal de la ville d'Auray du 7 octobre 2020

Les analyses effectuées montrent la conformité totale des résultats avec la réglementation.

| Paramètres        | Unité   | Résultats d'analyses | Résultats d'analyses | Seuils réglementaires |
|-------------------|---------|----------------------|----------------------|-----------------------|
|                   |         | 15/06/2018           | 27/07/2018           |                       |
| MES               | mg/L    | 47                   | 37                   | 600                   |
| DBO5              | mg O2/L | 280                  | 3                    | 500                   |
| DCO               | mg O2/L | 593                  | 491                  | 1000                  |
| Phosphore total   | mg/L    | 2.3                  | 0,83                 | 20                    |
| Azote Kjeldahl    | mg/L    | 44                   | 44                   | 300                   |
| Arsenic           | mg/L    | 0.018                | 0.0091               | 0,1                   |
| Cyanures libres   | mg/L    | 0.1                  | 0.005                | 0,1                   |
| Fluorures         | mg/L    | 0.001                | 0.00028              | 15                    |
| Zinc              | mg/L    | 0.15                 | 0,12                 | 1,5                   |
| Nickel            | mg/L    | 0.013                | 0.0055               | 0,5                   |
| Chrome VI         | mg/L    | 0.005                | 0,005                | 0,1                   |
| Plomb             | mg/L    | 0.007                | 0,028                | 0,2                   |
| Cadmium           | mg/L    | 0.001                | 0.001                | 0,05                  |
| Mercure           | mg/L    | 0.0001               | 0.0001               | 0,03                  |
| Cuivre            | mg/L    | 0.023                | 0.03                 | 0,5                   |
| AOX               | mg/L    | 0.0001               | 0.00005              | 5                     |
| Hydrocarbures     | mg/L    | 0.0006               | 0.0007               | 5                     |
| Thallium          | mg/L    | 0.01                 | 0.005                | 0,05                  |
| Dioxines-furannes | ng/L    | 0.0239               | 0,0866               | 0,3                   |

Seuils réglementaires = valeurs inscrites dans la convention de rejet + arrêté ministériel du 20/09/02 modifié

- **Le contrôle des déchets et sous-produits**

Ce contrôle intéresse les mâchefers (les résidus solides de l'incinération). Les lots trimestriels de mâchefers produits par l'usine d'incinération de Plouharnel sont analysés conformément à l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011, ces mâchefers sont traités sur une IME située à la Vraie Croix.

| Comportement à la lixiviation              |                                      |                                      |
|--------------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|
| Paramètres                                 | Seuil à respecter<br>V 1<br>en mg/kg | Seuil à respecter<br>V 2<br>en mg/kg |
| Quantités (T)                              |                                      |                                      |
| pH                                         |                                      |                                      |
| As / Arsenic                               | 0,6                                  | 0,6                                  |
| Ba / Baryum                                | 56                                   | 28                                   |
| Cd / Cadmium                               | 0,05                                 | 0,05                                 |
| Cr VI / Chrome hexavalent                  | 2                                    | 1                                    |
| Cu / Cuivre                                | 50                                   | 50                                   |
| Hg / Mercure                               | 0,01                                 | 0,01                                 |
| Mo / Molybdène                             | 5,6                                  | 2,8                                  |
| Ni / Nickel                                | 0,5                                  | 0,5                                  |
| Pb / Plomb                                 | 1,6                                  | 1                                    |
| Sb / Antimoine                             | 0,7                                  | 0,6                                  |
| Se / Sélénium                              | 0,1                                  | 0,1                                  |
| Zn / Zinc                                  | 50                                   | 50                                   |
| F <sup>-</sup> / Fluorures                 | 60                                   | 30                                   |
| Cl <sup>-</sup> / Chlorures *              | 10 000                               | 5 000                                |
| SO <sub>4</sub> <sup>2-</sup> / Sulfates * | 10 000                               | 5 000                                |
| FS / Fraction soluble *                    | 20 000                               | 10 000                               |

| Résultats d'analyses           |                                |                               |                                    |
|--------------------------------|--------------------------------|-------------------------------|------------------------------------|
| Lot du mois<br>de Mars<br>2018 | Lot du mois<br>de juin<br>2018 | Lot du mois<br>d'août<br>2018 | Lot du mois<br>de décembre<br>2018 |
| 1 530,5                        | 1 376,14                       | 835,12                        | 1 731,20                           |
| 11,8                           | 11,85                          | 11,25                         | 12,15                              |
| 0,01                           | 0,01                           | 0,01                          | 0,01                               |
| 0,53                           | 0,56                           | 0,30                          | 2,71                               |
| 0,005                          | 0,005                          | 0,005                         | 0,005                              |
| 0,29                           | 0,12                           | 0,18                          | 0,10                               |
| 9,43                           | 5,81                           | 5,40                          | 7,13                               |
| 0,001                          | 0,002                          | 0,001                         | 0,001                              |
| 1,58                           | 0,87                           | 0,69                          | 0,78                               |
| 0,05                           | 0,05                           | 0,07                          | 0,05                               |
| 0,57                           | 0,26                           | 0,05                          | 0,49                               |
| 0,35                           | 0,27                           | 0,41                          | 0,13                               |
| 0,02                           | 0,02                           | 0,01                          | 0,01                               |
| 0,89                           | 0,03                           | 0,50                          | 1,07                               |
| 1,1                            | 1,0                            | 1,0                           | 1,1                                |
| 3262                           | 2 435                          | 2 204                         | 2 537                              |
| 1176                           | 808                            | 995                           | 207                                |
| 15 630                         | 16 400                         | 15 140                        | 19 890                             |

\* Concernant les chlorures, les sulfates et la fraction soluble, il convient, pour être jugé conforme, de respecter soit les valeurs associées aux chlorures et aux sulfates, soit de respecter les valeurs associées à la fraction soluble.

| Teneur intrinsèque en éléments<br>Valeurs seuils |                                                      | Résultats d'analyses |      |      |      |
|--------------------------------------------------|------------------------------------------------------|----------------------|------|------|------|
| COT                                              | 30 g/kg de matière sèche                             | 10,7                 | 6,5  | 7,7  | 10,3 |
| BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes) | 6 mg/kg de matière sèche                             | 0,6                  | 0,6  | 0,6  | 0,6  |
| PCB                                              | 1 mg/kg de matière sèche                             | 0,07                 | 0,07 | 0,07 | 0,07 |
| Hydrocarbures                                    | 500 mg/kg de matière sèche                           | 25                   | 25   | 25   | 50   |
| HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)    | 50 mg/kg de matière sèche                            | 0,80                 | 0,80 | 0,80 | 0,80 |
| Dioxines et furannes                             | 10 ng I-TEQ <sub>OMS 2005</sub> /kg de matière sèche | 1,3                  | 1,3  | 1,5  | 1,9  |
| Classement du lot                                |                                                      | V2                   | V2   | V 2  | V 2  |

### 3. Les actions de tri et prévention des déchets du service

#### **3.1 Objectifs de sensibilisation**

Dans le cadre de ses missions de communication sur le tri et la prévention des déchets, la Communauté de Communes a mis en place différentes actions.

Des animations ont été proposées dans les écoles pour sensibiliser les futurs citoyens au geste de tri et à la réduction des déchets. Des visites du centre de tri ouvertes à tous les publics ont été organisées. Des animations ponctuelles lors de manifestations publiques ont eu lieu sur tout le territoire. Des formations à destination des professionnels en charge de la gestion des déchets ont aussi été réalisées. Enfin, des projets pour toucher le public estival comme le compostage ont été expérimentés en partenariat avec les campings du territoire.

**Au total, ce sont plus de 4 500 personnes qui ont été rencontrés lors des opérations de sensibilisation au tri et à la réduction des déchets lors de l'année 2018.**

#### **3.2 Animations scolaires**



En 2018, des animations scolaires ont été proposées aux élèves de CE2 - CM1 - CM2 des écoles du territoire. Au total, ce sont 40 classes réparties sur 13 écoles qui ont été sensibilisées, ce qui représente 974 élèves du territoire et 44 adultes, soit 1 018 personnes rencontrées.

**Animations scolaires réalisées en 2018 :**

| Ecole                   | Commune               | Classe                | Nombre d'élèves | Nombre d'adultes |
|-------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------|------------------|
| Saint Joseph            | Plumergat             | CM1 - CM2             | 25              | 1                |
| L'océan                 | Plouharnel            | CM1 - CM2             | 22              | 1                |
| Saint Joseph            | Plumergat             | CE2 - CM1             | 24              | 1                |
| Saint Joseph            | Plumergat             | CE1                   | 18              | 1                |
| Saint Joseph            | Plumergat             | PS / MS               | 32              | 2                |
| Saint Joseph            | Plumergat             | GS - CP               | 22              | 1                |
| Sacré Cœur              | Brech                 | CE2 - CM1             | 30              | 1                |
| Joseph Rollo            | Auray                 | CM2                   | 24              | 1                |
| Joseph Rollo            | Auray                 | CM1                   | 24              | 1                |
| Joseph Rollo            | Auray                 | CM2                   | 26              | 1                |
| Pont Douar              | Brech                 | CM1 CM2               | 21              | 1                |
| Pont Douar              | Brech                 | CM1 CM2               | 22              | 1                |
| Pont Douar              | Brech                 | CM1 CM2               | 21              | 1                |
| Les crevettes bleues    | La Trinité-sur-Mer    | CE1 - CE2 - CM1 - CM2 | 24              | 3                |
| Gabriel Deshayes        | Auray                 | CM2                   | 25              | 1                |
| Gabriel Deshayes        | Auray                 | CM2                   | 25              | 1                |
| Gabriel Deshayes        | Auray                 | CM1                   | 25              | 1                |
| Pont Douar              | Brech                 | CE2                   | 20              | 1                |
| Saint Joseph            | Pluneret              | CE2 CM1 CM2           | 18              | 1                |
| Notre-Dame des fleurs   | Plouharnel            | CE1 CE2               | 28              | 1                |
| Notre-Dame des fleurs   | Plouharnel            | CM1 CM2               | 26              | 1                |
| Saint Joseph            | Pluneret              | CM1 CM2               | 26              | 1                |
| Per Jakez Hélias        | Belz                  | CE2 CM1               | 24              | 1                |
| Per Jakez Hélias        | Belz                  | CM1                   | 27              | 1                |
| Per Jakez Hélias        | Belz                  | CM2                   | 27              | 1                |
| Ecole Sainte Marie      | Ploemel               | CM1 - CM2             | 18              | 1                |
| Ecole Eric Tabarly      | Saint Pierre Quiberon | CM1 CM2               | 22              | 1                |
| Ecole Sainte Marie      | Ploemel               | CM1 - CM2             | 22              | 1                |
| Ecole Saint Joseph      | Pluneret              | CM1 - CM2             | 26              | 1                |
| Ecole Notre Dame        | La Trinité-sur-Mer    | CE 2 CM1 CM2          | 15              | 2                |
| Ecole Sainte Thérèse    | Auray                 | CM2                   | 30              | 1                |
| Ecole Sainte Thérèse    | Auray                 | CM1                   | 28              | 1                |
| Ecole Sainte Thérèse    | Auray                 | CE2 CM1               | 21              | 1                |
| Les deux rivières       | Crac'h                | CM2                   | 27              | 1                |
| Ecole Sainte Thérèse    | Auray                 | CM1 CM2               | 25              | 1                |
| Ecole Joseph Rollo      | Pluvigner             | CE2 CM1               | 25              | 1                |
| Ecole Joseph Rollo      | Pluvigner             | CM2                   | 27              | 1                |
| Joseph Rollo            | Pluvigner             | CM1                   | 27              | 1                |
| Joseph Rollo            | Pluvigner             | CE2 CM1 CM2           | 28              | 1                |
| Ecole les deux rivières | Crach                 | CM2                   | 27              | 1                |
| <b>TOTAL</b>            |                       |                       | <b>974</b>      | <b>44</b>        |
|                         |                       |                       |                 | <b>1018</b>      |

### 3.3 Visites du centre de tri

Une visite du centre de tri de Vannes est également proposée aux écoles et établissements scolaires en complément de l'intervention en classe. Ces visites sont aussi organisées à d'autres occasions pour des groupes sur demande (associations, lycées, etc ...)

Au total, 669 personnes du territoire ont pu visiter le centre de tri en 2018. A noter que parmi les visiteurs, les élèves des écoles du territoire et leurs enseignants ont déjà été sensibilisés lors d'intervention en classe par les animateurs de la Communauté de Communes.



#### Visites du centre de tri du SYSEM effectuées en 2018 :

| Groupe                | Commune            | Visiteurs enfants | Visiteurs adultes |            |
|-----------------------|--------------------|-------------------|-------------------|------------|
| Groupe d'usagers      | Auray              | 2                 | 10                |            |
| Ecole Joseph Rollo    | Auray              | 37                | 6                 |            |
| Ecole Joseph Rollo    | Auray              | 37                | 6                 |            |
| Ecole Pont Douar      | Brech              | 51                | 6                 |            |
| AMISEP                | Auray              | 5                 | 1                 |            |
| Ecole Pont Douar      | Brech              | 48                | 6                 |            |
| Sacré Cœur            | Brech              | 30                | 4                 |            |
| Crevettes Bleues      | La Trinité-sur-Mer | 24                | 4                 |            |
| Notre-Dame des Fleurs | Plouharnel         | 54                | 6                 |            |
| Per Jakez Hélias      | Belz               | 27                | 3                 |            |
| Per Jakez Hélias      | Belz               | 51                | 6                 |            |
| Sainte Thérèse        | Auray              | 45                | 6                 |            |
| Sainte Thérèse        | Auray              | 30                | 4                 |            |
| Joseph Rollo          | Pluvigner          | 45                | 6                 |            |
| Joseph Rollo          | Pluvigner          | 45                | 6                 |            |
| Les deux rivières     | Crac'h             | 53                | 5                 |            |
| <b>TOTAL</b>          |                    | <b>584</b>        | <b>85</b>         | <b>669</b> |

### 3.4 Manifestations

Les animateurs de la Communauté de communes ont participé à différentes manifestations publiques en 2018, comme des comices agricoles, ou fêtes locales, qui sont des occasions de communiquer sur les thèmes du tri et de la prévention des déchets, via la tenue de stands. 3070 personnes ont pu être rencontrées à l'occasion de ces événements.



D'autres manifestations à l'initiative de la Communauté de Communes ont aussi été réalisées, notamment lors de la semaine de réduction des déchets, où un programme d'animations a été élaboré.



Atelier gravure sur carton avec « Karton de Breizh » – SERD 2019



Atelier Furoshiki à Cap Ressourcerie – SERD 2019

#### Animations lors de manifestations publiques :

Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de la gestion des déchets ménagers et assimilés

EXERCICE 2018

Conseil municipal de la ville d'Auray du 7 octobre 2020

| Animation                                                                              | Commune               | Contexte                                |     |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------------------------|-----|-----|
| Stand tri prévention / atelier récup' art                                              | Auray                 | Festival Jeux d'hivers                  | 70  | 30  |
| Stand tri prévention / compostage                                                      | Plouharnel            | nettoyage de plage - Initiative océane  | 3   | 2   |
| Animation compostage / lombricompost / tri avec des groupes scolaires                  | Pluvigner             | Semaine du jardinage                    | 30  | 4   |
| Animation compostage / lombricompost / tri avec des groupes scolaires                  | Pluvigner             | Semaine du jardinage                    | 27  | 3   |
| Animation compostage / lombricompost / tri avec des groupes scolaires                  | Pluvigner             | Semaine du jardinage                    | 23  | 5   |
| Stand compostage et paillage / tri des déchets                                         | Belz                  | Semaine des alternatives aux pesticides | 5   | 10  |
| Animation compostage / lombricompost / tri avec des groupes scolaires                  | Pluvigner             | Semaine du jardinage                    | 25  | 4   |
| Stand compostage / gaspillage alimentaire                                              | Ploemel               | Semaine des alternatives aux pesticides | 5   | 20  |
| Présentation du métier d'animateur tri prévention                                      | Auray                 | Forum des métiers                       | 30  | 5   |
| Stand compostage / tri et réduction des déchets                                        | Brech                 | Bourse aux plantes / chasse aux œufs    | 25  | 10  |
| Tri et réduction des déchets                                                           | Auray                 | Vide grenier de l'école du Loc'h        | 25  | 25  |
| Gaspillage alimentaire, compostage, jardinage au naturel                               | Auray                 | Défi familles - Apéro compost           | 2   | 13  |
| Gaspillage alimentaire, compostage, jardinage au naturel                               | Auray                 | Défi familles - Apéro compost           | 0   | 10  |
| Gaspillage alimentaire, compostage, jardinage au naturel                               | Auray                 | Défi familles - Apéro compost           | 0   | 10  |
| Ramassage et tri des déchets collectés                                                 | Saint Pierre Quiberon | Nettoyage de plage - Rotaract           | 2   | 15  |
| Tri et réduction des déchets / stand jeux pour public scolaire                         | Auray                 | Comice Agricole                         | 400 | 50  |
| Strand tri et prévention / PCAET                                                       | Auray                 | Comice Agricole                         | 100 | 120 |
| Strand tri et prévention / PCAET                                                       | Locoal-Mendon         | Fête du lait Bio                        | 20  | 30  |
| Stand tri et réduction des déchets                                                     | Auray                 | Paddle Trophy                           | 20  | 30  |
| Stand tri et réduction des déchets                                                     | Auray                 | Paddle Trophy                           | 20  | 30  |
| Strand tri et prévention / PCAET                                                       | Camors                | Comice Agricole                         | 50  | 60  |
| Ramassage et tri des déchets collectés                                                 | Saint Pierre Quiberon | Animation nettoyage de plage            | 11  | 4   |
| Tri et réduction des déchets, Gaspillage alimentaire, compostage, jardinage au naturel | Erdeven               | Marché                                  | 4   | 15  |
| Tri et réduction des déchets, Gaspillage alimentaire, compostage, jardinage au naturel | St-Pierre Quiberon    | Marché                                  | 8   | 26  |
| Strand tri et prévention / PCAET                                                       | Locoal-Mendon         | Comice Agricole                         | 50  | 60  |

|                                                                                           |                       |                                 |             |             |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|---------------------------------|-------------|-------------|
| Tri et réduction des déchets, Gaspillage alimentaire, compostage, jardinage au naturel    | Saint Pierre Quiberon | Marché                          |             |             |
| Tri et réduction des déchets, Gaspillage alimentaire, compostage, jardinage au naturel    | Erdeven               | Marché                          | 15          | 35          |
| Tri et réduction des déchets ; compostage ; gaspillage alimentaire                        | La Trinité-sur-Mer    | Trophée des multicoques         | 55          | 52          |
| Tri et réduction des déchets ; compostage ; gaspillage alimentaire                        | La Trinité-sur-Mer    | Trophée des multicoques         | 58          | 74          |
| Tri et réduction des déchets ; compostage ; gaspillage alimentaire                        | La Trinité-sur-Mer    | Trophée des multicoques         | 35          | 49          |
| Tri et réduction des déchets ; compostage ; gaspillage alimentaire                        | La Trinité-sur-Mer    | Trophée des multicoques         | 17          | 24          |
| Développement Durable, le bocage                                                          | Auray                 | Journée citoyenne (Lion's Club) | 200         | 10          |
| Ramassage et tri des déchets collectés, temps de dégradation                              | Ploemel               | Nettoyons la Nature             | 50          | 8           |
| Compostage, jardinage au naturel, gaspillage alimentaire et tri des déchets               | Auray                 | Plantes en fête                 | 10          | 50          |
| Compostage, jardinage au naturel, gaspillage alimentaire et tri des déchets               | Auray                 | Plantes en fête                 | 30          | 100         |
| Compostage                                                                                | Crac'h                | Apéro compost                   | 1           | 10          |
| Compostage, jardinage au naturel, gaspillage alimentaire et tri des déchets               | Brech                 | Ramène ta pomme!                | 2           | 38          |
| Tri et réduction des déchets ; compostage ; gaspillage alimentaire ; Bois énergie ; PCAET | La Trinité-sur-Mer    | Village des possibles           | 75          | 75          |
| Tri et réduction des déchets ; compostage ; gaspillage alimentaire ; Bois énergie ; PCAET | La Trinité-sur-Mer    | Village des possibles           | 75          | 75          |
| Atelier récup art (déco de Noël) / Produits ménagers naturels / Atelier cartonnage        | Auray                 | SERD                            | 19          | 40          |
| Broyage déchets verts, jardinage au naturel, compostage                                   | Pluvigner             | SERD                            | 0           | 30          |
| Apéro compost                                                                             | Crac'h                | SERD                            | 0           | 1           |
| Atelier Furoshiki / Photophores                                                           | Crac'h                | SERD                            | 5           | 40          |
| Broyage déchets verts, jardinage au naturel, compostage                                   | Belz                  | SERD                            | 0           | 20          |
| Atelier récup art (déco de Noël) / Produits ménagers naturels / Atelier cartonnage        | Auray                 | SERD                            | 20          | 41          |
| Tri et réduction des déchets ; compostage ; gaspillage alimentaire                        | Carnac                | Stand marché                    | 0           | 5           |
| Atelier Furoshiki                                                                         | Auray                 | Noël des Possibles              | 0           | 60          |
| <b>TOTAL</b>                                                                              |                       |                                 | <b>1627</b> | <b>1443</b> |
|                                                                                           |                       |                                 |             | <b>3070</b> |

### **3.5 Formations adultes et accompagnement des professionnels**

Des formations au tri et à la réduction des déchets ont été réalisées auprès du personnel de différentes structures du territoire. Au total, ce sont 79 personnes qui ont été sensibilisées sur ces thématiques.

#### **Formations et réunion d'informations destinées aux professionnels et aux publics adultes :**

| <b>Etablissement</b>            | <b>Commune</b> | <b>Thématique</b>            | <b>Personnel sensibilisé</b> |
|---------------------------------|----------------|------------------------------|------------------------------|
| AMISEP                          | Auray          | Tri et réduction des déchets | 15                           |
| Centre des Monuments Nationaux  | Carnac         | Tri et réduction des déchets | 5                            |
| Centre des Monuments Nationaux  | Carnac         | Tri et réduction des déchets | 6                            |
| Espace de Coworking L'Argonaute | Auray          | Tri et réduction des déchets | 10                           |
| Hôtel Best Western              | Carnac         | Tri et réduction des déchets | 7                            |
| AMISEP + Sauvegarde 56          | Auray          | Tri et réduction des déchets | 11                           |
| Thalassothérapie Thalazur       | Carnac         | Eco-gestes au travail        | 5                            |
| Résidence Candélys              | Landévant      | Tri et réduction des déchets | 15                           |
| Thalassothérapie Thalazur       | Carnac         | Eco-gestes au travail        | 5                            |
| <b>TOTAL</b>                    |                |                              | <b>79</b>                    |

Les animateurs ont également rencontrés différents professionnels soucieux de mettre en place ou d'optimiser le tri et leur gestion des déchets. Conseils et matériel (signalétique, documentation, composteurs...) ont pu leur être fournis à l'issue de cette rencontre.

Parmi les professionnels rencontrés on peut citer :

- La conserverie La Belle-Isloise (Quiberon) : conseils pour la mise en place du tri dans l'espace restauration du personnel
- FJT Agora (Auray) : accompagnement pour développer l'activité de compostage sur site
- Thalasso Thalazur (Carnac) : Rencontre et conseils pour optimiser la collecte des déchets recyclables
- EHPAD (Quiberon) : Rencontre et conseils pour optimiser la collecte des déchets recyclables

### **3.6 Accompagnement des campings au tri et au compostage**

Dans la continuité du programme d'accompagnement des campings au tri et à la réduction des déchets développé lors de la saison juillet-août 2017, la Communauté de communes a réitéré l'opération en recrutant deux personnes en renfort pour assurer la mission de sensibilisation saisonnière.

Comme l'an dernier, des outils de communication ont été distribués dans les campings à destination des vacanciers (mémo-tri multilingues, jeu de société prédécoupé sur le thème de la prévention).

Des outils techniques ont également été mis à dispositions du personnel et des gérants de campings (affiches, boîtes à piles, sacs jaunes, etc...).

Un accompagnement des gérants et du personnel a également été proposé afin de faciliter et d'ancrer la démarche dans le temps (formation tri et compostage, diagnostic local poubelle, conseils...). Le personnel du camping devient ainsi un relais pour transmettre le message de sensibilisation auprès de la clientèle.

En 2018 ce sont les animations auprès du public qui ont suscitées l'intérêt des gérants de campings. En revanche, les demandes de composteurs ont été inférieures à 2017.

Ont également été rencontrés cette année, des centres de vacances intéressés par le même sujet.

#### **Chiffres clés sur le programme d'accompagnement des campings**

- Au total, ce sont 44 campings qui se sont engagés dans la démarche entre juin et août 2018, dont 4 ont souhaité mettre en place le compostage.
- 15 campings ont accepté de suivre une formation au tri et à la réduction des déchets dont 8 gérants et 27 employés.
- Bien que difficile à estimer compte-tenu des nombreux paramètres à prendre en compte, En moyenne l'action a permis de réduire la production de déchets des campings partenaires d'environ 4% sur la période juillet / août 2018 par rapport à juillet / août 2017.



## Matériel distribué dans les campings durant la saison 2018

| Tri                             |             |
|---------------------------------|-------------|
| Boîtes à piles                  | 48          |
| Sacs jaunes                     | 9770        |
| Mémos A6                        | 18550       |
| Affiches A2 recettes du tri     | 69          |
| Autocollants bacs               | 817         |
| Jeux des vacances durables      | 2535        |
| Compostage                      |             |
| Composteurs                     | 13          |
| Panneaux recettes du compostage | 7           |
| Bio-piques                      | 7           |
| Bio-seaux                       | 77          |
| Broyat                          | 1580 litres |
| Bio-sacs                        | 15 rouleaux |
| Affichettes                     | 13          |



# LES INDICATEURS FINANCIERS

## 1.1. Le financement du service

Le service ordures ménagères est financé par la REOM sur les communes de BELZ, ETEL, ERDEVEN et LOCOAL- MENDON et par la TEOM et la redevance spéciale sur le reste du territoire.

- **La TEOM** est une taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés bâties et suit le sort de cette dernière. Le taux de la TEOM est fixé chaque année par l'assemblée délibérante. Deux zones de perception de la TEOM ont été définies en fonction de la fréquence moyenne hebdomadaire de ramassage des ordures ménagères, sur lesquelles des taux différents sont votés.  
 Les taux de la TEOM votés par l'assemblée délibérante sont les suivants (deux zones de perception) :
  - 9,86 %
  - 10,54 %.
- **La REOM** est une redevance liée au service rendu.
- **La redevance spéciale** finance l'élimination des déchets produits par les commerces, artisans ou activités de service qui, eu égard à leurs caractéristiques et aux quantités produites, peuvent être collectés et traités sans sujétions techniques particulières. Les professionnels assujettis à la redevance spéciale sont exonérés de la TEOM.  
 Les principaux objectifs de cette redevance sont:
  - éviter de faire payer l'élimination des déchets non ménagers par les ménages ;
  - contribuer à l'amélioration de la gestion du service d'élimination des déchets non ménagers en impliquant les producteurs.

La redevance spéciale est basée sur le nombre de bacs présentés par les professionnels à la collecte. Son coût est déterminé par la contenance du bac multiplié par le prix unitaire et le nombre de levées.

Les professionnels ne pouvant objectivement s'équiper de conteneurs sont soumis à une redevance forfaitaire.

## 1.2. Evolution des tarifs

| <b>La TEOM</b> | zones | taux TEOM | taux TEOM | variation |
|----------------|-------|-----------|-----------|-----------|
|                |       | 2017      | 2018      |           |
| Auray          | 1     | 9,86%     | 9,86%     | 0%        |
| Brech          | 1     | 9,86%     | 9,86%     | 0%        |
| Camors         | 1     | 9,86%     | 9,86%     | 0%        |
| Carnac         | 2     | 10,54%    | 10,54%    | 0%        |
| Crach          | 2     | 10,54%    | 10,54%    | 0%        |

|                       |   |        |        |    |
|-----------------------|---|--------|--------|----|
| Ile d' Hoëdic         | 1 | 9,86%  | 9,86%  | 0% |
| Ile d'Houat           | 1 | 9,86%  | 9,86%  | 0% |
| La Trinité Sur Mer    | 2 | 10,54% | 10,54% | 0% |
| Landaul               | 1 | 9,86%  | 9,86%  | 0% |
| Landévant             | 1 | 9,86%  | 9,86%  | 0% |
| Locmariaquer          | 2 | 10,54% | 10,54% | 0% |
| Ploemel               | 1 | 9,86%  | 9,86%  | 0% |
| Plouharnel            | 2 | 10,54% | 10,54% | 0% |
| Plumergat             | 1 | 9,86%  | 9,86%  | 0% |
| Pluneret              | 1 | 9,86%  | 9,86%  | 0% |
| Pluvigner             | 1 | 9,86%  | 9,86%  | 0% |
| Quiberon              | 2 | 10,54% | 10,54% | 0% |
| Saint Philibert       | 2 | 10,54% | 10,54% | 0% |
| Saint Pierre Quiberon | 2 | 10,54% | 10,54% | 0% |
| Sainte Anne d'Auray   | 1 | 9,86%  | 9,86%  | 0% |

## A) La Redevance Spéciale Ordures Ménagères

|               | 2017     | 2018     | variation |
|---------------|----------|----------|-----------|
| prix au litre | 0,0246 € | 0,0246 € | 0 %       |

La redevance pour les professionnels des communes de CAMORS, LANDAUL, LANDEVANT et PLUVIGNER

|                                                                                                                                                                                                                                                            | 2017  | 2018  | variation |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|-------|-----------|
| <b>catégorie 0</b>                                                                                                                                                                                                                                         |       |       |           |
| <i>forfait minimum pour les entreprises qui ont ou pas de local professionnel et qui produisent une quantité de déchets réduite</i>                                                                                                                        | 65 €  | 65 €  | 0%        |
| <b>catégorie 1</b>                                                                                                                                                                                                                                         |       |       |           |
| <i>bars, petits restaurants, commerces de bouche (boulangeries, boucheries, poissonneries ...), activités professionnelles qui ont une production moyenne de déchets (bureau avec quelques salariés, salons de coiffure, pharmacie, tabac, presse ...)</i> | 266 € | 266 € | 0%        |

|                                                                                                                                                                 |          |          |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|----------|----|
| <b>catégorie 2</b><br><i>grands restaurants, grands magasins (alimentations, services, jardineries...) entreprises à dimension industrielle, discothèques</i>   | 574 €    | 574 €    | 0% |
| <b>catégorie 3</b><br><i>établissements d'accueil des personnes âgées, établissements scolaires du second degré, villages vacances, supermarché de classe 1</i> | 1 150 €  | 1 150 €  | 0% |
| <b>catégorie 4</b><br><i>supermarché de classe 2</i>                                                                                                            | 2 873 €  | 2 873 €  | 0% |
| <b>catégorie 5</b><br><i>supermarché de classe 3</i>                                                                                                            | 12 642 € | 12 642 € | 0% |

La redevance pour les professionnels de l'île de HOUAT

|                       | 2017  | 2018  | variation |
|-----------------------|-------|-------|-----------|
| restaurants           | 355 € | 355 € | 0%        |
| crêperies             | 235 € | 235 € | 0%        |
| hôtels                | 355 € | 355 € | 0%        |
| hôtels-restaurants    | 473 € | 473 € | 0%        |
| collèges              | 118 € | 118 € | 0%        |
| boulangeries          | 235 € | 235 € | 0%        |
| surfaces alimentaires | 473 € | 473 € | 0%        |

La redevance pour les professionnels ne pouvant pas objectivement s'équiper de conteneurs

|                                           | 2017    | 2018    | variation |
|-------------------------------------------|---------|---------|-----------|
| restaurants ≤ 30 couverts                 | 1 227 € | 1 227 € | 0%        |
| restaurants >30 couverts et ≤ 60 couverts | 1 841 € | 1 841 € | 0%        |
| restaurants > 60 couverts                 | 2 454 € | 2 454 € | 0%        |
| crêperies                                 | 504 €   | 504 €   | 0%        |

|                                                          |         |         |    |
|----------------------------------------------------------|---------|---------|----|
| boulangeries-pâtisseries                                 | 1 182 € | 1 182 € | 0% |
| poissonneries                                            | 482 €   | 482 €   | 0% |
| boucheries - charcuteries - traiteurs                    | 1 182 € | 1 182 € | 0% |
| hôtels                                                   | 573 €   | 573 €   | 0% |
| hôtels-restaurants                                       | 2 294 € | 2 294 € | 0% |
| commerces alimentaires                                   | 1 147 € | 1 147 € | 0% |
| restaurants scolaires                                    | 803 €   | 803 €   | 0% |
| restaurants des établissements scolaires du second degré | 1 721 € | 1 721 € | 0% |
| établissements d'accueil des personnes âgées             | 1 721 € | 1 721 € | 0% |

## B) La Redevance d'enlèvement des Ordures Ménagères

|                                                                                                                                                                   | 2017   | 2018   | variation |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|--------|-----------|
| Résidence principale 1 personne                                                                                                                                   | 124    | 124    | 0%        |
| Résidence principale 2 personnes                                                                                                                                  | 158    | 158    | 0%        |
| Résidence principale 3 personnes                                                                                                                                  | 198    | 198    | 0%        |
| Résidence principale 4 personnes et plus                                                                                                                          | 234    | 234    | 0%        |
| Résidence secondaire                                                                                                                                              | 141    | 141    | 0%        |
| Location saisonnière meublée studio & gîte                                                                                                                        | 141    | 141    | 0%        |
| 5 gîtes et plus                                                                                                                                                   | 668    | 668    | 0%        |
| location partielle résidence principale                                                                                                                           | 50     | 50     | 0%        |
| Mobile home, caravane                                                                                                                                             | 141    | 141    | 0%        |
| Chambre d'hôtes (par chambre)                                                                                                                                     | 17     | 17     | 0%        |
| Campeur isolé                                                                                                                                                     | 50     | 50     | 0%        |
| campings & gros producteurs (prix au litre)                                                                                                                       | 0,0246 | 0,0246 | 0%        |
| Local commercial 1 <sup>ère</sup> catégorie (services, bars, artisans, mairies)                                                                                   | 124    | 124    | 0%        |
| Local commercial 1 <sup>ère</sup> catégorie ouvert 6 mois et moins                                                                                                | 93     | 93     | 0%        |
| Local commercial 2 <sup>nd</sup> e catégorie (alimentation, boucherie, charcuterie, traiteur, boulangerie, pâtisserie, crêperie, hôtel, salle des fêtes, cantine) | 668    | 668    | 0%        |

|                                                                                |       |       |    |
|--------------------------------------------------------------------------------|-------|-------|----|
| Local commercial 2 <sup>nd</sup> e catégorie ouvert 6 mois et moins            | 501   | 501   | 0% |
| Local commercial 3 <sup>ème</sup> catégorie (supérette, port de plaisance ...) | 1 703 | 1 703 | 0% |
| Restaurant < 30 couverts ouvert à l'année                                      | 668   | 668   | 0% |
| Restaurant 30 à 60 couverts ouvert à l'année                                   | 1 039 | 1 039 | 0% |
| Restaurant > 60 couverts ouvert à l'année                                      | 1 703 | 1 703 | 0% |
| Restaurant < 30 couverts ouvert 6 mois                                         | 501   | 501   | 0% |
| Restaurant 30 à 60 couverts ouvert 6 mois                                      | 779   | 779   | 0% |
| Restaurant > 60 couverts ouvert 6 mois                                         | 1 277 | 1 277 | 0% |
| Autres locaux spécifiques (maison de retraite, lycée, collège ...)             | 2 383 | 2 383 | 0% |

### 1.3. Le coût du service

#### 1.3.1. Montant annuel des dépenses

- Les charges financières

- L'annuité payée au cours de l'exercice s'est élevée à 213 371 €.
- Encours de la dette au 31/12/2017 : 624 408 €
- Encours de la dette au 31/12/2018 : 436 540 €
- Durée de vie résiduelle de l'encours : 5 ans
- Taux moyen de la dette : 4.49 %.
- Nombre de contrats de prêts : 1

- Les charges d'exploitation :

|                                                        |             |
|--------------------------------------------------------|-------------|
| <b>COMPETENCE COLLECTE</b>                             |             |
| charges de collecte continent                          | 4 328 812 € |
| charges de collecte et transport maritime déchets îles | 351 086 €   |
| remboursement frais Houat et Hoëdic pour collecte      | 33 767 €    |
| sacs jaunes                                            | 75 132 €    |
| Lavage des colonnes                                    | 44 559 €    |
| Assistant maîtrise ouvrage collecte                    | 26 364 €    |

|                                           |             |
|-------------------------------------------|-------------|
| <b>COMPETENCE DECHETERIES</b>             |             |
| gestion et exploitation des 6 déchèteries | 4 260 834 € |

|                              |             |
|------------------------------|-------------|
| <b>COMPETENCE TRAITEMENT</b> |             |
| exploitation UIOM            | 3 322 651 € |
| TGAP incinération            | 428 084 €   |

|                          |           |
|--------------------------|-----------|
| tri                      | 670 813 € |
| Etudes environnementales | 14 927 €  |
| contrôle exploitant UIOM | 41 719 €  |

|                         |           |
|-------------------------|-----------|
| Autres charges diverses | 822 457 € |
|-------------------------|-----------|

|                      |          |
|----------------------|----------|
| Intérêts de la dette | 25 503 € |
|----------------------|----------|

|                          |                     |
|--------------------------|---------------------|
| <b>TOTAL DES CHARGES</b> | <b>14 446 708 €</b> |
|--------------------------|---------------------|

## Montant annuel des recettes

### **1 Les produits des services**

#### 1. La TEOM

Produit global de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères encaissé en 2018 : **10 763 523 €**

#### 2. La REOM

Produit global de la Redevance d'Enlèvement des Ordures Ménagères encaissé en 2018 :  
**1 392 480 €**

#### 3. La redevance spéciale

Produit de la redevance spéciale encaissé en 2018 : **568 729 €**

### **2 Les produits d'exploitation**

#### o Aides reçues dans le cadre du tri

- CITEO
  - Soutien à la tonne triée et à la communication locale : **1 618 119 €**
- Ecomobilier **59 073 €**
- Eco TLC **8 524 €**

#### o Recettes perçues au titre de la valorisation des produits

| Produits             | Montant          |
|----------------------|------------------|
| Plastiques           | 155 847 €        |
| Verre                | 147 390 €        |
| Papiers              | 91 496 €         |
| Cartons              | 38 441 €         |
| Acier                | 30 131 €         |
| Aluminium            | 4 524 €          |
| Briques alimentaires | 1 595 €          |
| <b>Total</b>         | <b>469 424 €</b> |

### Recettes des déchèteries

- Recettes perçues au titre de la valorisation des produits réceptionnés en déchèteries : 353 268 €

|             |           |
|-------------|-----------|
| • Ferraille | 170 256 € |
| • Cartons   | 134 455 € |
| • DEEE      | 53 557 €  |

- Produits des droits d'accès des artisans aux déchèteries : 101 107 €

*Pour mémoire : l'accès des professionnels est limité à un volume de 3 m<sup>3</sup> par jour, tous flux confondus. Le PTAC est limité à 3,5 tonnes. Les tarifs 2018 ont été fixés à :*

|                 |                         |
|-----------------|-------------------------|
| • Gravats       | 9,18 €/ m <sup>3</sup>  |
| • Déchets verts | 9,18 €/ m <sup>3</sup>  |
| • Tout-venant   | 14,91 €/ m <sup>3</sup> |
| • Bois          | 14,91 €/ m <sup>3</sup> |

**Total 459 375 €**

#### ○ Produits du traitement des ordures ménagères

|                                                                               |                  |
|-------------------------------------------------------------------------------|------------------|
| ➤ en provenance des particuliers et entreprises déposant directement à l'UIOM | 6 806 €          |
| ➤ redevance versée par la CCBBO pour incinération déchets                     | 242 044 €        |
| ➤ redevance versée par CNIM pour déchets tiers incinérés                      | 140 504 €        |
| ➤ ferrailles issues de l'incinération                                         | 224 044 €        |
| <b>Total</b>                                                                  | <b>613 498 €</b> |

### RECAPITULATIF DES RECETTES

|                           |                     |
|---------------------------|---------------------|
| TEOM                      | 10 763 523 €        |
| REOM                      | 1 392 480 €         |
| REDEVANCE SPECIALE        | 568 729 €           |
| PARTICIPATIONS            | 3 228 013.28 €      |
| DIVERS                    | 41 586 €            |
| <b>TOTAL DES RECETTES</b> | <b>15 994 332 €</b> |

Les déchets captés par la Communauté de communes en 2018 représentent 89 463 tonnes ; le prix de revient de la tonne d'ordures prise en charge par la Communauté de communes est de 125 €.

# LES EVENEMENTS PRINCIPAUX AU COURS DE L'ANNEE 2018 ET LES PERSPECTIVES D'EVOLUTION

## ÉVENEMENTS 2018

Finalisation de l'étude globale de gestion des déchets et choix des évolutions stratégiques sur l'ensemble de la filière déchets. Cette étude a permis d'élaborer et de voter le schéma directeur relatif à la gestion des déchets et à la valorisation des ressources en décembre 2018.

Ce schéma s'étend sur la période 2018-2023, définit les actions à réaliser dans le cadre de la prévention, la pré-collecte, la collecte et le traitement. Le montant des investissements estimés sont estimés à 24,5 M€ H.T

Concomitamment au schéma, la collectivité s'est engagée dans une démarche d'économie circulaire. Sa candidature a été retenue à l'appel à projet TER lancé par l'ADEME.

La collectivité poursuit la modernisation du réseau des déchèteries : Réaménagement complet de la Déchèterie de Hoëdic, et lancement des études pour la création d'une déchetterie à Houat et la réhabilitation de la déchetterie de Quiberon.

Sur le volet collecte des déchets, la Communauté de communes continue la mise en place de colonnes enterrées dans le cadre des opérations de requalification du quartier du Gumenen à Auray.

Enfin, dans le cadre de la prévention et de la réduction des déchets, en phase avec le schéma, a été développé un programme d'actions spécifiques sur le tri et la prévention à destination des campings.

## PERSPECTIVES 2019

Poursuite et fin de la mise en place de colonnes enterrées dans le cadre des opérations de requalification du quartier du Gumenen à Auray.

Poursuite de la modernisation du réseau des déchèteries : mise en service de la déchèterie d'Hoëdic, réaménagement complet de la Déchèterie de Houat et lancement des travaux sur le site de Quiberon.

Etude sur la requalification de sites de Plouharnel et du Sclegen à Crach.

Mise en œuvre d'une démarche d'économie circulaire avec le lancement du projet TER.

Mise en œuvre du schéma communautaire déchets.

Date d'établissement du Rapport annuel sur le Prix et de la Qualité du Service public de la gestion des déchets et Assimilés du Président : 31 mai 2019

Date de présentation du Rapport annuel sur le Prix et de la Qualité du Service public de la gestion des déchets et Assimilés du Président à la Commission Consultative : 18 juin 2019

Date de présentation du Rapport annuel sur le Prix et de la Qualité du Service public de la gestion des déchets et Assimilés du Président au Conseil communautaire : 12 juillet 2019

## LEXIQUE

|       |                                                                                                                                                               |
|-------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| DDS   | Déchets diffus Spécifiques (déchets dangereux)                                                                                                                |
| DEA   | Déchets d'Equipements et d'Ameublement                                                                                                                        |
| DMA   | Déchets Ménagers et Assimilés (DMA = OMA + déchets de déchèteries)                                                                                            |
| DV    | Déchets Végétaux                                                                                                                                              |
| DGF   | La population au sens DGF est constituée par la population totale au sens Insee majorée d'un habitant par résidence secondaire et par emplacement de caravane |
| EL    | Emballages Légers                                                                                                                                             |
| ISDI  | Installation de Stockage de Déchets Inertes                                                                                                                   |
| ISDND | Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux                                                                                                             |
| JRM   | Journaux Revues Magazines                                                                                                                                     |
| OMA   | Ordures Ménagères et Assimilées (Ordures Ménagères résiduelles + collecte sélective)                                                                          |
| PàP   | Porte à Porte                                                                                                                                                 |
| PAV   | Point d'Apport Volontaire                                                                                                                                     |
| TV    | Tout Venant                                                                                                                                                   |
| UIOM  | Usine d'Incinération des Ordures Ménagères                                                                                                                    |
| VLE   | Valeur Limite d'Exposition                                                                                                                                    |

# Rapport annuel 2018 sur le Prix et la Qualité du Service public de l'Eau potable et de l'Assainissement

## SOMMAIRE

|                                                                                            |           |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>PREAMBULE</b> .....                                                                     | <b>4</b>  |
| <b>I. ORGANISATION DU SERVICE EAU ET ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES</b> ..... | <b>5</b>  |
| <b>1.1 ORGANIGRAMME</b> .....                                                              | <b>5</b>  |
| <b>1.2 MODES D'EXPLOITATION DES SERVICES</b> .....                                         | <b>5</b>  |
| 1.2.1 En matière d'eau potable.....                                                        | 5         |
| 1.2.1.1 Contrat intervenu avec SAUR .....                                                  | 6         |
| 1.2.1.2 Contrat intervenu avec STGS .....                                                  | 6         |
| 1.2.2 En matière d'assainissement collectif.....                                           | 7         |
| 1.2.3 En matière d'assainissement non collectif.....                                       | 9         |
| <b>1.3 LES PARTENAIRES CHARGES DES TRAVAUX INCOMBANT A LA COMMUNAUTE DE COMMUNES</b> ..... | <b>9</b>  |
| <b>II. SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE</b> .....                                           | <b>10</b> |
| <b>2.1 CHIFFRES CLES 2017</b> .....                                                        | <b>10</b> |
| <b>2.2 PATRIMOINE DU SERVICE DE L'EAU POTABLE</b> .....                                    | <b>10</b> |
| 2.2.1 Les réservoirs .....                                                                 | 10        |
| 2.2.2 Le réseau .....                                                                      | 11        |
| 2.2.3 La programmation pluriannuelle des investissements 2018 .....                        | 14        |
| 2.2.4 Le parc de compteurs.....                                                            | 15        |
| 2.2.5 Défense incendie.....                                                                | 16        |
| 2.2.6 Bornes de puisage.....                                                               | 16        |
| <b>2.3 EXPLOITATION DU SERVICE</b> .....                                                   | <b>16</b> |
| 2.3.1 Entretien des réseaux et branchements .....                                          | 17        |
| 2.3.2 Performance des réseaux d'eau potable .....                                          | 18        |
| <b>2.4 INVESTISSEMENTS MENES EN MATIERE D'EAU POTABLE</b> .....                            | <b>23</b> |
| 2.4.1 Travaux réalisés en 2018.....                                                        | 23        |
| <b>2.5 QUALITE DE L'EAU DISTRIBUEE</b> .....                                               | <b>24</b> |
| 2.5.1 Analyses .....                                                                       | 24        |
| 2.5.2 Conformités .....                                                                    | 24        |
| <b>2.6 BILAN ENERGETIQUE DU SERVICE EAU POTABLE</b> .....                                  | <b>25</b> |
| <b>2.7 RELATION A L'USAGER/FACTURATION</b> .....                                           | <b>25</b> |
| 2.7.1 Chiffres Clés de la vente d'eau .....                                                | 25        |
| 2.7.2 Abonnés du service de l'eau .....                                                    | 25        |
| 2.7.3 Satisfaction des usagers .....                                                       | 27        |
| 2.7.4 Facturation de l'eau potable.....                                                    | 28        |
| <b>2.8 ELEMENTS FINANCIERS</b> .....                                                       | <b>31</b> |
| 2.8.1 Exécution budgétaire 2018 .....                                                      | 31        |
| 2.8.2 Dette .....                                                                          | 33        |

|              |                                                                                                                                    |                                    |
|--------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|
| 2.8.3        | Amortissements .....                                                                                                               | 34                                 |
| 2.8.4        | Suivi des impayés .....                                                                                                            | 34                                 |
| 2.8.5        | Montants des abandons de créance ou des versements à un fond de solidarité .....                                                   | 34                                 |
| 2.8.6        | Coopération décentralisée .....                                                                                                    | 34                                 |
| <b>III.</b>  | <b>SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT.....</b>                                                                                     | <b>35</b>                          |
| <b>3.1</b>   | <b>PATRIMOINE DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF.....</b>                                                                               | <b>35</b>                          |
| 3.1.1        | Stations et postes de pompage.....                                                                                                 | 35                                 |
| 3.1.2        | Linéaires des réseaux de collecte.....                                                                                             | 36                                 |
| <b>3.2</b>   | <b>EXPLOITATION DU SERVICE.....</b>                                                                                                | <b>40</b>                          |
| 3.2.1        | Entretien du réseau et postes .....                                                                                                | 42                                 |
| 3.2.2        | Contrôle des raccordements.....                                                                                                    | 46                                 |
| <b>3.2.3</b> | <b>Exploitation des stations d'épuration.....</b>                                                                                  | <b>48</b>                          |
| 3.2.3.1      | Stations d'épuration : Descriptif et Bilan de fonctionnement .....                                                                 | 48                                 |
| 3.2.3.2      | indicateurs de performances.....                                                                                                   | 80                                 |
| <b>3.3</b>   | <b>TRAVAUX MENES EN MATIERE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF.....</b>                                                                    | <b>81</b>                          |
| <b>3.4</b>   | <b>RELATION A L'USAGER /FACTURATION .....</b>                                                                                      | <b>82</b>                          |
| 3.4.1        | Abonnés du service .....                                                                                                           | 82                                 |
| 3.4.2        | Satisfaction des usagers .....                                                                                                     | 83                                 |
| 3.4.3        | Facturation de l'assainissement collectif et non collectif.....                                                                    | 83                                 |
| 3.4.3.1      | Structuration tarifaire de l'assainissement collectif et coût du service .....                                                     | 83                                 |
| <b>3.5</b>   | <b>ELEMENTS FINANCIERS .....</b>                                                                                                   | <b>87</b>                          |
| 3.5.1        | Exécution budgétaire 2018 .....                                                                                                    | 87                                 |
| <b>3.6</b>   | <b>ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF .....</b>                                                                                          | <b>90</b>                          |
| 3.6.1        | Contexte institutionnel.....                                                                                                       | 90                                 |
| 3.6.2        | Indicateurs.....                                                                                                                   | 90                                 |
| 3.6.3        | Récapitulatif des contrôles effectués par le service.....                                                                          | 94                                 |
| 3.6.3.1      | Contrôles de conception .....                                                                                                      | 94                                 |
| 3.6.3.2      | Contrôles de bonne exécution .....                                                                                                 | 97                                 |
| 3.6.3.3      | Contrôles de fonctionnement .....                                                                                                  | 100                                |
| 3.6.3.4      | Contrôles lors de vente immobilière.....                                                                                           | 103                                |
| 3.6.3.5      | La compétence réhabilitation .....                                                                                                 | 110                                |
| 3.6.3.6      | Contres visites effectuées par le service .....                                                                                    | 111                                |
| 3.6.4        | Structuration tarifaire de l'assainissement non collectif et coût du service .....                                                 | 112                                |
| <b>3.6.2</b> | <b>ELEMENTS FINANCIERS.....</b>                                                                                                    | <b>Erreur ! Signet non défini.</b> |
| 3.6.2.1      | Exécution budgétaire 2018 .....                                                                                                    | <b>Erreur ! Signet non défini.</b> |
| <b>IV.</b>   | <b>ANNEXES.....</b>                                                                                                                | <b>90</b>                          |
| <b>4.1</b>   | <b>Annexe 1 : Qualité de l'eau distribuée sur le territoire de la Communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique .....</b> | <b>116</b>                         |
| <b>4.2</b>   | <b>Annexe 2 : Facture eau et assainissement de 120 m3.....</b>                                                                     | <b>117</b>                         |
| <b>4.3</b>   | <b>Annexe 3 : CARE.....</b>                                                                                                        | <b>117</b>                         |

## Préambule

La communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique réunit 24 communes : Auray, Belz, Brec'h, Camors, Carnac, Crac'h, Erdeven, Etel, Hoedic, Houat, Landaul, Landévant, La Trinité/Mer, Locmariaquer, Locoal-Mendon, Ploemel, Plouharnel, Plumergat, Pluneret, Pluvigner, Quiberon, Sainte Anne d'Auray, St Philibert, St Pierre Quiberon et compte 86 000 habitants.

Si l'année 2014 a été caractérisée par la mise en place de la collectivité suite à la création de la communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique, 2015 a permis de commencer à structurer l'organisation du service Eau et Assainissement en recrutant notamment le responsable du service et deux techniciens assainissement. Ce travail se poursuit depuis 2016.

Le présent rapport est rédigé en application de la loi n°95-101 du 2 Février 1995, du décret n°95-635 complété par le décret 2007-675 du 2 Mai 2007 et de l'arrêté du 2 décembre 2013, qui définit notamment des indicateurs de services :

- de l'eau potable qui couvrent la production et la distribution de l'eau, jusqu'à la performance du service à l'utilisateur.
- de l'assainissement collectif qui couvrent la collecte des eaux usées et le traitement des eaux usées jusqu'à la qualité du service à l'utilisateur.
- ils permettent d'avoir une vision de l'ensemble du service de sa performance et de sa durabilité à la fois sous l'angle économique, environnemental et social.

Les modes d'exploitation des services conditionnent la disponibilité des données incrémentant le présent rapport.

Ce rapport est constitué de deux parties distinctes la première portant sur le service eau potable et la seconde sur le service assainissement.

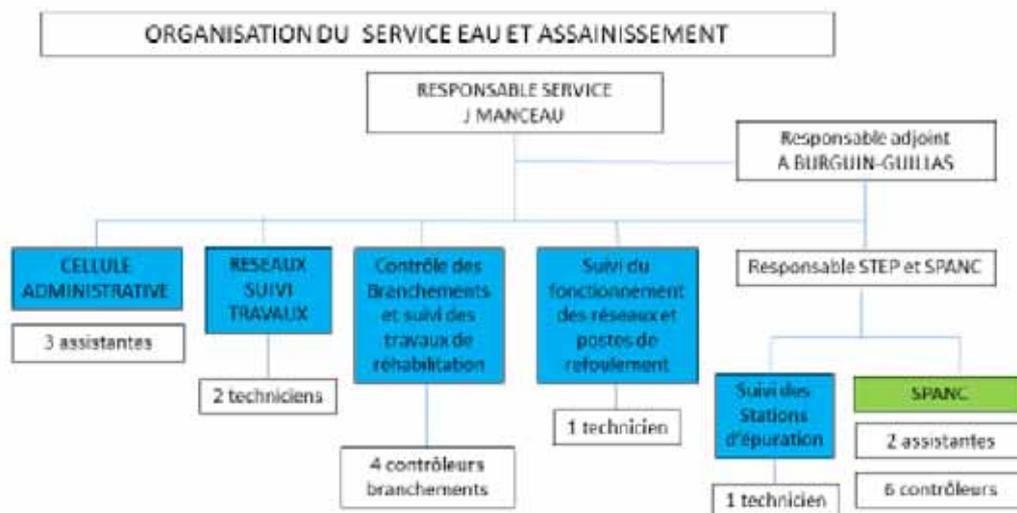
## I. Organisation du service Eau et Assainissement de la Communauté de Communes

Le service Eau et Assainissement de la communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique a en charge d'assurer la gestion de l'ensemble des ouvrages et réseaux d'eau potable et d'eaux usées depuis la distribution de l'eau jusqu'au rejet dans le milieu naturel des eaux résiduaires après traitement.

Le Syndicat Eau du Morbihan assure depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012 la compétence de production de l'eau.

### 1.1 ORGANIGRAMME

L'organisation du service Eau et Assainissement est présentée ci-dessous :



La Communauté de communes, en sa qualité d'Autorité Organisatrice du service, supporte la charge de l'investissement des :

- ouvrages (exemple : génie-civil des postes de relevage, réservoir d'adduction d'eau potable, stations d'épuration),
- réseaux et leurs accessoires,
- branchements pour la partie située sur la voie publique.

### 1.2 MODES D'EXPLOITATION DES SERVICES

#### 1.2.1 En matière d'eau potable

La compétence distribution d'eau potable a été exercée au cours de l'année 2018 sur la totalité des communes qui composent Auray Quiberon Terre Atlantique.

L'exploitation du service de distribution d'eau potable sur le périmètre communautaire a été confiée :

- à la société SAUR France, par un contrat d'affermage qui a pris effet le 1<sup>er</sup> janvier 2007, pour une durée de 15 ans, sur 23 communes (échéance au 31/12/2021).
- à la société STGS sur la commune de Pluvigner, par un contrat d'affermage qui est entré en application le 1<sup>er</sup> janvier 2008 pour une durée de 14 ans (échéance au 31/12/2021).

Le Syndicat Eau du Morbihan vend l'eau potable en sortie des usines aux sociétés fermières SAUR et STGS à un prix fixé par l'assemblée délibérante de ce syndicat.

#### 1.2.1.1 Contrat intervenu avec SAUR

| AVENANT DU | OBJET                                                                                                                                                                                                                     |
|------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 27/12/2006 | Intégration des communes de Landaul et Landévant dans le périmètre contractuel.                                                                                                                                           |
| 23/12/2009 | Intégration de la commune de Camors dans le périmètre contractuel                                                                                                                                                         |
| 26/07/2010 | Réalisation des prestations de facturation de l'assainissement non collectif, modification du calcul du tarif de production.                                                                                              |
| 15/11/2010 | Modification de la formule de révision des prix part distribution                                                                                                                                                         |
| 24/03/2011 | Modification concernant l'application du tarif fuite                                                                                                                                                                      |
| 15/03/2017 | Séparation des compétences distribution et production<br>(collectivités, patrimoines, rémunérations,...)<br>Fin du régime transitoire de transfert du droit à déduction TVA<br>Prise en compte de raccordements d'indices |

#### 1.2.1.2 Contrat intervenu avec STGS

| AVENANT DU | OBJET                                                                                                                                                                                                                     |
|------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 23/12/2009 | Reprise du contrat par le SMABQP et modification de la formule de révision des prix.                                                                                                                                      |
| 27/12/2013 | Modification du mécanisme de transfert de la TVA                                                                                                                                                                          |
| 15/03/2017 | Séparation des compétences distribution et production<br>(collectivités, patrimoines, rémunérations,...)<br>Fin du régime transitoire de transfert du droit à déduction TVA<br>Prise en compte de raccordements d'indices |

Les prestations confiées aux délégataires au titre des contrats d'affermages sont les suivantes :

| PRESTATION          | SERVICE A LA CHARGE DES DELEGATAIRES                                                                                                                                  |
|---------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Gestion du service  | Application du règlement du service, surveillance et entretien des installations.                                                                                     |
| Gestion des abonnés | Accueil des usagers, relève des compteurs, facturation des abonnements et des consommations, traitement des réclamations, mise en service exclusive des branchements. |
| Renouvellements     | des équipements électromécaniques, des canalisations inférieures à six mètres de longueur et des compteurs.                                                           |

Pour l'ensemble de ces prestations, les délégataires sont rémunérés sur la base d'un prix fixé aux contrats d'affermage ; ce prix est révisé annuellement par application d'un coefficient dont les modalités de calcul sont définies aux contrats.

Les délégataires exploitent le service à leurs risques et périls

### 1.2.2 En matière d'assainissement collectif

Sur l'ensemble du territoire, l'exploitation du service de l'assainissement collectif (collecte et traitement des eaux usées) est assurée par trois contrats de délégation de service public de type affermage avec la société SAUR entrés en application :

- Le 1<sup>er</sup> janvier 2006, pour une durée de 15 ans, qui concerne 19 communes.

| AVENANT DU | OBJET                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 28/06/2006 | Intégration de la commune de Landévant dans le périmètre contractuel.                                                                                                                                                                                                                       |
| 26/11/2009 | Intégration dans le périmètre de l'affermage, des ouvrages permettant de traiter l'azote et le phosphore sur les stations d'épuration de Lann Pont Houar et Pont Er Bail, et adaptation des tarifs du fermier du fait des surcoûts engendrés par l'exploitation de ces nouveaux équipements |
| 11/02/2012 | Modification du programme de renouvellement.                                                                                                                                                                                                                                                |
| 13/12/2013 | Modification du programme de renouvellement pour intégration STEP kerran                                                                                                                                                                                                                    |
| 23/12/2014 | Modifiant le régime de la TVA                                                                                                                                                                                                                                                               |
| 23/06/2017 | Intégration et suppression d'ouvrage – évolution des clauses relatives à la transparence (reporting, procédure d'interface)                                                                                                                                                                 |
| 28/12/2017 | Evolution de la rémunération du délégataire                                                                                                                                                                                                                                                 |

- Le 1<sup>er</sup> janvier 2008, pour une durée de 13 ans, qui concerne les deux communes de Carnac et La Trinité/mer.

| <b>AVENANT DU</b> | <b>OBJET</b>                                                                                                                                                               |
|-------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 24/06/2011        | Intégration de la nouvelle STEP de type membranaire d'une capacité passant à 60 000 Eq/hab.                                                                                |
| 28/06/2013        | Intégration dans le périmètre d'affermage de 4 nouveaux postes de relèvement-intégration d'une mission de suivi de captage de naissains et de la bactériologie des huitres |
| 23/12/2014        | Modifiant le régime de la TVA                                                                                                                                              |
| 23/06/2017        | évolution des clauses relatives à la transparence (reporting, procédure d'interface)<br>Evolution de la gestion du renouvellement                                          |
| 28/12/2017        | Evolution de la rémunération du délégataire suite à l'intégration de nouveaux ouvrages                                                                                     |

- Le 1<sup>er</sup> janvier 2012 pour une durée de 9 ans, qui concerne les communes de Landaul, Pluvigner et Camors.

| <b>Avenant du</b> | <b>Objet</b>                                                                                                                               |
|-------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 09/12/2013        | Intégration de la nouvelle STEP et redéfinition de la rémunération du délégataire.                                                         |
| 23/12/2014        | Modifiant le régime de la TVA                                                                                                              |
| 23/06/2017        | Intégration et suppression d'ouvrage – évolution des clauses relatives à la transparence (reporting, procédure d'interface)                |
| 28/12/2017        | Mise à jour de l'inventaire du patrimoine<br>Modification de la rémunération du délégataire pour l'exploitation d'ouvrages supplémentaires |

Les principales prestations dues par le fermier au titre des contrats de délégation :

- Bon fonctionnement du service :
  - réparation de tous les ouvrages, équipements et matériels mis à sa disposition ;
  - réparation des branchements.

- Renouvellement des matériels et ouvrages inventoriés aux cahiers des charges:
  - accessoires hydrauliques ;
  - équipements électromécaniques ;
  - installations de relèvement et d'épuration.
  
- Encaissement :
  - de la redevance assainissement.
  
- Continuité de service
  - Une continuité de service est mise en place ;
  - Cette dernière est assurée en dehors des heures ouvrées ainsi que les samedis, dimanches et jours fériés par un service d'astreinte propre à chaque exploitant.

### 1.2.3 En matière d'assainissement non collectif

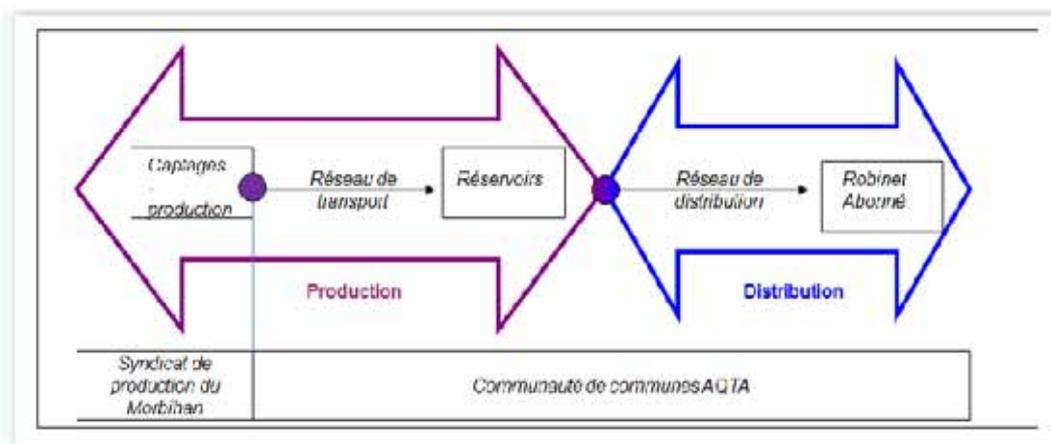
Le service public d'assainissement non collectif (SPANC) est assuré en régie sur la totalité du territoire communautaire.

## 1.3 LES PARTENAIRES CHARGES DES TRAVAUX INCOMBANT A LA COMMUNAUTE DE COMMUNES

Les travaux qui ne relèvent pas de la responsabilité des délégataires (extensions ou rénovations de réseaux, création de bassins tampons ou de stations d'épuration) restent à la charge de la Communauté de communes. Leur réalisation est organisée dans le cadre d'appels d'offres, conformes aux règles de la commande publique.

Les études préalables à la réalisation de ces travaux et le suivi des chantiers sont confiées à des maîtres d'œuvre à la suite de procédures de mise en concurrence respectant les règles du code des marchés publics.

## II. Service public de l'eau potable



### 2.1 CHIFFRES CLES 2018

- 24 communes exploitées en contrat de délégation de service public
- Volume global mis en distribution : 5 711 972 m<sup>3</sup> (5 862 912 m<sup>3</sup> en 2017)- les volumes mis en distribution correspondent à la somme des volumes produits et importés, minorée des volumes exportés. Ce volume est calculé sur une période de relève donnée puis sont extrapolés sur 365 jours ;
- 69 892 abonnés (68 910 abonnés en 2017);
- 1 620 km de réseau AEP (1619 km en 2017) ;
- Rendement global du réseau : 90,27% (88,53% en 2017) ;
- 9 réservoirs.

### 2.2 PATRIMOINE DU SERVICE DE L'EAU POTABLE

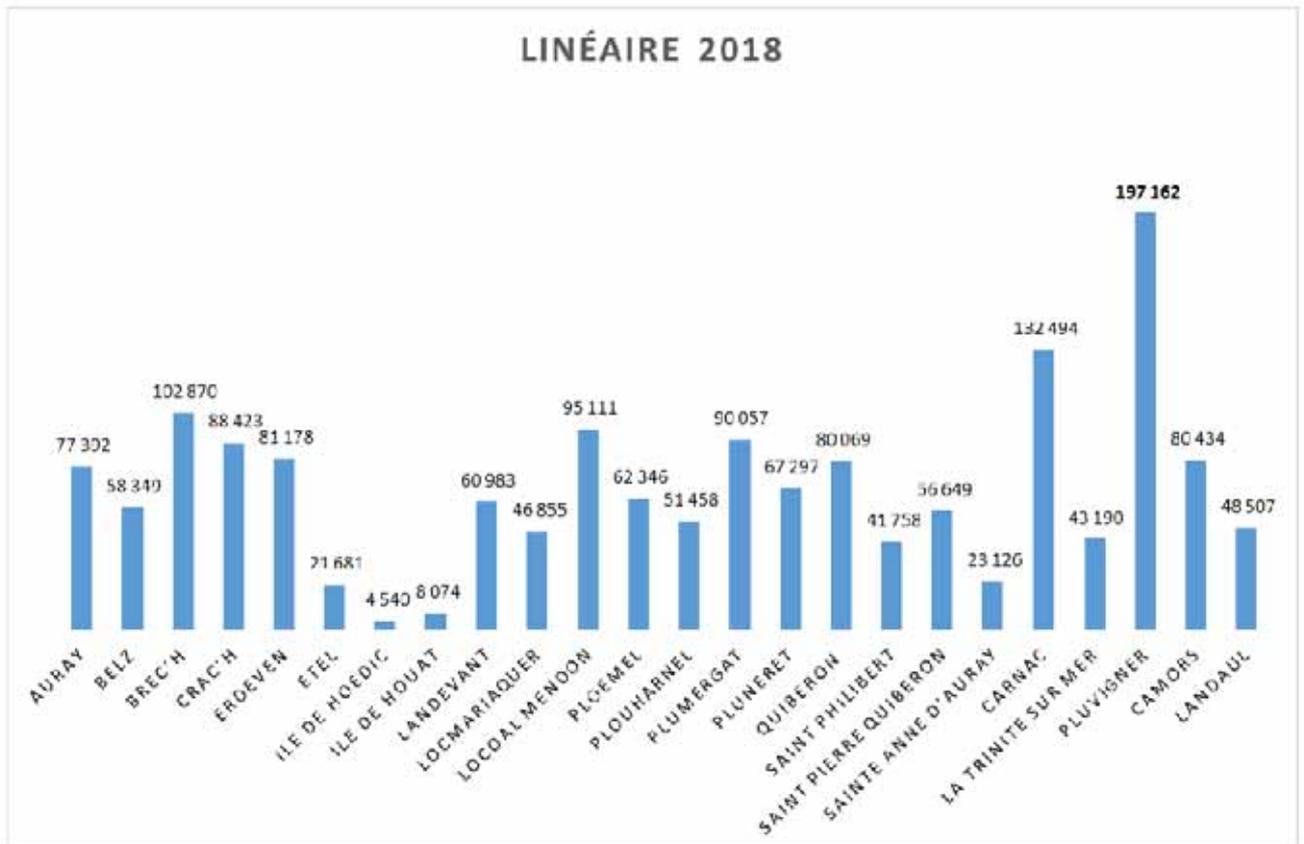
#### 2.2.1 Les réservoirs

Le stockage de l'eau est réalisé au sein des ouvrages suivants :

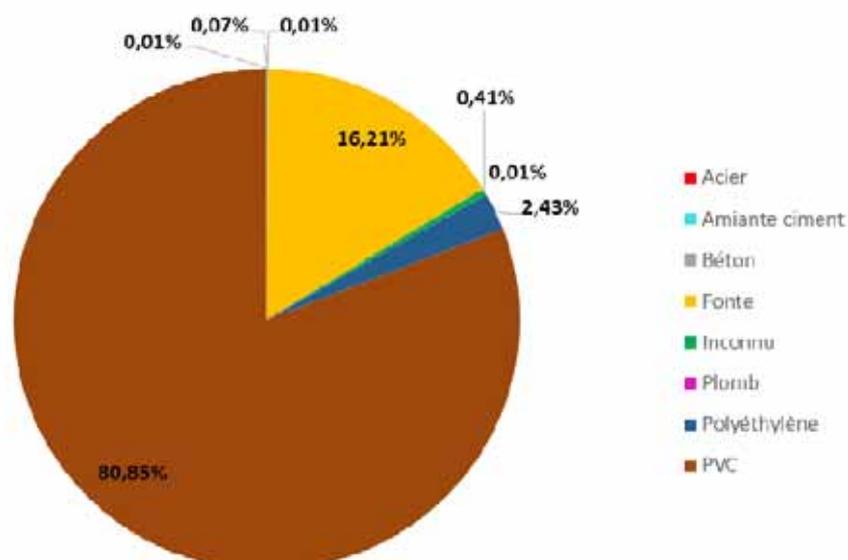
| Type d'ouvrage         | Localisation                      | Volume (m3) |
|------------------------|-----------------------------------|-------------|
| Réservoir semi-enterré | Kercado - Commune de Carnac       | 300 m3      |
| Réservoir sur tour     | Kercado - Commune de Carnac       | 1500 m3     |
| Réservoir sur tour     | Auray                             | 1000 m3     |
| Réservoir sur tour     | Etel                              | 500 m3      |
| Réservoir sur tour     | Mane Pages - Commune de Landevant | 500 m3      |
| Réservoir sur tour     | Locqmariaquer                     | 400 m3      |
| Réservoir sur tour     | Quiberon                          | 800 m3      |
| Réservoir sur tour     | Pluvigner                         | 500 m3      |
| Réservoir semi-enterré | Route de Bieuzy- Pluvigner        | 2*150 m3    |

## 2.2.2 Le réseau

Sur le périmètre d'AQTA, le linéaire de réseau d'eau potable s'élève à 1 620 km et se répartit comme suit :



Au regard des éléments disponibles dans les rapports des délégataires, il est possible de dresser une typologie des réseaux du territoire :



### Indicateur P103.1 indice de connaissance et de gestion patrimoniale

L'Indicateur P103.1 relatif à la connaissance et gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable est de **95/120** pour le contrat STGS Pluvigner et de **116/120** pour le contrat SAUR AQTA.

La définition de cet indicateur a évolué entre 2012 et 2013. En effet l'arrêté du 2 décembre 2013 est venu modifier l'arrêté du 2 mai 2007 en la matière.

Cet indicateur évalue sur une échelle de 0 à 120, à la fois l'existence de plans des réseaux, la procédure de mise à jour (partie A de l'indicateur jugée sur 15 points), la qualité de l'inventaire des réseaux (partie B de l'indicateur jugée sur 30 points) ainsi que d'autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C jugée sur 75 points portant notamment sur la localisation des ouvrages annexes et branchements, l'inventaire des équipements électromécaniques, les caractéristiques des branchements, le suivi des interventions, l'existence d'une politique de renouvellement pluriannuelle des ouvrages et l'existence d'une modélisation des réseaux).

L'indice est obtenu en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C mentionnés ci-avant et précisés et avec les conditions suivantes :

- Les 30 points d'inventaire des réseaux (**partie B**) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (**partie A**) sont acquis.
- Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (**partie C**) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

#### *Partie A : Plan des réseaux (15 points)*

**10 points (VP.236) : Existence d'un plan des réseaux de transport et de distribution d'eau potable** mentionnant, s'ils existent, la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs généraux de mesures que constituent par exemple le compteur du volume d'eau prélevé sur la ressource en eau, le compteur en aval de la station de production d'eau, ou les compteurs généraux implantés en amont des principaux secteurs géographiques de distribution d'eau potable

**5 points (VP.237) : Définition d'une procédure de mise à jour du plan des réseaux** afin de prendre en compte les travaux réalisés depuis la dernière mise à jour (extension, réhabilitation ou renouvellement de réseaux) ainsi que les données acquises notamment en application de l'article R.

554-34 du code de l'environnement. La mise à jour est réalisée au moins chaque année

*Partie B : Inventaire des réseaux (30 points)*

10 points (VP.238, VP.239 et VP.240) - les 10 points sont acquis si les 2 conditions suivantes sont remplies :

- **Existence d'un inventaire des réseaux** identifiant les tronçons de réseaux avec mention du linéaire de la canalisation, de la catégorie de l'ouvrage définie en application de l'article R. 554-2 du code de l'environnement ainsi que de la précision des informations cartographiques définie en application du V de l'article R. 554-23 du même code (VP.238) et **pour au moins la moitié du linéaire total des réseaux**, les informations sur les matériaux et les diamètres des canalisations de transport et de distribution (VP.239)
- **La procédure de mise à jour** du plan des réseaux est complétée en y intégrant la mise à jour de l'inventaire des réseaux. (VP.240)

De 1 à 5 points (VP.239) : Lorsque les informations sur les matériaux et les diamètres, sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10% supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90%.

Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour au moins 95% du linéaire total des réseaux :

Matériaux et diamètres connus pour 60% à 69,9% du linéaire des réseaux : 1 point supplémentaire

Matériaux et diamètres connus pour 70% à 79,9% du linéaire des réseaux : 2 points supplémentaires

Matériaux et diamètres connus pour 80% à 89,9% du linéaire des réseaux : 3 points supplémentaires

Matériaux et diamètres connus pour 90% à 94,9% du linéaire des réseaux : 4 points supplémentaires

Matériaux et diamètres connus pour au moins 95% du linéaire des réseaux : 5 points supplémentaires

De 0 à 15 points (VP.241) :

**L'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose** des tronçons identifiés à partir du plan des réseaux, la moitié (50%) du linéaire total des réseaux étant renseigné. Lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un **point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10% supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90%**. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour au moins 95% du linéaire total des réseaux :

Dates ou périodes de pose connues pour moins de 50% du linéaire des réseaux : 0 point

Dates ou périodes de pose connues pour 50% à 59,9% du linéaire des réseaux : 10 points

Dates ou périodes de pose connues pour 60% à 69,9% du linéaire des réseaux : 11 point

Dates ou périodes de pose connues pour 70% à 79,9% du linéaire des réseaux : 12 points

Dates ou périodes de pose connues pour 80% à 89,9% du linéaire des réseaux : 13 points

Dates ou périodes de pose connues pour 90% à 94,9% du linéaire des réseaux : 14 points

Dates ou périodes de pose connues pour au moins 95% du linéaire des réseaux : 15 points

*Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 points)*

**10 points (VP.242) :** Le plan des réseaux précise la localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, poteaux incendie, ...) et, s'il y a lieu, des servitudes instituées pour l'implantation des réseaux

**10 points (VP.243) :** Existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des pompes et équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution

**10 points (VP.244) :** Le plan des réseaux mentionne la localisation des branchements

**10 points (VP.245) :** Un document mentionne pour chaque branchement les caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur ;

**10 points (VP.246) :** Un document identifie les secteurs où ont été réalisées des recherches de pertes d'eau, la date de ces recherches et la nature des réparations ou des travaux effectués à leur suite

**10 points (VP.247) :** Maintien à jour d'un document mentionnant la localisation des autres interventions sur le réseau telles que réparations, purges, travaux de renouvellement

**10 points (VP.248) :** Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans)

**5 points (VP.249) :** Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux, portant sur au moins la moitié du linéaire de réseaux et permettant notamment d'apprécier les temps de séjour de l'eau dans les réseaux et les capacités de transfert des réseaux

Cet indice global était de 75 en 2016 pour une valeur d'indice de 120. Il est de 101 en 2018.

### 2.2.3 La programmation pluriannuelle des investissements 2018

Aux termes du budget primitif 2018, les investissements prévus début 2018 étaient les suivants :

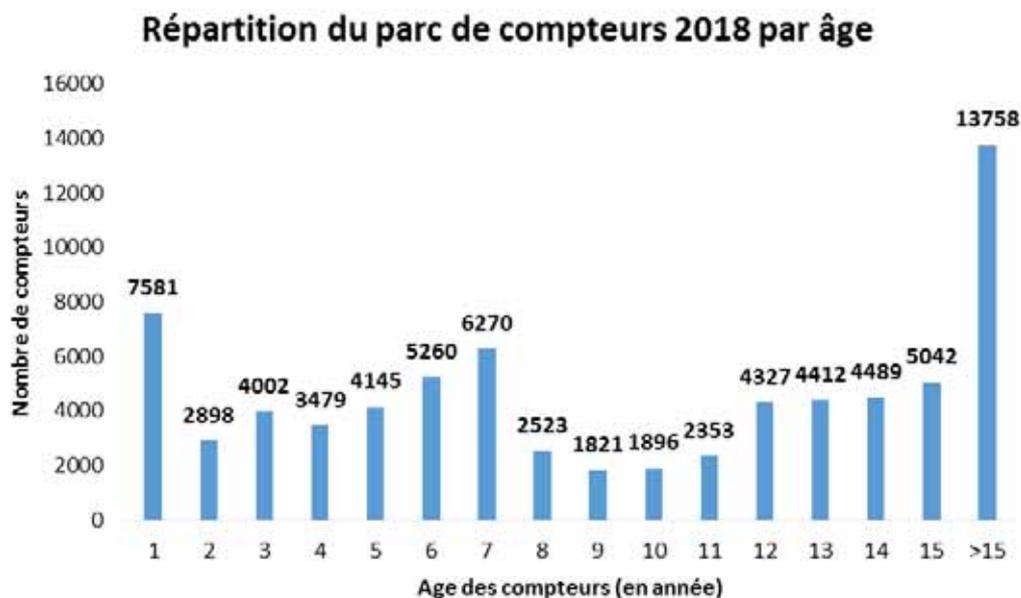
| ARTICLE      | OBJET                                            | BP PRIMITIF        |
|--------------|--------------------------------------------------|--------------------|
| 2315         | PLOEMEL REHAB 4                                  | 24 530 €           |
| 2315         | PLUVIGNER Lesmadien - rue de Gaulle              | 40 000 €           |
| 2315         | BRECH Kerguéro                                   | 80 000 €           |
| 2315         | LOCMARIAQUER 18 Kerouarc'h Kerveresse            | 150 000 €          |
| 2315         | STE ANNE D'AURAY REHAB 3                         | 162 980 €          |
| 2315         | HOEDIC                                           | 239 800 €          |
| 2315         | BELZ 17 - Kerdonnerch - réhabilitation du réseau | 350 000 €          |
| 2315         | MARCHES A BONS DE COMMANDE                       | 425 990 €          |
| 2315         | Plouharnel presque                               | 1 026 700 €        |
| <b>TOTAL</b> |                                                  | <b>2 500 000 €</b> |

Le parc de compteurs

Fin 2018, le parc des compteurs est de 73 919 unités (72 916 compteurs en 2017).

Les caractéristiques des compteurs sont les suivantes :

- L'âge des compteurs sont synthétisés dans le graphique suivant :



- Les différents diamètres du parc de compteur sont synthétisés dans le graphique ci-dessous :



## 2.2.4 Défense incendie

La défense incendie relève de la responsabilité des Maires.  
Le territoire compte 1226 poteaux incendie.

## 2.2.5 Bornes de puisage

La Communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique dispose d'un parc de 13 bornes de puisages monétiques réparties sur le territoire. Ces équipements fonctionnent à l'aide de cartes prépayées et sont à la disposition des entreprises et collectivités. Leur maintenance est assurée par l'exploitant du service sur la commune concernée.

## 2.3 EXPLOITATION DU SERVICE

### *Population desservie (indicateur D.101)*

Est ici considérée comme un habitant desservi toute personne – y compris les résidents saisonniers – domiciliée dans une zone où il existe à proximité une antenne du réseau public d'eau potable sur laquelle elle est ou peut être raccordée.

Cette population peut-être permanente ou présente une partie de l'année seulement. Sur le périmètre d'AQTA, la population desservie est estimée à 110 615 habitants.

| COMMUNES           | Population estimée<br>2018 |
|--------------------|----------------------------|
| AURAY              | 14 675                     |
| BELZ               | 4 313                      |
| BRECH              | 7 059                      |
| CAMORS             | 3 211                      |
| CARNAC             | 10 394                     |
| CRACH              | 3 897                      |
| ERDEVEN            | 5 437                      |
| ETEL               | 3 003                      |
| HOEDIC             | 297                        |
| HOUAT              | 447                        |
| LA TRINITE SUR MER | 3 468                      |
| LANDAUL            | 2 447                      |
| LANDEVANT          | 3 799                      |
| LOCMARIAQUER       | 2 724                      |
| LOCOAL MENDON      | 3 649                      |
| PLOEMEL            | 3 189                      |
| PLOUHARNEL         | 2 611                      |
| PLUMERGAT          | 4 168                      |

|                    |                |
|--------------------|----------------|
| PLUNERET           | 5 665          |
| PLUVIGNER          | 7 783          |
| QUIBERON           | 10 470         |
| ST PHILIBERT       | 2 828          |
| ST PIERRE QUIBERON | 4 471          |
| STE ANNE D'AURAY   | 2 757          |
| <b>TOTAL</b>       | <b>112 762</b> |

### 2.3.1 Entretien des réseaux et branchements

- Maintenance du réseau d'eau potable

Les délégataires du service de l'eau assurent l'entretien et la réparation des ouvrages du réseau d'eau potable (branchements, conduites, ventouses, purges, vidanges, bouches à clé etc...) et participent au maintien de la qualité d'eau en procédant au besoin à la réalisation de purges.

En 2018, 193 fuites sur branchements et canalisations ont été réparées sur le territoire (131 fuites en 2017) :

| Commune             | Casses/ fuites sur conduites réparées | Casses/ fuites sur branchements réparées | TOTAL |
|---------------------|---------------------------------------|------------------------------------------|-------|
| Auray               | 7                                     | 11                                       | 18    |
| Belz                | 5                                     | 1                                        | 6     |
| Brech               | 4                                     | 2                                        | 6     |
| Camors              | 3                                     | 3                                        | 6     |
| Carnac              | 16                                    | 12                                       | 28    |
| Crach               | 7                                     | 3                                        | 10    |
| Erdeven             | 10                                    | 6                                        | 16    |
| Etel                | 3                                     | 1                                        | 4     |
| Hoedic              | 0                                     | 0                                        | 0     |
| Houat               | 0                                     | 1                                        | 1     |
| La Trinité-sur-Mer  | 3                                     | 2                                        | 5     |
| Landaul             | 2                                     | 1                                        | 3     |
| Landévant           | 4                                     | 0                                        | 4     |
| Locmariaquer        | 3                                     | 2                                        | 5     |
| Locoal-Mendon       | 3                                     | 6                                        | 9     |
| Ploemel             | 9                                     | 4                                        | 13    |
| Plouharnel          | 2                                     | 3                                        | 5     |
| Plumergat           | 2                                     | 6                                        | 8     |
| Pluneret            | 1                                     | 5                                        | 6     |
| Pluvigner           | 7                                     | 7                                        | 14    |
| Quiberon            | 6                                     | 7                                        | 13    |
| Sainte Anne d'Auray | 0                                     | 0                                        | 0     |

|                           |            |           |            |
|---------------------------|------------|-----------|------------|
| Saint-Philibert           | 5          | 2         | 7          |
| Saint-Pierre-<br>Quiberon | 3          | 3         | 6          |
| <b>Total</b>              | <b>105</b> | <b>88</b> | <b>193</b> |

- Travaux neufs, renouvellements et extensions de réseaux

Sur le territoire de la Communauté de communes, les délégataires ont réalisé différents travaux :

- des branchements neufs : 364 (371 en 2017);
- des poses de compteurs neufs : 3651 (3 141 en 2017) ;
- Les travaux d'extension pour l'ensemble du réseau s'élèvent, en 2018, à 1461 mètres linéaires (3834 ml en 2017) ;
- des raccordements de nouvelles conduites sur les réseaux existants.

Le service de l'eau de la Communauté de Communes procède également à des travaux de renouvellements de réseaux confiés à des entreprises ; ces derniers sont décrits III.3.2.

### 2.3.2 Performance des réseaux d'eau potable

Des indicateurs réglementaires permettent de caractériser la performance des réseaux :

- Le rendement du réseau d'eau potable (rapport de la somme des volumes consommés comptabilisés et des volumes autorisés non comptés sur le volume mis en distribution) est de 90,27 % en 2018 contre 88,53 % en 2017.

#### Indicateur P104.3 Rendement du réseau de distribution

Le tableau établit le calcul du rendement du réseau :

| Année                                                              | 2 014     | 2 015     | 2 016     | 2 017     | 2 018     |
|--------------------------------------------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Volume consommé autorisé (m3)                                      | 4 720 491 | 4 796 415 | 4 846 196 | 5 159 516 | 5 126 427 |
| STGS                                                               | 261 193   | 263 336   | 278 551   | 283 027   | 285 528   |
| SAUR                                                               | 4 459 298 | 4 533 079 | 4 567 645 | 4 876 489 | 4 840 899 |
| Volume vendu en gros (m3)                                          | 326 961   | 379 698   | 257 792   | 302 948   | 303 123   |
| STGS                                                               | 204 851   | 159 281   | 210 913   | 238 573   | 255 977   |
| SAUR                                                               | 122 110   | 220 417   | 46 879    | 64 375    | 47 146    |
| volume d'eau potable introduit dans le réseau de distribution (m3) | 5 648 709 | 5 760 802 | 5 718 216 | 6 170 083 | 6 015 095 |
| STGS                                                               | 523 276   | 478 080   | 548 904   | 580 787   | 600 620   |
| SAUR                                                               | 5 125 433 | 5 282 722 | 5 169 312 | 5 589 296 | 5 414 475 |
| rendement du réseau AEP                                            | 89,36%    | 89,85%    | 89,26%    | 88,53%    | 90,27%    |

- L'indice linéaire de pertes (rapport des volumes perdus durant une année sur la longueur du réseau) est de **0,99 m<sup>3</sup>/km/jour**.

Cet indice permet d'estimer le volume d'eau moyen perdu par jour pour 1 km de réseau. Sa valeur évolue selon la densité de population raccordée au réseau.

*Indicateur P106.3 Indice linéaire de pertes en réseau*

|                                                                     | 2014      | 2015      | 2016      | 2017      | 2018      |
|---------------------------------------------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Volume consommé autorisé (m <sup>3</sup> )                          | 4 720 491 | 4 796 415 | 4 846 196 | 5 159 516 | 5 126 427 |
| volume d'eau potable mis en distribution (m <sup>3</sup> )          | 5 321 748 | 5 381 104 | 5 460 424 | 5 867 135 | 5 711 972 |
| longueur du réseau en km                                            | 1615      | 1612,5    | 1615      | 1619      | 1620      |
| indice linéaire de perte en réseau (ILP) en m <sup>3</sup> /km/jour | 1,02      | 0,99      | 1,04      | 1,20      | 0,99      |

Pour l'interprétation de ces données, nous disposons des valeurs suivantes (étude du laboratoire Gestion de l'eau et de l'Assainissement).

| Type              | Rural           | Intermédiaire   | Urbain           |
|-------------------|-----------------|-----------------|------------------|
| Densité d'abonnés | ≤ 20            | 20 < D ≤ 40     | 40 < D           |
| Excellent         | ILP < 0.7       | ILP < 1.5       | ILP < 3.3        |
| Moyen             | 0.7 ≤ ILP ≤ 2.5 | 1.5 ≤ ILP ≤ 5.2 | 3.3 ≤ ILP ≤ 12.8 |
| Médiocre          | 2.5 < ILP       | 5.2 < ILP       | 12.8 < ILP       |

La densité d'abonnés sur le territoire communautaire étant de 70 833/1 620 = 43,72 le réseau est donc **urbain**.

L'indice linéaire de perte est de **0,99** en 2018, selon les critères exposés précédemment, cet indice est représentatif d'un réseau en très bon état.

- L'indices linéaires des volumes non comptés (évaluation, en les rapportant à la longueur des canalisations (hors branchements) de la somme des pertes par fuites et des volumes d'eau consommés sur le réseau de distribution qui ne font pas l'objet d'un compteur est de **1,03 m<sup>3</sup>/km/jour**.

### Indicateur P105.3 Indice linéaire des volumes non comptés

|                                                               | 2014      | 2015      | 2016      | 2017      | 2018      |
|---------------------------------------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Volume consommé comptabilisé (m3)                             | 4 696 005 | 4 772 102 | 4 823 605 | 5 103 657 | 5 103 970 |
| volume d'eau potable mis en distribution (m3)                 | 5 321 748 | 5 381 104 | 5 460 424 | 5 867 135 | 5 711 972 |
| longueur du réseau en km                                      | 1615      | 1613      | 1615      | 1619      | 1620      |
| indice linéaire des volumes non comptés en (ILVNC) m3/km/jour | 1,06      | 1,03      | 1,08      | 1,29      | 1,03      |

Pour l'interprétation de ces données, nous disposons des valeurs suivantes (étude Agences de l'eau)

|                             |                                                 |
|-----------------------------|-------------------------------------------------|
| Niveau de pertes faible     | $ILVNC \leq 0.08 * D$ ( $0.08 * 43,72 = 3,50$ ) |
| Niveau de pertes modéré     | $0.08 * D < ILVNC \leq 0.15 * D$                |
| Niveau de pertes élevé      | $0.15 * D < ILVNC \leq 0.29 * D$                |
| Niveau de pertes très élevé | $0.29 * D < ILVNC$                              |

Le niveau de pertes est donc faible sur le territoire.

- Recherches de fuites

En 2018, la SAUR a procédé à la recherche de fuites 31 481 mètres linéaires (12 900 mètres linéaires en 2017). 98 fuites sur conduite et 81 fuites ou casses sur branchement ont été réparées par la SAUR sur le périmètre d'AQTA.

Pour la commune de Pluvigner, STGS a inspecté au cours de l'année un linéaire total de 1 380 ml à la recherche de fuites et a réparé 7 fuites/ casses sur branchement et 7 sur conduites.

Les deux délégataires utilisent, notamment, la méthode de recherche par corrélation acoustique.

## Les consommateurs industriels

Les consommateurs industriels, c'est-à-dire consommant plus de 6 000 m<sup>3</sup>, ont une consommation totale de 630 996 m<sup>3</sup>, soit 12,31% (13,19 % en 2017) de la consommation globale.

Les consommateurs ayant consommé plus de 6 000 m<sup>3</sup> sont :

| Commune            | Client                                        | 2017   | 2018   | Evolution |
|--------------------|-----------------------------------------------|--------|--------|-----------|
| AURAY              | CENTRE AQUATIQUE ALRE O                       | 23 525 | 22 827 | -3%       |
| AURAY              | CENTRE HOSPITALIER - AURAY                    | 8 405  | 13 195 | 57%       |
| CARNAC             | CAMPING DE KERMARIO - CARNAC                  | 10 469 | 11 466 | 9,5%      |
| CARNAC             | CAMPING DES MENHIRS - CARNAC                  | 22 048 | 23 873 | 8,3%      |
| CARNAC             | HOTEL LES SALINES AV ATLANTIQUE-CARNAC        | 11 287 | 14 320 | 26,9%     |
| CARNAC             | SARL CAMPING LE ROSNUAL                       | 31 350 | 20 768 | -33,8%    |
| CARNAC             | SARL CAMPING LE ROSNUAL 1                     | 10 335 | 8 761  | -15,2%    |
| CARNAC             | SAS LA GRANDE METAIRIE                        | 20 142 | 21 788 | 8,2%      |
| CARNAC             | SAS LA GRANDE METAIRIE 1                      | 8 025  | 10 613 | 32,2%     |
| CARNAC             | THALASS ARMOR - CARNAC                        | 16 179 | 17 090 | 5,6%      |
| CRACH              | CAMPING FORT ESPAGNOL PLEIN AIR - CRACH       | 9 840  | 8 987  | -8,7%     |
| CRACH              | SAUR - CRACH ASSAINISSEMENT                   | 6 861  | 8 486  | 23,7%     |
| ERDEVEN            | KERAVEL VACANCES - ERDEVEN                    | 20 228 | 21 490 | 6,2%      |
| LA TRINITE-SUR-MER | CAMPING DU PARK PLIJADUR - LA TRINITE SUR MER | 14 549 | 13 130 | -9,8%     |
| LA TRINITE-SUR-MER | SARL CAMPING DE KERVILOR                      | 10 509 | 8 841  | -15,9%    |
| LANDEVANT          | ETS G625 DELIFRANCE LANDEVANT                 | 57 190 | 57 931 | 1,3%      |
| LOCOAL-MENDON      | KERLYS AU COEUR DES LÉGUMES LOCOAL MENDON     | 89 939 | 55 037 | -38,8%    |
| LOCOAL-MENDON      | KERLYS AU COEUR DES LÉGUMES LOCOAL MENDON 1   | 23 177 | 46 424 | 100,3%    |
| LOCOAL-MENDON      | LES DELICES DU CHEF                           | 7 242  | 8 826  | 21,9%     |
| PLOEMEL            | PARCOURS FORMULE GOLF                         | 22 550 | 19 782 | -12,3%    |
| PLOEMEL            | S.A.S. PAM                                    | 8 287  | 8 583  | 3,6%      |
| PLOUHARNEL         | COMMUNAUX DE PLOUHARNEL - CAMPINGS            | 13 313 | 14 222 | 6,8%      |
| PLOUHARNEL         | COMMUNAUX DE PLOUHARNEL - CAMPINGS 1          | 5 520  | 6 305  | 14,2%     |
| PLUVIGNER          | BRETAGNE CHROME                               | 11 735 | 9 307  | -20,69%   |
| QUIBERON           | CAMPING BOIS D'AMOUR - QUIBERON               | 9 931  | 9 951  | 0,2%      |
| QUIBERON           | CAMPING DU CONGUEL - QUIBERON                 | 20 118 | 17 918 | -10,9%    |
| QUIBERON           | CENTRE AQUATIQUE NEPTILUDE - QUIBERON         | 4 640  | 6 497  | 40%       |
| QUIBERON           | CIE DES PORTS DU MORBIHAN - QUIBERON          | 4 843  | 12 788 | 164,1%    |
| QUIBERON           | HOTEL IBIS - QUIBERON                         | 12 632 | 8 050  | -36,3%    |
| QUIBERON           | INSTITUT THALASSO - QUIBERON                  | 14 968 | 10 718 | -28,4%    |

| Commune               | Client                                            | 2017           | 2018           | Evolution     |
|-----------------------|---------------------------------------------------|----------------|----------------|---------------|
| QUIBERON              | INSTITUT THALASSO - QUIBERON 1                    | 10 615         | 10 486         | -1,2%         |
| QUIBERON              | INSTITUT THALASSO - QUIBERON 2                    | 5 668          | 6 033          | 6,4%          |
| QUIBERON              | OUEST PRODUCTION QUIBERON                         | 54 614         | 55 145         | 1%            |
| QUIBERON              | SAUR - QUIBERON ASSAINISSEMENT                    | 7 320          | 9 018          | 23,2%         |
| SAINT-PHILIBERT       | BISCUITERIE LA TRINITAINE ST PHILIBERT            | 11 259         | 7 892          | -29,9%        |
| SAINT-PHILIBERT       | CAMPING DE KERARNO - ST PHILIBERT                 | 8 404          | 9 898          | 17,8%         |
| SAINT-PIERRE-QUIBERON | CAMPING ST JOSEPH DE L'OCEAN - ST PIERRE QUIBERON | 6 651          | 7 293          | 9,7%          |
| SAINT-PIERRE-QUIBERON | COMMUNAUX DE ST PIERRE QUIBERON - CAMPINGS        | 5 863          | 7 257          | 23,8%         |
| <b>Total</b>          |                                                   | <b>640 231</b> | <b>630 996</b> | <b>-1,44%</b> |

Les volumes consommés par tranche

| Commune                                      | 2018             | Particuliers et autres                    |                                                        |                                            | Communaux      |
|----------------------------------------------|------------------|-------------------------------------------|--------------------------------------------------------|--------------------------------------------|----------------|
|                                              |                  | Dont < 200 m <sup>3</sup> /an (tranche 1) | Dont 200 < conso < 6000 m <sup>3</sup> /an (tranche 2) | Dont > 6000 m <sup>3</sup> /an (tranche 3) | Communaux      |
| AURAY                                        | 611 004          | 428 902                                   | 130 793                                                | 36 022                                     | 15 287         |
| BELZ                                         | 151 373          | 123 016                                   | 25 945                                                 | 0                                          | 2 412          |
| BRECH                                        | 239 930          | 202 332                                   | 34 643                                                 | 0                                          | 2 955          |
| CAMORS                                       | 112 065          | 92 823                                    | 15 937                                                 | 0                                          | 3 305          |
| CARNAC                                       | 557 607          | 292 989                                   | 124 852                                                | 128 679                                    | 11 087         |
| CRACH                                        | 187 314          | 126 619                                   | 41 769                                                 | 17 473                                     | 1 453          |
| ERDEVEN                                      | 230 083          | 152 896                                   | 44 839                                                 | 21 490                                     | 10 858         |
| ETEL                                         | 124 865          | 91 576                                    | 24 879                                                 | 0                                          | 3 410          |
| HOEDIC                                       | 11 367           | 8 381                                     | 1 727                                                  | 0                                          | 1 259          |
| ILE-D'HOUAT                                  | 15 800           | 12 118                                    | 2 790                                                  | 0                                          | 892            |
| LA TRINITE-SUR-MER                           | 156 972          | 96 124                                    | 36 187                                                 | 21 971                                     | 2 690          |
| LANDAUL                                      | 84 517           | 69 401                                    | 13 700                                                 | 0                                          | 1 416          |
| LANDEVANT                                    | 190 786          | 108 694                                   | 21 307                                                 | 57 931                                     | 2 854          |
| LOCMARIAQUER                                 | 103 981          | 77 972                                    | 20 725                                                 | 0                                          | 5 284          |
| LOCOAL-MENDON                                | 239 868          | 107 278                                   | 20 512                                                 | 110 287                                    | 1 791          |
| PLOEMEL                                      | 155 141          | 96 775                                    | 26 143                                                 | 28 365                                     | 3 858          |
| PLOUHARNEL                                   | 140 697          | 82 197                                    | 34 082                                                 | 0                                          | 24 418         |
| PLUMERGAT                                    | 115 525          | 102 269                                   | 11 557                                                 | 0                                          | 1 699          |
| PLUNERET                                     | 241 931          | 201 374                                   | 35 954                                                 | 0                                          | 4 603          |
| PLUVIGNER                                    | 284 498          | 218 730                                   | 56 461                                                 | 9 307                                      |                |
| QUIBERON                                     | 602 504          | 313 838                                   | 119 088                                                | 146 604                                    | 22 974         |
| SAINTE-ANNE-D'AURAY                          | 102 013          | 74 229                                    | 25 344                                                 | 0                                          | 2 440          |
| SAINT-PHILIBERT                              | 146 841          | 88 436                                    | 36 486                                                 | 17 790                                     | 4 129          |
| SAINT-PIERRE-QUIBERON                        | 231 268          | 156 513                                   | 47 614                                                 | 7 293                                      | 19 848         |
| <b>Total de la collectivité</b>              | <b>5 037 950</b> | <b>3 325 482</b>                          | <b>953 334</b>                                         | <b>549 212</b>                             | <b>155 922</b> |
| Consommation moyenne par TYPE de branchement | 67,7             | 45,68                                     | 603,14                                                 | 17 467,79                                  | 227,96         |

## 2.4 INVESTISSEMENTS MENES EN MATIERE D'EAU POTABLE

### 2.4.1 Travaux réalisés en 2018

- Travaux sur des réseaux d'eau et branchements :

En 2018, **6 800 mètres linéaires** de réseaux d'eau ont été posés.

Mise en œuvre de la programmation des travaux établie avec les communes pour 2018 :

| EAU POTABLE              | 2014                                                 | 2015                                                 | 2016                                                 | 2017                                                 | 2018                                                 |
|--------------------------|------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|
| COMMUNE                  | Renouvellement<br>renforcement<br>extension<br>en ml |
| AURAY                    |                                                      | 1703                                                 | 1200                                                 | 160                                                  | 135                                                  |
| BELZ                     |                                                      | 515                                                  |                                                      | 185                                                  |                                                      |
| BREC'H                   | 770                                                  | 210                                                  |                                                      | 90                                                   | 200                                                  |
| CRAC'H                   |                                                      |                                                      |                                                      | 0                                                    | 90                                                   |
| ERDEVEN                  |                                                      |                                                      |                                                      | 930                                                  |                                                      |
| ETEL                     |                                                      | 70                                                   |                                                      | 0                                                    |                                                      |
| ILE DE HOEDIC            |                                                      |                                                      |                                                      | 200                                                  |                                                      |
| ILE DE HOUAT             |                                                      |                                                      | 200                                                  | 0                                                    |                                                      |
| LANDEVANT                |                                                      |                                                      |                                                      | 0                                                    | 3 810                                                |
| LOCMARIAQUER             |                                                      | 170                                                  |                                                      | 0                                                    | 50                                                   |
| LOCOAL MENDON            |                                                      |                                                      |                                                      | 0                                                    |                                                      |
| PLOEMEL                  |                                                      | 351                                                  |                                                      | 145                                                  |                                                      |
| PLOUHARNEL               |                                                      | 300                                                  | 1300                                                 | 35                                                   |                                                      |
| PLUMERGAT                |                                                      | 10                                                   |                                                      | 110                                                  | 310                                                  |
| PLUNERET                 |                                                      |                                                      |                                                      | 150                                                  |                                                      |
| QUIBERON                 |                                                      | 380                                                  | 370                                                  | 150                                                  |                                                      |
| SAINT PHILIBERT          |                                                      |                                                      |                                                      | 680                                                  |                                                      |
| SAINT PIERRE<br>QUIBERON | 1350                                                 | 770                                                  |                                                      | 20                                                   |                                                      |
| SAINTE ANNE<br>D'AURAY   |                                                      |                                                      |                                                      | 75                                                   |                                                      |
| CARNAC                   | 2150                                                 | 231                                                  |                                                      | 0                                                    | 1 395                                                |
| LA TRINITE SUR<br>MER    |                                                      |                                                      | 695                                                  | 0                                                    |                                                      |
| PLUVIGNER                |                                                      | 195                                                  |                                                      | 50                                                   |                                                      |
| CAMORS                   |                                                      |                                                      |                                                      | 195                                                  |                                                      |
| LANDAUL                  |                                                      | 68                                                   |                                                      | 0                                                    | 810                                                  |
| TOTAL                    | 4270                                                 | 4973                                                 | 3765                                                 | 3175                                                 | 6 800                                                |

### *Indicateur P107.2 : Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable*

---

Cet indicateur se définit comme le rapport du linéaire de réseau (hors branchement) renouvelé les 5 dernières années sur la longueur totale du réseau de desserte.

| 2014-2018                                |         |
|------------------------------------------|---------|
| Longueur totale du réseau                | 1620 km |
| Longueur réseau renouvelé de 2014 à 2018 | 23 km   |
| Indicateur P107.2 périmètre AQTA         | 28 %    |

Cet indicateur est calculé d'après la formule suivante :

Linéaire de réseau renouvelé au cours des cinq dernières années (quel que soit le financeur)  
/ Linéaire de réseau hors branchements x 20

## 2.5 QUALITE DE L'EAU DISTRIBUEE

### 2.5.1 Analyses

L'eau distribuée sur le territoire d'Auray Quiberon Terre Atlantique subit de nombreuses analyses depuis son stade d'eau brute jusqu'au robinet des abonnés.

Au total, c'est 629 prélèvements pour analyses qui ont été réalisées sur le réseau de distribution.

Ces analyses sont réalisées pour le compte de l'ARS (Agence Régional de Santé) au titre du contrôle sanitaire réglementaire, et sont complétées par les exploitants au titre de l'autocontrôle.

Les données de l'ARS sont jointes en annexe 1.

### 2.5.2 Conformités

*Indicateurs P101.1 et P102.1 Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie et la physicochimie (données ARS)*

---

|                                                                | 2018  |
|----------------------------------------------------------------|-------|
| Nombre d'analyse microbiologiques sur l'ensemble des communes  | 155   |
| Nombre d'analyse microbiologiques conformes                    | 155   |
| Conformité vis-à-vis des paramètres microbiologiques (P101.1)  | 100 % |
| Nombre d'analyse Physico-chimiques sur l'ensemble des communes | 161   |
| Nombre d'analyse Physico-chimiques conformes                   | 161   |
| Conformité vis-à-vis des paramètres physico-chimiques (P102.1) | 100 % |

L'arrêté du 11 janvier 2007 distingue deux niveaux de conformité :

- Conformité par rapport à des limites de qualité (niveau prépondérant) pour quelques paramètres analysés (E. Coli, Entérocoques, 29 paramètres chimiques dont les nitrates, pesticides, plomb, cuivre....par exemple) ;
- Conformité par rapport à des références de qualité sur une liste de 23 paramètres témoins du fonctionnement des installations de production et de distribution d'eau (dont le fer, l'aluminium, le carbone organique total, la couleur, la turbidité...).

Les résultats sont consignés dans les rapports de l'ARS joints en annexe 1 du présent rapport.

## 2.6 BILAN ENERGETIQUE DU SERVICE EAU POTABLE

En 2018, le bilan énergétique des deux délégations de service public pour la distribution de l'eau potable uniquement est de 51 508 kWh contre 53 815 kWh en 2017.

## 2.7 RELATION A L'USAGER/FACTURATION

### 2.7.1 Chiffres Clés de la vente d'eau

- Volumes d'eau facturés aux usagers : 5 103 970 m<sup>3</sup> sur les communes de la Communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique
  - Dont abonnés domestiques et assimilés : 4 472 974 m<sup>3</sup>
  - Dont autres abonnés (consommation >6000m<sup>3</sup>) : 630 996 m<sup>3</sup>
- Nombre d'abonnés au service : 69 892

### 2.7.2 Abonnés du service de l'eau

En 2018, les agences clientèle des délégataires comptaient 69 892 abonnés contre 68 910 abonnés en 2017, soit une hausse de +2,8%. Cette hausse du nombre d'abonnés s'explique par :

- L'arrivée de nouveaux habitants sur le territoire d'AQTA,
- L'individualisation des compteurs en habitat collectif.

En effet, l'article 93 de la loi n°2000-1208 dite loi « SRU » impose à tout service public de distribution d'eau, de procéder à l'individualisation des contrats de fournitures d'eau à la demande du propriétaire d'un immeuble collectif d'habitation ou d'un ensemble immobilier de logements. Il impose également au propriétaire d'informer les locataires éventuels et de prendre à sa charge les études et les travaux nécessaires à l'individualisation. Cette mesure a été prise afin de responsabiliser les usagers et d'économiser une ressource précieuse.

Les abonnés se répartissent de la façon suivante :

|                          | 2014   | 2015   | 2016   | 2017   | 2018  | Evolution |
|--------------------------|--------|--------|--------|--------|-------|-----------|
| AURAY                    | 8 309  | 8 490  | 8 726  | 9 018  | 9167  | 3,3%      |
| BELZ                     | 2 491  | 2 557  | 2 571  | 2 632  | 2681  | 2,4%      |
| BRECH                    | 2 906  | 2 951  | 2 982  | 3 047  | 3128  | 2,2%      |
| CAMORS                   | 1 513  | 1 516  | 1 547  | 1 558  | 1577  | 0,7%      |
| CARNAC                   | 8 107  | 8 157  | 8 217  | 8 269  | 8305  | 0,6%      |
| CRACH                    | 2 056  | 2 080  | 2 114  | 2 151  | 2186  | 1,8%      |
| ERDEVEN                  | 3 142  | 3 210  | 3 261  | 3 313  | 3373  | 1,6%      |
| ETEL                     | 1 933  | 1 954  | 1 975  | 1 991  | 2020  | 0,8%      |
| HOEDIC                   | 228    | 229    | 229    | 231    | 227   | 0,9%      |
| ILE-D'HOUAT              | 311    | 320    | 326    | 325    | 329   | -0,3%     |
| LA TRINITE-SUR-MER       | 2 584  | 2 610  | 2 628  | 2 644  | 2680  | 0,6%      |
| LANDAUL                  | 984    | 999    | 1 013  | 1 049  | 1075  | 3,6%      |
| LANDEVANT                | 1 589  | 1 631  | 1 700  | 1 766  | 1806  | 3,9%      |
| LOCMARIAQUER             | 1 965  | 1 970  | 1 980  | 1 987  | 1991  | 0,4%      |
| LOCOAL-MENDON            | 1 703  | 1 731  | 1 757  | 1 774  | 1818  | 1,0%      |
| PLOEMEL                  | 1 499  | 1 531  | 1 586  | 1 636  | 1681  | 3,2%      |
| PLOUHARNEL               | 1 431  | 1 455  | 1 475  | 1 506  | 1557  | 2,1%      |
| PLUMERGAT                | 1 366  | 1 412  | 1 456  | 1 476  | 1505  | 1,4%      |
| PLUNERET                 | 2 868  | 2 952  | 3 070  | 3 189  | 3259  | 3,9%      |
| PLUVIGNER                | 3 523  | 3 565  | 3 615  | 3 662  | 3688  | 1,3%      |
| QUIBERON                 | 8 585  | 8 653  | 8 733  | 8 774  | 8842  | 0,5%      |
| SAINTE-ANNE-D'AURAY      | 1 143  | 1 150  | 1 178  | 1 198  | 1233  | 1,7%      |
| SAINT-PHILIBERT          | 2 019  | 2 020  | 2 028  | 2 054  | 2067  | 1,3%      |
| SAINT-PIERRE DE QUIBERON | 3 596  | 3 609  | 3 639  | 3 660  | 3697  | 0,6%      |
| TOTAL                    | 65 851 | 66 752 | 67 806 | 68 910 | 69892 | 1,42%     |

### 2.7.3 Satisfaction des usagers

L'arrêté du 2 mai 2007 relatif aux indicateurs de performance du service a imposé à compter de 2008, de recenser les réclamations écrites de toute nature, à l'exception de celles relatives au prix.

Le tableau ci-dessous présente donc le nombre et le taux de réclamations en 2015 conformément à ce décret.

#### *Indicateur P155.1 Taux de réclamations*

Cet indicateur exprime le niveau de réclamations écrites enregistrées par le service de l'eau, rapporté à 1000 abonnés.

|                                       | 2015   | 2016   | 2017   | 2018   |
|---------------------------------------|--------|--------|--------|--------|
| <b>Nombre de réclamations écrites</b> | 530    | 694    | 450    | 554    |
| <b>Nombre d'abonnés AEP</b>           | 66 752 | 67 806 | 68 907 | 69 892 |
| <b>Taux de réclamation</b>            | 7.9    | 10.2   | 6.5    | 7.9    |

A noter toutefois que la définition de « réclamation » n'est pas homogène selon les délégataires.

La qualité du service à l'utilisateur s'apprécie également au regard des délais d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés, ainsi que par l'occurrence des interruptions de service non programmées.

#### *Indicateur P151.0 et P152.1 Délai maximal et taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés*

Le délai maximal d'ouverture des branchements (P151.0) pour les nouveaux abonnés est fixé à 48h.

|                                                                   | 2017 | 2018 |
|-------------------------------------------------------------------|------|------|
| <b>Taux de respect du délai d'ouverture des branchements SAUR</b> | 100% | NR   |

|                                                                             |        |        |
|-----------------------------------------------------------------------------|--------|--------|
| <b>Taux de respect du délai d'ouverture des branchements existants STGS</b> | 100%   | 100%   |
| <b>Taux de respect du délai d'ouverture des branchements neufs STGS</b>     | 85,29% | 87,23% |

*Indicateur P151.1 Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées*

Cet indicateur sert à mesurer la continuité du service d'eau potable en suivant le nombre de coupures d'eau imprévues pour lesquelles les abonnés concernés n'ont pas été prévenus au moins 24h à l'avance, rapporté à 1000 habitants.

| <b>Interruption du service</b>                                            | <b>2017</b> | <b>2018</b> |
|---------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|
| <b>Taux d'occurrence des interruptions du service non programmés SAUR</b> | 3.13        | 4.91        |
| <b>Taux d'occurrence des interruptions du service non programmés STGS</b> | 0.12        | 1.85        |

#### 2.7.4 Facturation de l'eau potable

- Structuration tarifaire de l'eau potable

La facture comprend :

- Une part fixe qui prend en compte l'abonnement, indépendamment de la consommation, ainsi que les frais de fourniture, d'installation et d'entretien du branchement. Elle se compose le cas échéant d'une part communautaire et d'une part délégataire ;
- Une partie proportionnelle assise sur la consommation. La structure tarifaire est différente d'une commune à l'autre, selon sa composition héritée de 2011. Elle se compose le cas échéant d'une part communautaire et d'une part délégataire ;
- La redevance pour lutte contre la pollution, prélevée pour le compte de l'agence de l'eau Loire Bretagne est assise sur le budget de l'eau à hauteur de 0,30€/m<sup>3</sup> au 1<sup>er</sup> janvier 2018.
- Une part Taxe sur la Valeur Ajoutée. L'application du taux de TVA (au taux réduit de 5,5%) est perçue pour le compte de l'Etat sur les montants hors taxes de la facture.

Les tarifs relatifs aux recettes revenant à la Communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique ont été votés par le conseil communautaire du 15 décembre 2017.

Le calcul du montant des parts proportionnelles et fixes est déterminé ainsi : seule la part communautaire est votée annuellement, la part délégataire est, quant à elle, contractuellement révisée. Les montants des parts communautaires sont déterminés en fonction des charges d'exploitation du service nécessaires à l'exercice de ses missions et en fonction des investissements à réaliser pour moderniser, améliorer ou prendre en compte les équipements nouveaux selon les investissements retenus.

- Prix de l'eau potable sur les communes membres de la Communauté de Communes Auray Quiberon Terre Atlantique

➤ Consommations domestiques

*TARIF BLEU*

|                                                  | 2014     | 2015     | 2016     | 2017     | 2018       |
|--------------------------------------------------|----------|----------|----------|----------|------------|
| part fixe ou abonnement annuel                   |          |          |          |          |            |
| compteur ordinaire Ø 15/20                       | 71,49 €  | 71,49 €  | 71,49 €  | 71,49 €  | 67,0626 €  |
| compteur Ø 25/40                                 | 153,19 € | 153,19 € | 153,19 € | 153,19 € | 143,703 €  |
| compteur Ø 50/200                                | 204,25 € | 204,25 € | 204,25 € | 204,25 € | 191,6008 € |
| part proportionnelle par m <sup>3</sup> consommé |          |          |          |          |            |
| 0 à 500 m <sup>3</sup>                           | 1,5319 € | 1,5319 € | 1,5319 € | 1,5319 € | 1,4370 €   |
| >à 500 m <sup>3</sup>                            | 1,1744 € | 1,1744 € | 1,1744 € | 1,1744 € | 1,1017 €   |
| TVA                                              | 5,50%    | 5,50%    | 5,50%    | 5,50%    | 5,50%      |

➤ Consommations non domestiques

*TARIF JAUNE*

*A destination des gros consommateurs (4500 m<sup>3</sup>)*

|                                                  | 2014       | 2015       | 2016       | 2017      | 2018        |
|--------------------------------------------------|------------|------------|------------|-----------|-------------|
| part fixe ou abonnement annuel tous compteurs    | 1 634,00 € | 1 634,00 € | 1 634,00 € | 1634,00 € | 1532,8066 € |
| part proportionnelle par m <sup>3</sup> consommé | 0,9191 €   | 0,9191 €   | 0,9191 €   | 0,9191 €  | 0,8622 €    |
| TVA                                              | 5,50%      | 5,50%      | 5,50%      | 5,50%     | 5,50%       |

**TARIF VERT**

*A destination des très gros consommateurs (27 000 m<sup>3</sup>)*

|                                                   | 2014       | 2015       | 2016       | 2017       | 2018         |
|---------------------------------------------------|------------|------------|------------|------------|--------------|
| part fixe ou abonnement annuel tous compteurs     | 8 211,00 € | 8 211,00 € | 8 211,00 € | 8 211,00 € | 7 702,4937 € |
| part proportionnelle par m <sup>3</sup> consommé  |            |            |            |            |              |
| basse saison (janvier à juin, novembre, décembre) | 0,6842 €   | 0,6842 €   | 0,6842 €   | 0,6842 €   | 0,6418 €     |
| haute saison (juillet à octobre)                  | 0,7353 €   | 0,7353 €   | 0,7353 €   | 0,7353 €   | 0,6898 €     |
| TVA                                               | 5,50%      | 5,50%      | 5,50%      | 5,50%      | 5,50%        |

➤ *Consommations agricoles (herbage uniquement)*

|                                                                                                                 | 2015     | 2016     | 2017     | 2018       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|----------|----------|------------|
| part fixe                                                                                                       |          |          |          |            |
| 1 <sup>er</sup> compteur                                                                                        |          |          |          |            |
| Compteur Ø15/20                                                                                                 | 71,49 €  | 71,49 €  | 71,49 €  | 67,0626 €  |
| Compteur Ø 25/40                                                                                                | 153,19 € | 153,19 € | 153,19 € | 143,7030 € |
| Compteur Ø 50/200 y compris combiné                                                                             | 204,25 € | 204,25 € | 204,25 € | 95,8051 €  |
| Compteur supplémentaire sous réserve d'un abonnement principal pour un compteur de diamètre au moins équivalent |          |          |          |            |
| Compteur Ø 15/20                                                                                                | 15,32 €  | 15,32 €  | 15,32 €  | 14,3712 €  |
| Compteur Ø 25/40                                                                                                | 30,64 €  | 30,64 €  | 30,64 €  | 28,7425 €  |
| Compteur Ø 50/200 y compris combiné                                                                             | 102,13 € | 102,13 € | 102,13 € | 95,8051 €  |
| part proportionnelle                                                                                            |          |          |          |            |
| 0 à 500 m <sup>3</sup>                                                                                          | 1,5319 € | 1,5319 € | 1,5319 € | 1,4370 €   |
| > 500 m <sup>3</sup>                                                                                            | 1,1744 € | 1,1744 € | 1,1744 € | 1,1017 €   |
| TVA                                                                                                             | 5,50%    | 5,50%    | 5,50%    | 5,50%      |

➤ *Consommations communales*

|                          | 2015     | 2016     | 2017     | 2018      |
|--------------------------|----------|----------|----------|-----------|
| part fixe tous compteurs |          |          |          |           |
| premier compteur         | 102,12 € | 102,12 € | 102,12 € | 95,7957 € |
| compteur supplémentaire  | 15,32 €  | 15,32 €  | 15,32 €  | 14,3712 € |
| part proportionnelle     |          |          |          |           |
| par m3 consommé          | 0,8170 € | 0,8170 € | 0,8170 € | 0,7664 €  |
| TVA                      | 5,50%    | 5,50%    | 5,50%    | 5,50%     |

➤ Bornes de puisage

|        | 2015     | 2016     | 2017     | 2018     |
|--------|----------|----------|----------|----------|
| Par m3 | 1,1744 € | 1,1744 € | 1,1744 € | 1,1017 € |
| TVA    | 5,50%    | 5,50%    | 5,50%    | 5,50%    |

## 2.8 ELEMENTS FINANCIERS

### 2.8.1 Exécution budgétaire 2018

Le service Eau dispose d'un budget annexe de l'eau, dont l'exécution peut être décrite de la façon suivante en grandes masses :

- Les dépenses d'investissement 2018 ont représenté 7 480 375,84 €HT, elles se décomposent comme suit :

| DEPENSES                             | 2017                  | 2018                  |
|--------------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| Travaux                              | 1 137 492,73 €        | 3 683 188,19 €        |
| Remboursement capital                | 1 661 713,57 €        | 1 602 628,01 €        |
| Amortissement des immobilisations    | 1 341 481,22 €        |                       |
| reprises sur subventions             | 280 106,18 €          | 211 829,92 €          |
| Déficit reporté                      | 301 374,28 €          | 1 982 729,72 €        |
| <b>TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT</b> | <b>4 722 167,98 €</b> | <b>7 480 375,84 €</b> |

- Les travaux ont ainsi représenté 3 683 188,19 € en 2018
- Le remboursement du capital de la dette bancaire et assimilée se monte à 1 602 628,01 €.
- Les opérations d'ordre se montent à 211 829,92 €. Elles concernent des reprises sur subventions.
- Le déficit d'investissement reporté des années précédentes se monte à 1 982 729,72€.

- Les recettes d'investissement se sont montées, en 2018, à 5 043 731,24 € HT. Elles se décomposent comme suit :

| RECETTES                             | 2017                  | 2018                  |
|--------------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| opération d'ordre                    | 2 037 025,73 €        | 1 461 945,26 €        |
| Dotation                             | 125 663,92 €          | 121 228,26 €          |
| Affectation du résultat              | 573 774,28 €          | 3 460 557,72 €        |
| Autres                               | 2 974,33 €            |                       |
| <b>TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT</b> | <b>2 739 438,26 €</b> | <b>5 043 731,24 €</b> |

Les recettes d'investissement sont de trois natures pour l'exercice 2018:

- Des opérations d'ordre pour un montant de 1 461 945,26 €, dont notamment 639 472,42€ de reprises sur amortissements des immobilisations 2017 ;
- Une dotation d'un montant de 121 228,26 € qui correspond au remboursement de la quote-part des emprunts de la compétence Production par le Syndicat départemental de l'Eau ;
- Un excédent de fonctionnement capitalisé pour 3 460 557,72 €.

- Les dépenses de fonctionnement se sont élevées à 1 844 317,44 €HT, ces dépenses se décomposent comme suit :

| CHARGES                             | 2017                  | 2018                  |
|-------------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| Intérêts de la dette                | 311 576,18 €          | 244 344,24 €          |
| Dépenses de gestion courante        | 144 779,50 €          | 138 027,94 €          |
| Dotations aux amortissements        | 1 397 553,31 €        | 1 461 945,26 €        |
| Transferts entre sections           | 639 472,42 €          |                       |
| <b>TOTAL CHARGES FONCTIONNEMENT</b> | <b>2 493 381,41 €</b> | <b>1 844 317,44 €</b> |

Le détail de ces dépenses de fonctionnement 2018 est le suivant :

- Intérêts de la dette : 244 344,24 € ;
- Dépenses de gestion courantes : 138 027,94 € ;
- Des dépenses d'ordre d'un montant de 1 461 945,26 € relatives aux dotations aux amortissements sur immobilisations

- Les recettes de fonctionnement ont été de 8 820 937,65 €HT. Le tableau suivant présente ces recettes de fonctionnement :

| <b>RECETTES</b>                                | <b>2017</b>           | <b>2018</b>           |
|------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| Ventes eau aux abonnés                         | 4 619 389,55 €        | 4 542 509,75 €        |
| Loyers antennes téléphoniques                  | 56 785,44 €           | 49 984,43 €           |
| Amortissement des subventions                  | 280 106,18 €          | 211 829,92 €          |
| Produits financiers                            | 23 017,56 €           | 18 707,76 €           |
| Autres produits de gestion courante            | 1,43 €                | 0,33 €                |
| Reprises sur amortissement des immobilisations | 1 341 481,22 €        |                       |
| Excédent d'exploitation reporté                | 3 631 063,21 €        | 3 997 905,46 €        |
| <b>TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT</b>           | <b>9 951 844,59 €</b> | <b>8 820 937,65 €</b> |

Les recettes de la section de fonctionnement s'élèvent à 8 820 937,65 €HT en 2018 :

- Les ventes d'eau aux abonnés qui se montent à 4 542 509,75 € ;
  - Les produits relatifs à la location d'antennes téléphoniques d'un montant de 49 984,43 € ;
  - Le remboursement de la quote-part des emprunts de la compétence Production par le Syndicat départemental de l'Eau d'un montant de 18 707,76 € ;
  - Une quote-part de subvention versée à la section de fonctionnement (opération d'ordre) d'un montant de 211 829,92 € ;
  - Un excédent de fonctionnement reporté de l'exercice 2017 d'un montant de 3 997 905,46 €.
- De plus, conformément à l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités territoriales, le Conseil communautaire est appelé à prendre acte des rapports d'activités et des résultats d'exploitation des délégations de service public.

Les éléments financiers relatifs à ces délégations, extraits des rapports des délégataires, sont joints en annexe 3.

## 2.8.2 Dette

| € HT                                        | 2014            | 2015           | 2016           | 2017           | 2018           |
|---------------------------------------------|-----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| <b>Dette en capital au 31/12</b>            | 11 160 619,00 € | 9 462 260,00 € | 8 587 188,88 € | 6 925 475,31 € | 5 322 847,30 € |
| <b>Annuité de remboursement en capital</b>  | 2 051 320,15 €  | 1 698 358,53 € | 1 589 017,37 € | 1 661 713,57 € | 1 602 628,01 € |
| <b>Annuité de remboursement en intérêts</b> | 581 231,00 €    | 432 614,13 €   | 379 639,01 €   | 269 728,48 €   | 244 344,24 €   |

Taux moyen de la dette : 4,06 %.

#### Durée d'extinction de la dette de la Collectivité (P153.2)

La durée d'extinction de la dette du service Eau est de **5 années et 6 mois**.

#### 2.8.3 Amortissements

La dotation aux amortissements sur immobilisations réalisés par le service eau s'est élevée à 1 461 945,26 € HT en 2018.

#### 2.8.4 Suivi des impayés

Les chiffres suivants concernent le périmètre de la CC AQTA à l'exception de la commune de Pluvigner

|                            | 2014  | 2015  | 2016  | 2017  | 2018  |
|----------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Nombre de relances         | 7 902 | 7 147 | 8 013 | 7 714 | 7 915 |
| Nombre de mises en demeure | 4 694 | 3 835 | 4 439 | 4 875 | 5 071 |
| Nombre d'avis de coupure   | 1 422 | 906   | 100   | 1 312 | 1 383 |

Sur l'ensemble du périmètre de la CC AQTA hors Pluvigner, le montant total des impayés relatifs aux factures émises en 2017 et non encore recouvrées au 31 décembre 2018 s'élève globalement à 0,76 %.

Sur le périmètre de Pluvigner le montant des impayés relatifs aux factures émises en 2017 et non encore recouvrées au 31 décembre 2018 s'élève globalement à 2,61 %.

#### 2.8.5 Montants des abandons de créance ou des versements à un fond de solidarité

En 2018, 3 733 € d'abandons de créance ont été constatés sur le territoire du contrat de délégation de la SAUR. Aucun abandon de créance n'a été réalisé sur le territoire de la commune de Pluvigner.

#### 2.8.6 Coopération décentralisée

Néant

### III. Service public de l'assainissement

#### 3.1 PATRIMOINE DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

##### 3.1.1 Stations et postes de pompage

La capacité épuratoire totale des stations approche les **236 000 EH**. Pour l'ensemble des communes, le nombre de postes de refoulement atteint **358 unités**.

| COMMUNES                 | CAPACITE STEP en EH                                             | TYPE                      | NOMBRE DE POSTES |
|--------------------------|-----------------------------------------------------------------|---------------------------|------------------|
| AURAY                    | STEP de Lann Pont Houar 40 000 Eq. Hab.                         | Boues Activées            | 15               |
| BELZ                     | Commune raccordée sur STEP de Kernevé                           |                           | 24               |
| BREC'H                   | Commune raccordée sur STEP Lann Pont Houar                      |                           | 26               |
| CRAC'H                   | Commune raccordée sur STEP Kerran                               |                           | 18               |
| ERDEVEN                  | Commune raccordée sur STEP de Kernevé                           |                           | 21               |
| ETEL                     | Commune raccordée sur STEP de Kernevé                           |                           | 10               |
| ILE DE HOEDIC            | Lagunage Hoëdic 900 Eq. Hab.                                    | Lagunes                   | 2                |
| ILE DE HOUAT             | Lagunage Houat 1 200 Eq. Hab.                                   | Lagunes                   | 4                |
| LANDEVANT                | STEP de Landévant 7 583 Eq. Hab.                                | Boues activées            | 15               |
| LOCMARIAQUER             | Commune raccordée sur STEP Kerran                               |                           | 23               |
| LOCOAL MENDON            | Lagunes de Locoal M. 1 000 Eq. Hab.                             | Lagunes                   | 16               |
| PLOEMEL                  | STEP Ploemel 7000 Eq. Hab.                                      | Lagunes                   | 18               |
| PLOUHARNEL               | STEP de Kernevé 28 500 Eq. Hab.                                 | Membranaire               | 17               |
| PLUMERGAT                | Lagunage de Plumergat 800 Eq. Hab.                              | Lagunes                   | 9                |
| PLUNERET                 | Commune raccordée sur STEP Lann Pont Houar                      |                           | 13               |
| QUIBERON                 | STEP de Pont Er Bail 60 000 Eq. Hab.                            | Membranaire               | 21               |
| SAINT PHILIBERT          | STEP de Kerran 21 500 Eq. Hab.                                  | Membranaire               | 14               |
| SAINT PIERRE<br>QUIBERON | Commune raccordée sur STEP Pont Er Bail                         |                           | 28               |
| SAINTE ANNE<br>D'AURAY   | Commune raccordée sur STEP Lann Pont Houar                      |                           | 8                |
| CARNAC                   | STEP de Kergouellec 60 000 Eq. Hab.                             | Membranaire               | 33               |
| LA TRINITE SUR<br>MER    | Commune raccordée sur STEP de Kergouellec                       |                           | 15               |
| PLUVIGNER                | STEP Prad Er Hoet 5 000 Eq. Hab.<br>STEP de Bieuzy 500 Eq. Hab. | Boues activées<br>Lagunes | 3                |
| CAMORS                   | STEP de Kerniel 1 400 Eq. Hab.                                  | Boues activées            | 3                |
| LANDAUL                  | STEP Mané Castel 1 500 Eq. Hab.                                 | Boues activées            | 2                |
| <b>TOTAL</b>             | <b>236 000</b>                                                  |                           | <b>358</b>       |

Mise en service d'un nouveau poste de relèvement :

- PR rue de l'Etang

### 3.1.2 Linéaires des réseaux de collecte

Les réseaux sont de type séparatif et le linéaire total avoisine les 860 km contre 852 km en 2017.

Les caractéristiques principales du linéaire sont les suivantes :

- Sur le périmètre ABQ :

| Réseau périmètre ABQ (mètres linéaires) |             |              |
|-----------------------------------------|-------------|--------------|
| Réseau gravitaire                       | Refoulement | Réseau total |
| 478 325                                 | 176 341     | 654 666      |

- Sur le périmètre Carnac- La Trinité :

| Réseau périmètre CARNAC- LA TRINITE (mètres linéaires) |             |              |
|--------------------------------------------------------|-------------|--------------|
| Réseau gravitaire                                      | Refoulement | Réseau total |
| 119 361                                                | 25 923      | 145 284      |

- Sur le périmètre Camors-Landaul- Pluvigner :

| Réseau périmètre CAMORS-LANDAUL- PLUVIGNER (mètres linéaires) |             |              |
|---------------------------------------------------------------|-------------|--------------|
| Réseau gravitaire                                             | Refoulement | Réseau total |
| 56 111                                                        | 3 877       | 59 988       |

#### *Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte (P202.2)*

Cet indicateur évalue sur une échelle de 0 à 120, à la fois l'existence de plans des réseaux, la procédure de mise à jour (partie A de l'indicateur jugée sur 15 points), la qualité de l'inventaire des réseaux (partie B de l'indicateur jugée sur 30 points) ainsi que les éléments constitutifs du réseau et interventions sur réseaux (partie C jugée sur 75 points).

L'indice est obtenu en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C mentionnés ci-avant et précisés et avec les conditions suivantes :

- Les 30 points d'inventaire des réseaux (**partie B**) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.
- Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

Partie A : Plan des réseaux (15 points)

**10 points (VP.250) : Existence d'un plan des réseaux de collecte et de transport des eaux usées** mentionnant la localisation des ouvrages annexes (postes de relèvement ou de

refoulement, déversoirs d'orage, ...), et s'ils existent, des points d'autosurveillance du fonctionnement des réseaux d'assainissement

**5 points (VP.251) : Définition d'une procédure de mise à jour du plan des réseaux** afin de prendre en compte les travaux réalisés depuis la dernière mise à jour (extension, réhabilitation ou renouvellement de réseaux), ainsi que les données acquises notamment en application de l'article R.554-34 du code de l'environnement. La mise à jour est réalisée au moins chaque année

Partie B : Inventaire des réseaux (30 points)

10 points (VP.252, VP.253 et VP.254) - les 10 points sont acquis si les 2 conditions suivantes sont remplies :

- **Existence d'un inventaire des réseaux** identifiant les tronçons de réseaux avec mention du linéaire de la canalisation, de la catégorie de l'ouvrage définie en application de l'article R. 554-2 du code de l'environnement ainsi que de la précision des informations cartographiques définie en application du V de l'article R. 554-23 du même code (VP.252) et, **pour au moins la moitié du linéaire total des réseaux**, les informations sur les matériaux et les diamètres des canalisations de collecte et de transport des eaux usées (VP.253)
- **La procédure de mise à jour** du plan des réseaux est complétée en y intégrant la mise à jour de l'inventaire des réseaux (VP.254)

De 1 à 5 points (VP.253) : Lorsque les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10% supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90%.

Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour au moins 95% du linéaire total des réseaux :

- Matériaux et diamètres connus pour 60% à 69,9% du linéaire des réseaux : 1 point supplémentaire
- Matériaux et diamètres connus pour 70% à 79,9% du linéaire des réseaux : 2 points supplémentaires
- Matériaux et diamètres connus pour 80% à 89,9% du linéaire des réseaux : 3 points supplémentaires
- Matériaux et diamètres connus pour 90% à 94,9% du linéaire des réseaux : 4 points supplémentaires
- Matériaux et diamètres connus pour au moins 95% du linéaire des réseaux : 5 points supplémentaires

De 0 à 15 points (VP.255) :

**L'inventaire des réseaux mentionne pour chaque tronçon la date ou la période de pose** des tronçons identifiés à partir du plan des réseaux, la moitié (50%) du linéaire total des réseaux étant renseigné. Lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, **un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10% supplémentaires du linéaire total, jusqu'à**

**90%.** Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour au moins 95% du linéaire total des réseaux

- Dates ou périodes de pose connues pour moins de 50% du linéaire des réseaux : 0 point
- Dates ou périodes de pose connues pour 50% à 59,9% du linéaire des réseaux : 10 points
- Dates ou périodes de pose connues pour 60% à 69,9% du linéaire des réseaux : 11 point
- Dates ou périodes de pose connues pour 70% à 79,9% du linéaire des réseaux : 12 points
- Dates ou périodes de pose connues pour 80% à 89,9% du linéaire des réseaux : 13 points
- Dates ou périodes de pose connues pour 90% à 94,9% du linéaire des réseaux : 14 points
- Dates ou périodes de pose connues pour au moins 95% du linéaire des réseaux : 15 points

Partie C : Informations complémentaires sur les éléments constitutifs du réseau et les interventions sur le réseau (75 points)

**10 points (VP.256) :** Le plan des réseaux comporte une **information géographique** précisant l'altimétrie des canalisations, la moitié au moins du linéaire total des réseaux étant renseignée

**De 1 à 5 points (VP.256) :** Lorsque les informations disponibles sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, **un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10% supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90%**. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour au moins 95% du linéaire total des réseaux

**10 points (VP.257) :** Localisation et description des ouvrages annexes (postes de relèvement, postes de refoulement, déversoirs, ...)

**10 points (VP.258) :** existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées

**10 points (VP.259) :** Le plan ou l'inventaire mentionne le nombre de branchements pour chaque tronçon du réseau (nombre de branchements entre deux regards de visite) ;

**10 points (VP.260) :** L'inventaire récapitule et localise les interventions et travaux réalisés sur chaque tronçon de réseaux (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement, ...)

**10 points (VP.261) :** Mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'enquête et d'auscultation du réseau, un document rendant compte de sa réalisation. Y sont mentionnés les dates des inspections de l'état des réseaux, notamment par caméra, et les réparations ou travaux effectuées à leur suite

**10 points (VP.262) :** Mise en œuvre d'un programme pluriannuel de travaux de réhabilitation et de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif chiffré portant sur au moins 3 ans)

| Libellé                                                                                                                                                                          | Code SPS/EA | Nombre de points possibles | AURAY     | BELZ      | BRICH     | CAMOIS    | CARNAC     | CRACH     | ERDEVEN   | ETEL      | HOEDIC    | HOUAT     | LA TRINITE SURMER | LANDA UL  | LANDEVANT | LOCHMADRIER | LOCAL-MENDON | PLOTMEL   | PLOUJHINEL | PLUMERGAT | PLUNIBET  | PLUVIGNER | CLUBERON  | SAINT-PHELIBERT | SAINT-PIERRE-CLUBERON | SAINT-ANNE-D'AURAY |  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|----------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-------------------|-----------|-----------|-------------|--------------|-----------|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------------|-----------------------|--------------------|--|
| <b>PARTIE A: Plan du réseau (15 points)</b>                                                                                                                                      |             |                            | <b>15</b> |           |           |           |            |           |           |           |           |           |                   |           |           |             |              |           |            |           |           |           |           |                 |                       |                    |  |
| Existence d'un plan du réseau de collecte des eaux usées hors branchements mentionnant la localisation des ouvrages annexes et des points de d'auto-surveillance s'ils existent. | VP.250      | 10                         | 10        | 10        | 10        | 10        | 10         | 10        | 10        | 10        | 10        | 10        | 10                | 10        | 10        | 10          | 10           | 10        | 10         | 10        | 10        | 10        | 10        | 10              | 10                    | 10                 |  |
| Définition d'une procédure de mise à jour au moins annuelle des plans du réseau de collecte des eaux usées hors branchements                                                     | VP.251      | 5                          | 5         | 5         | 5         | 5         | 5          | 5         | 5         | 5         | 5         | 5         | 5                 | 5         | 5         | 5           | 5            | 5         | 5          | 5         | 5         | 5         | 5         | 5               | 5                     | 5                  |  |
| <b>Total Partie A:</b>                                                                                                                                                           |             |                            | <b>15</b> | <b>15</b> | <b>15</b> | <b>15</b> | <b>15</b>  | <b>15</b> | <b>15</b> | <b>15</b> | <b>15</b> | <b>15</b> | <b>15</b>         | <b>15</b> | <b>15</b> | <b>15</b>   | <b>15</b>    | <b>15</b> | <b>15</b>  | <b>15</b> | <b>15</b> | <b>15</b> | <b>15</b> | <b>15</b>       | <b>15</b>             | <b>15</b>          |  |
| <b>PARTIE B: Inventaire des réseaux</b>                                                                                                                                          |             |                            |           |           |           |           |            |           |           |           |           |           |                   |           |           |             |              |           |            |           |           |           |           |                 |                       |                    |  |
| Inventaire avec mention de la catégorie de l'ouvrage: dix points si les deux conditions sont réunies                                                                             |             |                            |           |           |           |           |            |           |           |           |           |           |                   |           |           |             |              |           |            |           |           |           |           |                 |                       |                    |  |
| 1. Inventaire avec mention de la catégorie de l'ouvrage                                                                                                                          | VP.238      | 5                          | 5         | 5         | 5         | 5         | 5          | 5         | 5         | 5         | 5         | 5         | 5                 | 5         | 5         | 5           | 5            | 5         | 5          | 5         | 5         | 5         | 5         | 5               | 5                     | 5                  |  |
| 2. Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux d'eaux usées à partir d'une procédure formalisée pour les informations relatives aux tronçons de réseaux.                    | VP.240      | 5                          | 5         | 5         | 5         | 5         | 5          | 5         | 5         | 5         | 5         | 5         | 5                 | 5         | 5         | 5           | 5            | 5         | 5          | 5         | 5         | 5         | 5         | 5               | 5                     | 5                  |  |
| <b>Informations structurelles</b>                                                                                                                                                |             |                            |           |           |           |           |            |           |           |           |           |           |                   |           |           |             |              |           |            |           |           |           |           |                 |                       |                    |  |
| Linéaire de réseau eaux usées avec diamètre / matériau renseigné au 31/12 (excepté les réseaux typés "eaux pluviales")                                                           | VP.253      | 15                         | 15        | 15        | 15        | 14        | 15         | 15        | 15        | 15        | 15        | 15        | 15                | 14        | 15        | 15          | 15           | 15        | 15         | 15        | 15        | 15        | 14        | 15              | 15                    | 15                 |  |
| <b>Connaissance de l'âge des canalisations</b>                                                                                                                                   |             |                            |           |           |           |           |            |           |           |           |           |           |                   |           |           |             |              |           |            |           |           |           |           |                 |                       |                    |  |
| Linéaire de réseau eaux usées avec âge / date de pose renseigné au 31/12 (excepté les réseaux typés "eaux pluviales")                                                            | VP.255      |                            | 15        | 15        | 15        | 15        | 15         | 15        | 15        | 15        | 15        | 15        | 15                | 15        | 15        | 15          | 15           | 15        | 15         | 15        | 15        | 15        | 15        | 15              | 15                    | 15                 |  |
| <b>Total Partie B:</b>                                                                                                                                                           |             |                            | <b>30</b> | <b>30</b> | <b>30</b> | <b>29</b> | <b>30</b>  | <b>30</b> | <b>30</b> | <b>30</b> | <b>30</b> | <b>30</b> | <b>30</b>         | <b>29</b> | <b>30</b> | <b>30</b>   | <b>30</b>    | <b>30</b> | <b>30</b>  | <b>30</b> | <b>30</b> | <b>29</b> | <b>30</b> | <b>30</b>       | <b>30</b>             | <b>30</b>          |  |
| <b>PARTIE C</b>                                                                                                                                                                  |             |                            |           |           |           |           |            |           |           |           |           |           |                   |           |           |             |              |           |            |           |           |           |           |                 |                       |                    |  |
| <b>Altimétrie des canalisations</b>                                                                                                                                              |             |                            |           |           |           |           |            |           |           |           |           |           |                   |           |           |             |              |           |            |           |           |           |           |                 |                       |                    |  |
| Linéaire de réseau eaux usées avec altimétrie renseigné au 31/12                                                                                                                 | VP.256      |                            | 0         | 0         | 0         | 0         | 11         | 0         | 0         | 0         | 0         | 0         | 11                | 0         | 0         | 0           | 0            | 0         | 0          | 0         | 0         | 0         | 0         | 0               | 0                     | 0                  |  |
| Localisation complète de tous les ouvrages annexes du réseau d'eaux usées                                                                                                        | VP.257      |                            | 10        | 10        | 10        | 10        | 10         | 10        | 10        | 10        | 10        | 10        | 10                | 10        | 10        | 10          | 10           | 10        | 10         | 10        | 10        | 10        | 10        | 10              | 10                    | 10                 |  |
| Existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des pompes et équipements                                                                                             | VP.258      |                            | 10        | 10        | 10        | 10        | 10         | 10        | 10        | 10        | 10        | 10        | 10                | 10        | 10        | 10          | 10           | 10        | 10         | 10        | 10        | 10        | 10        | 10              | 10                    | 10                 |  |
| Mention du nombre de branchements pour chaque tronçon (entre 2 regards de visite) du                                                                                             | VP.259      |                            | 0         | 0         | 0         | 0         | 0          | 0         | 0         | 0         | 0         | 0         | 0                 | 0         | 0         | 0           | 0            | 0         | 0          | 0         | 0         | 0         | 0         | 0               | 0                     | 0                  |  |
| Localisation et identification complète des interventions et travaux sur le réseau d'eaux                                                                                        | VP.260      |                            | 10        | 10        | 10        | 10        | 10         | 10        | 10        | 10        | 10        | 10        | 10                | 10        | 10        | 10          | 10           | 10        | 10         | 10        | 10        | 10        | 10        | 10              | 10                    | 10                 |  |
| Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'enquête et d'auscultation du réseau d'eaux usées et récapitulatif des travaux réalisés à leur suite                      | VP.261      |                            | 10        | 10        | 10        | 10        | 10         | 10        | 10        | 10        | 10        | 10        | 10                | 10        | 10        | 10          | 10           | 10        | 10         | 10        | 10        | 10        | 10        | 10              | 10                    | 10                 |  |
| <b>Existence et mise en œuvre d'un plan pluri annuel de travaux</b>                                                                                                              |             |                            |           |           |           |           |            |           |           |           |           |           |                   |           |           |             |              |           |            |           |           |           |           |                 |                       |                    |  |
| Existence d'un plan pluriannuel de travaux de réhabilitation et de renouvellement en eaux usées                                                                                  | VP.262      |                            | 10        | 10        | 10        | 10        | 10         | 10        | 10        | 10        | 10        | 10        | 10                | 10        | 10        | 10          | 10           | 10        | 10         | 10        | 10        | 10        | 10        | 10              | 10                    | 10                 |  |
| Mise en œuvre d'un plan pluriannuel de travaux de réhabilitation et de renouvellement en eaux usées                                                                              |             |                            |           |           |           |           |            |           |           |           |           |           |                   |           |           |             |              |           |            |           |           |           |           |                 |                       |                    |  |
| <b>Total Partie C:</b>                                                                                                                                                           |             |                            | <b>50</b> | <b>50</b> | <b>50</b> | <b>50</b> | <b>61</b>  | <b>50</b> | <b>50</b> | <b>50</b> | <b>50</b> | <b>61</b> | <b>50</b>         | <b>50</b> | <b>50</b> | <b>50</b>   | <b>50</b>    | <b>50</b> | <b>50</b>  | <b>50</b> | <b>50</b> | <b>50</b> | <b>50</b> | <b>50</b>       | <b>50</b>             | <b>50</b>          |  |
| <b>VALEUR DE L'INDICE</b>                                                                                                                                                        |             |                            | <b>95</b> | <b>95</b> | <b>95</b> | <b>94</b> | <b>106</b> | <b>95</b> | <b>95</b> | <b>95</b> | <b>95</b> | <b>95</b> | <b>106</b>        | <b>94</b> | <b>95</b> | <b>95</b>   | <b>95</b>    | <b>95</b> | <b>95</b>  | <b>95</b> | <b>95</b> | <b>94</b> | <b>95</b> | <b>95</b>       | <b>95</b>             | <b>95</b>          |  |

Au global, en intégrant au calcul de l'indice une pondération par le linéaire de réseaux de collecte, l'indice de connaissance et de gestion patrimoniale est de **97 sur 120**.

**Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions définies en application des articles R 2224-6 et R 2224-10 à 17 du C.G.C.T. au regard de l'application de la DERU (P203.3)**

Un système de collecte des eaux usées est jugé conforme au titre de la directive ERU si les deux conditions suivantes sont remplies :

- Absence de rejet significatif, au sens du dictionnaire du système d'information en assainissement, des réseaux de collecte des eaux usées en période de temps sec (la somme des déversements par temps sec pour l'année N doit être inférieure à 5 % de la charge brute de pollution organique que multiplie le nombre de jours de l'année N) ;
- En cas de rejets diffus, existence d'un programme de prévention des fuites au sens de l'arrêté du 22 juin 2007 (des mesures de surveillance, si elles débouchent sur des travaux d'entretien en cas de détection de fuites, sont considérées comme étant un programme de prévention).

Cet indicateur n'est déterminé que pour les réseaux desservant une agglomération d'une taille supérieure à 2000 EH. Il est produit par le Ministère du Développement Durable à partir de la banque nationale de données renseignée par la D.D.T.M.

A la rédaction de ce rapport, cet indice n'était pas encore communiqué par la DDTM pour l'année 2018.

### 3.2 EXPLOITATION DU SERVICE

*Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des EU (D201.0)*

| Communes              | Population INSEE | Population DGF | Abonnés 2017  | Abonnés 2018  | Evolution   |
|-----------------------|------------------|----------------|---------------|---------------|-------------|
| AURAY                 | 14 185           | 14 675         | 8838          | 8981          | 1,6%        |
| BELZ                  | 3 788            | 4 313          | 1 892         | 1957          | 3,4%        |
| BREC'H                | 6 936            | 7 059          | 2 134         | 2195          | 2,9%        |
| CAMORS                | 3 037            | 3 211          | 282           | 311           | 10,3%       |
| CARNAC                | 4 356            | 10 394         | 7 753         | 7805          | 0,7%        |
| CRAC'H                | 3 413            | 3 897          | 1 136         | 1168          | 2,8%        |
| ERDEVEN               | 3 658            | 5 437          | 2 328         | 2367          | 1,7%        |
| ETEL                  | 2 125            | 3 003          | 1 945         | 1980          | 1,8%        |
| HOEDIC                | 113              | 297            | 210           | 208           | -1,0%       |
| HOUAT                 | 251              | 447            | 296           | 300           | 1,4%        |
| LA TRINITE SUR MER    | 1 669            | 3 468          | 2563          | 2599          | 1,4%        |
| LANDAUL               | 2 309            | 2 447          | 602           | 629           | 4,5%        |
| LANDEVANT             | 3 663            | 3 799          | 1 331         | 1368          | 2,8%        |
| LOCMARIAQUER          | 1 612            | 2 724          | 1 468         | 1473          | 0,3%        |
| LOCOAL-MENDON         | 3 424            | 3 649          | 587           | 613           | 4,4%        |
| PLOEMEL               | 2 866            | 3 189          | 969           | 998           | 3,0%        |
| PLOUHARNEL            | 2 195            | 2 611          | 1 101         | 1144          | 3,9%        |
| PLUMERGAT             | 4 119            | 4 168          | 614           | 639           | 4,1%        |
| PLUNERET              | 5 599            | 5 665          | 2 402         | 2505          | 4,3%        |
| PLUVIGNER             | 7 578            | 7 783          | 2095          | 2143          | 2,3%        |
| QUIBERON              | 5 061            | 10 470         | 8 567         | 8627          | 0,7%        |
| SAINT PHILIBERT       | 1 572            | 2 828          | 1 775         | 1790          | 0,8%        |
| SAINT PIERRE QUIBERON | 2 121            | 4 471          | 3 482         | 3519          | 1,1%        |
| SAINTE ANNE D'AURAY   | 2 724            | 2 757          | 1 118         | 1136          | 1,6%        |
| <b>TOTAL</b>          | <b>88 374</b>    | <b>112 762</b> | <b>55 488</b> | <b>56 455</b> | <b>1,7%</b> |

| Communes              | POPULATION SUIVANT INSEE (1) | POPULATION ANC | HABITANTS DESSERVIS 2018 (2) | TAUX (2)/(1) |
|-----------------------|------------------------------|----------------|------------------------------|--------------|
| AURAY                 | 14 185                       | 132            | 14 053                       | 99,07%       |
| BELZ                  | 3 788                        | 1 300          | 2 488                        | 65,68%       |
| BREC'H                | 6 936                        | 1 846          | 5 090                        | 73,38%       |
| CAMORS                | 3 037                        | 2 935          | 102                          | 3,37%        |
| CARNAC                | 4 356                        | 669            | 3 687                        | 84,64%       |
| CRAC'H                | 3 413                        | 2 121          | 1 292                        | 37,86%       |
| ERDEVEN               | 3 658                        | 1 844          | 1 814                        | 49,58%       |
| ETEL                  | 2 125                        | 6              | 2 119                        | 99,74%       |
| HOEDIC                | 113                          | 18             | 95                           | 84,34%       |
| HOUAT                 | 251                          | 30             | 221                          | 88,02%       |
| LA TRINITE SUR MER    | 1 669                        | 24             | 1 645                        | 98,55%       |
| LANDAUL               | 2 309                        | 1 004          | 1 305                        | 56,54%       |
| LANDEVANT             | 3 663                        | 959            | 2 704                        | 73,81%       |
| LOCMARIAQUER          | 1 612                        | 852            | 760                          | 47,17%       |
| LOCOAL-MENDON         | 3 424                        | 2 657          | 767                          | 22,40%       |
| PLOEMEL               | 2 866                        | 1 445          | 1 421                        | 49,59%       |
| PLOUHARNEL            | 2 195                        | 688            | 1 507                        | 68,65%       |
| PLUMERGAT             | 4 119                        | 2 484          | 1 635                        | 39,70%       |
| PLUNERET              | 5 599                        | 1 367          | 4 232                        | 75,58%       |
| PLUVIGNER             | 7 578                        | 3 361          | 4 217                        | 55,65%       |
| QUIBERON              | 5 061                        | 171            | 4 890                        | 96,62%       |
| SAINT PHILIBERT       | 1 572                        | 467            | 1 105                        | 70,32%       |
| SAINT PIERRE QUIBERON | 2 121                        | 109            | 2 012                        | 94,87%       |
| SAINTE ANNE D'AURAY   | 2 724                        | 131            | 2 593                        | 95,19%       |
| TOTAL                 | 88 374                       | 26 619         | 61 755                       | 69,88%       |

Le nombre d'habitants desservis est estimé de la façon suivante :  
Nombre hab. – (nbre filière ANC X taille ménage)

#### Taux de desserte (P201.1)

Cet indicateur donne le taux d'abonnés desservis par rapport au nombre d'abonnés potentiels de la zone relevant du service d'assainissement collectif.

Le nombre d'abonnés potentiels est déterminé à partir du document de zonage d'assainissement collectif.

### Autorisation spéciale de déversement (D202.0)

Il s'agit ici de la liste des arrêtés d'autorisation de déversement d'effluents considérés comme non domestiques.

| Stations d'épuration                 | Etablissements                   |
|--------------------------------------|----------------------------------|
| STEP LANN PONT HOUAR Cne AURAY       | SAS Kervadec                     |
| STEP LANN PONT HOUAR Cne AURAY       | Alré Viandes                     |
| STEP LANN PONT HOUAR Cne AURAY       | Merkel Freudenberg               |
| STEP LANDEVANT Cne LANDEVANT         | Delifrance                       |
| STEP LOCOAL-MENDON Cne LOCOAL-MENDON | Delices du Chef                  |
| STEP PLOEMEL Cne PLOEMEL             | PAM                              |
| STEP KERNEVE Cne PLOUHARNEL          | Usine d'incinération             |
| STEP PONT ER BAIL Cne QUIBERON       | Ouest production (Belle illoise) |
| STEP PRAD ER HOET Cne PLUVIGNER      | Bretagne Chrome                  |

La plupart de ces établissements dispose également d'une convention spéciale de déversement précisant les modalités techniques et financières de leur raccordement et rejet au réseau public d'assainissement collectif.

#### 3.2.1 Entretien du réseau et postes

Les interventions sur réseau peuvent se résumer de la façon suivante :

| 2018                              | TOTAL    |
|-----------------------------------|----------|
| Nb Branchements neufs             | 171,0    |
| Nb Interventions curatives SAUR   | 458,0    |
| Nb Interventions préventives SAUR | 110,0    |
| Linéaire hydrocuré (ml)           | 38 106,7 |
| Linéaire inspecté (ml)            | 27 881,0 |

Le linéaire curé représente 5,83% du réseau gravitaire d'AQTA.

### Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers (P251.1)

Cet indicateur est estimé à partir du nombre d'indemnités présenté par des tiers, usagers ou non du service, ayant subi des dommages dans leurs locaux résultant du débordement d'effluents causés par un dysfonctionnement du service, rapporté à 1000 habitants desservis

| Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers |   |
|-------------------------------------------------------------|---|
| Contrat principal AQTA                                      | 0 |
| Contrat Pluvigner Camors Landaul                            | 0 |
| Contrat Carnac La Trinité sur mer                           | 0 |

### Nombre de "points noirs" (P252.2)

Le "point noir" se définit pour tout secteur du réseau structurellement sensible nécessitant au moins deux interventions curatives quelle que soit la nature du défaut (hors branchement). Il s'exprime en nombre par centaine de kilomètres de réseau gravitaire.

|                                    | ABQP | CAMORS/<br>LANDAUL/<br>PLUVIGNER | CARNAC<br>LA TRINITE S/<br>MER |
|------------------------------------|------|----------------------------------|--------------------------------|
| Nombre de points noirs pour 100 km | 0    | 1,666                            | NR                             |

### Indice de connaissance des rejets au milieu naturel (P255.3)

Cet indice noté de 0 à 120 est déterminé selon l'état de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux en relation avec l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées.

L'indice est obtenu en faisant la somme des points indiqués dans les tableaux A, B et C ci-dessous. Les indicateurs des tableaux B et C ne sont pris en compte que si la somme des indicateurs mentionnés dans le tableau A atteint au moins 80 points. Pour des valeurs de l'indice comprises entre 0 et 80, l'acquisition de points supplémentaires est faite si les étapes précédentes sont réalisées, la valeur de l'indice correspondant à une progression dans la qualité de la connaissance du fonctionnement des réseaux

A – Éléments communs à tous les types de réseaux

|                                                                                                                                                                                                                                      | OUI | NON |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|-----|
| - Identification sur plan et visite de terrain pour localiser les points de rejets potentiels aux milieux récepteurs (réseaux de collecte des eaux usées non raccordés, déversoirs d'orage, trop pleins de postes de refoulement...) | 20  | 0   |
| - Évaluation sur carte et sur une base forfaitaire de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet (population raccordée et charges polluantes des établissements industriels raccordés)                       | 10  | 0   |
| - Réalisation d'enquêtes de terrain pour reconnaître les points de                                                                                                                                                                   | 20  | 0   |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |    |   |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|---|
| déversements et mise en œuvre de témoins de rejet au milieu pour identifier le moment et l'importance du déversement                                                                                                                                                                                                                            |    |   |
| - Réalisation de mesures de débit et de pollution sur les points de rejet, suivant les prescriptions définies par l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement                                                                                              | 30 | 0 |
| - Réalisation d'un rapport présentant les dispositions prises pour la surveillance des systèmes de collecte et des stations d'épuration des agglomérations d'assainissement et les résultats en application de l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement | 10 | 0 |
| - Connaissance de la qualité des milieux récepteurs et évaluation de l'impact des rejets sur le milieu récepteur                                                                                                                                                                                                                                | 10 | 0 |

**B – Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs**

|                                                                                                                                                                                                                                                                           | OUI | NON |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|-----|
| - Évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur, les émissaires concernés devant drainer au moins 70 % du territoire desservi en amont, les paramètres observés étant a minima la pollution organique (DCO) et l'azote organique total | 10  | 0   |

**C – Pour les secteurs équipés en réseaux unitaires ou mixtes**

|                                                                                                                                           | OUI | NON |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|-----|
| - Mise en place d'un suivi de la pluviométrie caractéristique du système d'assainissement et des rejets des principaux déversoirs d'orage | 10  | 0   |

*Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées (P255.3)*

| Thématiques                                                                                                                                                                            | Nombre de points possibles | AURAY                                                          | BELZ      | BRECH     | CAMORS    | CARNAC    | CRAC'H    | ERDEVEN   | ETEL      | HOEDIC    | HOUAT     | LA TRINITE SUR MER | LANDAUL   | LANDEVANT | LOCMARIAQUER | LOCOAL-MENDON | PLOEMEL   | PLOUHARNEL | PLUMERGAT | PLUNERET  | PLUVIGNER | QUIBERON  | SAINTE ANNE D'AURAY | SAINTE ANNE D'AURAY |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|----------------------------------------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|--------------------|-----------|-----------|--------------|---------------|-----------|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|---------------------|---------------------|
|                                                                                                                                                                                        |                            | <b>Partie A : Éléments communs à tous les types de réseaux</b> |           |           |           |           |           |           |           |           |           |                    |           |           |              |               |           |            |           |           |           |           |                     |                     |
| Identification sur plan et visite de terrain pour localiser les points de rejets potentiels aux milieux récepteurs                                                                     | 20                         | 12                                                             | 12        | 12        | 12        | 12        | 12        | 12        | 12        | 12        | 12        | 12                 | 12        | 12        | 12           | 12            | 12        | 12         | 12        | 12        | 12        | 12        | 12                  | 12                  |
| Évaluation sur carte et sur une base forfaitaire de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet                                                                 | 10                         | 0                                                              | 0         | 0         | 0         | 0         | 0         | 0         | 0         | 0         | 0         | 0                  | 0         | 0         | 0            | 0             | 0         | 0          | 0         | 0         | 0         | 0         | 0                   | 0                   |
| Réalisation d'enquêtes de terrain pour reconnaître les points de déversements et mise en oeuvre de témoins de rejet au milieu pour identifier le moment et l'importance du déversement | 20                         | 12                                                             | 12        | 12        | 12        | 12        | 12        | 12        | 12        | 12        | 12        | 12                 | 12        | 12        | 12           | 12            | 12        | 12         | 12        | 12        | 12        | 12        | 12                  | 12                  |
| Réalisation de mesures de débit et de pollution sur les points de rejet, suivant les prescriptions définies par l'arrêté du 22 juin 2007                                               | 30                         | 20                                                             | 20        | 20        | 20        | 20        | 20        | 20        | 20        | 20        | 20        | 20                 | 20        | 20        | 20           | 20            | 20        | 20         | 20        | 20        | 20        | 20        | 20                  | 20                  |
| Réalisation d'un rapport présentant les dispositions prises pour la surveillance des systèmes de collecte et des STEP des agglomérations d'assainissement                              | 10                         | 0                                                              | 0         | 0         | 0         | 0         | 0         | 0         | 0         | 0         | 0         | 0                  | 0         | 0         | 0            | 0             | 0         | 0          | 0         | 0         | 0         | 0         | 0                   | 0                   |
| Connaissance de la qualité des milieux récepteurs et évaluation de l'impact des rejets sur ceux-ci                                                                                     | 10                         | 0                                                              | 0         | 0         | 0         | 0         | 0         | 0         | 0         | 0         | 0         | 0                  | 0         | 0         | 0            | 0             | 0         | 0          | 0         | 0         | 0         | 0         | 0                   | 0                   |
| <b>Partie B : Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs</b>                                                                                          |                            |                                                                |           |           |           |           |           |           |           |           |           |                    |           |           |              |               |           |            |           |           |           |           |                     |                     |
| Évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur                                                                                                       | 10                         | Sans objet (compétence communale)                              |           |           |           |           |           |           |           |           |           |                    |           |           |              |               |           |            |           |           |           |           |                     |                     |
| <b>Partie C – Pour les secteurs équipés en réseaux unitaires ou mixtes</b>                                                                                                             |                            |                                                                |           |           |           |           |           |           |           |           |           |                    |           |           |              |               |           |            |           |           |           |           |                     |                     |
| Mise en place d'un suivi de la pluviométrie caractéristique du système d'assainissement et des rejets des principaux déversoirs d'orage                                                | 10                         | 5                                                              | 5         | 5         | 5         | 5         | 5         | 5         | 5         | 5         | 5         | 5                  | 5         | 5         | 5            | 5             | 5         | 5          | 5         | 5         | 5         | 5         | 5                   | 5                   |
| <b>TOTAL</b>                                                                                                                                                                           | <b>120</b>                 | <b>49</b>                                                      | <b>49</b> | <b>49</b> | <b>49</b> | <b>49</b> | <b>49</b> | <b>49</b> | <b>49</b> | <b>49</b> | <b>49</b> | <b>49</b>          | <b>49</b> | <b>49</b> | <b>49</b>    | <b>49</b>     | <b>49</b> | <b>49</b>  | <b>49</b> | <b>49</b> | <b>49</b> | <b>49</b> | <b>49</b>           | <b>49</b>           |

### 3.2.2 Contrôle des raccordements

La Communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique a décidé la mise en place en 2015 d'un service de contrôle des branchements d'assainissement collectif qui intervient à différents stades.

Ce contrôle consiste en la vérification du bon raccordement des eaux usées sur le réseau et à la bonne séparation des eaux pluviales.

Trois types de contrôles peuvent avoir lieu :

- Contrôles lors des ventes

Sur demande des propriétaires, notaires ou agences immobilières, un contrôle de branchement peut être effectué à la charge du demandeur. Suite à ce contrôle, un rapport est transmis au demandeur l'informant de l'état de son branchement. En cas de non-conformité, des travaux de mise aux normes doivent être réalisés dans un délai maximum de 9 mois, ce délai pouvant être raccourci suivant le type de désordre (pollution par exemple). Ces contrôles étaient réalisés par la SAUR en 2015.

La Communauté de Communes les a rendus obligatoire au 1<sup>er</sup> juillet 2016. Ils seront réalisés en régie par les agents du service contrôle d'AQTA.

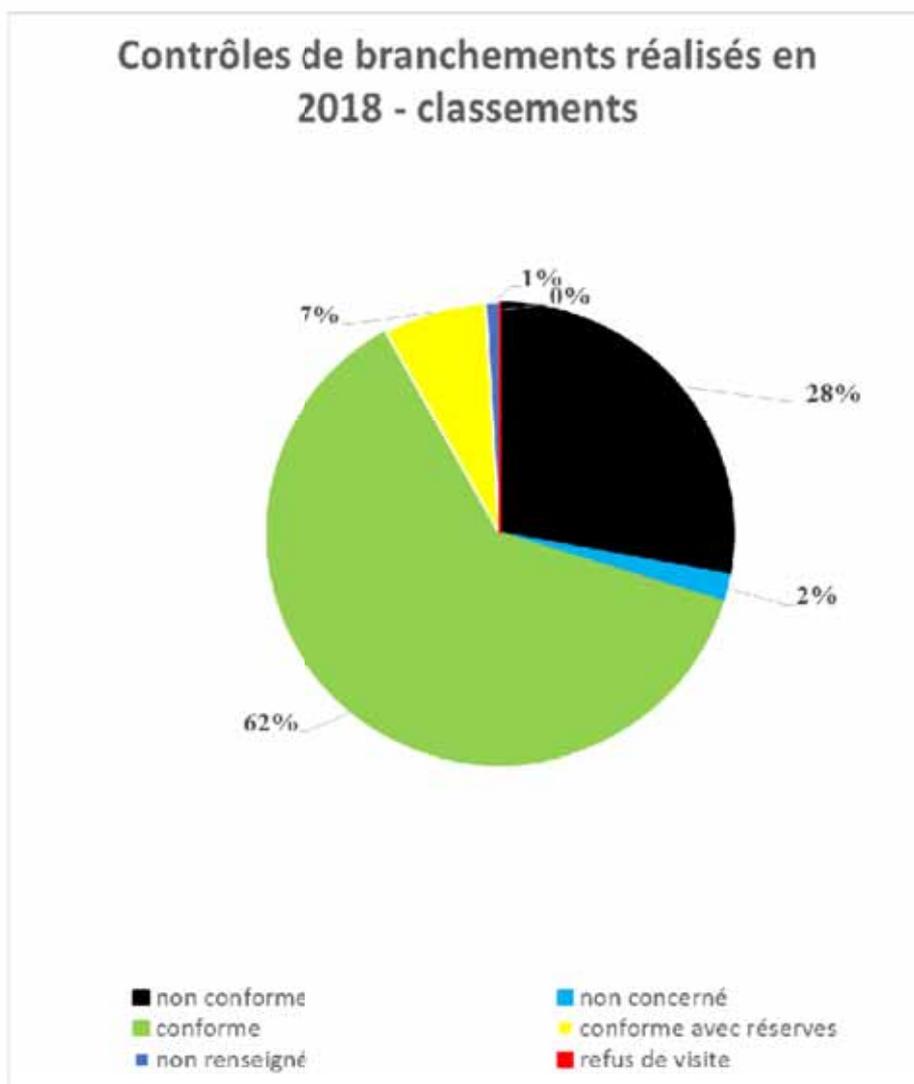
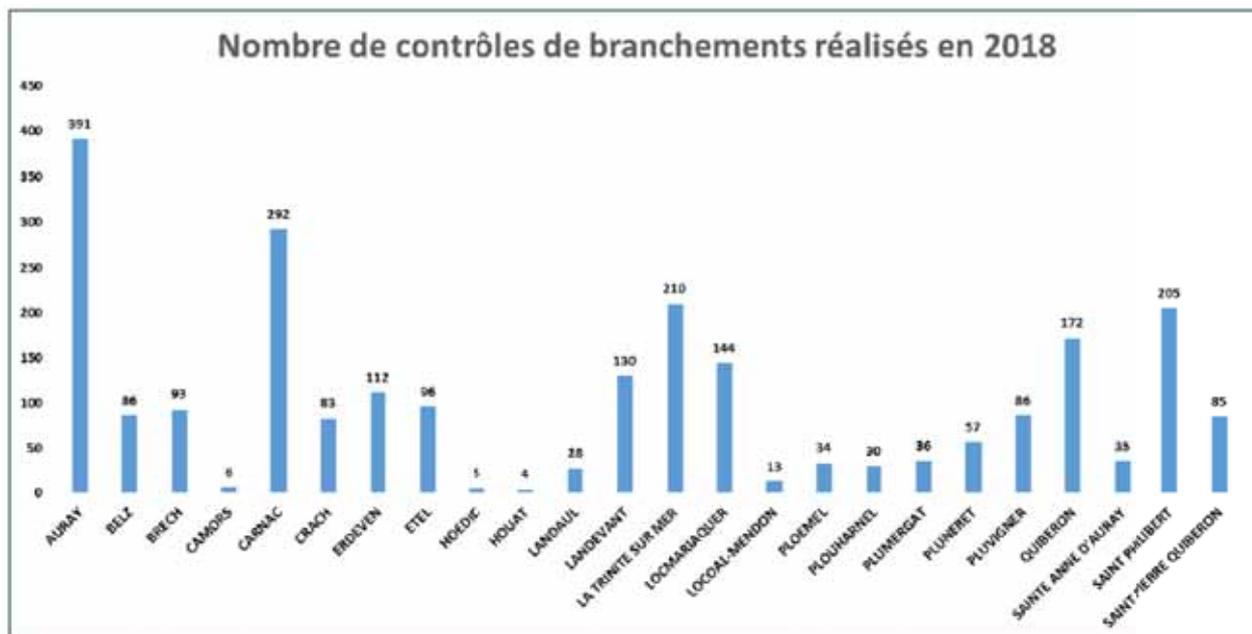
- Contrôles des branchements neufs

Ce contrôle est obligatoire et gracieux. Le délégataire SAUR s'attache à la vérification de la partie privée du branchement, au moment de travaux de raccordement sur le réseau d'assainissement collectif, en tranchée ouverte. Il peut s'agir d'un raccordement suite à une extension de réseau d'assainissement ou du raccordement d'une habitation neuve.

- Contrôles systématiques

Des campagnes de contrôles peuvent être programmées suite à des constats de pollution sur certains secteurs ou avant l'engagement de travaux sur les réseaux ou suite à des études ou des constats d'intrusion d'eaux parasites. Suite au contrôle, le rapport transmis indique, le cas échéant, les travaux à réaliser. Ces contrôles peuvent être réalisés en régie ou par un prestataire.

En 2018, **2433 contrôles de branchement** ont été réalisés (2 533 en 2017).



### 3.2.3 Exploitation des stations d'épuration

Le service dispose de 15 stations, dont les caractéristiques sont définies ci-après.

Les arrêtés d'autorisation ou récépissés de déclaration de ces stations précisent des performances en terme épuratoire. Cependant, considérant l'évolution de la réglementation (arrêté du 22 Juin 2007 fixant notamment les performances épuratoires minimales à respecter en fonction de la capacité de la station d'épuration), la police de l'eau a réajusté les normes pour certaines stations d'épuration. C'est la raison pour laquelle les références à l'arrêté du 22 juin 2007 se substituent, pour certaines stations, au récépissé de déclaration ou à l'arrêté d'autorisation de rejet.

Les rendements de chaque ouvrage ainsi que les dépassements par station sont précisés ci-après.

Certaines valeurs sont à analyser avec précaution car elles sont basées sur une seule mesure dans l'année.

Concernant le fonctionnement des stations d'épuration, il est à noter que la problématique d'intrusions d'eaux parasites lors d'épisodes pluvieux semble particulièrement importante sur les réseaux situés en amont des STEP.

#### 3.2.3.1 Stations d'épuration : Descriptif et Bilan de fonctionnement

##### a) Station d'épuration de Kernevé, commune de PLOUHARNEL

###### ➤ Description

La nouvelle station d'épuration, mise en service en Juin 2014, d'une capacité de 28 500 équivalents habitants, comprend les étapes de traitements suivants :

- Traitement du fil de l'eau
  - Dégrilleur automatique
  - Déssableur/dégraisseur
  - Bassin anaérobie et anoxie
  - Bassins d'aération
  - Membranes
  - Traitement UV
- Traitement des boues
  - Centrifugeuse

Les charges nominales de la station sont les suivantes :

| Capacité nominale<br>Eq.Hab | Charge nominale<br>en débit<br>m3/j | Charge nominale<br>en DBO5<br>kg/j | Charge nominale en<br>DCO<br>kg/j |
|-----------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|-----------------------------------|
| 28 500                      | 4 440                               | 1 710                              | 3 420                             |

➤ Volumes traités et charges moyennes annuelles de fonctionnement

| Volume traité (m3/an) | Charge hydraulique | Charge organique          |
|-----------------------|--------------------|---------------------------|
| 1 000 960             | 60%                | 33% en DCO<br>29% en DBO5 |

## ➤ Rendements

|                                                     | Débit journalier de référence (m <sup>3</sup> /j)                                       | 5 578 | MES           |                      | DCO           |                      | DBO5          |                      | NH4           |                      | NTE           |                      | N-NH4         |                      | N-NO2         |                      | N-NO3         |                      | PI            |                      |  |
|-----------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|-------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|--|
|                                                     |                                                                                         |       | Rendement (%) | Concentration (mg/l) |  |
| Ensemble des mesures                                | Nombre réglementaire de mesures par an (1)                                              |       | 24            |                      | 24            |                      | 14            |                      | 14            |                      | 14            |                      | 14            |                      | 14            |                      | 14            |                      | 14            |                      |  |
|                                                     | Nombre de mesures réalisées                                                             |       | 20            |                      | 20            |                      | 17            |                      | 15            |                      | 15            |                      | 15            |                      | 15            |                      | 15            |                      | 15            |                      |  |
|                                                     | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées                                             |       | 90,7          | 1                    | 92,6          | 24,27                | 90,8          | 1,5                  | 86,2          | 1,8                  | 1             | 97                   | 1,4           | 9                    | 0,55          | 0,25                 | 6,45          | 90                   | 0,6           | 5                    |  |
| Conditions normales d'exploitation (*)              | Nombre de mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation                 |       | 24            |                      | 26            |                      | 17            |                      | 20            |                      | 10            |                      | 10            |                      | 10            |                      | 10            |                      | 10            |                      |  |
|                                                     | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation |       | 90,7          | 1                    | 92,6          | 24,27                | 90,8          | 1,5                  | -             | -                    | 97            | 1,4                  | 9             | -                    | -             | -                    | -             | 90                   | 0,6           | 3                    |  |
|                                                     | Valeur réhibitoire (1)                                                                  |       | 15            |                      | 250           |                      | 50            |                      | -             |                      | -             |                      | -             |                      | -             |                      | -             |                      | -             |                      |  |
|                                                     | Nombre de résultats non conformes à la valeur réhibitoire                               |       | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      |  |
|                                                     | Valeurs limites (1) en moyenne journalière                                              |       | 90            | 5                    | 90            | 60                   | 95            | 12                   | -             | -                    | -             | -                    | -             | -                    | -             | -                    | -             | -                    | -             | -                    |  |
|                                                     | Nombre maximum de non conformités aux valeurs limites par an (1)                        |       | 3             |                      | 3             |                      | 3             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      |  |
|                                                     | Nombre de résultats non conformes aux valeurs limites (2)                               |       | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      |  |
| Valeurs limites (1) en moyenne annuelle             |                                                                                         | -     | -             | -                    | -             | -                    | -             | 80                   | 15            | -                    | 8             | 2                    | -             | -                    | -             | 95                   | 1             | -                    | -             |                      |  |
| Conformité selon l'exploitant (O/N) par paramètre : |                                                                                         |       | Conforme      |                      | Conforme      |                      | Conforme      |                      | Conforme      |                      | Conforme      |                      | Conforme      |                      | -             |                      | -             |                      | Conforme      |                      |  |
| Conformité globale selon l'exploitant (O/N) :       |                                                                                         |       | Conforme      |                      |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |  |

(1) : ces valeurs sont déterminées par l'arrêté d'autorisation de l'ouvrage ou à défaut par l'arrêté du 21 Juillet 2015. (2) : le nombre de résultats non conformes aux valeurs limites est égal au nombre de mesures, réalisées dans des conditions normales d'exploitation (\*), dont les résultats sont non conformes à la fois à la valeur limite en concentration et en rendement.

(\*) Les conditions normales d'exploitation sont atteintes les jours où le débit de référence n'est pas dépassé et en l'absence de situations inhabituelles telles que décrites dans l'art 2 de l'arrêté du 21 Juillet 2015.

Concernant le paramètre bactériologique E.Coli, sur les 55 analyses réalisées, aucune n'a présentée de concentration supérieure à 100 N/100ml.

## ➤ Volumes by-passés

Sur l'année 2018, 1 072 913 m<sup>3</sup> sont arrivés au sein de la STEP et 1 000 960 m<sup>3</sup> ont été comptabilisés en sortie de STEP et 55 932 m<sup>3</sup> ont été by-passés sur cet exercice.

b) Station d'épuration de Lann Pon't Houar, commune d'AURAY/ CRACH

➤ Description

Cette station, localisée au lieu-dit Kerdavid sur les communes d'Auray et de Crach, possède une capacité de 40 000 équivalents habitants. Elle est de type boue activée à aération prolongée.

Elle comprend les étapes de traitement suivantes :

– Traitement au fil de l'eau :

Dégrilleur,  
Dessableur, dégraisseur,  
Bassin de déphosphatation biologique,  
Bassin d'aération,  
Répartiteur sur 2 clarificateurs en parallèle,  
Jardins filtrants (30 % du débit sortant),  
Traitement tertiaire vers 4 lagunes.

– Traitement des sous-produits :

Traitement biologique des graisses : lipolift,  
Traitement des matières de curage,  
Traitement des matières de vidange,  
Traitement des sables.

– Traitement des boues :

Epaississeur,  
Centrifugeuse,  
Traitement à la chaux,  
Stockage.

– Traitement des odeurs :

Tour de lavage acido-basique,  
Tour de lavage basique-oxydante

– Un traitement final des quatre lagunes, dont les volumes sont présentés ci-après :

| Qautre lagunes | Volume (m3)   |
|----------------|---------------|
| Lagune n°1     | 21 000        |
| Lagune n°2     | 15 400        |
| Lagune n°3     | 13 300        |
| Lagune n°4     | 8 100         |
| <b>TOTAL</b>   | <b>57 800</b> |

Les charges nominales de la station sont les suivantes :

| Capacité nominale<br>Eq.Hab | Charge nominale<br>en débit<br>m3/j | Charge nominale<br>en DBO5<br>kg/j | Charge nominale en<br>DCO<br>kg/j |
|-----------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|-----------------------------------|
| 40 000                      | 6 620                               | 2 400                              | 5 400                             |

➤ Volumes traités et charges moyennes annuelles de fonctionnement

| Volume traité (m3/an) | Charge hydraulique | Charge organique          |
|-----------------------|--------------------|---------------------------|
| 1 815 910             | 73%                | 57% en DCO<br>54% en DBO5 |

➤ Rendements

|                                         | Débit journalier de référence (m <sup>3</sup> /j)                                       | 6 520 | MES           |                      | DCO           |                      | DBO5          |                      | NGL           |                      | NEX           |                      | N-NH4                | N-NO2                | N-NO3                | PT            |                      |
|-----------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|-------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|---------------|----------------------|
|                                         |                                                                                         |       | Rendement (%) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Rendement (%) | Concentration (mg/l) |
|                                         | Charge brute de pollution organique (kg DBO5/j)                                         | 2 400 |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |                      |                      |                      |               |                      |
| Ensemble des mesures                    | Nombre réglementaire de mesures par an (1)                                              |       | 52            |                      | 52            |                      | 24            |                      | -             |                      | 24            |                      | -                    | -                    | -                    | 24            |                      |
|                                         | Nombre de mesures réalisées                                                             |       | 52            |                      | 52            |                      | 26            |                      | 26            |                      | 26            |                      | -                    | -                    | -                    | 26            |                      |
|                                         | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées                                             |       | 98,4          | 5,9                  | 96,1          | 22,88                | 98,9          | 2,61                 | 85,3          | 10,09                | 89,4          | 7,7                  | 6,34                 | 0,1                  | 2,77                 | 87,1          | 0,98                 |
| Conditions normales d'exploitation (*)  | Nombre de mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation                 |       | 52            |                      | 52            |                      | 26            |                      | 26            |                      | 26            |                      | -                    | -                    | -                    | 26            |                      |
|                                         | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation |       | 98,2          | 6,07                 | 96,1          | 22,79                | 98,9          | 2,61                 | -             | -                    | 89,4          | 7,7                  | -                    | -                    | -                    | 87,1          | 0,98                 |
|                                         | Valeur réductrice (1)                                                                   |       | 85            |                      | 150           |                      | 50            |                      | -             |                      | -             |                      | -                    | -                    | -                    | -             |                      |
|                                         | Nombre de résultats non conformes à la valeur réductrice                                |       | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | -                    | -                    | -                    | 0             |                      |
|                                         | Valeurs limites (1) en moyenne journalière                                              |       | 70            | 20                   | 75            | 90                   | 80            | 20                   | -             | -                    | -             | -                    | -                    | -                    | -                    | -             | -                    |
|                                         | Nombre maximum de non conformités aux valeurs limites par an (1)                        |       | 5             |                      | 5             |                      | 3             |                      | 0             |                      | 0             |                      | -                    | -                    | -                    | 0             |                      |
|                                         | Nombre de résultats non conformes aux valeurs limites (2)                               |       | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | -                    | -                    | -                    | 0             |                      |
| Valeurs limites (1) en moyenne annuelle |                                                                                         | -     | -             | -                    | -             | -                    | -             | 70                   | 15            | -                    | -             | -                    | -                    | -                    | -                    | 80            | 1                    |
|                                         | Conformité selon l'exploitant (O/N) par paramètre :                                     |       | Conforme      |                      | Conforme      |                      | Conforme      |                      | Conforme      |                      | -             |                      | -                    | -                    | -                    | Conforme      |                      |
|                                         | Conformité globale selon l'exploitant (O/N) :                                           |       | Conforme      |                      |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |                      |                      |                      |               |                      |

(1) : ces valeurs sont déterminées par l'arrêté d'autorisation de l'ouvrage ou à défaut par l'arrêté du 21 Juillet 2015. (2) : le nombre de résultats non conformes aux valeurs limites est égal au nombre de mesures, réalisées dans des conditions normales d'exploitation (\*), dont les résultats sont non conformes à la fois à la valeur limite en concentration et en rendement.

(\*) Les conditions normales d'exploitation sont atteintes les jours où le débit de référence n'est pas dépassé et en l'absence de situations inhabituelles telles que décrites dans l'art 2 de l'arrêté du 21 Juillet 2015.

## ➤ Volumes by-passés

Sur l'année 2018, les volumes entrants s'élèvent à 1 762 130 m<sup>3</sup> et les volumes sortants à 1 815 910 m<sup>3</sup>. Les volumes by-passés n'ont pas été comptabilisés.

## c) Station d'épuration de Pont er Bail, Commune de QUIBERON

### ➤ Description

Cette station a été mise en route fin 2007 et est entrée à la fin de la période de mise en service, le 26 mai 2008, dans le périmètre de l'affermage.

Le rejet de cette station se situe zone sensible au regard de la Directive Eaux Résiduaires Urbaines : les ouvrages doivent à ce titre être en mesure de traiter l'azote et le phosphore. La capacité de cette station de type membranaire est de 60 000 équivalents/habitants. La filière eau est équipée d'un traitement primaire, secondaire et tertiaire tandis que la filière boues est équipée de dispositifs d'épaississement et de déshydratation.

Les charges nominales de la station sont les suivantes :

| Capacité nominale<br>Eq.Hab | Charge nominale<br>en débit<br>m3/j | Charge nominale<br>en DBO5<br>kg/j | Charge nominale en<br>DCO<br>kg/j |
|-----------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|-----------------------------------|
| 60 000                      | 9 000                               | 3 600                              | 8 800                             |

➤ Volumes traités et charges moyennes annuelles de fonctionnement

| Volume traité (m3/an) | Charge hydraulique | Charge organique          |
|-----------------------|--------------------|---------------------------|
| 1 301 002             | 38%                | 21% en DCO<br>19% en DBO5 |

➤ Rendements

|                                                     | Débit journalier de référence (m <sup>3</sup> /j)                                       | 0 000    | MES           |                      | DCO           |                      | DBO5          |                      | NG2           |                      | NTK           |                      | R-N104               | R-N02         | R-N03                | PT            |                      |
|-----------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|----------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|
|                                                     |                                                                                         |          | Rendement (%) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Rendement (%) | Concentration (mg/l) | Rendement (%) | Concentration (mg/l) |
| Ensemble des mesures                                | Charge brute de pollution organique (kg DBO5/j)                                         | 0 000    |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |                      |               |                      |               |                      |
|                                                     | Nombre réglementaire de mesures par an (1)                                              |          | 104           |                      | 104           |                      | 52            |                      | 52            |                      | 52            |                      | -                    | 52            | 52                   | 52            |                      |
|                                                     | Nombre de mesures réalisées                                                             |          | 104           |                      | 104           |                      | 52            |                      | 52            |                      | 52            |                      | -                    | 52            | 52                   | 52            |                      |
|                                                     | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées                                             |          | 99,4          | 1,36                 | 91,7          | 23,16                | 99,1          | 1,4                  | 87,9          | 6,87                 | 96,6          | 2,18                 | 1,10                 | 0,14          | 4,01                 | 17,7          | 0,76                 |
| Conditions normales d'exploitation (*)              | Nombre de mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation                 |          | 104           |                      | 104           |                      | 52            |                      | 52            |                      | 52            |                      | -                    | 52            | 52                   | 52            |                      |
|                                                     | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation |          | 99,4          | 1,36                 | 91,7          | 23,16                | 99,1          | 1,4                  | -             | -                    | 96,6          | 2,18                 | -                    | -             | -                    | 17,7          | 0,76                 |
|                                                     | Valeur réductible (1)                                                                   |          | -             | -                    | -             | -                    | -             | -                    | -             | -                    | -             | -                    | -                    | -             | -                    | -             | -                    |
|                                                     | Nombre de résultats non conformes à la valeur réductible                                |          | 0             | 0                    | 0             | 0                    | 0             | 0                    | 0             | 0                    | 0             | 0                    | 0                    | 0             | 0                    | 0             | 0                    |
|                                                     | Valeurs limites (1) en moyenne journalière                                              |          | 95            | 30                   | 90            | 90                   | 95            | 25                   | -             | -                    | -             | -                    | -                    | -             | -                    | -             | -                    |
|                                                     | Nombre maximum de non conformités aux valeurs limites par an (1)                        |          | 9             | 9                    | 9             | 9                    | 5             | 5                    | 0             | 0                    | 0             | 0                    | 0                    | 0             | 0                    | 0             | 0                    |
|                                                     | Nombre de résultats non conformes aux valeurs limites (2)                               |          | 1             | 6                    | 0             | 0                    | 0             | 0                    | 0             | 0                    | 0             | 0                    | 0                    | 0             | 0                    | 0             | 0                    |
| Valeurs limites (1) en moyenne annuelle             |                                                                                         | -        | -             | -                    | -             | -                    | -             | 85                   | 15            | -                    | -             | -                    | -                    | -             | -                    | 95            | 1                    |
| Conformité selon l'exploitant (O/N) par paramètre : |                                                                                         | Conforme |               | Conforme             |               | Conforme             |               | Conforme             |               | -                    |               | -                    | -                    | -             | Conforme             |               |                      |
| Conformité globale selon l'exploitant (O/N) :       |                                                                                         | Conforme |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |                      |               |                      |               |                      |

(1) : ces valeurs sont déterminées par l'arrêté d'autorisation de l'ouvrage ou à défaut par l'arrêté du 21 juillet 2015. (2) : le nombre de résultats non conformes aux valeurs limites est égal au nombre de mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation (\*), dont les résultats sont non conformes à la fois à la valeur limite en concentration et en rendement.

(\*) Les conditions normales d'exploitation sont atteintes les jours où le débit de référence n'est pas dépassé et en l'absence de situations inhabituelles telles que décrites dans l'art 2 de l'arrêté du 21 juillet 2015.

7 non conformités ont été enregistrées en ce qui concerne les valeurs limites en sortie de station sur les paramètres suivants:

- Demande Chimique en Oxygène Ces non-conformités sont en date des 24 janvier, 06 février, 17 et 29 mars, 19 et 24 décembre ;
- Matières En Suspension. Cette non-conformité est apparue le 29 mars.

#### ➤ Volumes by-passés

Sur l'année 2018, sur les 1 262 993 m<sup>3</sup> en entrée de station. Les volumes sortants s'élèvent à 1 301 002 m<sup>3</sup>. Le volume by-passé est nul.

d) Station d'épuration de Landévant, Commune de Landévant

➤ Description

La station de Landévant, mise en service en 1991, est conçue pour traiter les eaux de 7 580 équivalents habitants, correspondant à des charges de 600 m<sup>3</sup>/j et 455 Kgs de DBO<sub>5</sub>/j. Celle-ci est de type boue activée à aération prolongée.

La filière eau comprend prétraitements, aération, décantation, filtration, désinfection.

La filière boues comprend épaisseur et table d'égouttage.

Les charges nominales de la station sont les suivantes :

| Capacité nominale Eq.Hab | Charge nominale en débit m <sup>3</sup> /j | Charge nominale en DBO <sub>5</sub> kg/j | Charge nominale en DCO kg/j |
|--------------------------|--------------------------------------------|------------------------------------------|-----------------------------|
| 7 580                    | 600                                        | 455                                      | 910                         |

➤ Volumes traités et charges moyennes annuelles de fonctionnement :

| Volume traité (m <sup>3</sup> /an) | Charge hydraulique | Charge organique                      |
|------------------------------------|--------------------|---------------------------------------|
| 299 599                            | 132%               | 62% en DCO<br>43% en DBO <sub>5</sub> |

La charge moyenne hydraulique reçue sur la station d'épuration est de 60% (débit de référence\* percentile 95 Année en cours 2013-2017 est de 1320 m<sup>3</sup>/j)

(\*) le débit de référence définit le seuil au-delà duquel le système d'assainissement est considéré comme étant dans les conditions inhabituelles pour son fonctionnement. Le débit de référence est utilisé pour l'évaluation de la « conformité en performance ».

➤ Rendements

|                                                     | Débit journalier de référence (m <sup>3</sup> /j)                                       | 1 320 | MES           |                      | DCO           |                      | DIO5          |                      | NGL           |                      | NTE           |                      | N-NH4                | N-NO2                | N-NO3         | PT                   |      |
|-----------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|-------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|----------------------|----------------------|---------------|----------------------|------|
|                                                     |                                                                                         |       | Rendement (%) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Rendement (%) | Concentration (mg/l) |      |
|                                                     | Charge brute de pollution organique (kg DBO5/j)                                         | 455   |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |                      |                      |               |                      |      |
| Ensemble des mesures                                | Nombre réglementaire de mesures par an (1)                                              |       | 12            |                      | 12            |                      | 12            |                      | -             |                      | 4             |                      | -                    | -                    | -             | 12                   |      |
|                                                     | Nombre de mesures réalisées                                                             |       | 12            |                      | 12            |                      | 12            |                      | -             |                      | 4             |                      | -                    | -                    | -             | 12                   |      |
|                                                     | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées                                             |       | 90            | 8,17                 | 95            | 32,67                | 90            | 3,68                 | -             | 5,61                 | 94            | 4,83                 | 3,43                 | 0,08                 | 0,77          | 90                   | 0,64 |
| Conditions normales d'exploitation (*)              | Nombre de mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation                 |       | 12            |                      | 12            |                      | 12            |                      | -             |                      | 3             |                      | -                    | -                    | -             | 8                    |      |
|                                                     | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation |       | 90            | 8,17                 | 95            | 31,5                 | 90            | 3,68                 | -             | -                    | 91            | 4,83                 | -                    | -                    | -             | 90                   | 0,64 |
|                                                     | Valeur réductrice (1)                                                                   |       | 85            |                      | 250           |                      | 50            |                      | -             |                      | -             |                      | -                    | -                    | -             | -                    |      |
|                                                     | Nombre de résultats non conformes à la valeur réductrice                                |       | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | -             |                      | 0             |                      | -                    | -                    | -             | 0                    |      |
|                                                     | Valeurs limites (1) en moyenne journalière                                              |       | 90            | 35                   | 75            | 50                   | 80            | 15                   | -             | -                    | -             | -                    | -                    | -                    | -             | -                    | 1    |
|                                                     | Nombre maximum de non conformités aux valeurs limites par an (1)                        |       | 2             |                      | 2             |                      | 2             |                      | -             |                      | 0             |                      | -                    | -                    | -             | 1                    |      |
|                                                     | Nombre de résultats non conformes aux valeurs limites (2)                               |       | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | -             |                      | 0             |                      | -                    | -                    | -             | 1                    |      |
| Valeurs limites (1) en moyenne annuelle             |                                                                                         | -     | -             | -                    | -             | -                    | -             | -                    | -             | -                    | 10            | -                    | -                    | -                    | -             | 80                   | 1    |
| Conformité selon l'exploitant (O/N) par paramètre : |                                                                                         |       | Conforme      |                      | Conforme      |                      | Conforme      |                      | -             |                      | Conforme      |                      | -                    |                      | -             | Conforme             |      |
| Conformité globale selon l'exploitant (O/N) :       |                                                                                         |       | Conforme      |                      |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |                      |                      |               |                      |      |

(1) : ces valeurs sont déterminées par l'arrêté d'autorisation de l'ouvrage ou à défaut par l'arrêté du 21 Juillet 2015. (2) : le nombre de résultats non conformes aux valeurs limites est égal au nombre de mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation (\*), dont les résultats sont non conformes à la fois à la valeur limite en concentration et en rendement.

(\*) Les conditions normales d'exploitation sont atteintes les jours où le débit de référence n'est pas dépassé et en l'absence de situations inhabituelles telles que décrites dans l'art 2 de l'arrêté du 21 Juillet 2015.

### ➤ Volumes by-passés

Sur l'année 2018, le volume by-passé sur cette station est inconnu.

Les volumes entrants s'élèvent à 289 299 m<sup>3</sup>, les volumes sortant à 299 599 m<sup>3</sup>.

e) Station d'épuration de Kerran, Commune de SAINT PHILIBERT

➤ Description

La nouvelle station d'épuration, mise en service en Juin 2013, d'une capacité de 21500 équivalents habitants, comprend les étapes de traitements suivants :

– Traitement du fil de l'eau

Dégrilleur automatique  
Dessableur/dégraisseur  
Bassin anaérobie  
Bassins d'aération  
Membranes  
Carboplus

– Traitement des boues

Centrifugeuse

Les charges nominales de la station sont les suivantes :

| Capacité nominale<br>Eq.Hab | Charge nominale<br>en débit<br>m3/j | Charge nominale<br>en DBO5<br>kg/j | Charge nominale en<br>DCO<br>kg/j |
|-----------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|-----------------------------------|
| 21 500                      | 4 550                               | 1 290                              | 3 225                             |

➤ Volumes traités et charges moyennes annuelles de fonctionnement

| Volume traité (m3/an) | Charge hydraulique | Charge organique          |
|-----------------------|--------------------|---------------------------|
| 578 494               | 37%                | 24% en DCO<br>25% en DBO5 |

➤ Rendements

|                                                     | Débit journalier de référence (m <sup>3</sup> /j)                                       | 4 500 | MES           |                      | DCO           |                      | DBO5          |                      | NGL           |                      | NTK           |                      | N-NH4                | N-NO2                | N-NO3         | PF                   |          |
|-----------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|-------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|----------------------|----------------------|---------------|----------------------|----------|
|                                                     |                                                                                         |       | Rendement (%) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Rendement (%) | Concentration (mg/l) |          |
|                                                     | Charge brute de pollution organique (kg DBO5/j)                                         | 1 200 |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |                      |                      |               |                      |          |
| Ensemble des mesures                                | Nombre réglementaire de mesures par an (1)                                              |       | 24            |                      | 24            |                      | 12            |                      | 12            |                      | 12            |                      | 12                   |                      | 12            |                      | 12       |
|                                                     | Nombre de mesures réalisées                                                             |       | 24            |                      | 24            |                      | 12            |                      | 13            |                      | 13            |                      | 13                   |                      | 13            |                      | 13       |
|                                                     | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées                                             |       | 99,5          | 1,04                 | 96            | 15,46                | 99,2          | 1,07                 | 80,5          | 1,94                 | 97,7          | 1,09                 | 0,17                 | 0,02                 | 8,89          | 19,5                 | 0,62     |
| Conditions normales d'exploitation (*)              | Nombre de mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation                 |       | 24            |                      | 24            |                      | 12            |                      | 13            |                      | 13            |                      | 13                   |                      | 13            |                      | 13       |
|                                                     | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation |       | 99,5          | 1,04                 | 96            | 15,46                | 99,2          | 1,07                 | -             | -                    | 97,7          | 1,1                  | -                    | -                    | -             | 19,3                 | 0,62     |
|                                                     | Valeur réductrice (1)                                                                   |       | 85            |                      | 150           |                      | 50            |                      | -             | -                    | -             | -                    | -                    | -                    | -             | -                    | -        |
|                                                     | Nombre de résultats non conformes à la valeur réductrice                                |       | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0                    |                      | 0             |                      | 0        |
|                                                     | Valeurs limites (1) en moyenne journalière                                              |       | 90            | 5                    | 90            | 60                   | 95            | 12                   | -             | -                    | -             | -                    | -                    | -                    | -             | -                    | -        |
|                                                     | Nombre maximum de non conformités aux valeurs limites par an (1)                        |       | 3             |                      | 3             |                      | 2             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0                    |                      | 0             |                      | 0        |
|                                                     | Nombre de résultats non conformes aux valeurs limites (2)                               |       | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0                    |                      | 0             |                      | 0        |
| Valeurs limites (1) en moyenne annuelle             |                                                                                         | -     | -             | -                    | -             | -                    | -             | 70                   | 15            | -                    | 8             | -                    | -                    | -                    | -             | 95                   | 1        |
| Conformité selon l'exploitant (O/N) par paramètre : |                                                                                         |       | Conforme      |                      | Conforme      |                      | Conforme      |                      | -             |                      | Conforme      |                      | -                    |                      | -             |                      | Conforme |
| Conformité globale selon l'exploitant (O/N) :       |                                                                                         |       | Conforme      |                      |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |                      |                      |               |                      |          |

(1) : ces valeurs sont déterminées par l'arrêté d'autorisation de l'ouvrage ou à défaut par l'arrêté du 21 juillet 2015. (2) : le nombre de résultats non conformes aux valeurs limites est égal au nombre de mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation (\*), dont les résultats sont non conformes à la fois à la valeur limite en concentration et en rendement.

(\*) Les conditions normales d'exploitation sont atteintes les jours où le débit de référence n'est pas dépassé et en l'absence de situations inhabituelles telles que décrites dans l'art 2 de l'arrêté du 21 juillet 2015.

Concernant le paramètre bactériologique E.Coli, sur les 54 analyses réalisées, deux ont présentée de concentration supérieure à 100 N/100ml, les 25 juin et 14 juillet.

#### ➤ Volumes by-passés

Sur l'année 2018, sur les 444 425 m<sup>3</sup> en entrée de station. Les volumes sortants s'élèvent à 459 404 m<sup>3</sup>. Le volume by-passé est nul.

f) Station d'épuration de Kergouellec, Commune de CARNAC

➤ Description

La station d'épuration de Kergouellec, ayant fait l'objet d'une partielle réhabilitation en 2010, est conçue pour traiter les eaux usées de 60 000 équivalents habitants, correspondant à des charges de 9 200 m<sup>3</sup>/j et 3 600 Kgs de DBO<sub>5</sub>/j.

La station d'épuration est dotée de membranes depuis 2010. Les membranes ont été changées en 2017, avant la saison estivale.

Les charges nominales de la station sont les suivantes :

| Capacité nominale<br>Eq.Hab | Charge nominale<br>en débit<br>m <sup>3</sup> /j | Charge nominale<br>en DBO <sub>5</sub><br>kg/j | Charge nominale en<br>DCO<br>kg/j |
|-----------------------------|--------------------------------------------------|------------------------------------------------|-----------------------------------|
| 60 000                      | 9 200                                            | 3 600                                          | 9 000                             |

➤ Volumes traités et charges moyennes annuelles de fonctionnement

| Volume traité (m <sup>3</sup> /an) | Charge hydraulique | Charge organique                      |
|------------------------------------|--------------------|---------------------------------------|
| 1 352 499                          | 42%                | 18% en DCO<br>16% en DBO <sub>5</sub> |

➤ Rendements

|                                                     | Débit journalier de référence (m <sup>3</sup> /j)                                       | 9 200    | MES           |              | DCO           |              | DB5           |                      | NGL           |              | NTK           |                      | N-NH4                | N-NO2                | N-NO3         | PT           |      |
|-----------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|----------|---------------|--------------|---------------|--------------|---------------|----------------------|---------------|--------------|---------------|----------------------|----------------------|----------------------|---------------|--------------|------|
|                                                     |                                                                                         |          | Rendement (%) | Conc. (mg/l) | Rendement (%) | Conc. (mg/l) | Rendement (%) | Concentration (mg/l) | Rendement (%) | Conc. (mg/l) | Rendement (%) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Rendement (%) | Conc. (mg/l) |      |
|                                                     | Charge brute de pollution organique (kg DB5/j)                                          | 3 600    |               |              |               |              |               |                      |               |              |               |                      |                      |                      |               |              |      |
| Ensemble des mesures                                | Nombre réglementaire de mesures par an (1)                                              |          | 104           |              | 104           |              | 32            |                      | 32            |              | 32            |                      | 32                   | 32                   | 32            | 32           |      |
|                                                     | Nombre de mesures réalisées                                                             |          | 104           |              | 104           |              | 32            |                      | 32            |              | 32            |                      | 32                   | 32                   | 32            | 32           |      |
|                                                     | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées                                             |          | 98,9          | 1,22         | 91,8          | 25,7         | 98,4          | 1,31                 | 81,7          | 2,38         | 96,1          | 1,82                 | 0,88                 | 0,36                 | 5,44          | 18           | 0,51 |
| Conditions normales d'exploitation (*)              | Nombre de mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation                 |          | 104           |              | 104           |              | 32            |                      | 32            |              | 32            |                      | 32                   | 32                   | 32            | 32           |      |
|                                                     | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation |          | 98,9          | 1,22         | 91,8          | 25,7         | 98,4          | 1,31                 | -             | -            | 96,1          | 1,82                 | -                    | -                    | -             | 18           | 0,51 |
|                                                     | Valeur réévaluée (1)                                                                    |          | 83            |              | 253           |              | 30            |                      | -             |              | -             |                      | -                    | -                    | -             | -            |      |
|                                                     | Nombre de résultats non conformes à la valeur réévaluée                                 |          | 0             |              | 0             |              | 0             |                      | 0             |              | 0             |                      | 0                    | 0                    | 0             | 0            |      |
|                                                     | Valeurs limites (1) en moyenne journalière                                              |          | 90            | 20           | 75            | 70           | 80            | 20                   | -             | -            | -             | -                    | -                    | -                    | -             | -            | -    |
|                                                     | Nombre maximum de non conformités aux valeurs limites par an (1)                        |          | 9             |              | 9             |              | 3             |                      | 0             |              | 0             |                      | 0                    | 0                    | 0             | 0            |      |
|                                                     | Nombre de résultats non conformes aux valeurs limites (2)                               |          | 1             |              | 3             |              | 0             |                      | 0             |              | 0             |                      | 0                    | 0                    | 0             | 0            |      |
| Valeurs limites (1) en moyenne annuelle             |                                                                                         | -        | -             | -            | -             | -            | -             | 70                   | 15            | -            | 10            | -                    | -                    | -                    | 10            | 1            |      |
| Conformité selon l'exploitant (O/N) par paramètre : |                                                                                         | Conforme |               | Conforme     |               | Conforme     |               | Conforme             |               | Conforme     |               | -                    | -                    | -                    | Conforme      |              |      |
| Conformité globale selon l'exploitant (O/N) :       |                                                                                         | Conforme |               |              |               |              |               |                      |               |              |               |                      |                      |                      |               |              |      |

(1) : ces valeurs sont déterminées par l'arrêté d'autorisation de l'ouvrage ou à défaut par l'arrêté du 21 juillet 2015. (2) : le nombre de résultats non conformes aux valeurs limites est égal au nombre de mesures, réalisées dans des conditions normales d'exploitation (\*), dont les résultats sont non conformes à la fois à la valeur limite en concentration et en rendement.

(\*) Les conditions normales d'exploitation sont étendues les jours où le débit de référence n'est pas dépassé et en l'absence de situations inhabituelles telles que décrites dans l'art 2 de l'arrêté du 21 juillet 2015.

Plusieurs non-conformités sur le nombre de mesures non-conformes autorisés sont à relever sur cette STEP pour l'année 2018 :

- 1 non-conformité en ce qui concerne le rendement non atteint pour le paramètre MES le 02 avril ;
- 3 non conformités concernant les rendements non atteints pour le paramètre DCO le 02 et 08 avril et le 24 décembre

➤ Volumes by-passés

Sur l'année 2018, sur les 1 421 902 m<sup>3</sup> en entrée de station. Les volumes sortants s'élèvent à 1 352 499 m<sup>3</sup>. Sur l'année 2018, 30 370 m<sup>3</sup> ont été by-passés.

Rappelons que :

- Le réseau de collecte des communes de Carnac et la Trinité sur Mer est très sensible aux intrusions d'eaux parasites et d'eau de mer.
- Les forts débits induits par la présence d'eaux parasites saturant les capacités hydrauliques des membranes.
- En période de nappe haute et temps de pluie, le volume entrant est multiplié par 5.

Le facteur eau de mer dégrade la perméabilité des membranes et amenuise leur durée de vie. Ceci occasionne des lavages manuels ainsi que le doublement des lavages chimiques. Et ainsi un by-pass d'une partie de la filière de traitement est constaté lors de ces périodes de maintenance.

g) Station d'épuration Mané Castel, Commune de LANDAUL

➤ Description

La station de Landaul, mise en service en 2004, est conçue pour traiter les eaux de 1 500 équivalents habitants, correspondant à des charges de 315 m<sup>3</sup>/j et 90 Kgs de DBO<sub>5</sub>/j. Celle-ci est de type boue activée avec rhizophites (quatre lits plantés de roseaux).

Les charges nominales de la station sont les suivantes :

| Capacité nominale<br>Eq.Hab | Charge nominale<br>en débit<br>m <sup>3</sup> /j | Charge nominale<br>en DBO <sub>5</sub><br>kg/j | Charge nominale en<br>DCO<br>kg/j |
|-----------------------------|--------------------------------------------------|------------------------------------------------|-----------------------------------|
| 1 500                       | 315                                              | 90                                             | 180                               |

➤ Volumes traités et charges moyennes annuelles de fonctionnement

| Volume traité (m <sup>3</sup> /an) | Charge hydraulique | Charge organique                       |
|------------------------------------|--------------------|----------------------------------------|
| 117 440                            | 100%               | 120% en DCO<br>82% en DBO <sub>5</sub> |

Il convient d'être prudent sur l'interprétation du tableau ci-dessus pour les systèmes d'assainissements inférieurs ou égaux à 2000 Equivalents-habitants, pour lesquelles, la réglementation n'impose que 2 analyses annuelles. Ainsi ces résultats sont non représentatifs du mode de fonctionnement annuel. Ainsi selon que le prélèvement ait lieu en période de forte pluviométrie en période hivernale ou estivale, les résultats peuvent être différents.

➤ Rendements

|                                        | Débit journalier de référence (m3/j)                                                    | 315 | MES           |                      | DCO           |                      | DBO5          |                      | NGL           |                      | NTK           |                      | N-NH4                | N-NO2                | N-NO3         | PT                   |      |
|----------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|-----|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|----------------------|----------------------|---------------|----------------------|------|
|                                        |                                                                                         |     | Rendement (%) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Rendement (%) | Concentration (mg/l) |      |
|                                        | Charge brute de pollution organique (kg DBO5/j)                                         | 90  |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |                      |                      |               |                      |      |
| Ensemble des mesures                   | Nombre réglementaire de mesures par an (1)                                              |     | 2             |                      | 2             |                      | 2             |                      | -             |                      | 2             |                      | 2                    |                      | 2             |                      | 2    |
|                                        | Nombre de mesures réalisées                                                             |     | 2             |                      | 2             |                      | 2             |                      | 2             |                      | 2             |                      | 2                    |                      | 2             |                      | 2    |
|                                        | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées                                             |     | 97,3          | 7,5                  | 90,6          | 7,5                  | 99,8          | 0,25                 | 93,9          | 4,18                 | 94,9          | 3,65                 | 1,9                  | 0,18                 | 0,43          | 69,5                 | 3,15 |
| Conditions normales d'exploitation (*) | Nombre de mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation                 |     | 2             |                      | 2             |                      | 2             |                      | 2             |                      | 2             |                      | 1                    |                      | 1             |                      | 1    |
|                                        | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation |     | 97,3          | 7,5                  | -             | -                    | 99,8          | 0,25                 | -             | -                    | -             | -                    | -                    | -                    | -             | 69,5                 | 3,15 |
|                                        | Valeur réductrice (1)                                                                   |     | 85            |                      | 250           |                      | 50            |                      | -             | -                    | -             | -                    | -                    | -                    | -             | -                    | -    |
|                                        | Nombre de résultats non conformes à la valeur réductrice                                |     | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0                    |                      | 0             |                      | 0    |
|                                        | Valeurs limites (1) en moyenne journalière                                              |     | 50            | 30                   | 60            | 90                   | 60            | 25                   | -             | -                    | -             | -                    | -                    | -                    | -             | -                    | -    |
|                                        | Nombre maximum de non conformités aux valeurs limites par an (1)                        |     | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0                    |                      | 0             |                      | 0    |
|                                        | Nombre de résultats non conformes aux valeurs limites (2)                               |     | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0                    |                      | 0             |                      | 0    |
|                                        | Valeurs limites (1) en moyenne annuelle                                                 |     | -             | -                    | -             | -                    | -             | -                    | 15            | -                    | 10            |                      | -                    | -                    | -             | -                    | -    |
|                                        | Conformité selon l'exploitant (O/N) par paramètre :                                     |     | Conforme      |                      | Conforme      |                      | Conforme      |                      | Conforme      |                      | Conforme      |                      | -                    |                      | -             |                      | -    |
|                                        | Conformité globale selon l'exploitant (O/N) :                                           |     | Conforme      |                      |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |                      |                      |               |                      |      |

(1) : ces valeurs sont déterminées par l'arrêté d'autorisation de l'ouvrage ou à défaut par l'arrêté du 21 Juillet 2015. (2) : le nombre de résultats non conformes aux valeurs limites est égal au nombre de mesures, réalisées dans des conditions normales d'exploitation (\*), dont les résultats sont non conformes à la fois à la valeur limite en concentration et en rendement.

(\*) Les conditions normales d'exploitation sont atteintes les jours où le débit de référence n'est pas dépassé et en l'absence de situations inhabituelles telles que décrites dans l'art 2 de l'arrêté du 21 Juillet 2015.

### ➤ Volumes by-passés

Sur l'année 2018, sur les 115 720 m<sup>3</sup> en entrée de station. Les volumes sortants s'élèvent à 117 440 m<sup>3</sup>. Sur l'année 2018, aucun volume n'a été by-passé.

### h) Station d'épuration de Local-Mendon, commune de LOCOAL-MENDON

#### ➤ Description

Construite en 1990, elle est dimensionnée pour 1 000 équivalents habitants et permet de traiter 60 kgs de DBO5/j et 150 m<sup>3</sup> d'eaux usées par jour. La filière choisie est un lagunage

naturel qui reçoit des effluents urbains et industriels au sein de trois lagunes dont le volume total avoisine 16 000 m<sup>3</sup>.

La station dispose d'une lagune de finition à macrophytes de 2800 m<sup>3</sup> qui permet de traiter l'azote.

Les charges nominales de la station sont les suivantes :

| Capacité nominale<br>Eq.Hab | Charge nominale<br>en débit<br>m <sup>3</sup> /j | Charge nominale<br>en DBO5<br>kg/j | Charge nominale en<br>DCO<br>kg/j |
|-----------------------------|--------------------------------------------------|------------------------------------|-----------------------------------|
| 1 000                       | 150                                              | 60                                 | 120                               |

➤ Volumes traités et charges moyennes annuelles de fonctionnement

| Volume traité (m <sup>3</sup> /an) | Charge hydraulique | Charge organique            |
|------------------------------------|--------------------|-----------------------------|
| 184 363                            | 337%               | 400% en DCO<br>287% en DBO5 |

Il convient d'être prudent sur l'interprétation du tableau ci-dessus pour les lagunes, pour lesquelles, ces indicateurs sont calculés sur seulement 5 analyses, la réglementation en impose 2. Ainsi ces résultats sont non représentatifs du mode de fonctionnement annuel. Ainsi selon que le prélèvement ait lieu en période de forte pluviométrie en période hivernale ou estivale, les résultats peuvent être différents.

➤ Rendements

|                                                     | Débit journalier de référence (m <sup>3</sup> /j)                                       | 150      | MES           |                      | DCO           |                      | DBO5          |                      | NGL           |                      | NTE           |                      | N-NH4                | N-NO2                | N-NO3         | PT                   |   |
|-----------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|----------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|----------------------|----------------------|---------------|----------------------|---|
|                                                     |                                                                                         |          | Rendement (%) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Rendement (%) | Concentration (mg/l) |   |
|                                                     | Charge brute de pollution organique (kg DBO5/j)                                         | 80       |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |                      |                      |               |                      |   |
| Ensemble des mesures                                | Nombre réglementaire de mesures par an (1)                                              | 2        |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |                      |                      |               |                      |   |
|                                                     | Nombre de mesures réalisées                                                             | 3        |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |                      |                      |               |                      |   |
|                                                     | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées                                             | 86,7     | 101,8         | 95,8                 | 66,2          | 99,4                 | 3,6           | -                    | 22,2          | 84,8                 | 19,4          | 0,2                  | 0,31                 | 2,54                 | -             | -                    |   |
| Conditions normales d'exploitation (*)              | Nombre de mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation                 | 3        |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |                      |                      |               |                      |   |
|                                                     | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation | -        | -             | -                    | -             | -                    | -             | -                    | -             | -                    | -             | -                    | -                    | -                    | -             | -                    | - |
|                                                     | Valeur rétroactive (1)                                                                  | 150      |               |                      | 400           |                      |               | 70                   |               |                      | -             |                      |                      | -                    |               |                      | - |
|                                                     | Nombre de résultats non conformes à la valeur rétroactive                               | 0        |               |                      | 0             |                      |               | 0                    |               |                      | -             |                      |                      | -                    |               |                      | - |
|                                                     | Valeurs limites (1) en moyenne journalière                                              | -        | 120           | 60                   | 200           | -                    | 35            | -                    | -             | -                    | -             | -                    | -                    | -                    | -             | -                    | - |
|                                                     | Nombre maximum de non conformités aux valeurs limites par an (1)                        | 1        |               |                      | 1             |                      |               | 1                    |               |                      | -             |                      |                      | 0                    |               |                      | - |
|                                                     | Nombre de résultats non conformes aux valeurs limites (2)                               | 0        |               |                      | 0             |                      |               | 0                    |               |                      | -             |                      |                      | 0                    |               |                      | - |
|                                                     | Valeurs limites (1) en moyenne annuelle                                                 | -        | -             | -                    | -             | -                    | -             | -                    | -             | -                    | -             | 40                   | -                    | -                    | -             | -                    | - |
| Conformité selon l'exploitant (O/N) par paramètre : |                                                                                         | Conforme |               |                      | Conforme      |                      |               | Conforme             |               |                      | -             |                      |                      | -                    |               |                      | - |
| Conformité globale selon l'exploitant (O/N) :       |                                                                                         | Conforme |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |                      |                      |               |                      |   |

(1) : ces valeurs sont déterminées par l'arrêté d'autorisation de l'ouvrage ou à défaut par l'arrêté du 21 juillet 2015. (2) : le nombre de résultats non conformes aux valeurs limites est égal au nombre de mesures, réalisées dans des conditions normales d'exploitation (\*), dont les résultats sont non conformes à la fois à la valeur limite en concentration et en rendement.

(\*) Les conditions normales d'exploitation sont atteintes les jours où le débit de référence n'est pas dépassé et en l'absence de situations inhabituelles telles que décrites dans l'art 2 de l'arrêté du 21 juillet 2015.

### ➤ Volumes by-passés

Sur l'année 2018, sur les 184 682 m<sup>3</sup> en entrée de station. Les volumes sortants s'élèvent à 184 682 m<sup>3</sup>. En année 2018, aucun volume n'a été by-passé.

#### i) Station d'épuration de Plumergat, commune de PLUMERGAT

### ➤ Description

La station de Plumergat, construite en 1992, est conçue pour traiter les eaux de 800 équivalents habitants, correspondant à des charges de 120 m<sup>3</sup>/j et 48 Kgs de DBO5/j. Celle-ci est composée de trois bassins : le premier de 4 000 m<sup>3</sup>, le deuxième de 2 200 m<sup>3</sup> et le

dernier de 2 000 m<sup>3</sup>. Elle rejette dans le ruisseau de Kersoude qui lui-même rejoint le ruisseau de Pont Normand, lequel se déverse dans le Sal.

Les charges nominales de la station sont les suivantes :

| Capacité nominale<br>Eq.Hab | Charge nominale<br>en débit<br>m <sup>3</sup> /j | Charge nominale<br>en DBO5<br>kg/j | Charge nominale en<br>DCO<br>kg/j |
|-----------------------------|--------------------------------------------------|------------------------------------|-----------------------------------|
| 800                         | 120                                              | 48                                 | 96                                |

➤ Volumes traités et charges moyennes annuelles de fonctionnement

| Volume traité (m <sup>3</sup> /an) | Charge hydraulique | Charge organique          |
|------------------------------------|--------------------|---------------------------|
| –                                  | 41%                | 41% en DCO<br>38% en DBO5 |

Il convient d'être prudent sur l'interprétation du tableau ci-dessus pour les lagunes, pour lesquelles, ces indicateurs sont calculés sur une seule analyse comme le demande la réglementation et donc non représentatif du mode de fonctionnement annuel. Ainsi le prélèvement a lieu en période de forte pluviométrie ou non et selon période hivernale ou estivale, les résultats peuvent être différents.

➤ Rendements

|                                        | Débit journalier de référence (m <sup>3</sup> /j)                                       | 120 | MES           |                      | DCO           |                      | DBO5          |                      | NH4           |                      | NTK           |                      | N-NH4         |                      | N-NO2         |                      | N-NO3         |                      | PT            |                      |
|----------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|-----|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|
|                                        |                                                                                         |     | Rendement (%) | Concentration (mg/l) |
|                                        | Charge brute de pollution organique (kg DBO5/j)                                         | 40  |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |
| Essentiel des mesures                  | Nombre réglementaire de mesures par an (1)                                              |     | 1             |                      | 1             |                      | 1             |                      | -             |                      | -             |                      | -             |                      | -             |                      | -             |                      | -             |                      |
|                                        | Nombre de mesures réalisées                                                             |     | 3             |                      | 3             |                      | 3             |                      | -             |                      | 3             |                      | -             |                      | -             |                      | -             |                      | -             |                      |
|                                        | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées                                             |     | 70, 2         | 42, 4                | 77, 5         | 95, 1                | 92, 36        | 13, 36               | -             | 16, 26               | 45, 1         | 34                   | 29,2          | 0,07                 | 2,83          | 26, 1                | 3,4           |                      |               |                      |
| Conditions normales d'exploitation (*) | Nombre de mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation                 |     | 3             |                      | 3             |                      | 3             |                      | -             |                      | 3             |                      | -             |                      | -             |                      | -             |                      | -             |                      |
|                                        | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation |     | 70, 2         | 42, 4                | 77, 5         | 95, 1                | 92, 36        | 13, 36               | -             | -                    | 45, 1         | 34                   | -             | -                    | -             | -                    | -             | 26, 1                | 3,4           |                      |
|                                        | Valeur rétrocible (1)                                                                   |     | 130           |                      | 400           |                      | 70            |                      | -             |                      | -             |                      | -             |                      | -             |                      | -             |                      | -             |                      |
|                                        | Nombre de résultats non conformes à la valeur rétrocible                                |     | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | -             |                      | 0             |                      | -             |                      | -             |                      | -             |                      | -             |                      |
|                                        | Valeurs limites (1) en moyenne journalière                                              |     | -             | 120                  | 60            | 110                  | -             | 33                   |               | -                    | -             | -                    |               | -                    | -             |                      | -             |                      | -             |                      |
|                                        | Nombre maximum de non conformités aux valeurs limites par an (1)                        |     | 1             |                      | 1             |                      | 1             |                      | -             |                      | 0             |                      | -             |                      | -             |                      | -             |                      | -             |                      |
|                                        | Nombre de résultats non conformes aux valeurs limites (2)                               |     | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | -             |                      | 0             |                      | -             |                      | -             |                      | -             |                      | -             |                      |
|                                        | Valeurs limites (1) en moyenne annuelle                                                 |     | -             | -                    | -             | -                    | -             | -                    | -             | -                    | 40            |                      | -             | -                    |               | -                    |               | -                    |               | 15                   |
|                                        | Conformité selon l'exploitant (O/N) par paramètre :                                     |     | Conforme      |                      | Conforme      |                      | Conforme      |                      | -             |                      | Conforme      |                      | -             |                      | -             |                      | -             |                      | -             | Conforme             |
|                                        | Conformité globale selon l'exploitant (O/N) :                                           |     | Conforme      |                      |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |

[1] : les valeurs sont déterminées par l'arrêté d'autorisation de l'ouvrage ou à défaut par l'arrêté du 21 Juillet 2015. [2] : le nombre de résultats non conformes aux valeurs limites est égal au nombre de mesures, réalisées dans des conditions normales d'exploitation (\*), dont les résultats sont non conformes à la fois à la valeur limite en concentration et en rendement.

[\*] Les conditions normales d'exploitation sont atteintes les jours où le débit de référence n'est pas dépassé et en l'absence de situations inhabituelles telles que décrites dans l'art 2 de l'arrêté du 21 Juillet 2015.

### ➤ Volumes by-passés

L'absence de débitmètre en entrée de station ne permet pas de comptabiliser les effluents arrivant sur la station.

### j) Station d'épuration de Ploemel, Commune de PLOEMEL

#### ➤ Description

La station de Ploemel, mise en service en 1987, est conçue pour traiter les eaux de 7 000 équivalents habitants, correspondant à des charges de 280 m<sup>3</sup>/j et 420 Kgs de DBO5/j. Celle-

ci est composée de trois bassins : le premier de 18 900 m<sup>3</sup>, équipé de 6 turbines d'aération, le deuxième de 5 400 m<sup>3</sup> et le dernier de 4 200 m<sup>3</sup>.

Les charges nominales de la station sont les suivantes :

| Capacité nominale<br>Eq.Hab | Charge nominale<br>en débit<br>m <sup>3</sup> /j | Charge nominale<br>en DBO5<br>kg/j | Charge nominale en<br>DCO<br>kg/j |
|-----------------------------|--------------------------------------------------|------------------------------------|-----------------------------------|
| 7 000                       | 280                                              | 420                                | 840                               |

➤ Volumes traités et charges moyennes annuelles de fonctionnement

| Volume traité (m <sup>3</sup> /an) | Charge hydraulique | Charge organique          |
|------------------------------------|--------------------|---------------------------|
| 153 988                            | 176%               | 38% en DCO<br>30% en DBO5 |

La charge moyenne hydraulique reçue sur la station d'épuration est de 56% (débit de référence\* percentile 95 Année en cours 2013-2017 est de 890 m<sup>3</sup>/j)

(\*) le débit de référence définit le seuil au-delà duquel le système d'assainissement est considéré comme étant dans les conditions inhabituelles pour son fonctionnement. Le débit de référence est utilisé pour l'évaluation de la « conformité en performance ».

➤ Rendements

|                                                     | Débit journalier de référence (m <sup>3</sup> /j)                                       | 890 | MES           |                      | E.C.O         |                      | B.O.S         |                      | N.H.A         |                      | N.T.E         |                      | N-PH4                | N-NH2                | N-NO3                | P.T           |                      |      |
|-----------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|-----|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|---------------|----------------------|------|
|                                                     |                                                                                         |     | Rendement (%) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Rendement (%) | Concentration (mg/l) |      |
|                                                     | Charge brute de pollution organique (eg B.O.S./j)                                       | 420 |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |                      |                      |                      |               |                      |      |
| Ensemble des mesures                                | Nombre réglementaire de mesures par an (1)                                              |     | 12            |                      | 12            |                      | 12            |                      | -             |                      | 4             |                      | -                    | -                    | -                    |               | 12                   |      |
|                                                     | Nombre de mesures réalisées                                                             |     | 12            |                      | 12            |                      | 12            |                      | -             |                      | 4             |                      | -                    | -                    | -                    |               | 12                   |      |
|                                                     | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées                                             |     | 90            | 31,67                | 89,5          | 64,25                | 97,7          | 6,4                  | -             | 23,35                | 64            | 21,75                | 13,55                | 0,48                 | 1,05                 |               | 17                   | 6,25 |
| Conditions normales d'exploitation (*)              | Nombre de mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation                 |     | 12            |                      | 12            |                      | 12            |                      | -             |                      | 4             |                      | -                    | -                    | -                    |               | 12                   |      |
|                                                     | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation |     | 90            | 31,67                | 89,4          | 63,64                | 97,7          | 6,4                  | -             | -                    | 64            | 21,75                | -                    | -                    | -                    |               | 17                   | 6,25 |
|                                                     | Valeur réductrice (1)                                                                   |     | -             |                      | 150           |                      | 30            |                      | -             |                      | -             |                      | -                    | -                    | -                    |               | -                    |      |
|                                                     | Nombre de résultats non conformes à la valeur réductrice                                |     | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | -             |                      | 0             |                      | -                    | -                    | -                    |               | 0                    |      |
|                                                     | valeurs limites (1) en moyenne journalière                                              |     | 90            | 110                  | 73            | 120                  | 70            | 25                   | -             | -                    | -             | -                    | -                    | -                    | -                    | -             | -                    | -    |
|                                                     | Nombre maximum de non conformités aux valeurs limites par an (1)                        |     | 2             |                      | 2             |                      | 2             |                      | -             |                      | 0             |                      | -                    | -                    | -                    |               | 0                    |      |
|                                                     | Nombre de résultats non conformes aux valeurs limites (2)                               |     | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | -             |                      | 0             |                      | -                    | -                    | -                    |               | 0                    |      |
|                                                     | valeurs limites (1) en moyenne annuelle                                                 |     | -             | -                    | -             | -                    | -             | -                    | -             | -                    | -             | 40                   | -                    | -                    | -                    | -             | -                    | 2    |
| Conformité selon l'exploitant (O/N) par paramètre : |                                                                                         |     | Conforme      |                      | Conforme      |                      | Conforme      |                      | -             |                      | Conforme      |                      | -                    |                      | -                    |               | Non conforme         |      |
| Conformité globale selon l'exploitant (O/N) :       |                                                                                         |     | Non conforme  |                      |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |                      |                      |                      |               |                      |      |

(1) : ces valeurs sont déterminées par l'arrêté d'autorisation de l'ouvrage ou à défaut par l'arrêté du 21 Juillet 2015. (2) : le nombre de résultats non conformes aux valeurs limites est égal au nombre de mesures, réalisées dans des conditions normales d'exploitation (\*), dont les résultats sont non conformes à la fois à la valeur limite en concentration et en rendement.

(\*) Les conditions normales d'exploitation sont atteintes les jours où le débit de référence n'est pas dépassé et en l'absence de situations inhabituelles telles que décrites dans l'art 2 de l'arrêté du 21 Juillet 2015.

4 non conformités au titre de présence d'E. Coli sont à signaler

| STEP Cne PLOEMEL/<br>Analyses en sorties<br>de STEP | Escherichia coli (E.<br>coli) -<br>Unité : N/100 ml |
|-----------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|
| 09/01/2018                                          | 24 196                                              |
| 17/10/2018                                          | > 24 196                                            |
| 10/11/2018                                          | 19 663                                              |
| 09/12/2018                                          | 10 462                                              |

La valeur limite d'E. Coli est de 10 000 N/ 100ml.

➤ Volumes by-passés

Sur l'année 2018, sur les 180 302 m<sup>3</sup> en entrée de station. Les volumes sortants s'élèvent à 153 988 m<sup>3</sup>. Sur l'année 2018, 0 m<sup>3</sup> ont été by-passé sur cette STEP.

k) Station d'épuration de Kerniel, Commune de CAMORS

➤ Description

La nouvelle station d'épuration de Kerniel, d'une capacité de 1400 EH (264 m<sup>3</sup>/j) et 84 Kgs de DBO5/j) a été mise en service en avril 2014. Elle est de type boues activées avec un traitement des boues sur lits plantés de roseaux et un rejet des eaux traitées dans l'Ével.

Les charges nominales de la station sont les suivantes :

| Capacité nominale<br>Eq.Hab | Charge nominale<br>en débit<br>m <sup>3</sup> /j | Charge nominale<br>en DBO5<br>kg/j | Charge nominale en<br>DCO<br>kg/j |
|-----------------------------|--------------------------------------------------|------------------------------------|-----------------------------------|
| 1 400                       | 264                                              | 84                                 | 191                               |

➤ Volumes traités et charges moyennes annuelles de fonctionnement

| Volume traité (m <sup>3</sup> /an) | Charge hydraulique | Charge organique          |
|------------------------------------|--------------------|---------------------------|
| 22 125                             | 22%                | 25% en DCO<br>23% en DBO5 |

➤ Rendements

|                                                     | Désit journalier de référence (m3/j)                                                    | 254      | MES           |                      | DCO           |                      | DBO5          |                      | NGL           |                      | NTE           |                      | N-NH4                | N-NO2                | N-NO3         | PT                   |      |
|-----------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|----------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|----------------------|----------------------|---------------|----------------------|------|
|                                                     |                                                                                         |          | Rendement (%) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Rendement (%) | Concentration (mg/l) |      |
|                                                     | Charge brute de pollution organique (kg DBO5/j)                                         | 84       |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |                      |                      |               |                      |      |
| Ensemble des mesures                                | Nombre réglementaire de mesures par an (1)                                              |          | 2             |                      | 2             |                      | 2             |                      | 2             |                      | 2             |                      | 2                    |                      | 2             |                      | 2    |
|                                                     | Nombre de mesures réalisées                                                             |          | 3             |                      | 3             |                      | 3             |                      | 3             |                      | 3             |                      | 3                    |                      | 3             |                      | 3    |
|                                                     | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées                                             |          | 96,9          | 11,33                | 93,8          | 36                   | 92,7          | 4,77                 | 93,1          | 9,04                 | 93,6          | 8,4                  | 5,87                 | 0,09                 | 0,4           | 87,1                 | 1,38 |
| Conditions normales d'exploitation (*)              | Nombre de mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation                 |          | 3             |                      | 3             |                      | 3             |                      | 3             |                      | 3             |                      | 3                    |                      | 3             |                      | 3    |
|                                                     | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation |          | 96,9          | 11,33                | 93,8          | 36                   | 92,7          | 4,77                 | 93,1          | 9,04                 | 93,6          | 8,4                  | -                    | -                    | -             | 87,1                 | 1,38 |
|                                                     | Valeur réductrice (1)                                                                   |          | 250           |                      | 250           |                      | 50            |                      | -             |                      | -             |                      | -                    | -                    | -             |                      | -    |
|                                                     | Nombre de résultats non conformes à la valeur réductrice                                |          | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0                    |                      | 0             |                      | 0    |
|                                                     | Valeurs limites (1) en moyenne journalière                                              |          | 90            | 30                   | 90            | 90                   | 95            | 25                   | -             | -                    | -             | -                    | -                    | -                    | -             | -                    | -    |
|                                                     | Nombre maximum de non conformités aux valeurs limites par an (1)                        |          | 1             |                      | 1             |                      | 1             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0                    |                      | 0             |                      | 0    |
|                                                     | Nombre de résultats non conformes aux valeurs limites (2)                               |          | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0                    |                      | 0             |                      | 0    |
| Valeurs limites (1) en moyenne annuelle             |                                                                                         | -        | -             | -                    | -             | -                    | -             | -                    | 90            | 7                    | -             | -                    | -                    | -                    | 90            | 2                    |      |
| Conformité selon l'exploitant [O/N] par paramètre : |                                                                                         | Conforme |               | Conforme             |               | Conforme             |               | -                    |               | Conforme             |               | -                    |                      | -                    |               | Conforme             |      |
| Conformité globale selon l'exploitant [O/N] :       |                                                                                         | Conforme |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |                      |                      |               |                      |      |

(1) : ces valeurs sont déterminées par l'arrêté d'autorisation de l'ouvrage ou à défaut par l'arrêté du 21 juillet 2013. (2) : le nombre de résultats non conformes aux valeurs limites est égal au nombre de mesures, réalisées dans des conditions normales d'exploitation (\*), dont les résultats sont non conformes à la fois à la valeur limite en concentration et en rendement.

(\*) Les conditions normales d'exploitation sont étendues les jours où le désit de référence n'est pas dépassé et en l'absence de situations inhabituelles telles que décrites dans l'art 2 de l'arrêté du 21 juillet 2013.

## ➤ Volumes by-passés

Sur l'année 2018, sur les 20 869 m<sup>3</sup> en entrée de station. Les volumes sortants s'élèvent à 22 125 m<sup>3</sup>. Sur l'année 2017, aucun volume n'a été by-passé.

### l) Station d'épuration Prad er Hoet, Commune de PLUVIGNER

#### ➤ Description

La station de Prad Er Hoet, mise en service en 1998, est conçue pour traiter les eaux de 5 000 équivalents habitants, correspondants à des charges de 810 m<sup>3</sup>/j et 300 kgs de

DBO5/j. La station d'épuration est de type boues activées. Le traitement des boues est effectué dans un épaisseur et une table d'égouttage.

Les charges nominales de la station sont les suivantes :

| Capacité nominale<br>Eq.Hab | Charge nominale<br>en débit<br>m3/j | Charge nominale<br>en DBO5<br>kg/j | Charge nominale en<br>DCO<br>kg/j |
|-----------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|-----------------------------------|
| 5 000                       | 810                                 | 300                                | 750                               |

➤ Volumes traités et charges moyennes annuelles de fonctionnement

| Volume traité (m3/an) | Charge hydraulique | Charge organique            |
|-----------------------|--------------------|-----------------------------|
| 339 899               | 110%               | 32% en DCO<br>30.5% en DBO5 |

La charge moyenne hydraulique reçue sur la station d'épuration est de 47% (débit de référence\* percentile 95 Année en cours 2013-2017 est de 1 885 m3/j)

(\*) le débit de référence définit le seuil au-delà duquel le système d'assainissement est considéré comme étant dans les conditions inhabituelles pour son fonctionnement. Le débit de référence est utilisé pour l'évaluation de la « conformité en performance ».

➤ Rendements

|                                                     | Débit journalier de référence (m <sup>3</sup> /j)                                       | 1 555 | MES           |                      | DCO           |                      | DBO5          |                      | NGL           |                      | NTK           |                      | N-NH4                | N-NO2                | N-NO3         | PT                   |          |
|-----------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|-------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|----------------------|----------------------|---------------|----------------------|----------|
|                                                     |                                                                                         |       | Rendement (%) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Rendement (%) | Concentration (mg/l) |          |
|                                                     | Charge brute de pollution organique (kg DBO5/j)                                         | 300   |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |                      |                      |               |                      |          |
| Ensemble des mesures                                | Nombre réglementaire de mesures par an (1)                                              |       | 11            |                      | 12            |                      | 12            |                      | 12            |                      | 12            |                      | 12                   |                      | 12            |                      | 12       |
|                                                     | Nombre de mesures réalisées                                                             |       | 11            |                      | 12            |                      | 12            |                      | 12            |                      | 12            |                      | 12                   |                      | 12            |                      | 12       |
|                                                     | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées                                             |       | 96,6          | 3,5                  | 83,2          | 21                   | 97,7          | 2,4                  | 86,5          | 7,6                  | 90,1          | 3,6                  | 4,25                 | 0,06                 | 1,99          | 88,6                 | 0,67     |
| Conditions normales d'exploitation (*)              | Nombre de mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation                 |       | 11            |                      | 12            |                      | 12            |                      | 12            |                      | 12            |                      | 12                   |                      | 12            |                      | 12       |
|                                                     | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation |       | 96,6          | 3,5                  | 83,2          | 21                   | 97,7          | 2,4                  | 86,5          | 7,6                  | 90,1          | 3,6                  | -                    | -                    | -             | 88,6                 | 0,67     |
|                                                     | Valeur réductible (1)                                                                   |       | 250           |                      | 250           |                      | 50            |                      | -             |                      | -             |                      | -                    |                      | -             |                      | -        |
|                                                     | Nombre de résultats non conformes à la valeur réductible                                |       | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0                    |                      | 0             |                      | 0        |
|                                                     | Valeurs limites (1) en moyenne journalière                                              |       | 90            | 30                   | 90            | 30                   | 95            | 20                   | -             | -                    | -             | -                    | -                    | -                    | -             | -                    | -        |
|                                                     | Nombre maximum de non conformités aux valeurs limites par an (1)                        |       | 1             |                      | 1             |                      | 2             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0                    |                      | 0             |                      | 0        |
|                                                     | Nombre de résultats non conformes aux valeurs limites (2)                               |       | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0                    |                      | 0             |                      | 0        |
| Valeurs limites (1) en moyenne annuelle             |                                                                                         | -     | -             | -                    | -             | -                    | -             | 80                   | 20            | 90                   | 10            | -                    | -                    | -                    | 15            | 1                    |          |
| Conformité selon l'exploitant (O/N) par paramètre : |                                                                                         |       | Conforme      |                      | Conforme      |                      | Conforme      |                      | Conforme      |                      | Conforme      |                      | -                    |                      | -             |                      | Conforme |
| Conformité globale selon l'exploitant (O/N) :       |                                                                                         |       | Conforme      |                      |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |                      |                      |               |                      |          |

(1) : ces valeurs sont déterminées par l'arrêté d'autorisation de l'ouvrage ou à défaut par l'arrêté du 21 juillet 2015. (2) : le nombre de résultats non conformes aux valeurs limites est égal au nombre de mesures, réalisées dans des conditions normales d'exploitation (\*), dont les résultats sont non conformes à la fois à la valeur limite en concentration et en rendement.

(\*) Les conditions normales d'exploitation sont atteintes les jours où le débit de référence n'est pas dépassé et en l'absence de situations inhabituelles telles que décrites dans l'art 2 de l'arrêté du 21 juillet 2015.

### ➤ Volumes by-passés

Sur l'année 2018, sur les 325 523 m<sup>3</sup> en entrée de station. Les volumes sortants s'élèvent à 339 899 m<sup>3</sup>. Sur l'année 2018, 16m<sup>3</sup> ont été by-passés.

### m) Station d'épuration de Bieuzy-Lanvaux, Commune de PLUVIGNER

#### ➤ Description

La station de Bieuzy Lanvaux, mise en service en 1986, est conçue pour traiter les eaux de 500 équivalents habitants, correspondant à des charges de 75 m<sup>3</sup>/j et 30 kgs de DBO5.j. Ce lagunage naturel est composé de deux bassins.

Les charges nominales de la station sont les suivantes :

| Capacité nominale<br>Eq.Hab | Charge nominale<br>en débit<br>m3/j | Charge nominale<br>en DBO5<br>kg/j | Charge nominale en<br>DCO<br>kg/j |
|-----------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|-----------------------------------|
| 500                         | 75                                  | 30                                 | 60                                |

➤ Volumes traités et charges moyennes annuelles de fonctionnement

| Volume traité (m3/an) | Charge hydraulique | Charge organique |
|-----------------------|--------------------|------------------|
| 29 495                | 108%               | 44% en DCO       |

Il convient d'être prudent sur l'interprétation du tableau ci-dessus pour les lagunes, pour lesquelles, ces indicateurs sont calculés sur seulement 2 analyses comme le demande la réglementation et donc non représentatif du mode de fonctionnement annuel. Ainsi selon que le prélèvement ait lieu en période de forte pluviométrie en période hivernale ou estivale, les résultats peuvent être différents.

➤ Rendements

|                                                     | Débit journalier de référence (m <sup>3</sup> /j)                                       | 75  | MES           |                      | DCO           |                      | DBO5          |                      | NGL           |                      | NTR           |                      | N-NH4                | N-NO2                | N-NO3         | PT                   |   |
|-----------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|-----|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|----------------------|----------------------|---------------|----------------------|---|
|                                                     |                                                                                         |     | Rendement (%) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Rendement (%) | Concentration (mg/l) |   |
|                                                     | Charge brute de pollution organique (kg DBO5/j)                                         | 30  |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |                      |                      |               |                      |   |
| Ensemble des mesures                                | Nombre réglementaire de mesures par an (1)                                              | 1   |               |                      | 1             |                      | 1             |                      | 1             |                      | 1             |                      | 1                    |                      | 1             |                      | 1 |
|                                                     | Nombre de mesures réalisées                                                             | 2   |               |                      | 2             |                      | 2             |                      | 2             |                      | 2             |                      | 2                    |                      | 2             |                      | 2 |
|                                                     | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées                                             | 8,6 | 100,5         | 76,3                 | 106           | 93,3                 | 10,85         | 66,1                 | 22,03         | 66,6                 | 22,5          | 20,5                 | 0,03                 | 0,25                 | 1,8           | 0,1                  |   |
| Conditions normales d'exploitation (*)              | Nombre de mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation                 | 2   |               |                      | 2             |                      | 2             |                      | 2             |                      | 2             |                      | 2                    |                      | 2             |                      | 2 |
|                                                     | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation | 8,6 | 100,5         | 76,3                 | 106           | 93,3                 | 10,85         | 66,1                 | 22,03         | 66,6                 | 22,5          | -                    | -                    | -                    | 1,8           | 0,1                  |   |
|                                                     | Valeur réductrice (s)                                                                   | 150 |               |                      | 400           |                      | 70            |                      | -             |                      | -             |                      | -                    |                      | -             |                      | - |
|                                                     | Nombre de résultats non conformes à la valeur réductrice                                | 0   |               |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0                    |                      | 0             |                      | 0 |
|                                                     | Valeurs limites (1) en moyenne journalière                                              | 50  | -             | 60                   | 200           | 60                   | 35            | -                    | -             | -                    | -             | -                    | -                    | -                    | -             | -                    | - |
|                                                     | Nombre maximum de non conformités aux valeurs limites par an (1)                        | 0   |               |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0                    |                      | 0             |                      | 0 |
|                                                     | Nombre de résultats non conformes aux valeurs limites (2)                               | 1   |               |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0                    |                      | 0             |                      | 0 |
| Valeurs limites (1) en moyenne annuelle             | -                                                                                       | -   | -             | -                    | -             | -                    | -             | -                    | -             | -                    | -             | -                    | -                    | -                    | -             | -                    |   |
| Conformité selon l'exploitant (O/N) par paramètre : |                                                                                         |     | Non Conforme  | Conforme             | Conforme      | -                    | -             | -                    | -             | -                    | -             | -                    | -                    | -                    | -             | -                    |   |
| Conformité globale selon l'exploitant (O/N) :       |                                                                                         |     | Non conforme  |                      |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |                      |                      |               |                      |   |

[1] : ces valeurs sont déterminées par l'arrêté d'autorisation de l'ouvrage ou à défaut par l'arrêté du 21 Juillet 2013. [2] : le nombre de résultats non conformes aux valeurs limites est égal au nombre de mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation (\*), dont les résultats sont non conformes à la fois à la valeur limite en concentration et en rendement.

[\*] Les conditions normales d'exploitation sont atteintes les jours où le débit de référence n'est pas dépassé et en l'absence de situations inhabituelles telles que décrites dans l'art 2 de l'arrêté du 21 Juillet 2013.

Une non - conformité est à signaler sur le paramètre matière en suspension (MES), le rendement est en effet, inférieur au 50% exigés.

Cette non-conformité entraîne la non-conformité globale de l'installation.

#### ➤ Volumes by-passés

Sur l'année 2018, sur les 29 495 m<sup>3</sup> en entrée de station. Les volumes sortants s'élèvent à 29 495 m<sup>3</sup>. Sur l'année 2018 aucun volume n'a été by-passés.

n) Station d'épuration Beniguets, commune de HOUAT

➤ Description

La nouvelle station d'épuration, située à l'extrémité ouest de l'île à Port Chudel, a été mise en service en 2014. Il s'agit d'un lagunage aéré. La filière de traitement est dimensionnée pour 1 200 équivalents habitants, soit pour 280 m<sup>3</sup>/j et 72 kgs de DBO5 par jour. Les charges nominales de la station sont les suivantes :

| Capacité nominale Eq.Hab | Charge nominale en débit m <sup>3</sup> /j | Charge nominale en DBO5 kg/j | Charge nominale en DCO kg/j |
|--------------------------|--------------------------------------------|------------------------------|-----------------------------|
| 1 200                    | 280                                        | 72                           | 144                         |

➤ Volumes traités et charges moyennes annuelles de fonctionnement

| Volume traité (m <sup>3</sup> /an) | Charge hydraulique | Charge organique                                          |
|------------------------------------|--------------------|-----------------------------------------------------------|
| 33 645                             | 45%                | 40% en DCO en basse saison<br>106% en DCO en haute saison |

Il convient d'être prudent sur l'interprétation du tableau ci-dessus pour les lagunes, pour lesquelles, ces indicateurs sont calculés sur deux analyses en haute saison et une analyse en basse saison comme le demande la réglementation et donc non représentatif du mode de fonctionnement annuel. Ainsi, que le prélèvement ait lieu en période de forte pluviométrie ou non et en période hivernale ou estivale, les résultats peuvent être différents.

➤ Rendements

|                                                     | Débit journalier de référence (m <sup>3</sup> /j)                                       | 280      | MES           |                      | DCO           |                      | DBO5          |                      | NGL           |                      | NEX           |                      | N-NH4                | N-NO2                | N-NO3         | PT                   |      |
|-----------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|----------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|----------------------|----------------------|---------------|----------------------|------|
|                                                     |                                                                                         |          | Rendement (%) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Rendement (%) | Concentration (mg/l) |      |
|                                                     | Charge brute de pollution organique (kg DBO5/j)                                         | 72       |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |                      |                      |               |                      |      |
| Ensemble des mesures                                | Nombre réglementaire de mesures par an (1)                                              |          | 3             |                      | 3             |                      | 3             |                      | 3             |                      | 3             |                      | 3                    |                      | 3             |                      | 3    |
|                                                     | Nombre de mesures réalisées                                                             |          | 5             |                      | 5             |                      | 5             |                      | 5             |                      | 5             |                      | 5                    |                      | 5             |                      | 5    |
|                                                     | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées                                             |          | 75,1          | 33,6                 | 80,5          | 47,4                 | 87,7          | 1,05                 | 65,5          | 10,38                | 58,9          | 9,14                 | 5,99                 | 0,11                 | 1,09          | 97                   | 3,26 |
| Conditions normales d'exploitation (*)              | Nombre de mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation                 |          | 4             |                      | 5             |                      | 5             |                      | 4             |                      | 3             |                      | 4                    |                      | 4             |                      | 4    |
|                                                     | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation |          | 71,5          | 15,5                 | 76,7          | 41                   | 87,2          | 0,84                 | -             | -                    | 51,2          | 8,18                 | -                    | -                    | -             | 97                   | 3,26 |
|                                                     | Valeur réhibitoire (1)                                                                  |          | 150           |                      | 400           |                      | 70            |                      | -             |                      | -             |                      | -                    |                      | -             |                      | -    |
|                                                     | Nombre de résultats non conformes à la valeur réhibitoire                               |          | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0                    |                      | 0             |                      | 0    |
|                                                     | Valeurs limites (1) en moyenne journalière                                              |          | 50            | -                    | 60            | 200                  | 60            | 35                   | -             | -                    | -             | -                    | -                    | -                    | -             | -                    | -    |
|                                                     | Nombre maximum de non conformités aux valeurs limites par an (1)                        |          | 1             |                      | 1             |                      | 1             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0                    |                      | 0             |                      | 0    |
|                                                     | Nombre de résultats non conformes aux valeurs limites (2)                               |          | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0                    |                      | 0             |                      | 0    |
| Valeurs limites (1) en moyenne annuelle             |                                                                                         | -        | -             | -                    | -             | -                    | -             | -                    | -             | -                    | -             | -                    | -                    | -                    | -             | -                    | -    |
| Conformité selon l'exploitant (O/N) par paramètre : |                                                                                         | Conforme |               | Conforme             |               | Conforme             |               | -                    |               | -                    |               | -                    |                      | -                    |               | -                    |      |
| Conformité globale selon l'exploitant (O/N) :       |                                                                                         | Conforme |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |                      |                      |               |                      |      |

(1) : ces valeurs sont déterminées par l'arrêté d'autorisation de l'ouvrage ou à défaut par l'arrêté du 21 Juillet 2015 (2) : le nombre de résultats non conformes aux valeurs limites est égal au nombre de mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation (\*), dont les résultats sont non conformes à la fois à la valeur limite en concentration et en rendement.

(\*) Les conditions normales d'exploitation sont atteintes les jours où le débit de référence n'est pas dépassé et en l'absence de situations inhabituelles telles que décrites dans l'art 2 de l'arrêté du 21 Juillet 2015.

## ➤ Volumes by-passés

Sur l'année 2018, sur les 46 316 m<sup>3</sup> en entrée de station. Les volumes sortants s'élèvent à 33 645 m<sup>3</sup>. Sur l'année 2018, aucun volume n'a été by-passé.

## o) Station d'épuration de Hoëdic, commune de HOEDIC

### ➤ Description

Mise en service en 1999, la station d'épuration d'Hoëdic est dimensionnée pour 900 équivalents habitants, soit pour 135 m<sup>3</sup>/j et 54 kgs de DBO5 par jour.

Les charges nominales de la station sont les suivantes :

| Capacité nominale<br>Eq.Hab | Charge nominale<br>en débit<br>m3/j | Charge nominale<br>en DBO5<br>kg/j | Charge nominale en<br>DCO<br>kg/j |
|-----------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|-----------------------------------|
| 900                         | 135                                 | 54                                 | 108                               |

➤ Volumes traités et charges moyennes annuelles de fonctionnement

| Volume traité (m3/an) | Charge hydraulique | Charge organique          |
|-----------------------|--------------------|---------------------------|
| -                     | 33%                | 40% en DCO<br>32% en DBO5 |

Il convient d'être prudent sur l'interprétation du tableau ci-dessus pour les lagunes, pour lesquelles, ces indicateurs sont calculés sur quatre analyses (la réglementation en impose une) et donc non représentatif du mode de fonctionnement annuel. Ainsi que le prélèvement ait lieu en période de forte pluviométrie ou non ou en période hivernale ou estivale, les résultats peuvent être différents.

➤ Rendements

|                                                     | Débit journalier de référence (m <sup>3</sup> /j)                                       | 800      | MES           |                      | DCO           |                      | DBO5          |                      | NGL           |                      | NTR           |                      | N-NH4                | N-NO2                | N-NO3                | PT            |                      |      |
|-----------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|----------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|---------------|----------------------|------|
|                                                     |                                                                                         |          | Rendement (%) | Concentration (mg/l) | Concentration (µg/l) | Concentration (µg/l) | Concentration (µg/l) | Rendement (%) | Concentration (mg/l) |      |
|                                                     | Charge brute de pollution organique (kg DBO5/j)                                         | 420      |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |                      |                      |                      |               |                      |      |
| Essentielle des mesures                             | Nombre réglementaire de mesures par an (1)                                              |          | 12            |                      | 12            |                      | 12            |                      | -             |                      | 4             |                      | -                    | -                    | -                    |               | 12                   |      |
|                                                     | Nombre de mesures réalisées                                                             |          | 12            |                      | 12            |                      | 12            |                      | -             |                      | 4             |                      | -                    | -                    | -                    |               | 12                   |      |
|                                                     | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées                                             |          | 90            | 31,67                | 89,9          | 64,25                | 97,7          | 6,4                  | -             | 23,35                | 64            | 21,75                | 15,55                | 0,45                 | 1,05                 |               | 17                   | 6,25 |
| Conditions normales d'exploitation (*)              | Nombre de mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation                 |          | 12            |                      | 12            |                      | 12            |                      | -             |                      | 4             |                      | -                    | -                    | -                    |               | 11                   |      |
|                                                     | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation |          | 90            | 31,67                | 89,4          | 65,64                | 97,7          | 6,4                  | -             | -                    | 64            | 21,75                | -                    | -                    | -                    |               | 17                   | 6,25 |
|                                                     | Valeur réductrice (1)                                                                   |          | -             |                      | 250           |                      | 50            |                      | -             |                      | -             |                      | -                    | -                    | -                    |               | -                    |      |
|                                                     | Nombre de résultats non conformes à la valeur réductrice                                |          | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | -             |                      | 0             |                      | -                    | -                    | -                    |               | 0                    |      |
|                                                     | Valeurs limites (1) en moyenne journalière                                              |          | 90            | 120                  | 75            | 120                  | 70            | 25                   | -             | -                    | -             | -                    | -                    | -                    | -                    |               | -                    | -    |
|                                                     | Nombre maximum de non conformités aux valeurs limites par an (1)                        |          | 1             |                      | 2             |                      | 2             |                      | -             |                      | 0             |                      | -                    | -                    | -                    |               | 0                    |      |
|                                                     | Nombre de résultats non conformes aux valeurs limites (2)                               |          | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | -             |                      | 0             |                      | -                    | -                    | -                    |               | 0                    |      |
|                                                     | Valeurs limites (1) en moyenne annuelle                                                 |          | -             | -                    | -             | -                    | -             | -                    | -             | -                    | -             | 40                   | -                    | -                    | -                    |               | -                    | 2    |
| Conformité selon l'exploitant (O/N) par paramètre : |                                                                                         | Conforme |               | Conforme             |               | Conforme             |               | -                    |               | Conforme             |               | -                    | -                    | -                    |                      | Non conforme  |                      |      |
| Conformité globale selon l'exploitant (O/N) :       |                                                                                         |          | Non conforme  |                      |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |                      |                      |                      |               |                      |      |

(1) : ces valeurs sont déterminées par l'arrêté d'autorisation de l'ouvrage ou à défaut par l'arrêté du 21 Juillet 2015. (2) : le nombre de résultats non conformes aux valeurs limites est égal au nombre de mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation (\*), dont les résultats sont non conformes à la fois à la valeur limite en concentration et en rendement.

(\*) Les conditions normales d'exploitation sont atteintes les jours où le débit de référence n'est pas dépassé et en l'absence de situations inhabituelles telles que décrites dans l'art 2 de l'arrêté du 21 Juillet 2015.

### ➤ Volumes by-passés

L'absence de débitmètre en entrée de station ne permet pas de comptabiliser les volumes d'effluents arrivant sur la station.

### 3.2.3.2 indicateurs de performances

#### Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation (P206.3)

Le tableau ci-dessous se rapporte à la production de boues et les tonnages évacués suivant des filières conformes en 2017.

| STEP                                    | Tonnes de MS produites            | Tonnes de MS évacuées | EPANDAGE en % | COMPOSTAGE en % |
|-----------------------------------------|-----------------------------------|-----------------------|---------------|-----------------|
| STEP Kerneve Membranaire Cne PLOUHARNEL | 223.8                             | 208.5                 | 100%          | 0%              |
| STEP LANN PONT HOUAR Cne Auray          | 573.8                             | 631.6                 | 100%          | 0%              |
| STEP PONT ER BAIL Cne Quiberon          | 342.1                             | 292.9                 | 0%            | 100%            |
| STEP LANDEVANT Cne LANDEVANT            | 58.2                              | 35.2                  | 100%          | 0%              |
| STEP KERRAN Cne SAINT-PHILIBERT         | 105.6                             | 71.4                  | 32%           | 68%             |
| STEP KERGOUELLEC Cne CARNAC             | 238.6                             | 213.6                 | 100%          | 0%              |
| STEP MANE CASTEL Cne LANDAUL            | 11                                | 18                    | 100%          | 0%              |
| STEP LOCOAL-MENDON Cne LOCOAL-MENDON    | Traitement des boues par lagunage |                       |               |                 |
| STEP PLUMERGAT Cne PLUMERGAT            | Traitement des boues par lagunage |                       |               |                 |
| STEP PLOEMEL Cne PLOEMEL                | Traitement des boues par lagunage |                       |               |                 |
| STEP KERNIEL Cne CAMORS                 | 6.6                               | -                     | 0%            | 0%              |
| STEP PRAD Er HOET Cne PLUVIGNER         | 26.2                              | 41.3                  | 100%          | 0%              |
| STEP BIEUZY LANVAUX Cne PLUVIGNER       | Traitement des boues par lagunage |                       |               |                 |
| STEP HOUAT Cne HOUAT                    | Traitement des boues par lagunage |                       |               |                 |
| STEP HOEDIC Cne HOEDIC                  | Traitement des boues par lagunage |                       |               |                 |

La tableau ci-dessous présente l'indicateur D203.0, cet indicateur évalue, en tonnes de Matières Sèches, la quantité de boues évacuées par les stations d'épuration et l'indicateur de performance P206.3, décrit ci-dessus.

| Code fiche | Indicateur descriptifs des services                                                                     | Valeur de l'indicateur | Clef de consolidation                       | Valeur de la clef |
|------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|---------------------------------------------|-------------------|
| D203.0     | Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration                                                       | 1586                   | -                                           | -                 |
| Code fiche | Indicateur descriptifs des services                                                                     | Valeur de l'indicateur | Clef de consolidation                       | Valeur de la clef |
| P.206.3    | Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation | 100%                   | Tonnes de matières sèches de boues évacuées | 1512.5            |

⇒ **100%** des boues produites sur les stations d'épuration de la communauté de communes ont été évacuées selon des filières conformes à la réglementation.

#### Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales issues de la directive ERU (P204.3)

Le producteur de cet indice est le service Police de l'Eau et il est calculé par l'ONEMA.  
A la rédaction de ce rapport, cet indice n'était pas encore communiqué par la Police de l'Eau pour l'année 2018.

*Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel (P254.3)*

Cet indicateur permet de mesurer le pourcentage de bilans 24h conformes de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des prescriptions d'autosurveillance du ou des arrêtés préfectoraux d'autorisation de traitement.

Cet indicateur résulte des conformités des seules stations d'épurations du service de plus de 2 000 équivalents-habitants de capacité de traitement, pondérées par la charge entrante en DBO5.

- Contrat périmètre ABQP : 97%
- Contrat Carnac-La Trinité sur Mer : 97%
- Contrat Camors-Landaul-Pluvigner : 100%

*Conformité de la performance des ouvrages d'épuration au regard des prescriptions nationales issues de la directive ERU (P205.3).*

Le producteur de cet indice est le service Police de l'Eau.  
A la rédaction de ce rapport, cet indice n'était pas encore communiqué par la Police de l'Eau pour l'année 2018.

### 3.3 TRAVAUX MENES EN MATIERE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Au titre de 2018, les travaux réalisés en matière d'assainissement collectif sont présentés ci-après :

*Indicateur P253.22: Taux moyen de renouvellement des réseaux d'assainissement*

La définition de cet indicateur donne le taux de linéaire renouvelé, remplacé à l'occasion de renforcement et réhabilité hors branchements, sur les cinq dernières années par rapport au linéaire total du réseau de collecte (hors branchement). Compte tenu de la récente prise de compétence, cet indicateur a ici une valeur relative.

Ce taux concerne les réseaux de collecte.

| COMMUNES              | 2017            |                                                    | 2018            |                                                    |
|-----------------------|-----------------|----------------------------------------------------|-----------------|----------------------------------------------------|
|                       | EXTENSION en ml | REHABILITATION-RENOUVELEMENT-RESTRUCTURATION en ml | EXTENSION en ml | REHABILITATION-RENOUVELEMENT-RESTRUCTURATION en ml |
| AURAY                 | 65              | 325                                                | 310             | 330                                                |
| BELZ                  | 1160            |                                                    |                 | 120                                                |
| BREC'H                | 270             | 180                                                | 60              |                                                    |
| CRAC'H                |                 | 45                                                 | 4 360           |                                                    |
| ERDEVEN               | 30              | 200                                                |                 |                                                    |
| ETEL                  |                 | 200                                                |                 |                                                    |
| ILE DE HOEDIC         |                 |                                                    |                 |                                                    |
| ILE DE HOUAT          |                 |                                                    |                 | 1 120                                              |
| LANDEVANT             |                 |                                                    |                 | 30                                                 |
| LOCMARIAQUER          |                 | 1030                                               |                 | 80                                                 |
| LOCOAL MENDON         | 40              |                                                    |                 |                                                    |
| PLOEMEL               |                 |                                                    |                 |                                                    |
| PLOUHARNEL            | 20              |                                                    |                 |                                                    |
| PLUMERGAT             | 180             |                                                    |                 | 70                                                 |
| PLUNERET              | 120             |                                                    |                 |                                                    |
| QUIBERON              | 45              | 40                                                 |                 |                                                    |
| SAINT PHILIBERT       | 180             | 3210                                               |                 | 40                                                 |
| SAINT PIERRE QUIBERON | 90              |                                                    |                 |                                                    |
| SAINTE ANNE D'AURAY   | 30              |                                                    |                 |                                                    |
| CARNAC                | 1589            | 1960                                               | 250             | 1 275                                              |
| LA TRINITE SUR MER    | 45              |                                                    |                 |                                                    |
| PLUVIGNER             | 75              | 330                                                | 95              |                                                    |
| CAMORS                | 280             |                                                    | 90              |                                                    |
| LANDAUL               | 35              |                                                    |                 | 2 470                                              |
| <b>TOTAL</b>          | <b>4 254</b>    | <b>7 520</b>                                       | <b>5 165</b>    | <b>5 535</b>                                       |

### 3.4 RELATION A L'USAGER /FACTURATION

#### 3.4.1 Abonnés du service

|                           | Abonnés 2017 | Abonnés 2018 | Evolution   |
|---------------------------|--------------|--------------|-------------|
| AURAY                     | 8838         | 8981         | 1,6%        |
| BELZ                      | 1 892        | 1957         | 3,4%        |
| BREC'H                    | 2 134        | 2195         | 2,9%        |
| CAMORS                    | 282          | 311          | 10,3%       |
| CARNAC                    | 7 753        | 7805         | 0,7%        |
| CRAC'H                    | 1 136        | 1168         | 2,8%        |
| ERDEVEN                   | 2 328        | 2367         | 1,7%        |
| ETEL                      | 1 945        | 1980         | 1,8%        |
| HOËDIC                    | 210          | 208          | -1,0%       |
| HOUAT                     | 296          | 300          | 1,4%        |
| <b>LA TRINITE SUR MER</b> | <b>2563</b>  | <b>2599</b>  | <b>1,4%</b> |

|                       |               |               |             |
|-----------------------|---------------|---------------|-------------|
| LANDAUL               | 602           | 629           | 4,5%        |
| LANDEVANT             | 1 331         | 1368          | 2,8%        |
| LOCMARIAQUER          | 1 468         | 1473          | 0,3%        |
| LOCOAL MENDON         | 587           | 613           | 4,4%        |
| PLOEMEL               | 969           | 998           | 3,0%        |
| PLOUHARNEL            | 1 101         | 1144          | 3,9%        |
| PLUMERGAT             | 614           | 639           | 4,1%        |
| PLUNERET              | 2 402         | 2505          | 4,3%        |
| PLUVIGNER             | 2095          | 2143          | 2,3%        |
| QUIBERON              | 8 567         | 8627          | 0,7%        |
| SAINT PHILIBERT       | 1 775         | 1790          | 0,8%        |
| SAINT PIERRE QUIBERON | 3 482         | 3519          | 1,1%        |
| SAINTE ANNE D'AURAY   | 1 118         | 1136          | 1,6%        |
| <b>TOTAL AQTA</b>     | <b>55 488</b> | <b>56 455</b> | <b>1,7%</b> |

### 3.4.2 Satisfaction des usagers

#### Taux de réclamation (P258.1)

L'arrêté du 2 mai 2007 relatif aux indicateurs de performance du service a imposé à compter de 2008, de recenser les réclamations écrites de toute nature, à l'exception de celles relatives au prix, pour 1000 abonnés.

| Réclamations récurrentes sur l'année         | Nombre en 2017 | Nombre en 2018 |
|----------------------------------------------|----------------|----------------|
| FACTURATION ENCAISSEMENT                     | 4              | 10             |
| PRODUIT                                      | 2              | 2              |
| QUALITE DE SERVICE                           | 2              | 7              |
| <b>Taux de réclamation pour 1000 abonnés</b> | <b>0.13</b>    | <b>0.33</b>    |

### 3.4.3 Facturation de l'assainissement collectif et non collectif

#### 3.4.3.1 Structuration tarifaire de l'assainissement collectif et coût du service

La facture d'assainissement comprend :

- Une part fixe qui prend en compte l'abonnement, indépendamment de la consommation, ainsi que les frais d'entretien du branchement. Elle se compose d'une part communautaire et d'une part délégataire ;
- Une partie proportionnelle assise sur la consommation, la redevance assainissement. Elle se compose d'une part communautaire et d'une part délégataire ;
- La redevance pour modernisation des réseaux de collecte, prélevée pour le compte de l'agence de l'eau Loire Bretagne est assise sur le budget de l'assainissement à hauteur de 0,18€/m<sup>3</sup> au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

- Une part Taxe sur la Valeur Ajoutée. L'application du taux de TVA (au taux de 10%) est perçue pour le compte de l'Etat sur les montants hors taxes de la facture.

Les tarifs relatifs aux recettes revenant à la Communauté de communes ont été votés par le conseil communautaire du 15 décembre 2017. Ils sont présentés en annexe 4.

Le calcul du montant des parts proportionnelles et fixes est déterminé ainsi : seule la part communautaire est votée annuellement, la part délégataire est, quant à elle, contractuellement révisée. Les montants des parts communautaires sont déterminés en fonction des charges d'exploitation du service nécessaires à l'exercice de ses missions et en fonction des investissements à réaliser pour moderniser, améliorer ou prendre en compte les équipements nouveaux selon le programme annuel d'Investissement retenu.

Indicateur D204.0 Prix ttc du service au m3 pour 120 m<sup>3</sup>

Ce prix intègre toutes les composantes du service rendu ainsi que la redevance modernisation des réseaux de collecte de l'agence de l'eau, ainsi que la TVA.

|                        | PART AQTA |         |           | PART DELEGATAIRE |        |           |
|------------------------|-----------|---------|-----------|------------------|--------|-----------|
|                        | 2017      | 2018    | EVOLUTION | 2017             | 2018   | EVOLUTION |
| <b>CONTRAT GENERAL</b> |           |         |           |                  |        |           |
| Abonnement             | 45,86     | 48,8206 | 6,46%     | 46,62            | 48,92  | 4,93%     |
| M3 conso               | 0,5686    | 0,6053  | 6,45%     | 1,054            | 1,2374 | 17,40%    |
| <b>LANDEVANT</b>       |           |         |           |                  |        |           |
| Abonnement             | 39,44     | 41,9862 | 6,46%     | 46,62            | 48,92  | 4,93%     |
| M3 conso               | 0,5686    | 0,6053  | 6,45%     | 1,054            | 1,2374 | 17,40%    |
| <b>PLUMERGAT</b>       |           |         |           |                  |        |           |
| Abonnement             | 39,44     | 41,9862 | 6,46%     | 46,62            | 48,92  | 4,93%     |
| M3 conso               | 0,4769    | 0,5077  | 6,46%     | 1,054            | 1,2374 | 17,40%    |
| <b>CAMORS</b>          |           |         |           |                  |        |           |
| Abonnement             | 39,44     | 46,3449 | 17,51%    | 34,16            | 34,96  | 2,34%     |
| M3 conso               | 0,5227    | 0,6142  | 17,51%    | 0,733            | 0,775  | 5,73%     |
| <b>LANDAUL</b>         |           |         |           |                  |        |           |
| Abonnement             | 45,86     | 53,8889 | 17,51%    | 34,7             | 34,96  | 0,75%     |
| M3 conso               | 0,9369    | 1,1009  | 17,50%    | 0,744            | 0,775  | 4,17%     |
| <b>CT</b>              |           |         |           |                  |        |           |
| Abonnement             | 70        | 81,1254 | 15,89%    | 58,28            | 61,74  | 5,94%     |
| M3 conso               | 0,43      | 0,4983  | 15,88%    | 1,2105           | 1,3227 | 9,27%     |
| <b>PLUVIGNER</b>       |           |         |           |                  |        |           |
| Abonnement             | 45,86     | 53,8889 | 17,51%    | 34,16            | 34,96  | 2,34%     |
| M3 conso               | 0,9369    | 1,1009  | 17,50%    | 0,733            | 0,775  | 5,73%     |

|                                     | 2017 | 2018 | variation |
|-------------------------------------|------|------|-----------|
| Agence de l'eau Loire Bretagne      |      |      |           |
| Redevance modernisation des réseaux | 0.18 | 0,18 | 0%        |
| Etat                                |      |      |           |
| TVA                                 | 10%  | 10%  | 0 %       |

Le montant TTC de la facture d'eau de 120 m3 en 2018 est de :

- 296,56 € TTC pour la commune de Camors:
  - Part collectivité : 120,04 €
  - Part délégataire : 127,96 €
  - Part des redevances et les taxes afférentes au service : 48,56 €
  - Montant de la facture non proportionnel au volume d'eau consommé
    - Part revenant à la collectivité : 46,34€
    - Part revenant aux délégataires : 34,96€
  
- 369,12 € pour la commune de Landaul:
  - Part collectivité : 186,00 €
  - Part délégataire : 127,96 €
  - Part des redevances et les taxes afférentes au service : 55,16 €
  - Montant de la facture non proportionnel au volume d'eau consommé
    - Part revenant à la collectivité : 53,89 €
    - Part revenant aux délégataires : 34,96€
  
- 369,12 € pour la commune de Pluvigner:
  - Part collectivité : 186,00 €
  - Part délégataire : 127,96 €
  - Part des redevances et les taxes afférentes au service : 55,16 €
  - Montant de la facture non proportionnel au volume d'eau consommé
    - Part revenant à la collectivité : 53,89 €
    - Part revenant aux délégataires : 34,96€
  
- 421,28 € TTC pour les communes de Carnac et La Trinité sur Mer :
  - Part collectivité : 140,93€
  - Part délégataire : 220,46€
  - Part des redevances et les taxes afférentes au service : 59,89€
  - Montant de la facture non proportionnel au volume d'eau consommé
    - part revenant à la collectivité : 81,13€
    - Part revenant aux délégataires : 61,74€
  
- 366,99 € TTC pour la commune de Landevant :
  - Part collectivité : 114,62 €
  - Part délégataire : 197,41 €

- Part des redevances et les taxes afférentes au service : 54,96 €
- Montant de la facture non proportionnel au volume d'eau consommé
  - part revenant à la collectivité : 41,99 €
  - Part revenant au délégataire : 48,92 €.
  
- 354,11 € TTC pour la commune de PLUMERGAT :
  - Part collectivité : 102,91 €
  - Part délégataire : 197,41 €
  - Part des redevances et les taxes afférentes au service : 53,79 €
  - Montant de la facture non proportionnel au volume d'eau consommé
    - part revenant à la collectivité : 41,99 €
    - Part revenant au délégataire : 48,92 €.
  
- 374,51 € TTC pour le reste des communes :
  - Part collectivité : 121,46€
  - Part délégataire : 197,41€
  - Part des redevances et les taxes afférentes au service : 55,64€
  - Montant de la facture non proportionnel au volume d'eau consommé
    - part revenant à la collectivité : 48,82€
    - Part revenant au délégataire : 48,92 €

Ce prix intègre toutes les composantes du service rendu (collecte, transfert et traitement) ainsi que la redevance modernisation des réseaux de l'agence de l'eau, et la TVA.

La facture d'eau potable et d'assainissement au 1<sup>er</sup> janvier 2018 pour une consommation de 120 m3 est présentée en annexe 2.

#### Les autres tarifs

|      |                            | 2017    | 2018    |
|------|----------------------------|---------|---------|
| PFAC | Redevance par raccordement | 1 960 € | 1 960 € |

- 1 PFAC par lot pour les lotissements,
- 1 PFAC par logement pour les habitations individuelles,
- 1 PFAC par local commercial, artisanal, industriel ou de service,
- pour les immeubles collectifs, le règlement du service d'assainissement collectif, détermine un coefficient, par type de collectifs, permettant de fixer le nombre de logements à prendre en compte pour le calcul de la PFAC, arrondi à l'unité supérieure.

Les montants des participations au financement de l'assainissement collectif ont évolué au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

## 3.5 ELEMENTS FINANCIERS

### 3.5.1 Exécution budgétaire 2018

Le service de l'assainissement dispose de deux budgets annexes : l'un pour le collectif et le second pour le non collectif. Leur exécution peut être décrite, en grande masse de la manière suivante pour l'exercice 2018 et sont issus du compte administratif 2018 :

#### Assainissement collectif (budget 08)

La section d'investissement du budget annexe de l'assainissement se présente comme suit :

- Les dépenses d'investissement de l'exercice 2018, présentées dans le tableau ci-après, se montent à 13 495 682,85 € HT.

| DEPENSES                             | 2017                   | 2018                   |
|--------------------------------------|------------------------|------------------------|
| Travaux                              | 4 049 859,97 €         | 5 264 554,15 €         |
| Remboursement capital                | 2 309 956,82 €         | 2 417 621,65 €         |
| Amortissement subventions            | 1 724 236,20 €         | 1 721 280,92 €         |
| Déficit reporté                      | 3 185 586,55 €         | 4 092 226,13 €         |
| <b>TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT</b> | <b>11 269 639,54 €</b> | <b>13 495 682,85 €</b> |

Le détail de ces dépenses d'investissement est le suivant :

- Des dépenses relatives à travaux pour un montant de 5 264 554,15 € ;
- Le remboursement du capital de la dette pour un montant de 2 417 621,65 € ;
- Des dépenses d'ordre correspondant à l'amortissement du stock de subventions d'équipement pour un montant de 1 721 280,92 € ;
- Le report du déficit d'investissement 2017 pour un montant de 4 092 226,13 €.

- Les recettes d'investissement de l'exercice 2018 se montent à 9 172 005,60 €. Ces recettes d'investissement sont présentées dans le tableau ci-dessous :

| RECETTES                             | 2017                  | 2018                  |
|--------------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| Amortissements                       | 2 565 575,12 €        | 3 852 930,56 €        |
| Subventions                          | 1 467 892,40 €        | 1 462 586,19 €        |
| Emprunt                              | 522 114,60 €          | 700 000,00 €          |
| Excédent de fonctionnement           | 2 804 386,55 €        | 3 156 488,85 €        |
| Sorties d'actifs                     | 74 811,98 €           |                       |
| Autres                               | 963,04 €              |                       |
| <b>TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT</b> | <b>7 435 743,69 €</b> | <b>9 172 005,60 €</b> |

Le détail de ces recettes d'investissement est le suivant :

- Des subventions d'investissement pour un montant de 1 462 586,19 € ;
- Des recettes d'emprunt pour un montant de 700 000,00 € ;
- Des amortissements des immobilisations pour un montant de 3 852 930,56 € ;
- Une affectation du résultat de fonctionnement en section investissement pour un montant de 3 156 488,85 €.

La section fonctionnement du budget annexe de l'assainissement se présente comme suit :

- Les dépenses de fonctionnement de l'exercice 2018 s'élèvent à 4 937 929,63 € et sont détaillées dans le tableau ci-après :

| <b>CHARGES</b>                          | <b>2017</b>           | <b>2018</b>           |
|-----------------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| Dotations aux amortissements            | 2 565 575,12 €        | 3 852 930,56 €        |
| Intérêts de la dette                    | 470 769,13 €          | 430 600,59 €          |
| Charges de personnel et frais assimilés | 425 746,28 €          | 450 194,79 €          |
| Autres Charges exploitation             | 1 127 191,21 €        | 204 203,69 €          |
| <b>TOTAL CHARGES FONCTIONNEMENT</b>     | <b>4 589 281,74 €</b> | <b>4 937 929,63 €</b> |

Ces dépenses de fonctionnement se décomposent de la manière suivante :

- Charges de personnel et frais assimilés : 450 194,79 € ;
- Intérêts de la dette : 430 600,59 € ;
- Autres Charges dont la prise en compte de l'avenant du contrat DSP pour la mise à jour du patrimoine et notamment la prise en compte de la step ce Plouharnel pour 204 203,69 € ;
- Des dotations aux amortissements intégrant notamment le début d'amortissement de la step de Plouharnel, la step de St Philibert et celle de Camors.

- Les recettes de fonctionnement s'élèvent à 8 922 323,99 € en 2018 et se décomposent de la manière suivante :

| <b>RECETTES</b>                      | <b>2017</b>           | <b>2018</b>           |
|--------------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| Redevances assainissement collectif  | 4 920 651,81 €        | 5 497 281,48 €        |
| Amortissement subventions            | 1 724 240,20 €        | 1 721 280,92 €        |
| PFAC / PRE                           | 759 196,34 €          | 1 093 667,19 €        |
| Autres produits d'exploitation       | 15 783,00 €           | 18 720,44 €           |
| Excédent d'exploitation reporté      | 385 179,91 €          | 591 373,96 €          |
| <b>TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT</b> | <b>7 805 051,26 €</b> | <b>8 922 323,99 €</b> |

Ces recettes de fonctionnement se décomposent de la manière suivante :

- Redevance d'assainissement : 5 497 281,48 € ;
- Produits issus de la perception des taxes PFAC et PRE pour 1 093 667,19 € ;
- Quote-part des subventions d'investissement versée à la section de fonctionnement : 1 721 280,92 € ;
- Excédent d'exploitation reporté pour 591 373,96 €.

### 3.5.2 Dette

|                           | 2014            | 2015            | 2016            | 2017            | 2018            |
|---------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| Dette en capital au 31/12 | 18 551 928,94 € | 18 006 057,74 € | 21 500 751,76 € | 19 190 794,94 € | 17 527 108,43 € |
| Remboursement capital     | 2 327 003,29 €  | 2 409 592,01 €  | 2 258 873,22 €  | 2 309 956,82 €  | 2 417 621,65 €  |
| Intérêts                  | 795 870,23 €    | 454 228,76 €    | 515 000,00 €    | 470 769,13 €    | 430 600,59 €    |

Taux moyen de la dette : 2,20 %.

#### Durée d'extinction de la dette de la Collectivité (P153.2)

La durée d'extinction de la dette du service Eau est de **10 années et 1 mois**.

## 3.6 ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

### 3.6.1 Contexte institutionnel

- Rappel des textes

Textes codifiés : code de la santé publique, code général des collectivités territoriales, de la construction et de l'habitation, de l'urbanisme et de l'environnement, la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006.

Textes non codifiés : arrêté du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 7 mars 2012 (prescriptions techniques en ANC), arrêté du 27 avril 2012 (modalités de la mission de contrôle) et arrêté du 21 juillet 2015.

Document technique : DTU 64.1 d'août 2013 (norme AFNOR)

- Définition de l'assainissement non collectif

Toute installation d'assainissement assurant la collecte, le transport, le traitement et l'évacuation des eaux usées domestiques ou assimilées des immeubles ou parties d'immeubles non raccordés à un réseau public de collecte des eaux usées.

- Différents contrôles :
  - Le contrôle de conception qui consiste en une validation des projets d'installations neuves
  - Le contrôle d'exécution qui consiste en une vérification des travaux des installations neuves
  - Le contrôle de fonctionnement qui consiste en une vérification du fonctionnement des installations existantes
  - Le diagnostic vente qui consiste en une vérification de la conformité des installations existantes

### 3.6.2 Indicateurs

Le rapport sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement non collectif comporte trois indicateurs présentés ci-après.

#### Evaluation du nombre d'habitants desservis (D301.0)

L'estimation est basée sur le nombre de filières d'assainissement non collectif recensées (contrôlées ou non) multiplié par la taille des ménages donnée par l'INSEE par commune. Certaines filières peuvent concerner des résidences secondaires.

| Commune                  | Nombre de filières d'assainissement non collectif | Taille ménage | Population estimée |
|--------------------------|---------------------------------------------------|---------------|--------------------|
| AURAY                    | 71                                                | 1,86          | 132                |
| BELZ                     | 660                                               | 1,97          | 1300               |
| BREC'H                   | 779                                               | 2,37          | 1846               |
| CAMORS                   | 1265                                              | 2,32          | 2935               |
| CARNAC                   | 354                                               | 1,89          | 669                |
| CRAC'H                   | 964                                               | 2,20          | 2121               |
| ERDEVEN                  | 846                                               | 2,18          | 1844               |
| ETEL                     | 3                                                 | 1,84          | 6                  |
| HOEDIC                   | 10                                                | 1,77          | 18                 |
| HOUAT                    | 16                                                | 1,88          | 30                 |
| LA TRINITE SUR MER       | 13                                                | 1,86          | 24                 |
| LANDAUL                  | 386                                               | 2,60          | 1004               |
| LANDEVANT                | 390                                               | 2,46          | 959                |
| LOCMARIAQUER             | 439                                               | 1,94          | 852                |
| LOCOAL-MENDON            | 1089                                              | 2,44          | 2657               |
| PLOEMEL                  | 602                                               | 2,40          | 1445               |
| PLOUHARNEL               | 310                                               | 2,22          | 688                |
| PLUMERGAT                | 948                                               | 2,62          | 2484               |
| PLUNERET                 | 597                                               | 2,29          | 1367               |
| PLUVIGNER                | 1418                                              | 2,37          | 3361               |
| QUIBERON                 | 94                                                | 1,82          | 171                |
| SAINT PHILIBERT          | 231                                               | 2,02          | 467                |
| SAINT PIERRE<br>QUIBERON | 57                                                | 1,91          | 109                |
| SAINTE ANNE D'AURAY      | 55                                                | 2,38          | 131                |
| <b>TOTAL</b>             | <b>11597</b>                                      |               | <b>26619</b>       |

### Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif (D302.0)

Cet indice permet d'apprécier l'étendue des prestations assurées en assainissement non collectif.

L'indice est obtenu en faisant la somme des points indiqués dans les tableaux A et B ci-dessous. Le tableau B n'est pris en compte que si le total obtenu pour le tableau A est 100.

#### A – Éléments obligatoires pour l'évaluation de la mise en œuvre du SPANC

|                                                                                                                                   | OUI | NON |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|-----|
| - Délimitation des zones d'assainissement non collectif par délibération                                                          | 20  | 0   |
| - Application d'un règlement du SPANC approuvé par délibération                                                                   | 20  | 0   |
| - Mise en œuvre de la vérification de conception et d'exécution des installations réalisées ou réhabilitées depuis moins de 8 ans | 30  | 0   |
| - Mise en œuvre du diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien des autres installations                                       | 30  | 0   |

## B – Eléments facultatifs du SPANC

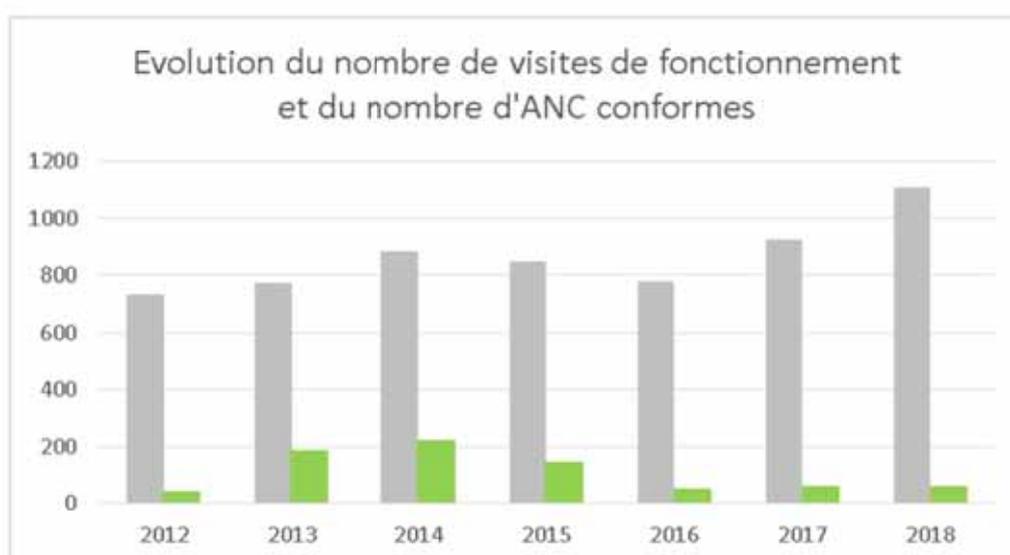
|                                                                                                                                           | OUI | NON |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|-----|
| - Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire l'entretien des installations                                     | 10  | 0   |
| - Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations | 20  | 0   |
| - Existence d'un service capable d'assurer le traitement des matières de vidanges                                                         | 10  | 0   |

|                                                                             |                                                                                                                                         | Nombre de points | AURAY | BELZ | BRECH | CAMORS | CARNAC | CRACH | ERDEVEN | ETEL | HOEDIC | HOUAT | LA TRINITE SUR MER | LANDAUL | LANDEVANT | LOCMARIAQUER | LOCOAL-MENDON | PLOEMEL | PLOUHARNEL | PLUMERGAT | PLUNERET | PLUVIGNER | QUIBERON | SAINT-PHILIBERT | SAINT PIERRE QUIBERON | SAINTE ANNE D'AURAY |    |
|-----------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|-------|------|-------|--------|--------|-------|---------|------|--------|-------|--------------------|---------|-----------|--------------|---------------|---------|------------|-----------|----------|-----------|----------|-----------------|-----------------------|---------------------|----|
| <b>Eléments obligatoires pour l'évaluation de la mise en œuvre du SPANC</b> | Délimitation des zones d'assainissement non collectif par délibération                                                                  | 20               | 20    | 20   | 20    | 20     | 20     | 20    | 20      | 20   | 20     | 20    | 20                 | 20      | 20        | 20           | 20            | 20      | 20         | 0         | 20       | 0         | 20       | 20              | 0                     | 20                  |    |
|                                                                             | Application d'un règlement du SPANC approuvé par délibération                                                                           | 20               | 20    | 20   | 20    | 20     | 20     | 20    | 20      | 20   | 20     | 20    | 20                 | 20      | 20        | 20           | 20            | 20      | 20         | 20        | 20       | 20        | 20       | 20              | 20                    | 20                  | 20 |
|                                                                             | Mise en œuvre de la vérification de conception et d'exécution des installations réalisées ou réhabilitées depuis moins de 8 ans         | 30               | 30    | 30   | 30    | 30     | 30     | 30    | 30      | 30   | 30     | 30    | 30                 | 30      | 30        | 30           | 30            | 30      | 30         | 30        | 30       | 30        | 30       | 30              | 30                    | 30                  | 30 |
|                                                                             | Mise en œuvre du diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien des autres installations                                               | 30               | 30    | 30   | 30    | 30     | 30     | 30    | 30      | 30   | 30     | 30    | 30                 | 30      | 30        | 30           | 30            | 30      | 30         | 30        | 30       | 30        | 30       | 30              | 30                    | 30                  | 30 |
| <b>Eléments facultatifs du SPANC</b>                                        | Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire l'entretien des installations                                     | 10               | 0     | 0    | 0     | 0      | 0      | 0     | 0       | 0    | 0      | 0     | 0                  | 0       | 0         | 0            | 0             | 0       | 0          | 0         | 0        | 0         | 0        | 0               | 0                     | 0                   | 0  |
|                                                                             | Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations | 20               | 20    | 20   | 20    | 20     | 20     | 20    | 20      | 20   | 20     | 20    | 20                 | 20      | 20        | 20           | 20            | 20      | 20         | 20        | 20       | 20        | 20       | 20              | 20                    | 20                  | 20 |
|                                                                             | Existence d'un service capable d'assurer le traitement des matières de vidanges                                                         | 10               | 0     | 0    | 0     | 0      | 0      | 0     | 0       | 0    | 0      | 0     | 0                  | 0       | 0         | 0            | 0             | 0       | 0          | 0         | 0        | 0         | 0        | 0               | 0                     | 0                   | 0  |
| <b>TOTAL</b>                                                                |                                                                                                                                         | 140              | 120   | 120  | 120   | 120    | 120    | 120   | 120     | 120  | 120    | 120   | 120                | 120     | 120       | 120          | 120           | 120     | 120        | 100       | 120      | 100       | 120      | 120             | 100                   | 120                 |    |

Après pondération de ces indices par la population desservie par le service de chacune des communes, l'indice de mise en œuvre globale de l'assainissement non collectif est de **117,5/140**.

## Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif suite aux visites de fonctionnement (P301.3)

|              | Nombre de Visites de fonctionnement | Nombre d'ANC conformes | Taux de conformité |
|--------------|-------------------------------------|------------------------|--------------------|
| 2012         | 737                                 | 43                     | 6%                 |
| 2013         | 777                                 | 187                    | 24%                |
| 2014         | 885                                 | 220                    | 25%                |
| 2015         | 848                                 | 144                    | 17%                |
| 2016         | 782                                 | 53                     | 7%                 |
| 2017         | 927                                 | 61                     | 7%                 |
| 2018         | 1111                                | 60                     | 5%                 |
| <b>TOTAL</b> | <b>6067</b>                         | <b>768</b>             | <b>13%</b>         |



Parmi les 6067 assainissements non collectifs contrôlés depuis 2012 dans le cadre des visites de fonctionnement, 13% sont considérés comme conformes (installations ne présentant pas de défauts selon la réglementation en vigueur).

### 3.6.3 Récapitulatif des contrôles effectués par le service

#### 3.6.3.1 Contrôles de conception

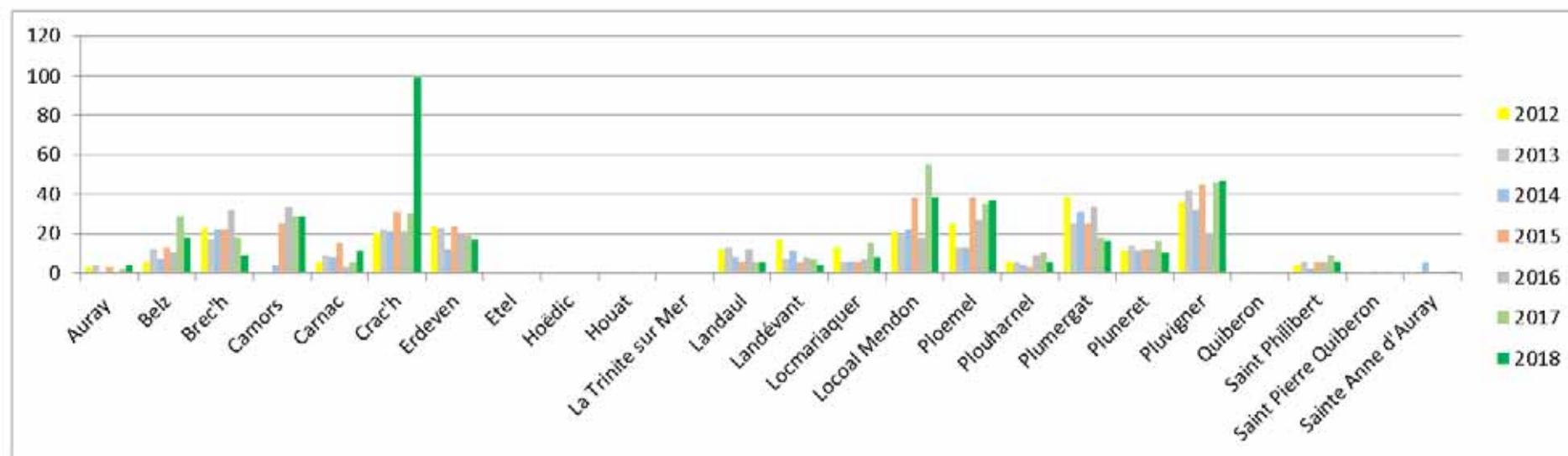
Ce contrôle consiste à vérifier la compatibilité de la filière projetée avec l'étude de sol et les textes cités en préambule. Les contrôles de conception (dépôt d'un permis de construire et projet de réhabilitation) font l'objet d'un compte rendu détaillé dont un exemplaire est adressé au propriétaire de l'installation et un second à la mairie de la commune concernée.

Les contrôles de conception réalisés entre 2012 et 2018 par les agents du service du SPANC sont détaillés aux pages suivantes.

| Communes              | 2012     |       | 2013     |       | 2014  |    | 2015  |    | 2016  |    | 2017  |    | 2018  |    |
|-----------------------|----------|-------|----------|-------|-------|----|-------|----|-------|----|-------|----|-------|----|
|                       | PC/PR/DT | CU/LT | PC/PR/DT | CU/LT | PC/PR | CU |
| Auray                 | 3        | 0     | 4        | 0     | 0     | 0  | 3     | 0  | 0     |    | 2     |    | 4     |    |
| Belz                  | 6        | 0     | 12       | 0     | 7     | 1  | 13    | 0  | 9     | 1  | 29    |    | 18    |    |
| Brec'h                | 23       | 2     | 17       | 2     | 22    | 1  | 22    | 0  | 32    |    | 18    |    | 8     | 1  |
| Camors                |          |       |          |       | 4     | 0  | 23    | 0  | 29    | 4  | 27    | 2  | 27    | 2  |
| Camac                 | 6        | 2     | 9        | 0     | 8     | 0  | 15    | 0  | 3     |    | 5     |    | 11    |    |
| Crac'h                | 20       | 1     | 22       | 0     | 21    | 0  | 30    | 1  | 21    |    | 30    |    | 99    |    |
| Erdeven               | 24       | 0     | 23       | 0     | 12    | 0  | 24    | 0  | 20    |    | 19    |    | 17    |    |
| Etel                  | 0        | 0     | 0        | 0     | 0     | 0  | 0     | 0  | 0     |    | 0     |    | 0     |    |
| Hoëdic                | 0        | 0     | 0        | 0     | 0     | 0  | 0     | 0  | 0     |    | 0     |    | 0     |    |
| Houat                 | 0        | 0     | 0        | 0     | 0     | 0  | 0     | 0  | 1     |    | 0     |    | 0     |    |
| La Trinite sur Mer    | 0        | 0     | 0        | 0     | 0     | 0  | 0     | 0  | 0     |    | 0     |    | 0     |    |
| Landaul               | 12       | 0     | 13       | 0     | 8     | 0  | 6     | 0  | 11    | 1  | 5     |    | 4     | 1  |
| Landévant             | 17       | 0     | 7        | 0     | 11    | 0  | 5     | 0  | 8     |    | 7     |    | 4     |    |
| Locmanquer            | 13       | 1     | 6        | 0     | 6     | 0  | 5     | 0  | 7     |    | 15    |    | 8     |    |
| Locoal Mendon         | 21       | 2     | 19       | 0     | 22    | 0  | 38    | 0  | 18    |    | 55    |    | 38    |    |
| Ploermel              | 25       | 3     | 13       | 2     | 13    | 0  | 38    | 0  | 27    |    | 35    |    | 37    |    |
| Plouhamel             | 6        | 0     | 5        | 0     | 4     | 0  | 3     | 0  | 9     |    | 10    |    | 5     |    |
| Plumergat             | 39       | 16    | 25       | 2     | 31    | 0  | 25    | 0  | 34    |    | 18    |    | 16    |    |
| Pluneret              | 11       | 5     | 14       | 1     | 11    | 0  | 12    | 0  | 12    |    | 16    |    | 10    |    |
| Pluvigner             | 36       | 24    | 42       | 10    | 32    | 7  | 44    | 1  | 20    |    | 46    |    | 43    | 4  |
| Quiberon              | 0        | 0     | 1        | 0     | 0     | 0  | 0     | 0  | 0     |    | 0     |    | 0     |    |
| Saint Philibert       | 4        | 0     | 6        | 0     | 2     | 0  | 5     | 0  | 5     | 1  | 9     |    | 6     |    |
| Saint Pierre Quiberon | 0        | 1     | 0        | 0     | 0     | 0  | 1     | 0  | 0     |    | 1     |    | 0     |    |
| Sainte Anne d'Auray   | 0        | 0     | 1        | 0     | 5     | 0  | 1     | 0  | 1     |    | 1     |    | 1     |    |
| TOTAL                 | 266      | 57    | 239      | 17    | 219   | 9  | 315   | 2  | 267   | 7  | 348   | 2  | 356   | 8  |
|                       | 323      |       | 256      |       | 228   |    | 317   |    | 274   |    | 350   |    | 364   |    |

PC : Permis de construire / PR : projet de Réhabilitation / DT : Demande de Travaux / CU : Certificat d'urbanisme / LT : Permis de Lotir

### Evolution du nombre de contrôles de conception entre 2012 et 2018



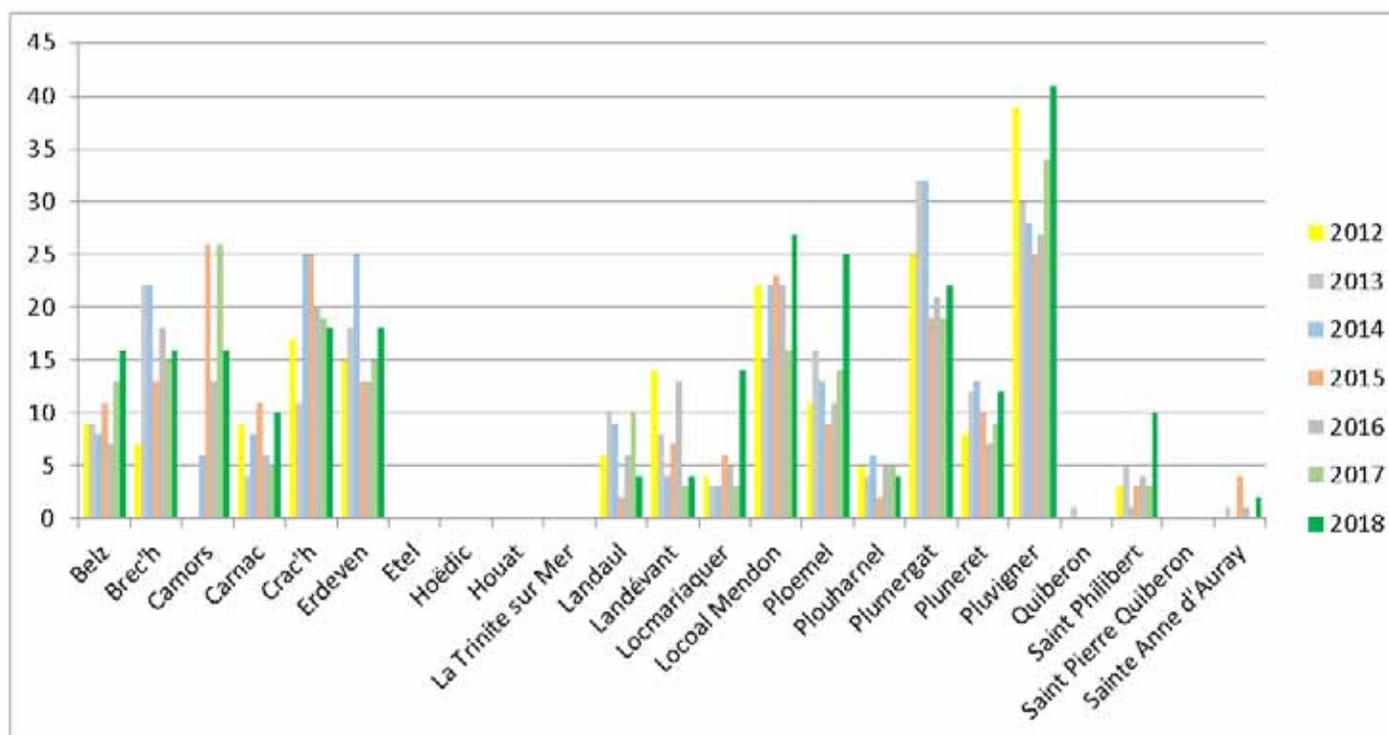
NB : la hausse du nombre d'avis de conception sur la commune de Crac'h s'explique pas la compétence réhabilitation.

### 3.6.3.2 Contrôles de bonne exécution

Il se traduit par une ou plusieurs visites sur site pour vérifier la conformité des travaux au projet. Les contrôles de bonne exécution font l'objet d'un compte rendu détaillé dont un exemplaire est adressé au propriétaire de l'installation et un second à la mairie de la commune concernée. Les contrôles de bonne exécution réalisés entre 2012 et 2018 par les agents du SPANC sont détaillés aux pages suivantes.

| Communes              | 2012       | 2013       | 2014       | 2015       | 2016       | 2017       | 2018       |
|-----------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Auray                 | 4          | 5          | 0          | 1          | 2          | 1          | 3          |
| Belz                  | 9          | 9          | 8          | 11         | 7          | 13         | 16         |
| Brec'h                | 7          | 22         | 22         | 13         | 18         | 15         | 16         |
| Camors                |            |            | 8          | 28         | 13         | 28         | 18         |
| Camac                 | 9          | 4          | 8          | 11         | 6          | 5          | 10         |
| Crac'h                | 17         | 11         | 25         | 25         | 20         | 19         | 18         |
| Erdeven               | 15         | 18         | 25         | 13         | 13         | 15         | 18         |
| Etel                  |            |            |            | 0          | 0          | 0          | 0          |
| Hoëdic                |            |            |            | 0          | 0          | 0          | 0          |
| Houat                 |            |            |            | 0          | 0          | 0          | 0          |
| La Trinite sur Mer    | 0          | 0          | 0          | 0          | 0          | 0          | 0          |
| Landaul               | 6          | 10         | 9          | 2          | 6          | 10         | 4          |
| Landévant             | 14         | 8          | 4          | 7          | 13         | 3          | 4          |
| Locmariaquer          | 4          | 3          | 3          | 6          | 5          | 3          | 14         |
| Locoal Mendon         | 22         | 15         | 22         | 23         | 22         | 16         | 27         |
| Ploemel               | 11         | 16         | 13         | 9          | 11         | 14         | 25         |
| Plouhamel             | 5          | 4          | 6          | 2          | 5          | 5          | 4          |
| Plumergat             | 25         | 32         | 32         | 19         | 21         | 19         | 22         |
| Pluneret              | 8          | 12         | 13         | 10         | 7          | 9          | 12         |
| Pluvigner             | 39         | 30         | 28         | 25         | 27         | 34         | 41         |
| Quiberon              | 0          | 1          | 0          | 0          | 0          | 0          | 0          |
| Saint Philibert       | 3          | 5          | 1          | 3          | 4          | 3          | 10         |
| Saint Pierre Quiberon | 0          | 0          | 0          | 0          | 0          | 0          | 0          |
| Sainte Anne d'Auray   | 0          | 1          | 0          | 4          | 1          | 0          | 2          |
| <b>TOTAL</b>          | <b>198</b> | <b>206</b> | <b>225</b> | <b>210</b> | <b>201</b> | <b>210</b> | <b>262</b> |

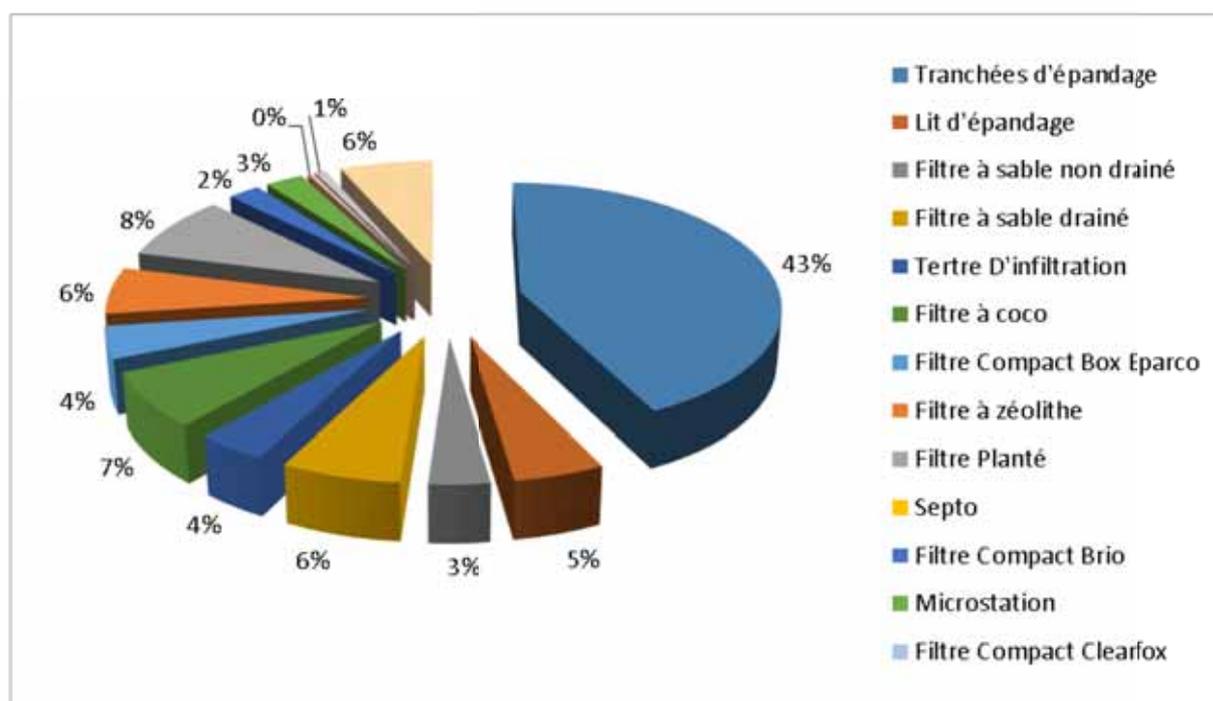
**Evolution du nombre de contrôles de bonne exécution entre 2012 et 2018**



Les tableaux et graphiques ci-dessous détaillent les caractéristiques techniques des filières d'assainissement non collectif neuves contrôlées en 2018.

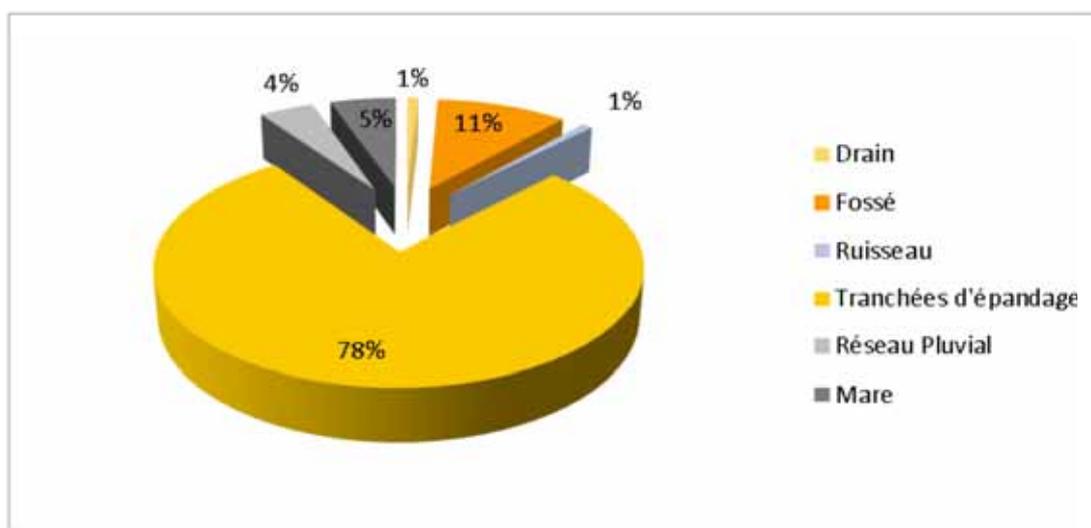
**Les différents types de filières :**

| Réalisation               |        |     |
|---------------------------|--------|-----|
| Type de Filière           | Nombre | %   |
| Tranchées d'épandage      | 112    | 43% |
| Lit d'épandage            | 13     | 5%  |
| Filtre à sable non drainé | 9      | 3%  |
| Filtre à sable drainé     | 17     | 6%  |
| Tertre D'infiltration     | 10     | 4%  |
| Filtre à coco             | 19     | 7%  |
| Filtre Compact Box Eparco | 11     | 4%  |
| Filtre à zéolithe         | 16     | 6%  |
| Filtre Planté             | 22     | 8%  |
| Septo                     |        | 0%  |
| Filtre Compact Brio       | 6      | 2%  |
| Microstation              | 7      | 3%  |
| Filtre Compact Clearfox   |        | 0%  |
| Microstation Enviroseptic | 1      | 0%  |
| Fosse Etanche             | 2      | 1%  |
| Filtre Compact X-Perco    | 17     | 6%  |
| Toilette sèche            |        | 0%  |
| Total                     | 262    |     |



### Les différents types de rejets :

| Type de rejet        | Nombre | %   |
|----------------------|--------|-----|
| Drain                | 1      | 1%  |
| Fossé                | 12     | 11% |
| Ruisseau             | 1      | 1%  |
| Tranchées d'épandage | 89     | 78% |
| Réseau Pluvial       | 5      | 4%  |
| Mare                 | 6      | 5%  |
| Total                | 114    |     |



#### **3.6.3.3 Contrôles de fonctionnement**

Les visites de fonctionnement sont réalisées tous les 6 ans. La durée de la visite est d'environ 45 minutes par installation.

- Nombre de visites et répartition des classements

**1111** assainissements non collectifs ont été contrôlés en 2018. Le détail des classements par communes est indiqué ci-dessus.

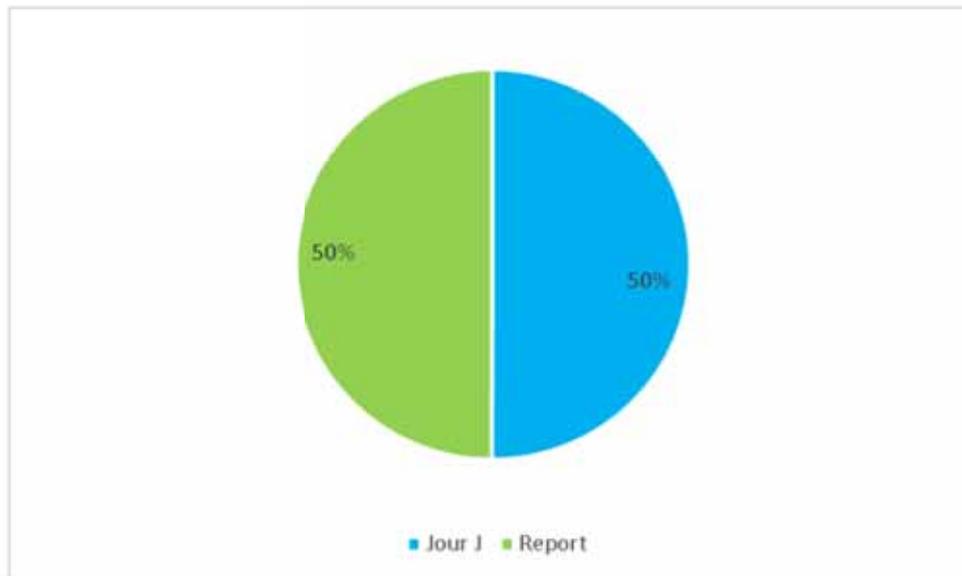
|                       | Installation ne présentant pas de défaut | Installation présentant des défauts d'entretien ou une usure de l'un de ses éléments constitutifs | Installation non conforme | Installation non conforme (travaux obligatoires sous 4 ans) | Absence d'installation | Total       |
|-----------------------|------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------|-------------------------------------------------------------|------------------------|-------------|
| Auray                 | 3                                        | 7                                                                                                 | 16                        | 1                                                           | 0                      | 27          |
| Belz                  | 21                                       | 32                                                                                                | 217                       | 43                                                          | 5                      | 318         |
| Brech                 | 0                                        | 0                                                                                                 | 3                         | 2                                                           | 0                      | 5           |
| Camors                | 3                                        | 4                                                                                                 | 15                        | 4                                                           | 0                      | 26          |
| Crach                 | 1                                        | 2                                                                                                 | 1                         | 0                                                           | 0                      | 4           |
| Carnac                | 5                                        | 14                                                                                                | 147                       | 26                                                          | 1                      | 193         |
| Erdeven               | 0                                        | 6                                                                                                 | 8                         | 1                                                           | 0                      | 15          |
| Landaul               | 0                                        | 8                                                                                                 | 14                        | 8                                                           | 0                      | 30          |
| Landévant             | 0                                        | 1                                                                                                 | 3                         | 1                                                           | 0                      | 5           |
| Locmariaquer          | 5                                        | 6                                                                                                 | 35                        | 10                                                          | 0                      | 56          |
| Locoal Mendon         | 2                                        | 0                                                                                                 | 4                         | 5                                                           | 1                      | 12          |
| Ploemel               | 17                                       | 49                                                                                                | 199                       | 44                                                          | 1                      | 310         |
| Plouharnel            | 0                                        | 1                                                                                                 | 10                        | 0                                                           | 0                      | 11          |
| Plumergat             |                                          |                                                                                                   | 8                         | 1                                                           |                        | 9           |
| Plumeret              |                                          |                                                                                                   | 1                         |                                                             |                        | 1           |
| Pluvigner             | 1                                        | 1                                                                                                 | 10                        | 5                                                           | 1                      | 18          |
| La trinié sur mer     |                                          |                                                                                                   | 1                         | 1                                                           | 1                      | 3           |
| Saint Philibert       | 2                                        | 1                                                                                                 | 20                        | 1                                                           | 0                      | 24          |
| Saint Pierre Quiberon | 0                                        | 0                                                                                                 | 39                        | 5                                                           | 0                      | 44          |
| <b>TOTAL</b>          | <b>60</b>                                | <b>132</b>                                                                                        | <b>751</b>                | <b>158</b>                                                  | <b>10</b>              | <b>1111</b> |
| <b>%</b>              | <b>5</b>                                 | <b>12</b>                                                                                         | <b>68</b>                 | <b>14</b>                                                   | <b>1</b>               | <b>100</b>  |

Le graphique ci-dessous indique la répartition des classements pour les 1111 assainissements non collectifs contrôlés en 2018, toutes communes confondues.



- Bilan des rendez-vous déplacés

|             | Jour J | Report |
|-------------|--------|--------|
| Nombre      | 556    | 555    |
| Pourcentage | 50%    | 50%    |



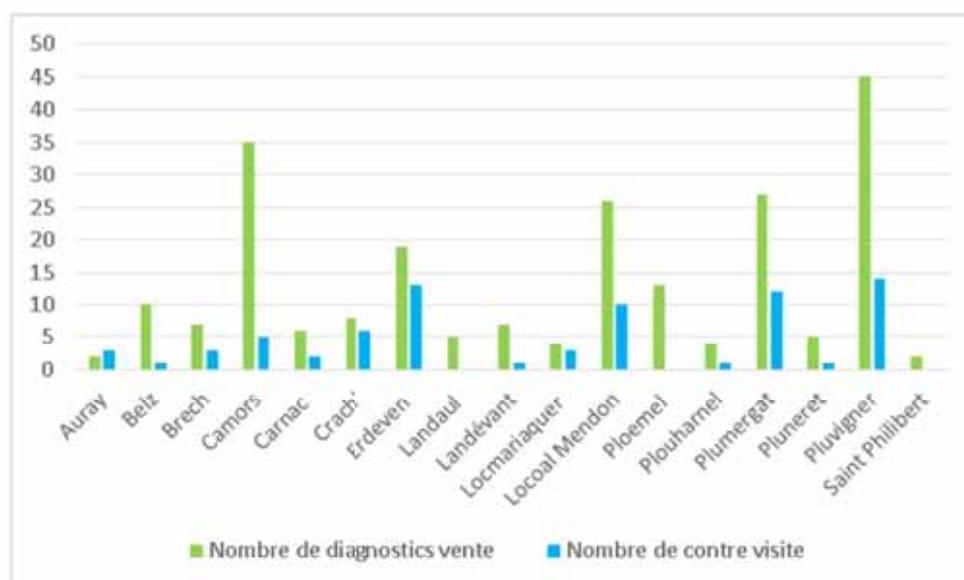
50% des rendez-vous programmés ont fait l'objet d'un report à l'initiative du propriétaire.

### 3.6.3.4 Contrôles lors de vente immobilière

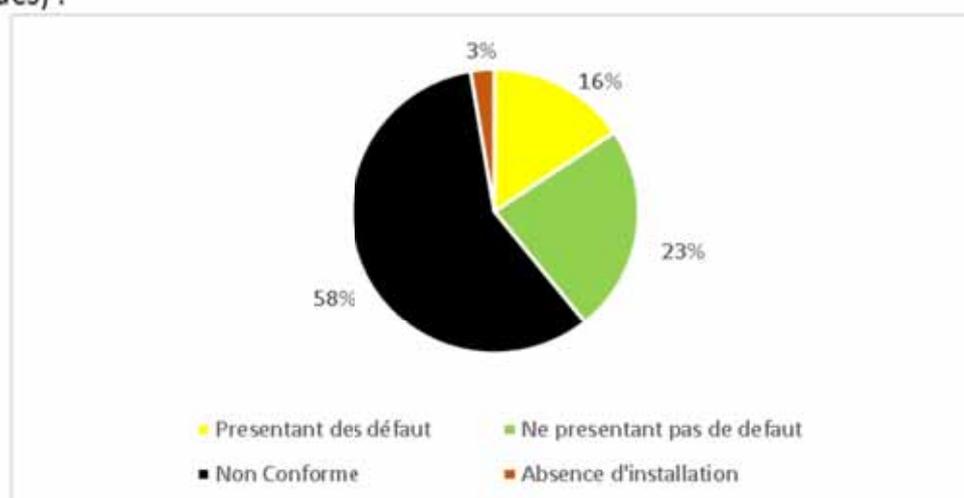
Ces contrôles sont obligatoires depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

| Communes        | Nombre de diagnostics vente | Nombre de contre visite | Total      |
|-----------------|-----------------------------|-------------------------|------------|
| Auray           | 2                           | 3                       | 5          |
| Belz            | 10                          | 1                       | 11         |
| Brech           | 7                           | 3                       | 10         |
| Camors          | 35                          | 5                       | 40         |
| Carnac          | 6                           | 2                       | 8          |
| Crach           | 8                           | 6                       | 14         |
| Erdeven         | 19                          | 13                      | 32         |
| Landaul         | 5                           |                         | 5          |
| Landévant       | 7                           | 1                       | 8          |
| Locmariaquer    | 4                           | 3                       | 7          |
| Locoal Mendon   | 26                          | 10                      | 36         |
| Ploemel         | 13                          |                         | 13         |
| Plouharnel      | 4                           | 1                       | 5          |
| Plumergat       | 27                          | 12                      | 39         |
| Pluneret        | 5                           | 1                       | 6          |
| Pluvigner       | 45                          | 14                      | 59         |
| Saint Philibert | 2                           |                         | 2          |
| Quiberon        | 1                           |                         | 1          |
| <b>Total</b>    | <b>226</b>                  | <b>75</b>               | <b>301</b> |

Diagnostics et contre-visites réalisées en 2018 dans le cadre d'une cession immobilière :



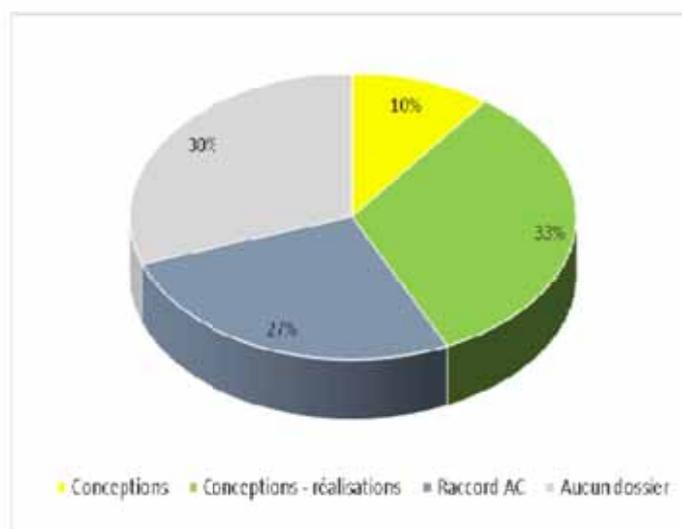
Répartition des classements suite aux 301 visites (diagnostics vente et contre-visites confondus) :



Pour les installations classées « non conformes » ou « absence d'installation », les acquéreurs disposent d'un an à compter de la signature de l'acte de vente pour effectuer la réhabilitation de l'assainissement.

L'avancement des réhabilitations des assainissements non conformes est détaillé ci-dessous :

Assainissements contrôlés en 2011 :

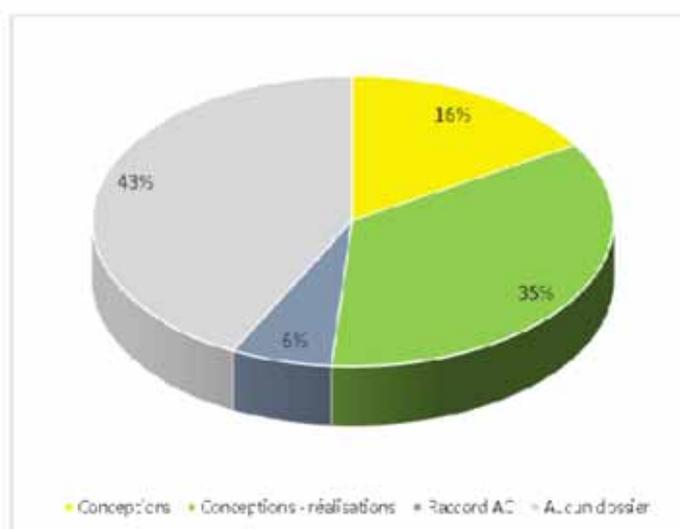


27% des assainissements diagnostiqués « non conformes » en 2011 sont raccordables au réseau d'assainissement collectif.

33% des assainissements diagnostiqués « non conformes » en 2011 ont fait l'objet d'une réhabilitation complète.

10% des assainissements diagnostiqués « non conforme » en 2011 ont fait l'objet d'un avis de conception suite au dépôt de l'étude de sol.

Assainissements contrôlés en 2012 :

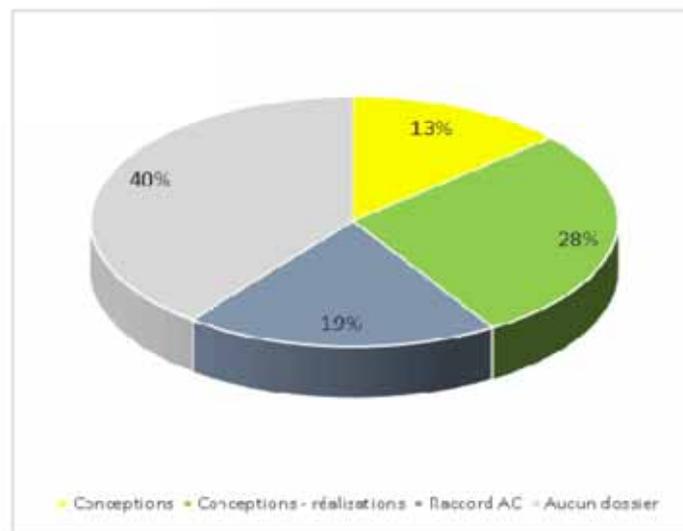


6% des assainissements diagnostiqués « non conformes » en 2012 sont raccordables au réseau d'assainissement collectif.

35% des assainissements diagnostiqués « non conformes » en 2012 ont fait l'objet d'une réhabilitation complète.

16% des assainissements diagnostiqués « non conforme » en 2012 ont fait l'objet d'un avis de conception suite au dépôt de l'étude de sol.

Assainissements contrôlés en 2013 :

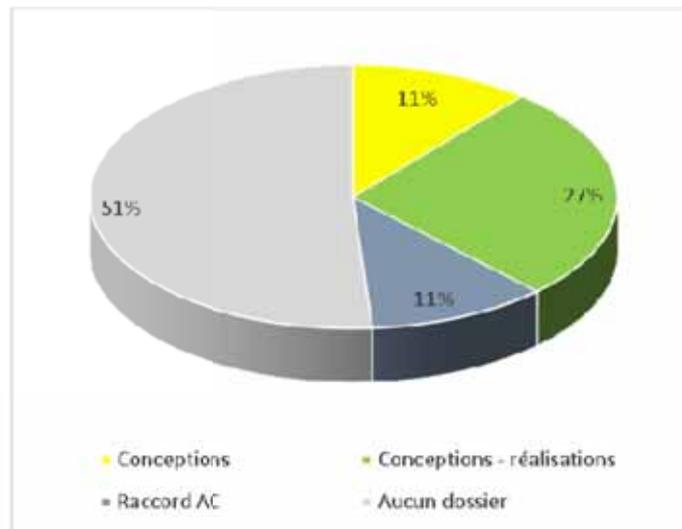


19% des assainissements diagnostiqués « non conformes » en 2013 sont raccordables au réseau d'assainissement collectif.

28% des assainissements diagnostiqués « non conformes » en 2013 ont fait l'objet d'une réhabilitation complète.

13% des assainissements diagnostiqués « non conforme » en 2013 ont fait l'objet d'un avis de conception suite au dépôt de l'étude de sol.

Assainissements contrôlés en 2014 :

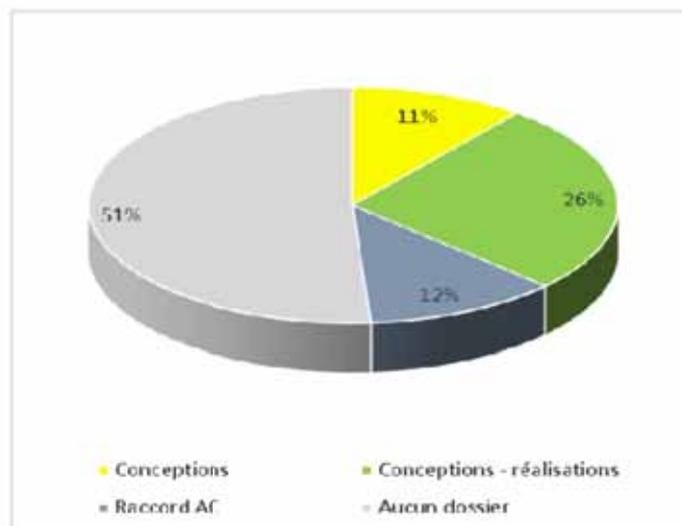


11% des assainissements diagnostiqués « non conformes » en 2014 sont raccordables au réseau d'assainissement collectif.

27% des assainissements diagnostiqués « non conformes » en 2014 ont fait l'objet d'une réhabilitation complète.

11% des assainissements diagnostiqués « non conforme » en 2014 ont fait l'objet d'un avis de conception suite au dépôt de l'étude de sol.

Assainissements contrôlés en 2015 :

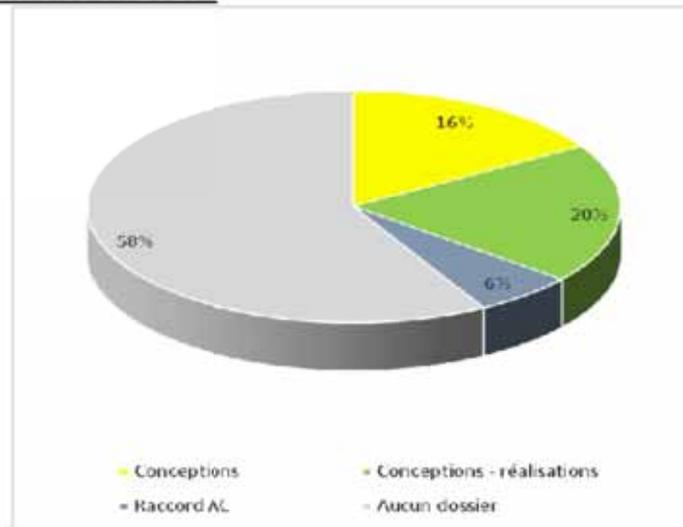


12% des assainissements diagnostiqués « non conformes » en 2015 sont raccordables au réseau d'assainissement collectif.

26% des assainissements diagnostiqués « non conformes » en 2015 ont fait l'objet d'une réhabilitation complète.

11% des assainissements diagnostiqués « non conforme » en 2015 ont fait l'objet d'un avis de conception suite au dépôt de l'étude de sol.

Assainissements contrôlés en 2016 :

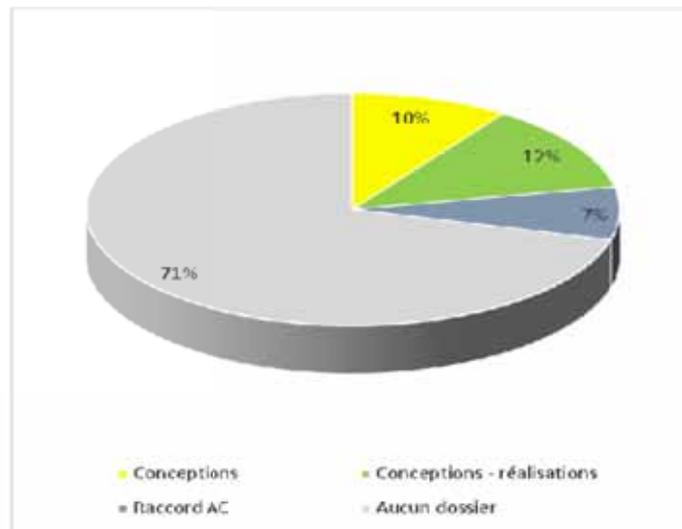


6% des assainissements diagnostiqués « non conformes » en 2016 sont raccordables au réseau d'assainissement collectif.

20% des assainissements diagnostiqués « non conformes » en 2016 ont fait l'objet d'une réhabilitation complète.

16% des assainissements diagnostiqués « non conforme » en 2016 ont fait l'objet d'un avis de conception suite au dépôt de l'étude de sol.

### Assainissements contrôlés en 2017 :

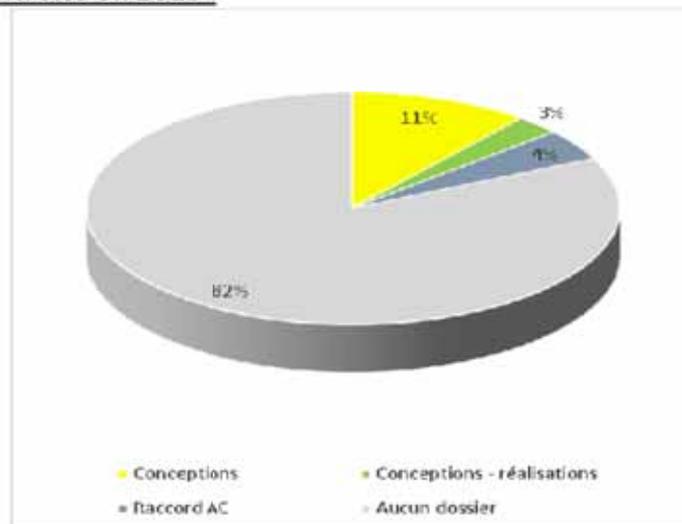


7% des assainissements diagnostiqués « non conformes » en 2017 sont raccordables au réseau d'assainissement collectif.

12% des assainissements diagnostiqués « non conformes » en 2017 ont fait l'objet d'une réhabilitation complète.

10% des assainissements diagnostiqués « non conforme » en 2017 ont fait l'objet d'un avis de conception suite au dépôt de l'étude de sol.

### Assainissements contrôlés en 2018 :



4% des assainissements diagnostiqués « non conformes » en 2018 sont raccordables au réseau d'assainissement collectif.

3% des assainissements diagnostiqués « non conformes » en 2018 ont fait l'objet d'une réhabilitation complète.

11% des assainissements diagnostiqués « non conforme » en 2018 ont fait l'objet d'un avis de conception suite au dépôt de l'étude de sol.

### 3.6.3.5 La compétence réhabilitation

Le service du SPANC assure le suivi d'une opération de réhabilitation groupée permettant à certains usagers de bénéficier d'une aide financière. Pour chaque programme, le SPANC établit la liste des assainissements non collectifs prioritaires sur la base des critères d'éligibilité de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne et des critères spécifiques de la Communauté de communes (qualité de l'eau notamment).

Le SPANC assure ces programmes sous maîtrise d'ouvrage privée déléguée. L'opération, menée sur la base du volontariat du propriétaire, comporte deux phases entraînant deux conventions distinctes :

- 1- La phase projet qui comporte notamment les points suivants :
  - ✓ Définition d'une filière d'assainissement par un bureau d'études retenu suite à un appel d'offres réalisé par la Communauté de communes ;
  - ✓ Contrôle de conception par le SPANC

Le SPANC remettra la convention d'études au propriétaire qui disposera d'un délai de deux mois maximum pour l'accepter et la retourner dûment signée.

A l'issue de cette première phase, l'entreprise de travaux, retenue suite à un appel d'offres réalisé par la Communauté de communes, interviendra sur le terrain en présence du propriétaire et du SPANC afin d'établir un devis estimatif des travaux de réalisation de la filière validée par la Communauté de communes.

- 2- La phase travaux qui comporte notamment les points suivants :

Suivi de chantier et contrôle d'exécution par le SPANC

Le SPANC adressera le devis chiffré ainsi que la convention travaux au propriétaire qui disposera d'un délai de 6 mois maximum pour l'accepter et la retourner dûment signée. La mise en place de cet accompagnement des usagers rend exigible le montant de la redevance (frais de dossier).

En 2018, le SPANC a poursuivi le premier programme de réhabilitation groupée qui concerne principalement les communes de Locoal-Mendon et Crac'h. Cependant, certains propriétaires, dont l'assainissement non collectif est situé sur une autre commune du territoire de la Communauté de communes, peuvent intégrer ce premier programme en fonction de l'urgence du dossier.

En 2018, la compétence réhabilitation a principalement concernée les communes de Locoal-Mendon et de Crac'h.

Le service du SPANC a recensé :

- 121 installations d'assainissement non collectif non conformes avec obligation de travaux sur la commune de Locoal-Mendon dont 76 éligibles aux aides de l'Agence de l'Eau.
- 206 installations d'assainissement non collectif non conformes avec obligation de travaux sur la commune de Crac'h dont 160 éligibles aux aides de l'Agence de l'eau. A noter que sur les 160 dossiers éligibles, 134 dossiers sont liés à la définition de la zone à enjeux sanitaires par le maire de Crac'h par arrêté le 2 février 2017.

Les faits marquants concernant la compétence réhabilitation au titre de l'année 2018 ont été :

- ✓ Suspension des aides de l'Agence de l'eau depuis novembre 2017
- ✓ Accord de l'Agence de l'eau pour le financement de 129 dossiers en avril 2018
- ✓ Signature des 4 premières conventions travaux en mai 2018
- ✓ Signature d'un nouvel accord cadre s'exécutant au moyen de l'émission de bons de commande pour la réalisation des études de sol et de filières dans le cadre de la compétence réhabilitation en juin 2018
- ✓ Signature de trois accords cadre s'exécutant au moyen de l'émission de bons de commande pour la réalisation des travaux d'assainissement non collectif (filières traditionnelles) dans le cadre de la compétence réhabilitation en septembre 2018
- ✓ Signature d'un accord cadre s'exécutant au moyen de l'émission de bons de commande pour la réalisation des travaux d'assainissement non collectif (filtres plantés) dans le cadre de la compétence réhabilitation en novembre 2018
- ✓ Premiers bons de commandes signés pour l'huissier
- ✓ Premiers chantiers en fin d'année 2018 sur la commune de Locoal-Mendon

En 2018, 143 conventions d'études et 14 conventions travaux étaient signées.

### **3.6.3.6 Contres visites effectuées par le service**

Le service du SPANC assure des contre visites sur certains systèmes d'assainissement non collectif. Ces contre visites ne sont pas facturées et sont réalisées :

- ✓ A la demande du propriétaire, notamment en cas de modifications apportées au système d'assainissement ou de dysfonctionnement constaté
- ✓ A la demande de la collectivité dans le cadre d'une campagne de recherche de pollution

Le service du SPANC distingue différents types de contre visites :

- ✓ Les contre visites réalisées dans le cadre d'une cession immobilière (traitées dans le chapitre « contrôle lors de vente immobilière »)
- ✓ Les contre visites suite à une visite de fonctionnement

En 2018, le SPANC a réalisé **108 contre-visites**

- ✓ 75 dans le cadre d'une cession immobilière
- ✓ 33 suite à une visite de fonctionnement

#### 3.6.4 Structuration tarifaire de l'assainissement non collectif et coût du service

##### La redevance annuelle

La redevance annuelle de fonctionnement est de 204€ HT répartie sur 6 ans soit 34€ HT par an pendant 6 ans.

##### Les autres tarifs

| Type de redevance                                      | Tarif 2018                   |
|--------------------------------------------------------|------------------------------|
| Redevance de contrôle de conception                    | 85 € HT                      |
| Redevance de contrôle d'exécution                      | 95 € HT                      |
| Redevance de contre visite du contrôle d'exécution     | 50 € HT                      |
| Redevance de diagnostic vente                          | 172 € HT                     |
| Redevance de contrôle de fonctionnement                | 34 € HT par an pendant 6 ans |
| Redevance déplacement blanc                            | 45 € HT                      |
| Redevance contrôle de branchement (tranchées ouvertes) | 35 € HT                      |
| Redevance frais de dossier                             | 500 € HT                     |

#### 3.6.4 Eléments financiers

##### **3.6.4.1 Exécution budgétaire 2018**

Le service de l'assainissement dispose de deux budgets annexes l'un pour le collectif et le second pour le non collectif. Leur exécution peut être décrite, en grande masse de la manière suivante pour l'exercice 2018 et sont issus du compte administratif 2018 :

##### **Assainissement non collectif (budget 09)**

- **Les dépenses d'investissement ont représenté 43 278,87 €HT.**

| DEPENSES                                                     | 2017               | 2018               |
|--------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
| Réhabilitations installations ANC (Loccoal-Mendon et Crac'h) | 15 825,00 €        | 41 396,27 €        |
| Autres charges d'investissement                              | 11 465,47 €        | 1 882,60 €         |
| <b>TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT</b>                         | <b>27 290,47 €</b> | <b>43 278,87 €</b> |

- Les recettes d'investissement se sont montées à 56 791,28 €HT

| RECETTES                                                     | 2017               | 2018               |
|--------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
| Amortissements                                               | 7 311,43 €         | 6 518,68 €         |
| Réhabilitations installations ANC (Loccoal-Mendon et Crac'h) | 6 725,00 €         | 46 497,48 €        |
| Excédent d'investissement reporté                            | 17 029,16 €        | 3 775,12 €         |
| <b>TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT</b>                         | <b>31 065,59 €</b> | <b>56 791,28 €</b> |

Ces recettes se décomposent de la manière suivante :

- Des recettes réelles d'investissement d'un montant de 53 016,16 € ;
- Des excédents antérieurs reportés de 3 775,12 €.

- Les dépenses de fonctionnement se sont élevées à 438 629,50 €HT :

| CHARGES                                 | 2017                | 2018                |
|-----------------------------------------|---------------------|---------------------|
| Dotations aux amortissements            | 7 311,43 €          | 6 518,68 €          |
| Charges générales                       | 85 296,72 €         | 72 590,17 €         |
| Charges de personnel et frais assimilés | 392 933,92 €        | 357 322,99 €        |
| Autres Charges exploitation             | 1 062,05 €          | 2 197,66 €          |
| <b>TOTAL CHARGES FONCTIONNEMENT</b>     | <b>486 604,12 €</b> | <b>438 629,50 €</b> |

Ces dépenses se décomposent comme suit :

- Charges de gestion pour 72 590,17 € ;
- Charges de personnel : 357 322,99 € ;
- Des charges exceptionnelles : 2 197,66 €.
- Des dotations aux amortissements pour 6518,68 €.

- Les recettes de fonctionnement ont été de 546 664,53 €

| RECETTES                                | 2017                | 2018                |
|-----------------------------------------|---------------------|---------------------|
| Redevances assainissement non collectif | 264 786,50 €        | 278 587,00 €        |
| Subventions                             | 19 807,66 €         | 42 799,34 €         |
| Autres produits d'exploitation          | 5 633,02 €          | 26 263,19 €         |
| Excédent d'exploitation reporté         | 395 391,94 €        | 199 015,00 €        |
| <b>TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT</b>    | <b>685 619,12 €</b> | <b>546 664,53 €</b> |

Ces recettes se décomposent de la sorte :

- Redevances : 278 587 € ;
- Subventions : 42 799,34€ ;
- Des atténuations de charges pour 26263,19 € ;
- Un excédent reporté de l'année n-1 de 199 015 €

## IV Annexes

Les annexes relatives au service public d'eau potable et d'assainissement sont indexées au présent document :

Annexe 1 : Qualité de l'eau distribuée sur le territoire de la Communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique

Annexe 2 : Facture eau et assainissement de 120 m3

Annexe 3 : CARE

#### 4.1 Annexe 1 : Qualité de l'eau distribuée sur le territoire de la Communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique

## 4.2 Annexe 2 : Facture eau et assainissement de 120 m3

La facture 120 m<sup>3</sup> eau et assainissement 2018 est la suivante :

| FACTURE TYPE 120 m3      |        |           |           |        |         |           |                   |
|--------------------------|--------|-----------|-----------|--------|---------|-----------|-------------------|
| 2018                     |        |           |           |        |         |           |                   |
|                          | ABQ    | LANDEVANT | PLUMERGAT | CAMORS | LANDAUL | PLUVIGNER | CARNAC<br>TRINITE |
| <b>EAU POTABLE</b>       |        |           |           |        |         |           |                   |
| Total Eau Potable HT     | 275,51 | 275,51    | 275,51    | 275,51 | 275,51  | 275,51    | 275,51            |
| TVA                      | 15,15  | 15,15     | 15,15     | 15,15  | 15,15   | 15,15     | 15,15             |
| Total Eau Potable TTC    | 290,66 | 290,66    | 290,66    | 290,66 | 290,66  | 290,66    | 290,66            |
| <b>ASSAINISSEMENT</b>    |        |           |           |        |         |           |                   |
| Total Assainissement HT  | 340,47 | 333,63    | 321,92    | 269,6  | 355,56  | 355,56    | 382,99            |
| TVA                      | 34,04  | 33,63     | 32,19     | 26,96  | 33,56   | 33,56     | 38,29             |
| Total Assainissement TTC | 374,51 | 367,26    | 354,11    | 296,56 | 389,12  | 389,12    | 421,28            |
| <b>TOTAL</b>             |        |           |           |        |         |           |                   |
| TOTAL HT                 | 615,98 | 609,14    | 597,43    | 545,11 | 631,07  | 631,07    | 658,5             |
| TVA                      | 49,19  | 48,78     | 47,34     | 42,11  | 48,71   | 48,71     | 53,44             |
| TOTAL TTC                | 665,17 | 657,92    | 644,77    | 587,22 | 679,78  | 679,78    | 711,94            |
| <b>Evolution</b>         |        |           |           |        |         |           |                   |
| Evolution                | 0,55%  | 0,60%     | 0,57%     | 0,47%  | 3,62%   | 3,62%     | 1,29%             |

## 4.3 Annexe 3 : CARE

### CARE contrat délégation de service public Eau potable SAUR (Ex Syndicat ABQ)

| <b>SAUR</b>                                           |                                      | 26/04/2019      |                 |               |
|-------------------------------------------------------|--------------------------------------|-----------------|-----------------|---------------|
| <b>COMPTE ANNUEL DE RESULTAT DE L'EXPLOITATION</b>    |                                      |                 |                 |               |
| <b>ANNEE 2018</b>                                     |                                      |                 |                 |               |
| (en application du décret du 14 mars 2005)            |                                      |                 |                 |               |
| <b>GESTION DU SERVICE EAU POTABLE</b>                 |                                      |                 |                 |               |
| Région                                                | <b>OUEST</b>                         |                 |                 |               |
| Centre                                                | <b>MORBIHAN</b>                      |                 |                 |               |
| Département                                           | <b>MORBIHAN</b>                      |                 |                 |               |
| Collectivité                                          | <b>SYNDICAT MIXTE REGION ABQ-EAU</b> |                 |                 |               |
| LIBELLE                                               | En milliers d'Euros                  | Année 2017      | Année 2018      | Ecart en KEur |
| <b>PRODUITS</b>                                       |                                      | <b>14 025,7</b> | <b>13 965,4</b> | <b>-60,3</b>  |
| Exploitation du service                               |                                      | 7 009,1         | 6 963,4         |               |
| Collectivités et autres organismes publics            |                                      | 5 936,9         | 6 135,6         |               |
| Travaux attribués à titre exclusif                    |                                      | 561,7           | 487,2           |               |
| Produits accessoires                                  |                                      | 517,9           | 379,2           |               |
| <b>CHARGES</b>                                        |                                      | <b>12 861,8</b> | <b>13 140,2</b> | <b>278,4</b>  |
| Personnel                                             |                                      | 1 571,5         | 1 524,7         |               |
| Energie électrique                                    |                                      | 7,3             | 10,0            |               |
| Achats d'eau                                          |                                      | 3 341,7         | 3 423,4         |               |
| Produits de traitement                                |                                      | 1,1             | 1,7             |               |
| Analyses                                              |                                      | 23,7            | 30,5            |               |
| Sous-traitance, matières et fournitures               |                                      | 525,5           | 612,7           |               |
| Impôts locaux, taxes et redevances contractuelles (1) |                                      | 61,2            | 58,0            |               |
| <b>Autres dépenses d'exploitation</b>                 |                                      | <b>644,3</b>    | <b>650,3</b>    |               |
| - Télécommunications, poste et télégestion            |                                      | 45,1            | 41,7            |               |
| - Engins et véhicules                                 |                                      | 128,7           | 137,4           |               |
| - Informatique                                        |                                      | 340,5           | 340,6           |               |
| - Assurances                                          |                                      | 32,4            | 34,1            |               |
| - Locaux                                              |                                      | 43,2            | 43,0            |               |
| - Divers                                              |                                      | 54,4            | 53,5            |               |
| Contribution des services centraux et recherche       |                                      | 539,3           | 490,1           |               |
| Collectivités et autres organismes publics            |                                      | 5 936,9         | 6 135,6         |               |
| - Part collectivité                                   |                                      | 4 407,1         | 3 894,8         |               |
| - Autres organismes publics                           |                                      | 1 529,8         | 2 240,8         |               |
| Charges relatives aux renouvellements                 |                                      | 73,2            | 78,3            |               |
| - Pour garantie de continuité du service              |                                      | 39,3            | 44,6            |               |
| - Programme contractuel                               |                                      | 33,9            | 33,8            |               |
| Charges relatives investissements du domaine privé    |                                      | 39,6            | 43,4            |               |
| Pertes sur créances irrécouvrables & contentieux      |                                      | 96,6            | 81,3            |               |
| <b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>                           |                                      | <b>1 163,8</b>  | <b>825,2</b>    | <b>-338,6</b> |
| Impôt sur les Sociétés (calcul normatif)              |                                      | 400,1           | 282,2           |               |
| <b>RESULTAT</b>                                       |                                      | <b>763,8</b>    | <b>543,0</b>    | <b>-220,8</b> |

(1) Cf. Impôts locaux, taxes et redevances contractuelles ; y compris redevance domaniale: département, région, Etat et redevance d'occupation du domaine public de la collectivité.

Conforme à la directive FP2E du 31/01/2006  
Ref: 120-021003-566000-01 2018120

(2) Cf. Annuités emprunt collectivité prises en charge ; comprennent: annuités d'emprunt, amortissements droits d'exploitation et charges financières contractuelles.

Valisé le 26/04/2019

CARE contrat de délégation de service public STGS (Pluvigner)

Conseil municipal de la ville d'Auray du 7 octobre 2020

# COMPTE RENDU ANNUEL 2018



|                                                | 2017                  | 2018                | Variation       |
|------------------------------------------------|-----------------------|---------------------|-----------------|
| <b>PRODUITS (hors TVA)</b>                     | <b>959 405,21 €</b>   | <b>961 750,49 €</b> | <b>0,24%</b>    |
| Produits d'exploitation                        | 483 220,84 €          | 506 070,54 €        | 4,73%           |
| Produits travaux attribués à titre exclusif    | 32 615,10 €           | 38 732,83 €         | 18,76%          |
| Surtaxe Collectivité                           | 338 418,75 €          | 310 635,92 €        | -8,21%          |
| Redevance pollution                            | 80 978,63 €           | 83 777,70 €         | 3,46%           |
| Produits accessoires                           | 24 171,89 €           | 22 533,50 €         | -6,78%          |
| <b>CHARGES</b>                                 | <b>1 016 993,54 €</b> | <b>958 797,44 €</b> | <b>-5,72%</b>   |
| Personnel                                      | 85 534,33 €           | 78 888,63 €         | -7,77%          |
| Énergie électrique                             | 1 564,34 €            | 1 579,97 €          | 1,00%           |
| Produits de traitement                         | 394,73 €              | 1 182,01 €          | 199,45%         |
| Achat d'eau                                    | 327 289,43 €          | 342 616,09 €        | 4,68%           |
| Analyses et auto-contrôles                     | 12 803,34 €           | 4 077,92 €          | -68,15%         |
| Sous traitance, matériaux, matériels et divers | 53 024,95 €           | 36 684,72 €         | -30,82%         |
| Impôts locaux, taxes et redevance              | 10 273,94 €           | 3 874,39 €          | -62,29%         |
| Autres dépenses :                              | 24 488,06 €           | 21 042,80 €         | -14,07%         |
| <i>Transports et déplacement</i>               | 3 555,67 €            | 2 906,90 €          | -18,25%         |
| <i>Informatique-DAO</i>                        | 4 640,29 €            | 3 038,74 €          | -34,51%         |
| <i>Frais de poste, télécommunication</i>       | 5 299,89 €            | 3 974,03 €          | -25,02%         |
| <i>Locaux et Assurances</i>                    | 5 755,56 €            | 3 635,27 €          | -36,84%         |
| <i>Autres</i>                                  | 5 236,65 €            | 7 487,87 €          | 42,99%          |
| Non-valeurs                                    | 0,00 €                | 0,00 €              |                 |
| Frais généraux                                 | 47 712,68 €           | 39 295,38 €         | -17,64%         |
| <i>Frais de siège</i>                          | 16 912,68 €           | 7 697,38 €          | -               |
| <i>Frais liés au service</i>                   | 30 800,00 €           | 31 598,00 €         | -               |
| Surtaxe Collectivité                           | 338 418,75 €          | 310 635,92 €        | -8,21%          |
| Redevance pollution                            | 80 978,63 €           | 83 777,70 €         | 3,46%           |
| Charges relatives aux investissements          | 0,00 €                | 0,00 €              |                 |
| Garantie de renouvellement                     | 34 510,37 €           | 35 141,91 €         | 1,83%           |
| <i>Compteurs</i>                               | 16 601,07 €           | 16 904,87 €         | 1,83%           |
| <i>Autres</i>                                  | 17 909,29 €           | 18 237,03 €         | 1,83%           |
| <b>RÉSULTAT BRUT</b>                           | <b>-57 588,33 €</b>   | <b>2 953,05 €</b>   | <b>-105,13%</b> |
| <b>IMPÔT SOCIÉTÉ</b>                           | <b>0,00 €</b>         | <b>984,35 €</b>     | <b>#DIV/0!</b>  |
| <b>RÉSULTAT NET</b>                            | <b>-57 588,33 €</b>   | <b>1 968,70 €</b>   | <b>-103,42%</b> |

CARE contrat de délégation de service public SAUR – EU – Carnac La Trinité sur Mer

Conseil municipal de la ville d'Auray du 7 octobre 2020

**COMPTE ANNUEL DE RESULTAT DE L'EXPLOITATION  
ANNEE 2018**

(en application du décret du 14 mars 2006)

**GESTION DU SERVICE ASSAINISSEMENT**

Région **OUEST**  
 Centre **MORBIHAN**  
 Département **MORBIHAN**  
 Collectivité **SIA CARNAC-TRINITE S/ MER-ASST**

| LIBELLE                                               | En milliers d'Euros | Année 2017     | Année 2018     | Ecart en KEur |
|-------------------------------------------------------|---------------------|----------------|----------------|---------------|
| <b>PRODUITS</b>                                       |                     | <b>2 753,3</b> | <b>2 765,5</b> | <b>12,2</b>   |
| Exploitation du service                               |                     | 1 520,3        | 1 437,5        |               |
| Collectivités et autres organismes publics            |                     | 1 196,9        | 1 275,9        |               |
| Travaux attribués à titre exclusif                    |                     | 34,4           | 50,3           |               |
| Produits accessoires                                  |                     | 1,8            | 1,8            |               |
| <b>CHARGES</b>                                        |                     | <b>2 593,5</b> | <b>2 895,9</b> | <b>302,4</b>  |
| Personnel                                             |                     | 238,9          | 207,4          |               |
| Energie électrique                                    |                     | 152,5          | 137,3          |               |
| Produits de traitement                                |                     | 23,6           | 16,3           |               |
| Analyses                                              |                     | 24,2           | 12,4           |               |
| Sous-traitance, matières et fournitures               |                     | 146,2          | 156,3          |               |
| Impôts locaux, taxes et redevances contractuelles (1) |                     | 20,7           | 21,6           |               |
| Autres dépenses d'exploitation                        |                     | 91,7           | 105,3          |               |
| - Télécommunications, poste et télégestion            |                     | 15,7           | 13,7           |               |
| - Engins et véhicules                                 |                     | 20,3           | 18,7           |               |
| - Informatique                                        |                     | 39,0           | 40,4           |               |
| - Assurances                                          |                     | 4,0            | 5,4            |               |
| - Locaux                                              |                     | 17,4           | 18,1           |               |
| - Divers                                              |                     | -4,7           | 8,9            |               |
| Contribution des services centraux et recherche       |                     | 177,1          | 177,6          |               |
| Collectivités et autres organismes publics            |                     | 1 196,9        | 1 275,9        |               |
| - Part collectivité                                   |                     | 1 069,9        | 1 153,9        |               |
| - Autres organismes publics                           |                     | 127,0          | 122,0          |               |
| Charges relatives aux renouvellements                 |                     | 264,8          | 285,2          |               |
| - Pour garantie de continuité du service              |                     | 59,8           | 48,8           |               |
| - Fonds contractuel                                   |                     | 204,9          | 236,5          |               |
| Charges relatives investissements du domaine privé    |                     | 250,9          | 497,0          |               |
| Pertes sur créances irrécouvrables & contentieux      |                     | 6,0            | 3,5            |               |
| <b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>                           |                     | <b>159,8</b>   | <b>-130,4</b>  | <b>-290,2</b> |
| Impôt sur les Sociétés (calcul normatif)              |                     | 54,9           |                |               |
| <b>RESULTAT</b>                                       |                     | <b>104,9</b>   | <b>-130,4</b>  | <b>-235,5</b> |

(1) Si Impôts locaux, taxes et redevances contractuelles : y compris redevance domaniale: département, région, Etat et redevance d'occupation du domaine public de la collectivité.

Conforme à la circulaire FP2E du 31/01/2006  
 Réf: 120-021003 -566201 -02 2018120

(2) Si Annuités emprunt collectivité prises en charge : comprennent: annuités d'emprunt, amortissements droits d'exploitation et charges financières contractuelles.

Validé le 26/04/2019

CARE contrat de délégation de service public SAUR – EU – Camors Landaul Pluvigner

SAUR

23/05/2019

COMPTE ANNUEL DE RESULTAT DE L'EXPLOITATION  
ANNEE 2018

(en application du décret du 14 mars 2005)

GESTION DU SERVICE ASSAINISSEMENT

Région OUEST  
Centre MORBIHAN  
Département MORBIHAN  
Collectivité ABQ CAMORS LANDAUL PLUVIGNE AS

| LIBELLE                                               | En milliers d'Euros | Année 2017   | Année 2018   | Ecart en KEur |
|-------------------------------------------------------|---------------------|--------------|--------------|---------------|
| <b>PRODUITS</b>                                       |                     | <b>581,1</b> | <b>627,0</b> | <b>45,8</b>   |
| Exploitation du service                               |                     | 239,6        | 204,4        |               |
| Collectivités et autres organismes publics            |                     | 305,4        | 358,1        |               |
| Travaux attribués à titre exclusif                    |                     | 35,7         | 13,9         |               |
| Produits accessoires                                  |                     | 0,5          | 0,5          |               |
| <b>CHARGES</b>                                        |                     | <b>624,1</b> | <b>648,6</b> | <b>24,5</b>   |
| Personnel                                             |                     | 66,3         | 75,8         |               |
| Energie électrique                                    |                     | 36,1         | 34,0         |               |
| Produits de traitement                                |                     | 8,8          | 6,3          |               |
| Analyses                                              |                     | 2,7          | 2,7          |               |
| Sous-traitance, matières et fournitures               |                     | 82,8         | 64,6         |               |
| Impôts locaux, taxes et redevances contractuelles (1) |                     | 2,2          | 2,4          |               |
| Autres dépenses d'exploitation                        |                     | 36,3         | 26,2         |               |
| - Télécommunications, poste et télégestion            |                     | 2,6          | 1,9          |               |
| - Engins et véhicules                                 |                     | 7,9          | 10,2         |               |
| - Informatique                                        |                     | 8,6          | 9,1          |               |
| - Assurances                                          |                     | 0,7          | 0,9          |               |
| - Locaux                                              |                     | 6,0          | 2,3          |               |
| - Divers                                              |                     | 10,3         | 1,9          |               |
| Contribution des services centraux et recherche       |                     | 24,4         | 26,9         |               |
| Collectivités et autres organismes publics            |                     | 305,4        | 358,1        |               |
| - Part collectivité                                   |                     | 305,4        | 358,1        |               |
| Charges relatives aux renouvellements                 |                     | 48,0         | 45,5         |               |
| - Pour garantie de continuité du service              |                     | 20,7         | 17,8         |               |
| - Programme contractuel                               |                     | 27,3         | 27,8         |               |
| Charges relatives investissements du domaine privé    |                     | 5,6          | 6,0          |               |
| Pertes sur créances irrécouvrables & contentieux      |                     | 5,4          |              |               |
| <b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>                           |                     | <b>-43,0</b> | <b>-21,7</b> | <b>21,3</b>   |
| <b>RESULTAT</b>                                       |                     | <b>-43,0</b> | <b>-21,7</b> | <b>21,3</b>   |

(1) Si Impôts locaux taxes et redevances contractuelles : y compris redevance domaniale : Département, région, Etat et redevance d'occupation du domaine public de la collectivité.

Conforme à la circulaire FP2E du 21/01/2008  
Réf: 120-021003 -606102 -02 2018120

CARE contrat de délégation de service public SAUR – EU – ex ABQ

SAUR  
**COMPTE ANNUEL DE RESULTAT DE L'EXPLOITATION**  
**ANNEE 2018**

2016/2018

(en application du décret du 14 mars 2005)

**GESTION DU SERVICE ASSAINISSEMENT**

Région **OUEST**  
 Centre **MORBIHAN**  
 Département **MORBIHAN**  
 Collectivité **SYNDICAT MIXTE REGION ABQ-ABST**

| LIBELLE                                               | En milliers d'Euros | Année 2017     | Année 2018      | Ecart en KEur  |
|-------------------------------------------------------|---------------------|----------------|-----------------|----------------|
| <b>PRODUITS</b>                                       |                     | <b>9 170,6</b> | <b>10 191,7</b> | <b>1 021,2</b> |
| Exploitation du service                               |                     | 4 887,5        | 5 527,1         |                |
| Collectivités et autres organismes publics            |                     | 3 984,5        | 4 410,2         |                |
| Travaux attribués à titre exclusif                    |                     | 262,9          | 233,3           |                |
| Produits accessoires                                  |                     | 35,6           | 21,1            |                |
| <b>CHARGES</b>                                        |                     | <b>8 620,2</b> | <b>9 203,7</b>  | <b>583,5</b>   |
| Personnel                                             |                     | 1 064,2        | 1 119,2         |                |
| Energie électrique                                    |                     | 657,8          | 661,0           |                |
| Produits de traitement                                |                     | 176,1          | 171,7           |                |
| Analyses                                              |                     | 34,8           | 29,9            |                |
| Sous-traitance, matières et fournitures               |                     | 790,3          | 797,1           |                |
| Impôts locaux, taxes et redevances contractuelles (1) |                     | 52,0           | 59,2            |                |
| Autres dépenses d'exploitation                        |                     | 594,0          | 501,7           |                |
| - Télécommunications, poste et télégestion            |                     | 74,4           | 67,0            |                |
| - Engins et véhicules                                 |                     | 108,2          | 110,5           |                |
| - Informatique                                        |                     | 148,9          | 157,5           |                |
| - Assurances                                          |                     | 15,2           | 19,9            |                |
| - Locaux                                              |                     | 61,9           | 61,0            |                |
| - Divers                                              |                     | 185,5          | 85,9            |                |
| Contribution des services centraux et recherche       |                     | 489,2          | 604,8           |                |
| Collectivités et autres organismes publics            |                     | 3 984,6        | 4 410,2         |                |
| - Part collectivité                                   |                     | 3 523,3        | 3 845,9         |                |
| - Autres organismes publics                           |                     | 461,2          | 564,3           |                |
| Charges relatives aux renouvellements                 |                     | 720,6          | 786,0           |                |
| - Pour garantie de continuité du service              |                     | 239,1          | 251,8           |                |
| - Fonds contractuel                                   |                     | 481,5          | 534,2           |                |
| Charges relatives investissements du domaine privé    |                     | 17,7           | 24,5            |                |
| Pertes sur créances irrécouvrables & contentieux      |                     | 38,9           | 38,3            |                |
| <b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>                           |                     | <b>550,3</b>   | <b>988,1</b>    | <b>437,7</b>   |
| Impôt sur les Sociétés (calcul normatif)              |                     | 189,2          | 337,9           |                |
| <b>RESULTAT</b>                                       |                     | <b>361,1</b>   | <b>650,1</b>    | <b>289,0</b>   |

(1) Si impôts locaux, taxes et redevances contractuelles ; y compris redevance domaniale, département, région, Etat) et redevance d'occupation du domaine public de la collectivité.

Conforme à la circulaire FP2E du 31/01/2006  
 Ref: 120-021003-566101-02 2018120

(2) Si Années en cours collectivité prises en charge :

Envoyé à la Sous-Préfecture le 13/10/2020  
Compte-rendu affiché le 13/10/2020  
Reçu par la Sous-Préfecture le 13/10/2020

## **12- DEEJ - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION AURAY LOISIRS - ANNEE SCOLAIRE 2020-2021**

Madame Myriam DEVINGT, 6ème adjointe, expose à l'assemblée :

Une convention de partenariat entre la Ville d'Auray et l'association Auray loisirs est proposée.

Elle a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'association occupe les locaux de l'école Tabarly pour ses activités de danse de salon.

Le hall de l'école Tabarly sera mis à disposition les vendredis de 20h00 à 22h00.

La présente convention est établie pour l'année scolaire 2020-2021 et prendra fin le vendredi 2 juillet 2021 au soir.

,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (33 voix pour),

Le conseil municipal :

- **APPROUVE** le projet de convention présenté ;
- **AUTORISE** le Maire à signer la convention de partenariat avec Auray Loisirs pour la période 2020-2021.



# CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX SCOLAIRES A UNE ASSOCIATION OU UN ORGANISME

## ENTRE

### La Ville d'Auray,

Représentée par Madame Claire MASSON en sa qualité de Maire,

Domicilié : 100 place de la République - 56400 Auray

## ET

### L'association "Auray Loisirs"

Représentée par Madame Viviane LEIB, agissant en qualité de Présidente de l'association,

Domiciliée : 7 place de la République - Esc 1 - 56400 AURAY

## ET

### L'école élémentaire Tabarly,

Représentée par Madame Catherine LOUVEL, agissant en qualité de directrice de l'école,

Domiciliée : 16 rue des 3 Fontaines - 56400 AURAY

## PRÉAMBULE

*L'ouverture des locaux scolaires aux associations en dehors des heures de formation est possible sur le fondement de l'article 25 de la loi n° 83-663 du 25 juillet 1983 modifiée, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat.*

*Les activités pour l'organisation desquelles les associations peuvent accéder aux locaux doivent revêtir un caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif.*

*Avant d'accorder son autorisation, le maire doit consulter le conseil d'école, sans être lié par cet avis.*

*La commune peut soumettre toute autorisation à la passation d'une convention entre son représentant, celui de l'école et l'association.*

*A défaut de convention, la commune est responsable, dans tous les cas, des dommages éventuels, sauf lorsque la responsabilité d'un tiers peut être établie.*

## IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

### ARTICLE 1

Le **Hall de l'école** est mis à la disposition de l'utilisateur, qui devra le restituer en état.

### ARTICLE 2

Les jours et heures d'utilisation sont les suivants :

- **tous les vendredis, de 20h00 à 22h00, pour l'année scolaire 2020-2021.**

- **un samedi après midi (de 14h à 17h), tous les deux mois, afin de réaliser des séances de formation sur les différentes chorégraphie.**

La convention prendra fin le vendredi 2 juillet 2021 après les cours.

### ARTICLE 3

Les effectifs accueillis simultanément s'élèvent à **60 personnes.**

#### **ARTICLE 4**

L'utilisation des locaux s'effectuera dans le respect de l'ordre public, de l'hygiène et des bonnes mœurs.

#### ***DISPOSITIONS RELATIVES A LA SÉCURITÉ***

#### **ARTICLE 5**

Il est convenu que la collectivité et son assureur renoncent contre le preneur en cas d'incendie, d'explosion ou dégâts des eaux.

En conséquence, **le preneur est dispensé de l'assurance « risques locatifs »**.

Les recours restent maintenus contre les personnes physiques en cas de sinistre intentionnel de leur part.

Par contre, le preneur devra assurer :

- Ses propres responsabilités, pour les dommages causés aux tiers, liés à l'exercice de ces activités dans les locaux mis à disposition,
- Ses propres biens,
- Ses préjudices financiers (perte d'exploitation, perte de jouissance, etc.)

Le preneur et son assureur devront réciproquement, renoncer à tout recours contre la collectivité de son assureur.

#### **ARTICLE 6**

Le preneur reconnaît également avoir pris connaissance des consignes de sécurité et avoir constaté, avec le représentant de la commune et le chef d'établissement, l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés...) et avoir pris connaissance des itinéraires d'évacuation et des issues de secours.

#### **ARTICLE 7**

Au cours de l'utilisation des locaux mis à disposition, l'organisateur s'engage à en assurer le gardiennage ainsi que celui des voies d'accès, à contrôler les entrées et les sorties des participants aux activités considérées, et à faire respecter les règles de sécurité par les participants.

#### ***DISPOSITIONS SANITAIRES***

#### **ARTICLE 8**

L'association s'engage à respecter les protocoles sanitaires en vigueur. La collectivité pourra refuser la mise à disposition des locaux en fonction de l'évolution sanitaire.

#### ***DISPOSITIONS FINANCIÈRES***

#### **ARTICLE 9**

La mise à disposition des locaux est établie à titre gracieux. Le matériel pédagogique et éducatif n'est pas mis à disposition.

#### ***EXÉCUTION DE LA DEMANDE***

#### **ARTICLE 10**

La présente convention pourra être dénoncée par le Maire ou le directeur d'école à tout moment pour cas de force majeure pour motif sérieux tenant au bon fonctionnement du service public de l'éducation ou à l'ordre public, par lettre recommandée adressée à l'organisateur.

## **ARTICLE 11**

La présente convention pourra également être dénoncée par le preneur, pour cas de force majeure dûment constaté et signifié au maire, par lettre recommandée si possible dans un délai de cinq jours francs avant la date prévue pour l'utilisation des locaux. A défaut, et si les locaux ne sont pas utilisés aux dates et heures prévues par les parties, le preneur s'engage à dédommager la commune des frais éventuellement engagés en vue de l'accueil prévu.

À Auray , le .....

**Madame Le Maire**

**La Présidente d'Auray Loisirs**

**La Directrice d'école**

Claire MASSON

Viviane LIEB

Catherine LOUVEL



Envoyé à la Sous-Préfecture le 13/10/2020  
Compte-rendu affiché le 13/10/2020  
Reçu par la Sous-Préfecture le 13/10/2020

## **QUESTIONS DIVERSES**

### **PERSONNEL MUNICIPAL :**

**Mme LE MAIRE** : je vous informe du départ officiel du directeur général des services. Celui-ci a trouvé un emploi à partir du 1<sup>er</sup> novembre 2020. Nous allons lancer un recrutement.

Nous avons recruté une directrice des finances qui arrivera dans 2 mois.

Le recrutement pour le poste de direction des ressources humaines est en cours et quasiment terminé.

### **FORMATION DES ELUS :**

**Mme LE MAIRE** : nous allons vous proposer une formation sur la gestion du temps.

**M. KERGOSIEN** : nous souhaitons proposer cette formation à tous les conseillers municipaux sur un samedi. Vous serez sollicités par le service formation de la direction des ressources humaines afin de savoir sur quel samedi vous souhaitez vous positionner (30 octobre, 21, ou 28 novembre). Selon vos réponses, nous organiserons 2 ou 3 groupes, l'idée étant de travailler sur la gestion du temps et des priorités et de se retrouver autour d'un temps convivial le midi.

### **ORGANISATION DES CONSEILS MUNICIPAUX :**

**Mme LE MAIRE** : nous avons proposé à l'ensemble des conseillers municipaux de se retrouver avant chaque conseil municipal afin d'échanger sur les points et questions diverses qui seront présentés à l'ordre du jour. Nous allons également travailler tous ensemble sur la possibilité de proposer la parole au public à la fin de chaque séance, c'est à dire leur permettre de poser des questions aux élus une fois la séance clôturée.

**Mme LE CROM** : une réunion est prévue le 23 octobre afin de décider ensemble comment est-ce que l'on met en place ce temps d'interpellation des citoyens et comment on y répond.

### **POINT D'ETAPE SUR LA RENOVATION DE L'HOTEL DIEU :**

**M. BASTIDE** : nous sommes pris par le temps sur ce dossier et nous nous sommes mis en ordre de bataille pour remporter cette course de vitesse pour toucher un reliquat de subventions de la part de la Région. Un comité de pilotage est prévu le 6 novembre en présence des représentants de la Région et de la Préfecture. Par ailleurs, nous nous sommes rapprochés de la Région afin de savoir quelles étaient exactement les pièces à fournir d'ici la fin de l'année.

La bonne nouvelle c'est que c'est atteignable. On peut y arriver puisque ce qu'il faut que nous fournissions avant la fin de l'année, c'est un premier devis pour la rénovation de la partie ancienne et surtout un Avant Projet Sommaire (APS). L'APS est un document dans lequel nous devons définir les grandes ambitions politiques du projet, c'est à dire tout ce que l'on envisage pour ce bâtiment et je dirais même plus pour ce nouveau quartier qui va sortir de terre. Il faut également fournir une esquisse de programmation, c'est-à-dire une estimation du nombre de logements qu'il y aura sur ce terrain (il y aura bien évidemment au moins 20 % de logements sociaux), le nombre de surfaces commerciales et le nombre de surfaces pour les associations. Nous devons fournir un premier budget pour tout cela.

Pour réaliser cet APS, nous faisons appel à un cabinet d'urbanisme qui est le même que celui qui avait travaillé avec les deux précédentes municipalités, il connaît donc très bien le sujet. Le travail que nous allons réaliser avec eux est de revoir ce projet avec l'ensemble du conseil municipal. Plusieurs réunions seront programmées ainsi qu'une réunion de concertation avec la population.

C'est une course contre la montre dans laquelle nous nous sommes lancés et nous vous proposons de la remporter ensemble.

**Mme NAEL** : nous sommes satisfaits de savoir que vous n'abandonnez pas ce projet essentiel dans la continuité de la redynamisation du centre-ville avec des atouts environnementaux, patrimoniaux et sociétaux, même si nous regrettons que tout le travail qui avait été effectué reparte quasiment à zéro. En effet vous ne souhaitez pas poursuivre notre projet notamment par rapport à la vente que nous avions prévue, par rapport aux logements que vous trouviez un peu trop nombreux et par rapport au fait que vous trouviez qu'il n'y avait pas assez d'espaces verts. Mais c'est un projet qui vous appartient maintenant puisque vous êtes la majorité en place. Par contre nous savons que l'Etat lance un appel à projet de 400 millions d'euros pour la rénovation des bâtiments publics. Nous pensons que c'est une opportunité pour Auray. Il y a beaucoup de dossiers fléchés qui seraient opportuns de travailler, notamment l'Hôtel Dieu, l'école de musique qui est en piteux état, Athéna, la chapelle du Saint-Esprit etc. Nous souhaitons savoir si vous aviez reçu un courrier en ce sens et ce que vous comptiez faire.

**Mme LE MAIRE** : AQTA a en effet eu des informations sur ce sujet. Nous allons réfléchir à nous positionner, et sachant qu'il faut aller assez vite, nous allons devoir sélectionner les projets les plus aboutis.

## **ETAT DES LIEUX SUR LES PROJETS DE LA PETIT FORÊT ET DU BEL AIR**

**M. LE ROL** : l'actualité sportive est un peu chargée en ce moment et je vais vous présenter les deux projets.

Concernant tout d'abord l'attribution du stade du Loch, nous avons acté que c'était le Rugby qui y allait, mais nous sommes en pleine négociation avec les deux associations pour l'étude des plannings. Nous vous informerons en temps voulu.

**M. GUYOT** : nous savons tous que le rugby va être au Loch mais est-ce que le terrain est homologué pour le rugby ?

**M. LE ROL** : non il ne l'est pas encore. Il va l'être d'ici la fin de l'année et cela va coûter environ 7 000 euros à la ville.

**M. GUYOT** : cela n'empêchera pas les enfants et clubs d'utiliser les équipements ?

**M. LE ROL** : pas du tout. La transformation du terrain de foot en terrain de rugby ira assez vite.

**Mme HERVIO** : le terrain sera attribué aux rugbymen et non aux footeux. Il y a avait une subvention de 25 000 euros pour la mise aux normes des vestiaires, n'avez-vous pas peur que l'on vous demande des comptes ?

**M. LE ROL** : il s'agit de 24 000 euros et non 25 000 euros et le rugby s'est engagé à ne pas toucher ses subventions pendant deux ans. Nous allons donc récupérer environ 24 000 euros.

**Mme LE MAIRE** : pour le moment, rien n'est définitif. A terme il y a un souhait de recentrer toutes les activités du foot sur Ty Coat et un souhait du rugby de prendre le stade du Loch, mais les dates pour les attributions ne sont pas encore fixées. C'est en discussion et nous verrons également à partir de quel moment cela rentre en application et s'il y a besoin de rembourser.

**M. LE ROL** : le planning est très difficile à définir et il va falloir jongler avec les matchs de chaque équipe. Le rugby ne va pas occuper le Loch dès la rentrée prochaine.

**M. GUYOT** : et concernant le football, est-ce que les projets de réfection de terrain synthétique et de drainage du terrain en herbe du haut sont toujours d'actualité ?

**M. LE ROL** : oui c'est toujours d'actualité. Les travaux du terrain synthétique devraient pouvoir se faire en juin 2021 et le drainage du terrain en herbe sera fait aussi. Je peux même vous parler du club house de Ty Coat pour lequel nous nous sommes engagés à faire les réseaux et la dalle et nous sommes également en discussion avec l'Architecte des Bâtiments de France pour savoir si nous pouvons faire le chalet tel qu'il nous était demandé par le club de foot.

**M. BASTIDE** : l'Architecte des Bâtiments de France doit donner un avis sur toute construction située sur l'Air de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine, le terrain de foot est concerné et donc la construction du chalet. Il est également situé sur la zone de protection du littoral puisque tout près de la rivière. Quelques remarques ont déjà été données, mais rien de rédhibitoire.

**M. GUYOT** : c'est bien, parce que le précédent projet avait été refusé.

**M. VERGNE** : nous avons rencontré le club de foot et nous avons le sentiment que tout cela est un peu précipité puisqu'il y encore beaucoup d'incertitudes pour faire ce transfert. Les travaux pour le rugby seront fait dans environ 4 mois, nous serons en pleine saison, n'y aurait-il pas un intérêt à décaler ce transfert d'une année pour permettre aux clubs de se retourner ?

**M. LE ROL** : je ne peux pas vous répondre précisément, nous sommes en pleine négociation avec les clubs et le planning n'est pas encore défini. Vous serez prévenus très rapidement des dates.

**Mme NAEL** : je suppose que nous aurons l'occasion d'en reparler. Il y aura sûrement une convention à soumettre au vote.

**M. LASSALLE** : nous avons en commission sport associé cette décision à une décision que vous devez budgéter. Il faudrait que nous ayons une vision claire au moment où la convention sera présentée.

**M. LE ROL** : entre la réalisation du club house, du terrain synthétique et du drainage du terrain en herbe, la ville va mettre un peu plus de 700 000 euros à Ty Coat. C'est donc assez important. Un terrain synthétique coûte environ 500 000 euros, le drainage 70 000 euros et le club house 100 000 euros. C'est un investissement relativement important que nous faisons puisque cela fait longtemps qu'il n'y a rien eu de fait à Ty Coat et nous nous engageons à le faire.

**M. GUYOT** : c'est vraiment une nécessité pour le club house parce que je ne sais pas si vous avez eu l'occasion d'aller au moment de convivialité après les matchs, mais cela fait honte de recevoir des clubs de toute la Bretagne dans un petit réduit en plein vent. Le club aura une vitrine pour les clubs adverses.

**M. LE ROL** : je précise que le synthétique n'était à changer qu'en 2023 et on décide de le faire avant. Si on reste sur un synthétique, nous allons partir sur un synthétique en matériaux naturels de types noyaux d'olives broyées, liège ou autre et c'est aussi un coût supplémentaire.

**M. GUYOT** : je crois qu'il est bon pour les alréens de savoir que le synthétique actuel est vraiment pourri et dangereux. C'est un terrain qui tord les chevilles, qui casse les genoux et cette dépense là n'est pas superflue mais vraiment nécessaire.

**M. LE ROL** : concernant les projets de la petite forêt et du Bel Air.  
A la petite forêt, nous gardons le projet de Monsieur Rochelle sans le gymnase au premier étage et sans la boxe. Nous gardons le DOJO avec les dimensions initiales, la salle de convivialité et la salle de musculation. Nous réhabiliterons également le gymnase actuel. Nous répondons exactement aux demandes du lycée avec un gymnase, un DOJO et une salle de musculation. Nous répondons aux demandes du DOJO. S'occuper des besoins du lycée est de la compétence régionale, nous négocions actuellement les subventions que chacun pourra apporter entre la Ville et la Région. Nous avons avancé sur le projet puisque nous avons déjà fait appel à un programmiste. La salle de musculation servira également aux autres associations comme le rugby par exemple qui fait actuellement sa musculation sous la salle Edma Frogier alors que cette salle ne peut pas accueillir de public. Nous fermerons d'ailleurs cette salle par la suite.

**Mme HERVIO** : quand pensez-vous lancer le projet ?

**M. LE ROL** : nous avons justement fait appel à un programmiste, le projet sera lancé assez rapidement.

**Mme HERVIO** : c'est urgent pour les lycées. Le lycée Benjamin Franklin qui doit se déplacer sur sept sites pour pouvoir exercer leurs activités d'EPS avec des temps de déplacements un peu compliqués. Le terrain de tennis est utilisé comme terrain de volley et cela l'abîme puisqu'il n'est pas prévu pour cela. Plus on attend et plus les autres équipements s'abîment et cela engendre d'autres coûts.

**M. LE ROL** : un terrain de tennis ne s'abîme pas avec un ballon de volley.

**Mme HERVIO** : oui mais ce n'est pas fait pour cela.

**M. LE ROL** : on est d'accord cependant même avec l'ancien projet de la petite forêt, le lycée aurait réparti ses activités sur plusieurs salles.

**M. MAHEO** : nous avons appris par la presse que c'était le projet de Monsieur Dumoulin que vous repreniez et là, ici, vous dites que c'est celui de Monsieur Rochelle, pouvez-vous préciser ?

**M. LE ROL** : le projet de Monsieur Dumoulin comprenait un DOJO avec deux tatamis. Nous reprenons le projet de Monsieur Rochelle avec trois tatamis et la salle de convivialité. En gros c'est le projet de Monsieur Dumoulin avec trois tatamis.

**M. LASSALLE** : le premier projet avait été chiffré et je me demande si vous avez bien vu l'enveloppe. Quand nous sommes arrivés avec l'équipe de Monsieur Rochelle, nous avons mis le projet sur la table et nous nous sommes demandés si cela répondait à toutes les problématiques. C'est l'alréen et le monde associatif qui nous importait et il s'avérait que le projet ne répondait pas à tout. Le handball ne pouvait pas jouer puisque la salle n'avait pas suffisamment de recul, il n'y avait que deux DOJO empêchant l'organisation de compétitions régionales, l'escalade n'était pas possible, et l'installation de tribunes était trop chère.

Je rappelle que le montant de l'enveloppe était de 4,2 millions d'euros TTC. D'où l'interrogation puisque si cela ne répond pas à tout, est-ce qu'on en peut pas faire mieux ? La démarche a été de réfléchir en se disant que 4,2 millions d'euros étaient déjà une somme énorme et que si nous ne répondions pas à tout et que l'on se retrouvait avec une salle qui est bon an mal an la même qu'avant juste avec des vestiaires, même si c'est important je l'admet, "cela ne va pas faire la rue Michel". Nous sommes arrivés à la conclusion qu'en refaisant une salle complète, double étage, grand luxe, mais répondant à toutes les ambitions et intégrant l'escalade, nous pouvions voir un projet à 6 millions tout en ayant une salle supplémentaire qui pouvait répondre à d'autres attentes culturelles, loisirs, sportives. Voilà notre démarche en partant d'un montant déjà énorme de 4,2 millions de rénovation simple sur un bâtiment que l'on ne chauffait pas. Je vous demande de bien réfléchir aux solutions puisqu'il va falloir mettre des chiffres en face de toutes vos colonnes budgétaires. Vous allez arriver à une somme déjà importante et vous allez être obligés de faire une salle ailleurs pour la boxe et l'escalade. Vous allez arriver à une solution budgétaire proche de la nôtre et que notre projet est déjà engagé puisque 500 000 euros ont déjà été dépensés. Notre solution répondait à toutes les attentes des associations.

**LE ROL** : la réhabilitation du gymnase, avec l'isolation et le sol, est estimée à 800 000 mille euros. Si on ajoute le DOJO avec trois tatamis, la salle de convivialité et la salle de musculation nous arrivons à 2,5 millions d'euros et non 4 millions.

**M. LASSALLE** : je serais très regardant et heureux que cela coûte moins cher pour la ville d'Auray. Pour le moment, je reste surpris.

**M. LE ROL** : concernant le projet du Bel Air, nous souhaitons réaliser une salle d'escalade, le PLA et la salle de boxe. Oui je fais de l'escalade en loisir mais je ne fais pas ma salle d'escalade comme je l'entends souvent. J'ai simplement eu écho d'un projet de la Fédération Française d'Escalade qui souhaite implanter une salle internationale en Bretagne. Toutes les grandes villes bretonnes souhaitent l'avoir et nous nous sommes positionnés sur cette salle. Cette salle est une belle opportunité pour la communauté de communes et Auray mais nous la ferons que si elle est largement subventionnée. Si elle ne l'est pas, nous ne la ferons pas. L'économie que nous ferons sur la petite forêt nous n'allons pas la mettre dans cette salle d'escalade.

**M. LASSALLE** : quel en est le coût ?

**M. LE ROL** : le fait de mutualiser les vestiaires fait baisser considérablement le coût. Nous avons prévu de faire ce pôle escalade jumelé avec le PLA, la boxe et les vestiaires seraient en commun. Nous présentons ce projet le 16 octobre au Préfet, à AQTA, à la Région et au Département. Il faut que cette salle soit largement subventionnée, nous n'avons pas du tout les moyens de payer ce complexe, qui je pense avoisinera les 8 millions d'euros.

**Mme LE MAIRE** : c'est une proposition sur des sports innovants et sur le PLA puisque le PLA est abandonné par AQTA, mais c'est une proposition qui ne peut tenir la route que si l'ensemble des financeurs publics est intéressé pour avoir un pôle boxe qui soit le seul de l'ouest et un pôle escalade également important. Seule, la ville d'Auray n'aura pas les moyens de le mettre en place. Notre réunion est une première demande aux financeurs publics avec une présentation des fédérations pour voir s'il y a un intérêt pour ce site. S'il n'y a pas d'intérêt nous ne pourrions pas le financer. Nous savons très bien qu'avec les coûts de l'Hôtel Dieu, ceux de la petite forêt et tous les autres coûts tels que la cuisine, le centre social et le skatepark, nous ne pouvons pas nous permettre d'investir sur quelque chose qui a une envergure régionale s'il n'y a pas une aide de tous les financeurs publics.

C'est donc une ébauche, une première présentation pour voir s'il y a un intérêt des financeurs pour avoir ce type de pôle de sports innovants et le PLA regroupés.

Concernant la petite forêt, nous avons d'ailleurs également exposé à la Région que nous ne sommes pas en capacité d'investir plus de 6 millions d'euros pour ce site. Il faut que la Région travaille avec nous sur un projet commun, lycée et associations, nous les revoyons donc dans un mois pour faire une présentation du programme et voir ce que la Région peut nous aider à faire.

Je rappelle aussi que les équipements des lycées sont de compétence régionale et la Région reconnaît qu'il y a un besoin pour le lycée Benjamin Franklin et qu'elle n'a jamais construit d'équipements sportifs pour ce lycée.

**M. LASSALLE** : si je comprends bien AQTA abandonne le projet du PLA mais pas complètement. Ils souhaitent qu'Auray puisse donner un terrain pour qu'ils puissent construire un bâtiment pour le PLA dans des conditions budgétaires définies par le premier projet, et ça c'est votre projet du Bel Air. Ce que je comprends également c'est que vous souhaitez faire une salle d'escalade à côté du PLA en mutualisant les vestiaires mais que vous ne la ferez pas sans subventions.

**M. LE ROL** : le PLA sera financé par AQTA.

**M. LASSALLE** : si vous ne faites pas cette salle d'escalade, gardez-vous en tête de retravailler sur le dossier du gymnase de la petite forêt tel qu'il était envisagé hier.

**M. LE ROL** : non je ne pense pas. Si nous mettons 6,5 millions d'euros sur la petite forêt comment fait-on pour aider les autres associations sur les six ans ? Si vous aidez le foot pour 700 000 euros, le tennis pour 50 000 euros, on est déjà à un quart du budget d'investissement pour les six ans. Si vous rajoutez toutes les aides des autres associations on arrivera à un tiers du budget. Nous ne pouvons pas.

**M. LASSALLE** : je ne suis pas d'accord avec vous puisque le plan pluriannuel d'investissement était monté et il passait. Vous l'avez dit tout à l'heure, le remplacement du terrain de foot était prévu et cela passait. On répondait à tous et à tous les questionnements dans le temps.

**M. LE ROL** : pour nous ce n'est pas possible.

**M. LASSALLE** : je le regrette. J'ai l'impression que vous partez sur des solutions qui budgétairement sont très optimistes qui vont vous mettre dans le mur et qui nous mettrons tous dans le mur. Réfléchissez bien, il n'y a pas de club d'escalade aujourd'hui à Auray.

**M. LE ROL** : l'escalade est un faux problème puisqu'on a déjà dit que sans subventions nous ne la ferons pas.

**M. LASSALLE** : donc vous repartez sur une rénovation qui risque de coûter cher et qui n'apportera rien à la petite forêt.

**M. LE ROL** : on va attendre que les projets se montent et on en rediscute.

**M. LASSALLE** : d'accord.

**M. GUYOT** : imaginons qu'il n'y ait pas les subventions, que devient le club de boxe ?

**M. LE ROL** : sur le projet du Bel Air nous allons avoir une réponse très rapide. Si on voit qu'on est pas subventionnés, on laisse tomber ce projet et on remet la boxe à la petite forêt.

**M. CHEVAL** : il s'avère que le plan pluriannuel d'investissement qui avait été voté en février 2020 et que j'ai sous les yeux, sous-estimait fortement plusieurs projets. L'Hôtel Dieu par exemple était évalué à 1,114 millions d'euros. On sait très bien que ce sera beaucoup plus, vous le saviez sûrement à l'époque et je ne parle pas que de l'achat du terrain.

**M. LASSALLE** : nous partions sur une solution qui était très différente de la vôtre, ce n'est pas comparable.

**M. CHEVAL** : sur le plan pluriannuel d'investissement il apparaît également 5,944 millions pour la petite forêt alors que c'est 1 million de plus. Si on sous-estime les projets sur un plan pluriannuel d'investissement, tout passe.

**M. LASSALLE** : non, 5,944 millions d'euros est l'enveloppe donnée à tout le dossier, on ne parle pas de 7 millions et je ne sais pas d'où vous sortez ce chiffre. Le chiffre indiqué est bien le prix donné par le maître d'œuvre et les études.

**M. CHEVAL** : c'est évident que ce projet là ne coûtera pas 5,9 millions.

**M. LASSALLE** : pourquoi dites-vous cela vous n'avez pas eu l'étude ? C'est un budget énorme qui n'a pas été sous-évalué par le bureau d'études, je ne peux pas vous laisser dire cela.

**M. CHEVAL** : vous avez quand même reconnu dans les discussions que nous parlions de 6,5 millions.

**M. LASSALLE** : non jamais.

**M. CHEVAL** : peu importe, pour l'Hôtel Dieu vous aviez une densité de logements qui est plus faible que le projet de Monsieur Dumoulin, donc un retour sur investissement beaucoup plus faible. Le projet de l'Hôtel Dieu que vous aviez évalué à 1,114 millions n'était pas bon également. Encore une fois quand on sous-évalue, tout passe.

**M. LASSALLE** : je ne peux pas vous laisser dire cela. Il s'agissait d'une restructuration simple du bâtiment historique, sans reprise du terrain qui ne nous appartient pas, je vous le rappelle. Ce terrain appartient à l'Hôpital et on laissait faire l'Hôpital avec son promoteur immobilier pour son opération financière. On reprenait pour 1 euro symbolique la partie historique. On restructurait le bas du bâtiment pour 1,114 millions d'euros. La prochaine fois, je vous invite à bien travailler vos dossiers avant de nous les présenter.

**M. CHEVAL** : justement vous n'aviez aucune offre concernant la reprise pour 1 euro symbolique, et d'ailleurs ils n'en veulent pas.

**Mme FERNANDEZ** : je vous assure que nous travaillons nos dossiers et il n'y a aucun doute là dessus. Puisque l'on parle de plan pluriannuel d'investissement, ce qui nous surprend quand on prend en charge les dossiers, notamment ceux à gros investissements, c'est qu'il n'y a pas vraiment de recherche de financements au niveau des fédérations sportives, de la Région ou de différents financeurs autres. Il y a donc beaucoup d'investissements qui sont à la charge de la Ville.

**M. LASSALLE** : les demandes de subventions passaient par le directeur des finances qui est aujourd'hui à la droite du Maire. Je pense que lui pourra témoigner que les recherches étaient faites sérieusement. Je rappelle que la Région s'était engagée à payer 395 000 euros sur le gymnase, que les fonds de concours d'AQTA c'est 200 000 euros, on ne peut pas faire plus.

**M. BASTIDE** : excusez moi Monsieur Lassalle mais il y avait un ordre du jour qui était proposé. On est complètement sorti de l'ordre du jour, vous êtes en train de défendre votre bilan et la conversation a complètement dérivée. Ça suffit maintenant. Vous avez reçu un mail hier soir proposant un ordre du jour, Madame le Maire l'a rappelé, il y avait cinq sujets proposés et les minorités étaient invitées à proposer d'autres sujets à l'ordre du jour. Est-ce que l'on peut donner aux alréens un meilleur exemple de débat démocratique ? Est-ce que c'est possible ? Est-ce que l'on peut s'arrêter ? Le point était sur le PLA et le sport. Peut-on finir sur le sport pour passer au point suivant et ensuite vous pourrez prendre la parole sur les points que vous souhaitez mettre à l'ordre du jour.

**M. LASSALLE** : c'est vous qui avez mis le sujet du PLA sur la table.

**M. BASTIDE** : oui mais là nous avons complètement dérivé. C'est promis vous aurez le dernier mot, mais est-ce que l'on peut terminer sur le sport ?

### **VELOS A ASSISTANCE ELECTRIQUE**

**Mme LE MAIRE** : nous avons voté une subvention d'aide à l'achat de vélos à assistance électrique au dernier conseil municipal et vous avez du voir qu'AQTA a proposé de généraliser une mesure sur les subventions sur l'ensemble de la communauté de communes. L'idée est que tous les habitants puissent bénéficier de la même chose. Ils ont modifié leur délibération en fonction de celle d'Auray pour s'aligner sur ce que l'on proposait, c'est à dire 200 euros par vélo, pas de plafond de pourcentage, une restriction au niveau de la zone géographique d'AQTA. Nous avons également demandé de préciser les plafonds de revenus par part au niveau du revenu fiscal.

Nous sommes en phase avec ce qui a été proposé, par contre nous proposons une mesure complémentaire pour les personnes qui était entre 1 200 et 2 000 euros de quotient familial. Aide qui n'était pas suivie par l'Etat, mais juste par Auray. Il faut donc que je vois avec AQTA s'ils souhaitent étendre leur aide sur ces revenus là ou si seule la ville d'Auray poursuit pour les quotients familiaux compris entre 1 200 et 2 000 euros. En attendant nous nous sommes rencontrés avec AQTA afin que tout soit cohérent et pour pouvoir travailler de la même façon sur l'ensemble du territoire.

Il va donc falloir que nous prenions une délibération qui va annuler la précédente et la repréciser si besoin. Pour le moment la délibération d'AQTA ne sera exécutoire qu'à partir du 15 octobre 2020 et, pour que les alréens qui ont déjà acheté des vélos électriques ne soient pas lésés, nous maintenons notre délibération jusqu'au prochain conseil municipal.

**Mme GUIBERT-FAICHAUD** : le compte rendu de la dernière commission des finances indiquait qu'il devait y avoir un groupe de travail sur cette prime. Qu'en est-il ?

**M. CHEVAL** : il s'agit d'un groupe de travail sur l'utilisation des vélos non électriques sur les pistes cyclables.

Il y a une volonté de concertation afin d'avoir une réglementation commune avec AQTA pour qu'Auray, si besoin, aille un peu plus loin pour ses habitants et qu'AQTA puisse aussi mettre en place son programme. Il reste un autre point à régler pour AQTA, c'est le nombre de personnes par foyer. AQTA a limité à une personne par foyer alors que pour l'Etat c'est une personne majeur.

**Mme GUIBERT-FAICHAUD** : on voit en effet que l'Etat donne une aide, puis les communautés d'agglomérations et communautés de communes, puis viennent les communes si elles le souhaitent. Nous pouvons donc garder cette mesure.

**M. CHEVAL** : oui tout à fait.

**Mme NAEL** : pouvons-nous garder la prime d'Auray en plus de la prime d'AQTA ?

**M. CHEVAL** : les primes peuvent se compléter mais pas se superposer

## **POINT SUR LA REFLEXION AUTOUR D'UNE CUISINE**

**Mme LE MAIRE** : nous souhaitons faire un point sur notre projet de cuisine à la fois pour les scolaires, le portage à domicile, le personnel communal, etc.

**Mme NORMAND** : je vous propose de faire un détour par l'alimentation de manière générale pour remettre les choses dans leur contexte. J'invite Madame Devingt et Monsieur Guillemet, avec lesquels je travaille, à me compléter si besoin.

En ce moment nous travaillons sur l'amélioration de la qualité des repas fournis à court terme avec notamment un travail sur les contenants puisque ceux actuels ne sont pas satisfaisant pour la santé puisqu'ils contiennent du PET, reconnu perturbateur endocrinien. Nous travaillons avec les services des écoles et Kerletu pour faire évoluer ces contenants.

Nous effectuons également un travail sur les goûters qui à terme devraient être bios et fait maison en partenariat avec un cuisinier de la Ville.

Je souhaite également citer l'agent en charge de l'organisation des pots qui les a rapidement fait évoluer dans le sens que nous souhaitions.

Nous avons également un travail en cours sur les terres agricoles. Comme vous le savez notre projet est ambitieux et il faut trouver des terres agricoles pour nous approvisionner et nous sommes en lien avec le lycée de Kerplouz sur ce sujet.

Concernant la relocalisation de la confection des repas, nous faisons un diagnostic précis du nombre de repas par jour que nous pourrions fournir en nous mettant en lien avec des structures et en recevant des demandes. C'est un sujet qu'il est important de bien traiter avant de prendre contact avec le bureau d'étude.

Le dernier axe de notre projet alimentation concerne les bons alimentaires et le soutien à la création d'une épicerie sociale et sera traité dans un second temps puisque comme vous le voyez le programme est déjà assez chargé.

**Mme DEVINGT** : l'objectif est de passer le plus rapidement possible au 100 % bio pour les goûters des garderies et du centre de loisirs. Nous avons la chance d'avoir un agent cuisinier de métier parmi les responsables de restauration scolaire de la Ville. Il a commencé à cuisiner maison et bio tous les mercredis pour les enfants du centre de loisirs. Nous avons demandé un investissement supplémentaire au budget pour pouvoir acheter du matériel et lui permettre de prévoir les goûters pour les garderies toute la semaine. Il y aurait des produits finis sur certains jours et des produits fait maison sur d'autres jours de la semaine avec achat de produits locaux et bio à court terme.

Au niveau de la restauration scolaire, l'objectif est de passer à terme au 100 % bio pour tous les enfants en école publique de la Ville. Gabriel Deshayes a manifesté son intérêt également afin qu'on les fournisse en repas. Nous souhaitons également fournir la crèche et le Bocéno qui eux ont déjà des cuisines existantes. D'ailleurs en parallèle nous établissons un diagnostic de l'existant (fournisseurs, produits, etc.) pour pouvoir démarcher des bureaux d'étude qui nous accompagneront dans la création d'une grande cuisine centrale ou de cuisines dans les écoles, dans l'estimation du nombre de repas et dans le choix de fournisseurs bio locaux.

**Mme LE MAIRE** : d'ici la fin de l'année il y aura trois groupes de travail correspondants aux trois axes présentés par Madame Normand et auxquels vous serez associés. Amélioration des goûters et contenant, besoin des différentes cantines, portage à domicile etc. et production maraîchère.

**Mme DEVINGT** : nous rencontrons bientôt Kerletu qui fournit la ville d'Auray en repas afin de discuter de ce qu'il est envisageable de faire par rapport aux barquettes actuelles qui sont en cellulose avec film plastique à l'intérieur. Nous avons rencontré d'autres communes qui sont passées à l'inox. Plusieurs solutions sont à l'étude sur des barquettes biodégradables ou inox.

**M. GUYOT** : il y a une société en France qui travaille, d'ailleurs en relation avec la ville de Lorient, sur des contenants qui ne contiennent plus de plastique mais malheureusement c'est assez complexe. Cela demande beaucoup d'investissement au niveau des recherches. Il faut savoir aussi qu'en 2022 ce sera totalement illégal, donc soit ils trouvent une solution soit pas et on se retrouvera très clairement dans l'embarras.

**Mme DEVINGT** : notre projet de régie agricole ne sera pas prêt dans 2 ans, nous ne serons pas prêts à fournir tous les repas de la ville. Cela prend du temps de planter, de récolter et de cuisiner. C'est la raison pour laquelle nous rencontrons Kerletu, en prévision d'un éventuel nouveau marché à passer en 2022, plus restreint ou contraint dans nos choix. Toutes les questions sont à l'étude pour le moment.

**M. GUYOT** : imaginons que les contenants évoluent et que d'un seul coup il n'y ait plus de plastiques. Serait-il envisageable de conserver le contrat avec Lorient ou partirions nous sur quelque chose de très différent ?

**Mme NORMAND** : d'après les éléments en ma possession c'est quelque chose qui intéresse Kerletu.

**Mme DEVINGT** : ils sont dans une démarche de développement durable poussée. Ils fournissent la commune de Locmiquelic qui est également passé à l'inox et cela pourrait être intéressant de mutualiser avec eux le matériel.

**Mme NAEL** : sauf erreur de ma part le marché avec Kerletu court jusqu'en 2021.

**Mme LE MAIRE** : je pense que c'est 2021 avec possibilité de faire passer un avenant.

## **DEPLOIEMENT DE LA 5G**

**M. BERROD** : après un travail sur la 5G nous sommes arrivés à la conclusion qu'il fallait organiser un grand débat citoyen en invitant des intervenants des deux bords et nous invitons la minorité à nous proposer un intervenant pour ce débat qui aura lieu avant fin décembre.

**M. GEINDRE** : j'imagine que vous allez contacter l'ARS, ou d'autres organismes qui étudient le sujet ?

**M. BERROD** : nous allons choisir un intervenant qui nous convient et vous allez nous en proposer un autre.

**M. LASSALLE** : pour la 5G le seul intervenant est l'ACERP. C'est l'ACERP qui a toutes les données et les études.

**M. BERROD** : on propose un débat c'est donc ouvert. Nous comptons faire dialoguer des gens et nous vous proposons juste de nous indiquer un intervenant.

**M. LASSALLE** : et bien je vous propose l'ACERP .

**Mme NORMAND** : l'Agence Nationale des Fréquences est également précieuse sur ce sujet. Il s'agit de l'autorité indépendante chargée de la surveillance et du contrôle dans les lieux de vie. Elle peut être saisie par tout particulier. Elle a déjà été contactée. D'autres organismes ou agences pourraient l'être et l'objectif ici est de vous associer.

**M. BASTIDE** : c'est un sujet qui est très complexe puisque cela soulève des questions liées à la santé, à la consommation d'énergie et à la société. Ce soir nous annonçons juste que l'on va lancer le débat avec la population, que c'est à nous de lancer le débat et de choisir les intervenants. Le but n'est pas d'avoir un cours magistral. Il faut des apports concrets et scientifiques mais l'objectif est que nous en débattions tous ensemble.

**M. LASSALLE** : nous avons eu ce même type de débat avec les compteurs Linky.

**M. GUYOT** : c'est un sujet qui est passionnant puisque comme le dit Monsieur Bastide il englobe énormément de domaines comme la santé sur les individus avec tout ce que cela peut apporter au monde professionnel.

**M. LASSALLE** : il faut s'inscrire dans un débat de société puisque ce n'est pas une compétence communale. Nous ne pouvons pas nous opposer en tant que commune, cela doit être informatif et sociétal.

A 19h50, l'ordre du jour étant épuisé et aucune autre question n'étant posée, Madame le Maire lève la séance.

### **Signature des Présents en séance**

-----  
Madame MASSON:

-----  
Monsieur KERGOSIEN :

-----  
Madame LE CROM :

-----  
Monsieur GUILLEMET :

-----  
Madame FERNANDEZ :

-----  
Monsieur CHEVAL :

-----  
Madame DEVINGT :

-----  
Monsieur LE ROL:

-----  
Madame DUBOIS :

-----  
Monsieur BASTIDE :

-----  
Madame SIMON:

-----  
Madame FIOR :

-----  
Madame GUEMY :

-----  
Monsieur SAUVAGEOT :

-----  
Monsieur NICOL :

-----  
Monsieur RENAULT :

-----  
Monsieur LASBLEY :

-----  
Monsieur LE SCOUARNEC : ABSENT (procuration donnée à Mme Harel)

-----  
Madame PARENT MER :

-----  
Monsieur BERROD :

-----  
Madame HAREL :

-----  
Madame AGENEAU :

-----  
Monsieur LE GUENNEC :

-----  
Madame     NORMAND :

-----  
Monsieur   GEINDRE :

-----  
Monsieur   MAHEO :

-----  
Madame     GUIBERT-FAICHAUX :

-----  
Madame     NAEL:

-----  
Monsieur   VERGNE :

-----  
Madame     LE PEVEDIC :

-----  
Monsieur   LASSALLE :

-----  
Monsieur   GUYOT :

-----  
Madame     HERVIO :

-----